



Le Moniteur

Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Directeur Général
Ronald Saint Jean

178^e Année – Spécial N° 25

PORT-AU-PRINCE

Vendredi 29 Septembre 2023

SOMMAIRE

DÉCRET ÉTABLISSANT
LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
EXERCICE 2023 – 2024

NUMÉRO SPÉCIAL

DÉCRET ÉTABLISSANT
LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
EXERCICE 2023 – 2024

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 159, 161, 163, 200, 200-4, 222, 227-2, 227-4, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987 ;
- Vu les Articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-3, 228, 234-1 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu l'Accord Politique pour une Gouvernance Apaisée et Efficace de la Période Intérimaire, publié au Journal Officiel « Le Moniteur » du vendredi 17 septembre 2021 ;
- Vu le Consensus National pour une Transition Inclusive et des Élections Transparentes du 21 décembre 2022 publié au Journal Officiel « Le Moniteur » en date du 3 janvier 2023 ;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la dette interne et externe de l'État ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Vu la Loi du 3 septembre 1971 concernant les droits d'accises sur les cigarettes et les boissons alcoolisées, modifiée par les Décrets du 6 mars 1985, du 31 août 1988 et du 28 septembre 1990 ;
- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : la Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC) ;
- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État ;
- Vu la Loi du 15 février 1995 portant modification du tarif douanier ;
- Vu la Loi du 10 juin 1996 relative à la taxe pour l'obtention du droit de passeport ;
- Vu la Loi du 9 juillet 2002 portant sur les zones franches ;
- Vu la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements ;
- Vu la Loi du 18 décembre 2002 relative au Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- Vu la Loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;
- Vu la Loi du 9 octobre 2009 portant modification de certains taux et positions tarifaires ;
- Vu la Loi du 17 juillet 2012 portant sur les banques et autres institutions financières ;
- Vu la Loi du 7 mai 2014, en ses articles 11 à 15, de portant prévention et répression de la corruption, amendant les articles 137, 138, 139, 140 et 144 du Code Pénal ;
- Vu la Loi du 4 mai 2016 remplaçant le Décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des Lois de finances ;
- Vu la Loi du 18 juin 2017 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds National de l'Education (FNE) ;
- Vu le Décret du 22 septembre 1964 relatif au Fermage et au Loyer des Biens du domaine privé de l'État ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1977 portant sur la conservation foncière et l'enregistrement ;
- Vu le Décret du 5 avril 1979 modifié par celui du 23 décembre 1981 sur la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB) ;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 organisant, sur de nouvelles bases, l'Office du Budget, Service techniquement déconcentré du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 modifiant celui du 31 octobre 1983 et portant réorganisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu le Décret du 5 mai 1987 relatif au Code Douanier ;
- Vu le Décret du 5 mai 1987 réorganisant l'Administration Générale des Douanes ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
- Vu le Décret du 14 octobre 1988 relatif à la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) ;
- Vu le Décret du 2 juillet 1997 ratifiant la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du Statut général de la Fonction publique ;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration centrale de l'État ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Vu le Décret du 1^{er} juin 2005 modifiant celui du 4 avril 1979 relatif au permis de conduire ;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu ;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la Carte d'Identité Fiscale ;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 établissant l'organisation et le fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif désigné sous le sigle : « CSCCA » ;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) ;
- Vu le Décret du 26 mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules ;
- Vu le Décret du 9 octobre 2015 modifiant celui du 18 février, révisant celui du 6 octobre 2004 sur la Pension Civile de Retraite, améliorant les conditions de vie des Agents de l'Administration Publique ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 fixant les missions et attributions des organes et services de la Présidence de la République ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 portant amendement du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 établissant les procédures et les modalités nécessaires pour la formulation et la gestion du Programme d'Investissements Publics (PIP) ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 organisant le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe ;
- Vu le Décret du 9 septembre 2020 fixant les conditions dans lesquelles la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif donne un avis consultatif sollicité sur les questions relatives à la législation sur les Finances Publiques ainsi que sur les projets de contrat, accords et conventions ;
- Vu le Décret du 21 janvier 2021 modifiant l'article 1^{er} de la Loi du 10 juin 1996 portant ajustement du droit de passeport ;
- Vu le Décret du 13 septembre 2022 modifiant l'article 6 de la Loi du 18 décembre 2002 portant création d'un organisme à caractère financier dénommé : « Fonds d'Entretien Routier » ayant pour sigle : « FER » ;
- Vu le Décret du 23 janvier 2022 relatif au Code des Douanes ;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la comptabilité publique ;
- Vu l'Arrêté du 25 mai 2012 révisant les seuils de passation de marchés publics et les seuils d'intervention de la Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP) ;
- Vu l'Arrêté du 6 janvier 2016 fixant les modalités d'inscription d'un projet dans le Programme d'Investissements Publics ;
- Vu l'Arrêté du 11 novembre 2020 déterminant les modalités d'application du Décret du 9 septembre 2020 fixant les conditions dans lesquelles la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif donne un avis consultatif sollicité sur les questions relatives à la législation sur les Finances Publiques ainsi que sur les projets de contrats, accords et conventions ;
- Vu l'Arrêté du 21 octobre 2021 révisant les seuils de passation des marchés publics en dessous des seuils d'intervention de la Commission Nationale des Marchés Publics ;
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures conformes aux programmes économique et financier établis ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, d'établir les voies et moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, le service de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations pour dommage, les prêts et avances et les interventions de l'État sur les plans économique, social et culturel pour la période allant du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024 ;
- Considérant que le Pouvoir Législatif est, pour le moment, inopérant et qu'il y a alors lieu pour le Pouvoir Exécutif de légiférer par Décret sur les objets d'intérêt public ;
- Sur le rapport des Ministres de l'Economie et des Finances, de la Planification et de la Coopération Externe ;
- Et après délibération en Conseil des Ministres ;

Le Pouvoir Exécutif décrète le Budget Général suivant :

CHAPITRE I**Dispositions relatives aux Ressources**

- Article 1.-** Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues dans le Budget Général. Ces ressources doivent être établies par des Lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au compte «Trésor Public». Elles comprennent aussi les recettes, les dividendes et autres provenant des entreprises publiques.
- Article 2.-** Les institutions de l'Administration d'État, fournissant des services rémunérés, doivent faire approuver leurs barèmes et tarifs par leurs autorités de tutelle.
- Article 3.-** Les impôts, droits et taxes perçus au 30 septembre 2023, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales, sont prorogés pour l'exercice fiscal 2023-2024 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-Lois et Décrets régissant la matière.
- Article 4.-** Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi regroupés :
- Art. 1.- Recettes Fiscales ;
 - Art. 2.- Recettes non Fiscales ;
 - Art. 3.- Recettes en Capital ;
 - Art. 5.- Dons ;
 - Art. 6.- Remboursements de prêts et avances, et ventes de participation ou restitution de capital ;
 - Art. 8.- Emprunts ;
 - Art. 9.- Recettes perçues pour le compte de tiers.
- Article 5.-** Tout agent public, qui aura empêché ou perturbé le déroulement de la procédure d'établissement et de perception des droits, des impôts et des taxes ; détruit, détourné, soustrait ou contrefait des justifications de recettes, encourra des sanctions disciplinaires, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront être engagées contre lui, ni de la réparation personnelle et pécuniaire du dommage subi par l'État.
- Article 6.-** Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir, en vertu du Budget Général de l'exercice fiscal 2023-2024, sont estimés à **cent quatre-vingt-douze milliards huit cent vingt-trois millions trois cent soixante-quinze mille et 00/100 de gourdes (HTG 192 823 375 000,00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 59 du présent budget.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 7.-** Les dons en appui budgétaire et en aide projet sont estimés à **soixante-dix milliards six cent quatre-vingt-quatre millions huit cent soixante-huit mille huit cent cinquante et 00/100 de gourdes (HTG 70 684 868 850,00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 59 du présent budget.
- Article 8.-** Les produits du financement interne et externe sont estimés à **cinquante-sept milliards cent trente-six millions six cent cinquante-six mille cent cinquante et 00/100 de gourdes (HTG 57 136 656 150,00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 59 du présent budget.
- Article 9.-** L'article 154 du Décret du 26 Mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules est ainsi modifié :
- Les pare-brises doivent être faits d'une matière inaltérable parfaitement transparente et non susceptible de produire des éclats en cas de bris. Tout propriétaire de véhicule qui, en raison de son activité professionnelle, souhaite circuler dans un véhicule à vitres et pare-brise teintés est astreint au paiement d'un droit fixe dénommé « Droit de Teinte de Véhicules (DTV) » dans un office de la Direction Générale des Impôts (DGI).*
- La demande d'autorisation est formulée pour tout véhicule, régulièrement assuré et immatriculé.*
- Le montant de ce droit est de dix mille gourdes (HTG 10,000.00) payable entre le 1er octobre et le 31 décembre de chaque année. Il est valide pour un exercice fiscal et n'est pas divisible.*
- Sont exonérés du droit de teinte, les véhicules appartenant aux corps diplomatiques et consulaires, aux institutions internationales et aux institutions publiques. Cette dernière catégorie, à l'exception des véhicules détenant des plaques « Officiel », est assujettie à une autorisation préalable du Premier Ministre.*
- Les modalités d'application de ces dispositions sont définies conjointement par des mesures administratives du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et de la Police Nationale d'Haïti (PNH).*
- Article 10.-** Il est ajouté à l'article 279 du Décret du 26 Mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules, la contravention suivante :
- Circuler sans autorisation de teinte ou avec une autorisation de teinte périmée est passible d'une amende de vingt mille gourdes (HTG 20 000,00) .*
- Article 11.-** L'article 1er de la Loi du 11 juin 1996 créant un droit d'accise sur certaines catégories de véhicules est ainsi modifié :
- Il est établi sur les véhicules dont la puissance est supérieure ou égale à 2200 cc un droit d'accise de 15% sur le prix des véhicules achetés en Haïti et sur la valeur en douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.*
- Article 12.-** L'article 11 du Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la carte d'identité fiscale se lit désormais ainsi :
- L'émission de la Carte d'Immatriculation Fiscale se fait moyennant le paiement annuel d'un droit de :*
- *Deux mille cinq cents gourdes (HTG 2 500,00) pour les entreprises et personnes morales ;*
 - *Mille gourdes (HTG 1 000,00) pour les personnes physiques en situation d'emploi ;*
 - *Deux cent cinquante gourdes (HTG 250,00) pour les journalistes, le personnel vacataire et les personnes en quête d'emploi.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Le prélèvement se fera à la source sur les personnes physiques en situation d'emploi par les soins de l'employeur au 31 octobre de chaque exercice pour être versé à la DGI entre 1er et 15 novembre. Après cette date, le montant du droit à acquitter sera doublé.

- Article 13.-** L'article 23 de la Loi du 9 juillet 2002 portant sur les zones franches se lit désormais comme suit :
- Les investisseurs des zones franches ou d'entreprises franches jouissent des avantages suivants :
- a. *Déduction des valeurs investies dans une zone franche, mais interdiction de vendre le titre pendant cinq (5) ans à compter de la date de l'investissement ;*
 - b. *Exonération totale d'impôts sur les revenus (personnes morales) générés par les investissements dans les zones franches industrielles pendant sept (7) ans.*
- Article 14.-** L'article 23 du Décret du 14 septembre 1989 relatif aux Organisations Non Gouvernementales d'Aide au Développement se lit comme suit :
- Les ONG autorisées à fonctionner en Haïti bénéficieront des avantages suivants :*
- *l'exonération d'impôts pour l'Organisation;*
 - *la franchise douanière à l'importation de tous biens, dons et équipements nécessaires à la réalisation exclusive de leurs objectifs et des « effets personnels » du personnel de l'Organisation autorisé à travailler dans le pays, moyennant le paiement des frais de vérification et la redevance informatique.*
- Article 15.-** L'article 27, alinéa 3 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant des taxes communales est rapporté.
- Article 16.-** L'article 29, alinéa 4 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.
- Article 17.-** L'article 31, alinéa 2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.
- Article 18.-** L'article 33, alinéa 2 du Code des Investissements du 9 septembre 2002 traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.
- Article 19.-** L'article 35, alinéa 2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.
- Article 20.-** L'article 3, alinéa 4 de l'Arrêté du 20 août 2013 relatif au secteur logement et traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.
- Article 21.-** L'article 26 du Budget Général 2020-2021 est ainsi modifié :
- Les droits d'accises sur le tabac, les produits de tabac bruts et finis tels que cigarettes et cigares, de la position tarifaire 2401 et 2402, sont calculés au taux de 60% de la valeur en douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.*
- Les droits d'accises sur le tabac, les produits de tabac bruts et finis fabriqués localement sont calculés au taux de 25%.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Article 22.- L'article 27 du Budget Général 2020-2021 est ainsi modifié :

Les droits d'accises établis sur les alcools et toutes les autres boissons alcoolisées, des positions tarifaires suivantes, 22030000, 22040000, 22060000, 22060000, 22083000, 22084000, 22085000, 22087000, 22089010, sont calculés au taux de 30% sur la valeur en Douane (CIF) additionnée des autres impôts et taxes pour les produits importés.

Les droits d'accises sur les alcools et toutes autres boissons alcoolisées fabriquées localement sont calculés au taux de 15% sur le prix ex-usine.

Les droits d'accises sur les boissons énergisantes, de la position tarifaire 22021011, sont calculés au taux de 30% de la valeur en Douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés..

Les droits d'accises sur les boissons énergisantes fabriquées localement sont calculés au taux de 15% sur le prix ex-usine.

Article 23.- Les droits d'accises sur la pâte concentrée de tomate conditionnée ou non pour la vente au détail, le ketchup et autre sauce de tomates, des positions tarifaires 20029011, 20029019, 2103200, sont fixés au taux de 15%.

Article 24.- Les articles 124, 125 et 126 du Décret du 1er juin 2005 relatifs à l'Inspection de Véhicules se lisent respectivement comme suit :

a) *Sont astreints à l'inspection semestrielle les véhicules suivants : les véhicules qui appartiennent en propre à l'État (Officiel, Service de l'État), les véhicules des Missions Diplomatiques et Consulaires et des Organisations Internationales (CD, CC, OI), et ceux d'Immatriculation Temporaire (IT) admis dans un régime de franchise;*

b) *Sont astreints à l'inspection trimestrielle les véhicules suivants dont les droits d'inspection sont fixés à cinq cents gourdes (HTG 500,00) par trimestre :*

Les véhicules de transport en commun, les véhicules de location, les véhicules lourds et ceux affectés au transport de marchandises de toutes sortes ainsi que les véhicules de génie civil sur pneumatique ;

c) *Sont astreints à l'inspection semestrielle les véhicules privés dont les droits d'inspection sont fixés à mille gourdes (HTG 1 000,00) par semestre..*

Article 25.- L'article 6 du Décret du 28 septembre 1987 modifié par la Loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

La patente comporte un droit fixe et un droit proportionnel :

a. *le droit fixe est déterminé en fonction du groupe auquel appartient la Commune du lieu de l'établissement du contribuable ;*

b. *le montant du droit fixe est établi à :*

- *cinq mille gourdes (HTG 5 000,00) pour un établissement situé dans une Commune du premier groupe ;*

- *deux mille cinq cents gourdes (HTG 2 500,00) pour un établissement situé dans une Commune du deuxième groupe ;*

- *mille deux cent cinquante gourdes (HTG 1 250,00) pour un établissement situé dans une Commune du troisième groupe.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

L'assiette du droit proportionnel est égale à la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et la masse salariale, au cours de la période de référence précédant la date d'exigibilité de la patente. Cette base est arrondie au millier de gourdes inférieur. Le taux du droit proportionnel est de quatre pour mille (4‰).

- Article 26.-** L'article 28 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente se lit désormais comme suit :
- Les Communes de la République d'Haïti sont divisées en trois groupes :
- a. 1er groupe : Cap-Haïtien, Carrefour, Cayes, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Gonaïves, Jacmel, Kenscoff, Pétion-Ville, Port-au-Prince, Tabarre ;*
- b. 2ème groupe : Aquin, Camp-Perrin, Fort-liberté, Gressier, Hinche, Jérémie, Léogane, Miragoâne, Mirebalais, Ouanaminthe, Petit-Goâve, Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord, Saint-Marc ;*
- c. 3ème groupe : les autres Communes.*
- Article 27.-** Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 74 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu :
- Les propriétaires et/ou conducteurs de véhicules se livrant dans le transport en commun des passagers, dans un cadre individuel ou personnel, sont assujettis à un impôt forfaitaire libérateur de quatre mille gourdes (HTG 4 000,00) pour l'obtention de la plaque d'immatriculation ou de la vignette.
- Cet impôt forfaitaire libérateur ne dispense pas le concerné à souscrire sa déclaration définitive d'impôt sur le revenu dans les formes et le délai prévus à l'article 127 dudit Décret.*
- Article 28.-** L'article 27 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :
- 1.- Les entreprises s'adonnant aux activités prévues à l'article 19 et agréées par la Commission Interministérielle des Investissements bénéficient de l'exonération totale de l'impôt sur le revenu pour une période ne dépassant pas cinq (5) années consécutives. Après cette période d'exonération, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu.*
 - 2.- L'entreprise ne peut bénéficier d'un renouvellement ou d'une prolongation de la période d'exonération qu'en cas de force majeure ; ce, conformément à l'article 26 dudit Code.*
- Article 29.-** L'Article 28 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements se lit désormais comme suit :
- 1- Les entreprises visées à l'article 19 du présent Code ne peuvent bénéficier des incitations fiscales et douanières qu'une seule fois au titre d'une même activité.*
 - 2- Par dérogation au 1., une entreprise ayant bénéficié au titre d'une activité, des incitations fiscales et douanières prévues au présent Code peut, au terme de la période d'exonération et au titre de cette même activité, bénéficier sur décision de la Commission Interministérielle des Investissements, des avantages suivants pour une période ne dépassant pas trois (3) années supplémentaires :*
 - a- l'exonération des droits de douane sur les matières premières exclusivement utilisées pour cette activité à condition que des marchandises similaires de qualité comparable ne puissent être achetées en Haïti en même quantité et au même prix.*
 - 3- L'avantage prévu à a. du 2. est limité à une seule opération de modernisation et est conditionné au fait que l'activité soit agréée par la Commission Interministérielle des Investissements.*
 - 4- La dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les mêmes importations en admission temporaire.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Article 30.- L'Article 29 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Toute entreprise, dont les services ou la production sont tournés vers l'exportation ou la réexportation, bénéficie, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du présent Code modifié par l'article 36 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2023-2024, des avantages suivants :

- 1.- *La franchise douanière et fiscale pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives sur les importations de biens d'équipements et de matériels lorsqu'ils sont affectés exclusivement à l'installation, au fonctionnement et à la production de l'entreprise, incluant :*
 - i. *Les machines et appareils destinés aux travaux de prospection et de recherche ;*
 - ii. *Les moyens de transport exclusivement destinés au transport du matériel, des fournitures et produits manufacturés de l'entreprise ;*
 - iii. *Les autobus uniquement affectés au transport du personnel ;*
 - iv. *Les outils et pièces de rechange nécessaires à l'installation de l'entreprise ;*
 - v. *Les produits destinés aux opérations de production ;*
 - vi. *Les produits consommables (catalyseurs, accélérateurs chimiques, etc.).*
- 2.- *Admission temporaire pour perfectionnement actif pour les matières premières et les matériels d'emballage.*
- 3.- *Dispense générale de caution ou de dépôt de garantie dans le cadre de l'admission temporaire des matières premières et des matériels d'emballage.*
- 4.- *Exemption des frais de vérification.*

Article 31.- L'article 31 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements, se lit désormais comme suit :

Les entreprises agricoles, les sociétés de développement agricoles, les coopératives agricoles, s'adonnant aux activités définies à l'article 30 du Code, bénéficient, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 dudit Code modifié par l'article 37 du Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023 et les Lois sur l'Agriculture, des avantages suivants :

- 1.- *La franchise douanière et fiscale, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise, incluant :*
 - *Les tracteurs, motoculteurs, bateaux de pêche et moteurs hors-bord et tous autres matériels roulants de transport nécessaires à l'exploitation ;*
 - *Les semences, alevins, engrais, pesticides, plantes, fongicides et tout autre intrant pour l'agriculture, l'élevage et la pêche ;*
 - *Les filets, nasses et autres matériels pour la pêche ;*
 - *Les appareils et matériels pour construction de serre, incubateur pour production de volaille ;*
 - *Les pièces de rechange et outils nécessaires à l'entretien des équipements ;*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- *Les machines, outillages et équipements de traitement après récolte tels qu'égreneuses, dépulpeuses, batteuses à grains ;*
- *Les matériels d'emballage, de conservation, de production et de conditionnement et tous autres matériels jugés nécessaires à l'entreprise pour sa production.*

2.- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.*

Article 32.- L'article 33 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises et coopératives artisanales s'adonnant aux activités définies à l'article 32 du Code bénéficient, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du code modifié par l'article 32 du Décret établissant le Budget Général de la République 2023-2024 et les lois sur l'artisanat, des avantages suivants :

- 1- *L'exonération des droits de douane pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans consécutifs sur les fournitures et le matériel d'emballage ;*
- 2- *L'exonération douanière et fiscale, à l'exception des frais de vérification, pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans consécutifs, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et à l'exploitation de l'entreprise, incluant :*
 - *L'équipement, le matériel, les articles et accessoires nécessaires à l'entreprise ;*
 - *Les pièces de rechanges et outils nécessaires à la réparation desdits équipements et matériels.*
- 3- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.*

Article 33.- L'article 35 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises de l'industrie nationale s'adonnant aux activités définies à l'article 34 dudit code et agréées par la Commission Interministérielle des Investissements bénéficient, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du code modifié par l'article 33 du Décret établissant le Budget Général de la République 2023-2024, des avantages suivants :

- 1.- *La franchise douanière et fiscale, à l'exception des frais de vérification, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise, incluant :*
 - *les machines et appareils destinés aux travaux de prospection et de recherche ;*
 - *les moyens de transport exclusivement destinés au transport du matériel des fournitures et produits finis de l'entreprise ;*
 - *les autobus uniquement affectés au transport du personnel selon le Code du Travail ;*
 - *les outils et pièces de rechange nécessaires à la réparation des machines, équipement et matériels ;*
 - *les matériels électriques et sanitaires à l'installation de l'entreprise ;*
 - *les appareils et équipements destinés à la sécurité et à la surveillance de l'entreprise ;*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- *le matériel d'emballage, de conservation, de production et de conditionnement et tous autres matériels jugés nécessaires à l'entreprise pour sa production.*
- 2.- *L'exonération pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans des droits de douane sur les matières premières destinées à la transformation. S'il s'agit de modernisation, de réhabilitation, d'agrandissement d'entreprise déjà existante ou ayant bénéficié d'avantages incitatifs, elle bénéficiera trois (3) ans d'exonération des mêmes droits sur les matières premières et ne peut produire qu'une seule demande d'exemption fiscale et douanière sur les importations de biens d'équipements et de matériels.*
- 3.- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les importations en admission temporaire.*

Article 34

L'article 38 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises de développement touristique, les entreprises de service à caractère touristique, oeuvrant dans les champs d'activités définies à l'article 37 du présent Code et les Lois sur le tourisme, bénéficient, outre des avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du code modifié par l'article 34 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2023-2024, des avantages suivants :

- 1.- *La franchise douanière et fiscale, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à la prospection, l'implantation, l'aménagement ou au réaménagement, quand ces matériels ou ces équipements ne peuvent pas être trouvés localement dans les mêmes conditions de qualité et de prix :*
- *Les matériaux de construction;*
 - *Les matériels électriques ;*
 - *Les systèmes de production ou de compensation d'énergie électrique ;*
 - *Les systèmes ou équipements pour la sécurité et la surveillance ;*
 - *Les systèmes de communication et de télécommunication ;*
 - *Les systèmes et équipements de conservation au froid ;*
 - *Les appareils ménagers, la lingerie, les ustensiles de service et de cuisine ;*
 - *Les systèmes et équipements de traitement de l'eau ;*
 - *Les systèmes et équipements sanitaires ;*
 - *Les espèces animales et végétales rares ;*
 - *Les chaloupes et remorques ;*
 - *Les petits avions, bateaux et hélicoptères de plaisance ;*
 - *Les véhicules utilitaires affectés à l'exploitation ;*
 - *Les matériels et équipements nécessaires à l'aménagement et au fonctionnement de l'activité touristique ;*
 - *Les pièces de rechange pour les matériels et équipements.*
- 2.- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 35.-** L'Article 21 de la Loi du 24 juillet 2002 portant sur les zones franches se lit désormais comme suit :
- Les promoteurs et/ou opérateurs de zones franches (personnes morales) bénéficient des avantages douaniers et fiscaux suivants pour les besoins de leurs projets d'investissements :*
- 1- *L'exonération totale de l'impôt sur le revenu des personnes morales pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives.*
Après la période d'exonération totale, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité, conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu. Cette exonération ne peut être renouvelée ou prolongée qu'une seule fois; ce, en cas de force majeure. La décision de renouveler ou de prolonger la période d'exonération est prise par le Conseil National des Zones Franches.
 - 2- *La franchise douanière et fiscale, y compris les taxes d'immatriculation pour les biens d'équipements et matériels nécessaires à l'aménagement des espaces, à l'exclusion des véhicules de tourisme.*
 - 3- *L'enregistrement et la transcription du débet de tous actes contenant acquisition, hypothèque et nantissement.*
 - 4- *L'exonération pour une période de sept (7) années consécutives de la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB). A l'expiration de la septième année, le montant de la CFPB est calculé sur la base de la valeur locative qui est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales. Autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué conformément aux Lois régissant la matière. Cette valeur locative doit être évaluée chaque trois (3) ans.*
- Article 36.-** L'article 1er du Décret du 5 avril 1979 relatif à la Contribution Foncière des Propriétés Bâties modifié par celui du 23 décembre 1981 et par l'article 21 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :
- La contribution foncière des propriétés bâties est un impôt réel local basé sur la valeur locative de tout immeuble. La valeur locative est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales. Autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué.*
- Article 37.-** L'article 74 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :
1. *Entre le 1^{er} et le 31 octobre de chaque exercice fiscal, les tenanciers des jeux de hasard paieront par établissement un impôt libératoire équivalant à 25% de la valeur locative annuelle. En aucun cas, cet impôt ne sera inférieur à vingt-cinq mille gourdes (HTG 25 000,00).*
La quittance afférente au paiement de cet impôt doit être affichée dans chaque établissement de jeux de hasard. En cas de non-paiement de l'impôt pour un établissement, le contribuable est responsable sur tous ses biens meubles et immeubles du paiement dudit impôt, conformément aux dispositions légales en matière de recouvrement forcé des créances de l'Etat.
 - *Les produits perçus par les inventeurs, au titre de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets, de la cession ou concession de marques de fabrique, de procédés ou formules de fabrication, feront l'objet d'une retenue à la source de 20% libératoire. Cette retenue sera versée à la Direction Générale des Impôts (DGI) entre le 1er et le 15 du mois qui suit celui du paiement. Passé ce délai, des intérêts de retard prévus à l'article 162 du présent Décret seront appliqués.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- *Les produits de toute nature, perçus par les professionnels dont le domicile fiscal est situé hors d'Haïti et qui, au cours d'un séjour temporaire dans le pays, travaillent pour leur compte ou pour le compte de sociétés étrangères, feront l'objet d'une retenue à la source de 15% libératoire. Cette retenue sera versée à la Direction Générale des Impôts (DGI) entre le 1er et le 15 du mois qui suit celui du paiement.*

Passé ce délai, des intérêts de retard prévus à l'article 162 du présent Décret seront appliqués..

Article 38.- L'article 113 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

- 1.- *Les revenus distribués ou dividendes font l'objet de la part de la société distributrice d'une retenue libératoire de 20%.*
- 2.- *Par dérogation au 1., les dividendes versés par une filiale située en Haïti à sa société mère également située en Haïti ou à une autre société anonyme également située en Haïti sont exonérées de la retenue à la source libératoire de 20% lorsqu'aucune d'entre elles ne bénéficie des avantages du Code des Investissements ou d'autres régimes spéciaux. Ces dividendes doivent être incorporés dans les bénéfices de la société bénéficiaire qui doit pratiquer la retenue libératoire de 20% au moment de la redistribution desdits dividendes à des personnes physiques ou à des sociétés anonymes situées hors d'Haïti ou à des sociétés anonymes situées en Haïti bénéficiant des avantages incitatifs du Code des Investissements ou d'autres régimes spéciaux.*
- 3.- *Les rémunérations et avantages occultes font l'objet d'une imposition de 45%.*

Article 39.- L'article 7 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 5 du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

- 1.- *Le Chiffre d'Affaires à retenir pour le calcul du droit proportionnel est représenté par le montant des ventes hors TCA réalisées et des rémunérations et commissions acquises comme prix des services rendus, sous déduction des commissions payées, rabais, rendus et frais sur vente.*
- 2.- *Par dérogation au 1., s'agissant des distributeurs de produits pétroliers, le Chiffre d'Affaires sera constitué de la marge brute sur la vente de produits pétroliers augmentée de la valeur provenant de la vente d'autres produits ou la prestation d'autres services, au cours de l'exercice précédent.*

Article 40.- L'article 8 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 6 du Décret 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

La masse salariale déductible à retenir pour le calcul du droit variable comprend les sommes payées pendant la période de référence au titre de :

- a. *rémunérations, y compris la valeur des avantages en nature ou en espèces, ainsi que toutes les indemnités, remboursements et allocations forfaitaires pour frais versés aux dirigeants de sociétés, à l'exclusion de la rémunération que s'octroie l'entrepreneur individuel ou accordée à l'associé d'une société de personnes ;*
- b. *cotisations obligatoires aux régimes d'assurances sociales (accidents du travail, maladie, maternité, retraite) payées par l'employeur.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 41.-** L'article 15 du Décret du 28 septembre 1987 modifié par la loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :
- 1.- *Les contribuables sont tenus de souscrire une déclaration de patente au bureau de la Direction Générale des Impôts dont dépend chacun de leurs établissements. Cette déclaration, faite sur un imprimé délivré gratuitement par l'Administration fiscale, contient les renseignements suivants :*
 - *identification complète du contribuable y compris son numéro de carte d'identité fiscale ;*
 - *description de l'établissement concerné : non commercial, adresse, activités exercées ;*
 - *éléments de calcul de la patente : chiffre d'affaires et masse salariale.*
 - 2.- *La déclaration de la patente doit être effectuée entre le 1er octobre et le 31 janvier de l'année d'imposition.*
 - 3.- *À l'expiration de ce délai, l'Administration fiscale peut taxer d'office tout contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration.*
- Article 42.-** L'article 25 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente se lit désormais comme suit :
1. *Le retard de déclaration de la patente entraîne l'application d'un intérêt de retard de 5% par mois ou fraction de mois jusqu'à concurrence de 40%.*
 2. *Les erreurs ou les insuffisances de déclaration, ayant eu pour effet de réduire le montant de la patente due, entraînent une majoration de 50% du montant redressé.*
 3. *Par dérogation au 2., lorsque le contribuable dépose à la Direction Générale des Impôts des déclarations rectifiées à la hausse dans un délai ne dépassant pas douze (12) mois après la date d'échéance mais avant l'ouverture du contrôle fiscal, les intérêts de retard prévus au 1. et la majoration visée au 2. ne sont pas applicables.*
- Article 43.-** L'article 28 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 32 du Décret du 12 mai 2022 établissant le Budget Général de la République 2021-2022 se lit désormais comme suit :
1. *Pour l'application du présent Décret, les Communes de la République sont divisées en trois groupes*
 - a.- *1er groupe : Cap-Haïtien, Carrefour, Cayes, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Gonaïves, Jacmel, Kenscoff, Pétion-Ville, Portau-Prince, Tabarre ;*
 - b.- *2ème groupe : Aquin, Fort-liberté, Gressier, Hinche, Jérémie, Miragoâne, Mirebalais, Ouanaminthe, Petit-Goâve, Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord, Saint-Marc ;*
 - c.- *3ème groupe : les autres Communes.*
 - 2.- *Le montant du droit fixe est établi :*
 - a.- *à cinq mille gourdes (HTG 5 000,00) pour un établissement situé dans une Commune du premier groupe ;*
 - b.- *deux mille cinq cents (HTG 2 500,00) pour un établissement situé dans une Commune du deuxième groupe ;*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

c.- mille deux cent cinquante gourdes (HTG 1 250,00) pour un établissement situé dans une Commune du troisième groupe

3- *L'administration fiscale exige du contribuable, comme préalable à l'émission du certificat de la patente, des autorisations émanant des organes régulateurs du secteur de l'activité.*

Article 44 L'article 29 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 9 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

1. *Sont soumis à une patente comportant uniquement un droit fixe :*

a- de cent mille gourdes (HTG 100 000,00) pour les partis politiques

b.- de cinquante mille gourdes (HTG 50 000,00) pour :

i.- les associations sans but lucratif ;

ii.- les mutuelles

iii.- les fondations et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;

iv.- les chambres de commerce ;

v.- les syndicats ;

vi.- les fédérations.

2.- *Le droit fixe visé au 1, est divisé par deux (2) lorsque les entités prévues au b. du 1. se trouvent dans une Commune de deuxième groupe et par quatre (4) lorsqu'elles sont établies dans une Commune de troisième groupe.*

3.- *Par dérogation au 2., le montant du droit fixe de la patente pour les partis politiques est de cent mille gourdes (HTG 100 000,00) quelque soit le lieu de leur établissement.*

4.- *Les entreprises travaillant sous l'égide du Code des Investissements et celles établies dans une zone franche ou dans un parc industriel sont soumises à la patente selon les règles établies aux articles 6, 7 et 8 du Décret du 28 septembre 1987.*

Article 45.- L'Article 37 du Décret du 25 novembre 2005 relatif à la TCA est ainsi modifié :

Faute par le contribuable susvisé de se conformer aux dispositions des articles 34 et 35, il sera frappé d'une amende de mille gourdes (HTG 1 000,00) gourdes par mois ou fraction de mois de retard jusqu'à concurrence de dix mille gourdes (HTG 10 000,00).

CHAPITRE II**Dispositions relatives aux charges**

Article 46.- Les crédits budgétaires de l'exercice 2023-2024 destinés aux dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses courantes des institutions de l'Administration d'État, les dépenses d'immobilisation et l'amortissement de la dette publique, sont fixés à cent **deux cent deux milliards neuf cent dix-huit millions et 00/100 de gourdes (HTG 202 900 000 000,00)** distribués selon les tableaux présentés à l'article 60 du présent budget.

Article 47.- Les crédits budgétaires de l'exercice 2023-2024 pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à **cent dix sept milliards sept cent quarante cinq millions et 00/100 de gourdes (HTG 117 745 000 000,00)** répartis selon les tableaux présentés à l'article 60 du présent budget.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Article 48.- Les crédits budgétaires sont adoptés par entité administrative et par titre de dépenses. Ils sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs ou limitatifs.

Article 49.- Les crédits évaluatifs s'appliquent aux dépenses relatives à la dette publique, aux décisions et frais de justice, aux réparations civiles, aux dégrèvements et restitutions et à la mise en jeu des garanties accordées par l'État.

Les dépenses sur crédits évaluatifs peuvent, au besoin, s'imputer au-delà de l'allocation prévue initialement. Elles ne sauraient, en aucun cas, être supérieures à 10% des crédits initialement prévus.

Le Ministre chargé des Finances informe régulièrement le Parlement des motifs du dépassement budgétaire. Les allocations révisées doivent être régularisées dans la plus prochaine Loi de Finances afférente à l'année fiscale concernée.

Article 50.- Tous les autres crédits sont limitatifs. Les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées ni ordonnancées au delà des dotations budgétaires et les crédits limitatifs ne peuvent être augmentés que par une Loi de Finances.

Cependant, des crédits supplémentaires aux crédits limitatifs peuvent être ouverts par décision du Pouvoir Exécutif arrêtée en Conseil des Ministres et publiée au Journal Officiel de la République et après information circonstanciée des Commissions chargées des Finances du Parlement. Les crédits limitatifs décidés par le Pouvoir Exécutif ne sauraient, en aucune façon, affecter l'équilibre budgétaire et leur montant ne peut dépasser 10% du total des crédits ouverts dans la Loi de Finances initiale. Ils ne peuvent être pris que dans les cas suivants :

- 1- pour faire face à des calamités ;
- 2- pour répondre à une urgence quand il y a nécessité impérieuse d'intérêt national ;
- 3- pour utiliser des ressources excédentaires imprévues.

Les plafonds des autorisations d'emplois ouvrant la voie au recrutement pour le fonctionnement de l'État, sont limitatifs. Un projet de Loi portant ratification de ces crédits est, dans les trente (30) jours qui suivent leur ouverture, déposé au Parlement qui doit, en toute urgence, se prononcer sur la question.

Article 51.- Les crédits budgétaires ne peuvent être utilisés que pour l'objet pour lequel ils ont été prévus, sauf disposition (s) contraire (s).

Article 52.- L'entité administrative correspond aux organes des trois (3) Pouvoirs et à ceux des Institutions Indépendantes conformément aux articles 3 et 14 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration centrale d'État. On considère comme entité administrative de premier rang : la Présidence, la Primature, les Ministères, le Sénat de la République, la Chambre des Députés, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Conseil Electoral, l'Office de la Protection du Citoyen, l'Université d'État d'Haïti et l'Académie du Créole haïtien.

Article 53.- Est désigné entité administrative de second rang, le premier niveau de subdivision administrative de l'entité administrative de premier rang. Elle correspond aux structures administratives placées sous le contrôle hiérarchique de la plus haute autorité de l'entité administrative de premier rang correspondante.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 54.-** Les crédits de l'entité administrative de premier rang comprennent ceux des Services Territorialement Déconcentrés, conformément aux prescrits de l'article 85 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration centrale d'État.
- Article 55.-** Les titulaires des entités administratives de premier rang sont ordonnateurs principaux. Ils détiennent l'entière responsabilité quant à la gestion des ressources affectées à leurs entités administratives, y compris la gestion assurée par les ordonnateurs qui bénéficient de leurs délégations. Ils sont co-responsables de la gestion assurée par les ordonnateurs secondaires placés sous leurs responsabilités hiérarchiques.
- Article 56 .-** Les crédits budgétaires de chaque entité administrative sont regroupés sous les titres ci-dessous mentionnés.

Titres de Dépenses	Articles de Dépenses
Titre I. Dépenses de personnel	Article 1. Dépenses de personnel
Titre II. Dépenses de biens et Services	Article 2. Dépenses de services et charges diverses
	Article 3. Achats de biens de consommation et petit matériel
Titre III. Dépenses d'immobilisations	Article 4. Immobilisations corporelles
	Article 5. Immobilisations incorporelles
Titre IV. Dépenses de transferts	Article 7. Subventions, quote-parts, contributions, allocations, indemnités
Titre V. Service de la Dette Publique	Article 8. Amortissement de la dette publique
	Paragraphe 26 de l'Article 2: Charges Financières
Titre VI. Autres dépenses publiques	Article 9. Autres dépenses publiques
Titre VII. Dépenses d'opérations financières	Article 6. Prêts, avances, prises de participation et placements

- Article 57.-** Les crédits du *titre VI : Autres dépenses publiques* peuvent être redistribués, au besoin, entre ceux des titres II et III.
- Toutefois, les mouvements de crédits des titres II et III vers le titre VI ne sont pas autorisés.

CHAPITRE III**Dispositions relatives à l'équilibre économique et financier**

- Article 58.-** Les conditions d'équilibre du budget de l'exercice fiscal 2023-2024 sont assurées par les recettes fiscales et non fiscales, les dons, les emprunts et les dispositions relatives au financement des charges publiques.
- Article 59.-** Les opérations du Budget de l'exercice fiscal débutant le 1er octobre 2023 pour s'achever le 30 septembre 2024 sont ainsi réparties :

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Tableau des opérations financières de l'Etat
(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET INITIAL 2022-2023	BUDGET INITIAL 2023-2024	VARIATION	
			absolue	relative
ENVELOPPE GLOBALE	267,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000	19.9%
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	164,058,000,001	192,823,375,000	28,765,374,999	17.5%
A1. Impot direct	42,783,822,472	48,220,331,778	5,436,509,306	12.7%
A2. Impot indirect	111,064,514,436	130,366,407,196	19,301,892,761	17.4%
A2.1. sur production locale	21,533,777,491	24,166,449,434	2,632,671,942	12.2%
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	68,172,736,945	86,876,582,763	18,703,845,818	27.4%
A2.3. sur produits pétroliers	21,358,000,000	19,323,375,000	(2,034,625,000)	-9.5%
A3. Autres recettes domestiques	10,209,663,093	14,236,636,026	4,026,972,933	39.4%
B- Dépenses totales (B1+D1)	236,971,892,100	283,212,380,588	46,240,488,488	19.5%
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.+B1.3.)	155,014,487,333	162,234,719,314	7,220,231,981	4.7%
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	143,753,125,318	153,203,161,812	9,450,036,494	6.6%
Salaires et traitements	78,570,013,317	82,282,591,927	3,712,578,610	4.7%
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	44,927,793,888	48,334,329,801	3,406,535,913	7.6%
Transferts et subventions	20,255,318,113	22,586,240,084	2,330,921,971	11.5%
B1.2. Intérêts	6,181,362,015	2,881,557,503	(3,299,804,513)	-53.4%
Dette interne	3,023,517,938	391,080,801	(2,632,437,136)	-87.1%
Dette externe	3,157,844,078	2,490,476,701	(667,367,376)	-21.1%
B1.3. Dépenses exceptionnelles	5,080,000,000	6,150,000,000	1,070,000,000	21.1%
activités électorales	4,480,000,000	5,400,000,000	920,000,000	20.5%
Support aux partis politiques	600,000,000	750,000,000	150,000,000	25.0%
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	20,304,874,683	39,620,213,189	19,315,338,505	95.1%
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	9,043,512,668	30,588,655,686	21,545,143,018	238.2%
D1. Dépenses en capital (D1.1+D1.2+D1.3)	81,957,404,767	120,977,661,274	39,020,256,507	47.6%
D1.1 Immobilisations	2,657,404,767	3,232,661,274	575,256,507	21.6%
D1.2 Investissements publics (financement interne)	32,023,000,000	39,908,664,910	7,885,664,910	24.6%
Trésor Public	26,350,000,000	33,918,000,000	7,568,000,000	28.7%
Annulation dette FMI	1,304,049,460	1,450,268,833	146,219,373	11.2%
Autres Financements	4,368,950,540	4,540,396,078	171,445,538	3.9%
D1.3 Investissements publics (financement externe)	47,277,000,000	77,836,335,090	30,559,335,090	64.6%
Sur Dons	31,251,210,811	62,690,343,850	31,439,133,039	100.6%
Sur Emprunt	16,025,789,189	15,145,991,240	(879,797,949)	-5.5%
y/c FMI	15,750,000,000	12,145,991,240	(3,604,008,760)	-22.9%
TAIWAN	275,789,189	3,000,000,000	2,724,210,811	987.8%
E-Solde global (hors dons) (A-B)	(72,913,892,099)	(90,389,005,588)	(17,475,113,489)	24.0%
F-Dons (F1+F2)	40,387,710,811	70,684,968,850	30,297,258,039	75.0%
F1. Appui budgétaire global	9,136,500,000	7,994,625,000	(1,141,875,000)	-12.5%
F2. Aide projets	31,251,210,811	62,690,343,850	31,439,133,039	100.6%
G-Solde global incluant dons (E+F)	(32,526,181,288)	(19,704,036,738)	12,822,144,550	-39.4%
H- Financement (H1+H2)	32,526,181,289	19,704,036,739	(12,822,144,550)	-39.4%
H1. Financement externe net	4,175,385,984	(524,914,820)	(4,700,300,804)	-112.6%
H1.1. Tirages sur emprunt	16,025,789,189	15,145,991,240	(879,797,949)	-5.5%
H1.2. Amortissement de la dette externe	(11,850,403,205)	(15,670,906,060)	(3,820,502,855)	32.2%
H2. Financement interne net	28,350,795,305	20,228,951,559	(8,121,843,746)	-28.6%
H2.1. Bons du Trésor	8,355,500,000	12,000,000,000	3,644,500,000	43.6%
H2.2. Autres financements internes des projets	5,673,000,000	5,990,664,911	317,664,911	5.6%
H2.3. Amortissement de la dette interne	(18,677,704,695)	(21,761,713,352)	(3,084,008,657)	16.5%
H2.4. Institution financière/emprunt BRH	33,000,000,000	24,000,000,000	(9,000,000,000)	-27.3%
H2.5. Emprunt bancaire	-	-	-	0.0%
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	1	1	(0)	

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**Tableau d'équilibre du Budget Général
Exercice 2023-2024**

VOIES ET MOYENS	320,645,000,000	DEPENSES TOTALES	320,645,000,000
Ressources Domestiques	192,823,375,000	Depenses courantes	162,234,719,314
Recettes Internes	142,639,640,555	Salaires et traitements	82,282,591,927
Recettes douanières	48,183,734,445	Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	53,734,329,801
Autres ressources domestiques	2,000,000,000	Transferts et subventions	23,336,240,084
		Intérêts	2,881,557,502
Solde Budgétaire de base			30,588,655,686
Dons	70,684,968,850		
Appui budgétaire global	7,994,625,000	Depenses de Capital	158,410,280,686
Aide projets	62,690,343,850	Immobilisations	3,232,661,274
		Programmes et Projets	117,745,000,000
Financement	57,136,656,150	Trésor Public	33,918,000,000
Tirages sur emprunt	15,145,991,240	Annulation dette FMI	1,450,268,833
Bons du Trésor	12,000,000,000	Autres Financements	4,540,396,078
Autres financements internes des projets	5,990,664,910	Dons et emprunts	77,836,335,090
Emprunt BRH	24,000,000,000		
Emprunt Bancaire	0	Amortissement de la Dette	37,432,619,412

Détails des Opérations

Article 60.- Les crédits du Budget de l'exercice fiscal 2023-2024 sont répartis par entité administrative et par titre de dépenses tels qu'indiqués dans le tableau ci-après :

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**DETAIL DES CREDITS ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE**

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 23-24	Pond.	Crédits d'investissement 23-24	Pond.	Total des crédits 23-24	Pond.
TOTAL		202,900,000,000	100.0%	117,745,000,000	100.0%	320,645,000,000	100.0%
1	POUVOIR EXECUTIF	191,922,809,643	94.6%	117,080,753,695	99.4%	309,003,563,338	96.4%
11	SECTEUR ECONOMIQUE	23,152,281,634	11.4%	62,916,870,244	53.4%	86,069,151,878	26.8%
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2,173,942,619	1.1%	6,793,107,603	5.8%	8,967,050,222	2.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,035,734,212	0.5%	-	0.0%	1,035,734,212	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	388,151,647	0.2%	655,457,603	0.6%	1,043,609,250	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15,000,024	0.0%	4,072,650,000	3.5%	4,087,650,024	1.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	218,595,068	0.1%	100,000,000	0.1%	318,595,068	0.1%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	516,461,667	0.3%	1,965,000,000	1.7%	2,481,461,667	0.8%
TITRE VII	Opérations financières	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	12,341,210,896	6.1%	7,119,004,680	6.0%	19,460,215,576	6.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	6,827,097,980	3.4%	-	0.0%	6,827,097,980	2.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3,417,260,756	1.7%	143,406,000	0.1%	3,560,666,756	1.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,041,819,217	0.5%	2,541,710,546	2.2%	3,583,529,764	1.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	297,412	0.0%	-	0.0%	297,412	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,054,735,531	0.5%	4,433,888,134	3.8%	5,488,623,664	1.7%
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,349,793,047	1.2%	6,984,231,456	5.9%	9,334,024,503	2.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,404,565,324	0.7%	-	0.0%	1,404,565,324	0.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	531,315,622	0.3%	1,137,500,000	1.0%	1,668,815,622	0.5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	46,845,780	0.0%	40,000,000	0.0%	86,845,780	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	367,066,320	0.2%	5,806,731,456	4.9%	6,173,797,776	1.9%
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,397,449,805	1.2%	39,417,527,985	33.5%	41,814,977,790	13.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,884,330,219	0.9%	-	0.0%	1,884,330,219	0.6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	492,619,586	0.2%	15,983,871	0.0%	508,603,457	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3,000,000	0.0%	24,912,015,623	21.2%	24,915,015,623	7.8%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	17,500,000	0.0%	14,489,528,492	12.3%	14,507,028,492	4.5%
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,391,132,400	0.7%	1,332,377,374	1.1%	2,723,509,774	0.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,022,166,272	0.5%	-	0.0%	1,022,166,272	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	308,766,135	0.2%	24,379,400	0.0%	333,145,535	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	35,199,993	0.0%	74,616,004	0.1%	109,815,997	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	1,223,381,970	1.0%	1,223,381,970	0.4%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	25,000,000	0.0%	10,000,000	0.0%	35,000,000	0.0%
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,073,260,838	1.0%	849,621,146	0.7%	2,922,881,984	0.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,491,691,918	0.7%	-	0.0%	1,491,691,918	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	507,368,729	0.3%	232,000,000	0.2%	739,368,729	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	49,684,943	0.0%	55,371,146	0.0%	105,056,089	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	24,515,248	0.0%	562,250,000	0.5%	586,765,248	0.2%
1117	MINISTERE DU TOURISME	425,492,030	0.2%	421,000,000	0.4%	846,492,030	0.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	244,794,068	0.1%	-	0.0%	244,794,068	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	67,155,004	0.0%	86,000,000	0.1%	153,155,004	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	51,690,967	0.0%	60,000,000	0.1%	111,690,967	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,929,890	0.0%	-	0.0%	1,929,890	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	59,922,100	0.0%	275,000,000	0.2%	334,922,100	0.1%
12	SECTEUR POLITIQUE	47,022,445,817	23.2%	14,387,202,004	12.2%	61,409,647,822	19.2%
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	25,494,488,112	12.6%	6,953,384,739	5.9%	32,447,872,852	10.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	18,440,148,693	9.1%	-	0.0%	18,440,148,693	5.8%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5,638,253,097	2.8%	250,000,000	0.2%	5,888,253,097	1.8%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	382,518,451	0.2%	6,625,884,739	5.6%	7,008,403,190	2.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	168,850,316	0.1%	-	0.0%	168,850,316	0.1%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	864,717,555	0.4%	77,500,000	0.1%	942,217,555	0.3%
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	224,962,776	0.1%	20,000,000	0.0%	244,962,776	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	125,124,453	0.1%	-	0.0%	125,124,453	0.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	48,117,324	0.0%	20,000,000	0.0%	68,117,324	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	45,721,000	0.0%	-	0.0%	45,721,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6,000,000	0.0%	-	0.0%	6,000,000	0.0%
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	9,284,516,470	4.6%	950,000,000	0.8%	10,234,516,470	3.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	935,649,161	0.5%	-	0.0%	935,649,161	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	347,355,176	0.2%	-	0.0%	347,355,176	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	78,404,556	0.0%	950,000,000	0.8%	1,028,404,556	0.3%

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024
DETAIL DES CREDITS ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 23-24	Pond.	Crédits d'investissement 23-24	Pond.	Total des crédits 23-24	Pond.
TOTAL		202,900,000,000	100.0%	117,745,000,000	100.0%	320,645,000,000	100.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,923,107,576	3.9%	-	0.0%	7,923,107,576	2.5%
1214	LA PRESIDENCE	1,543,211,982	0.8%	-	0.0%	1,543,211,982	0.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	740,419,262	0.4%	-	0.0%	740,419,262	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	382,071,506	0.2%	-	0.0%	382,071,506	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	39,481,281	0.0%	-	0.0%	39,481,281	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	15,287,568	0.0%	-	0.0%	15,287,568	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	365,952,365	0.2%	-	0.0%	365,952,365	0.1%
1215	LA PRIMATURE	3,489,915,424	1.7%	535,000,000	0.5%	4,024,915,424	1.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,403,674,137	0.7%	-	0.0%	1,403,674,137	0.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	941,409,383	0.5%	-	0.0%	941,409,383	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	27,520,720	0.0%	400,000,000	0.3%	427,520,720	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	51,176,658	0.0%	-	0.0%	51,176,658	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,066,134,527	0.5%	135,000,000	0.1%	1,201,134,527	0.4%
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	4,984,555,819	2.5%	4,269,817,265	3.6%	9,254,373,084	2.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	3,409,934,913	1.7%	-	0.0%	3,409,934,913	1.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	505,329,934	0.2%	-	0.0%	505,329,934	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	153,224,975	0.1%	2,662,006,585	2.3%	2,815,231,561	0.9%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	29,900,000	0.0%	-	0.0%	29,900,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	886,165,997	0.4%	1,607,810,680	1.4%	2,493,976,676	0.8%
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	2,000,795,235	1.0%	1,659,000,000	1.4%	3,659,795,235	1.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,231,743,414	0.6%	-	0.0%	1,231,743,414	0.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	165,016,795	0.1%	50,000,000	0.0%	215,016,795	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,141,522	0.0%	1,609,000,000	1.4%	1,632,141,522	0.5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10,479,205	0.0%	-	0.0%	10,479,205	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	570,414,299	0.3%	-	0.0%	570,414,299	0.2%
13	SECTEUR SOCIAL	39,563,046,885	19.5%	39,396,681,447	33.5%	78,959,728,332	24.6%
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	25,752,701,993	12.7%	7,423,299,878	6.3%	33,176,001,870	10.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	21,586,391,873	10.6%	-	0.0%	21,586,391,873	6.7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,347,198,907	1.2%	2,075,250,000	1.8%	4,422,448,907	1.4%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	317,111,205	0.2%	3,966,782,940	3.4%	4,283,894,145	1.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,000,000	0.0%	1,266,938	0.0%	3,266,937	0.0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,500,000,008	0.7%	1,380,000,000	1.2%	2,880,000,008	0.9%
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2,172,393,426	1.1%	23,543,991,240	20.0%	25,716,384,666	8.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,624,483,822	0.8%	-	0.0%	1,624,483,822	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	416,839,580	0.2%	-	0.0%	416,839,580	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	41,350,000	0.0%	-	0.0%	41,350,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	35,000,000	0.0%	23,493,991,240	20.0%	23,528,991,240	7.3%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	54,720,024	0.0%	50,000,000	0.0%	104,720,024	0.0%
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	10,110,230,719	5.0%	8,192,489,419	7.0%	18,302,720,138	5.7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	7,613,913,058	3.8%	-	0.0%	7,613,913,058	2.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,637,317,661	0.8%	-	0.0%	1,637,317,661	0.5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	148,500,000	0.1%	4,184,953,099	3.6%	4,333,453,099	1.4%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	320,000,000	0.2%	-	0.0%	320,000,000	0.1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	390,500,000	0.2%	4,007,536,320	3.4%	4,398,036,320	1.4%
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	354,975,618	0.2%	32,000,000	0.0%	386,975,618	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	243,809,391	0.1%	-	0.0%	243,809,391	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	68,684,047	0.0%	7,000,000	0.0%	75,684,047	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	32,203,600	0.0%	-	0.0%	32,203,600	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10,278,581	0.0%	25,000,000	0.0%	35,278,581	0.0%
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	1,172,745,129	0.6%	204,900,910	0.2%	1,377,646,039	0.4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	714,965,847	0.4%	-	0.0%	714,965,847	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	122,529,283	0.1%	76,500,910	0.1%	199,030,193	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,500,000	0.0%	118,400,000	0.1%	141,900,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	100,000,000	0.0%	-	0.0%	100,000,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	211,750,000	0.1%	10,000,000	0.0%	221,750,000	0.1%
14	SECTEUR CULTUREL	3,177,775,425	1.6%	380,000,000	0.3%	3,557,775,425	1.1%
1411	MINISTERE DES CULTES	364,739,775	0.2%	10,000,000	0.0%	374,739,775	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	225,993,361	0.1%	-	0.0%	225,993,361	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	54,626,414	0.0%	-	0.0%	54,626,414	0.0%

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

DETAIL DES CREDITS ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 23-24	Pond.	Crédits d'investissement 23-24	Pond.	Total des crédits 23-24	Pond.
TOTAL		202,900,000,000	100.0%	117,745,000,000	100.0%	320,645,000,000	100.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14,500,000	0.0%	10,000,000	0.0%	24,500,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	65,620,000	0.0%	-	0.0%	65,620,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4,000,000	0.0%	-	0.0%	4,000,000	0.0%
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	2,147,238,741	1.1%	360,000,000	0.3%	2,507,238,741	0.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	964,144,982	0.5%	-	0.0%	964,144,982	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,004,609,333	0.5%	-	0.0%	1,004,609,333	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	17,473,425	0.0%	300,000,000	0.3%	317,473,425	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	25,511,000	0.0%	-	0.0%	25,511,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	135,500,000	0.1%	60,000,000	0.1%	195,500,000	0.1%
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	665,796,909	0.3%	10,000,000	0.0%	675,796,909	0.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	400,078,194	0.2%	-	0.0%	400,078,194	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	211,838,223	0.1%	-	0.0%	211,838,223	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	33,767,166	0.0%	5,000,000	0.0%	38,767,166	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	20,113,326	0.0%	5,000,000	0.0%	25,113,326	0.0%
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	79,007,259,881	38.9%	-	0.0%	79,007,259,881	24.6%
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	29,893,082,967	14.7%	-	0.0%	29,893,082,967	9.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	150,000,000	0.1%	-	0.0%	150,000,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	12,804,092,967	6.3%	-	0.0%	12,804,092,967	4.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	16,938,990,000	8.3%	-	0.0%	16,938,990,000	5.3%
TITRE VII	Opérations financières	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
1512	DETTE PUBLIQUE	40,314,176,914	19.9%	-	0.0%	40,314,176,914	12.6%
TITRE V	Service de la Dette Publique	40,314,176,914	19.9%	-	0.0%	40,314,176,914	12.6%
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8,800,000,000	4.3%	-	0.0%	8,800,000,000	2.7%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	8,800,000,000	4.3%	-	0.0%	8,800,000,000	2.7%
2	POUVOIR LEGISLATIF	3,652,969,270	1.8%	108,491,692	0.1%	3,761,460,962	1.2%
22	SECTEUR POLITIQUE	3,652,969,270	1.8%	108,491,692	0.1%	3,761,460,962	1.2%
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,833,242,754	0.9%	108,491,692	0.1%	1,941,734,446	0.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,684,454,018	0.8%	-	0.0%	1,684,454,018	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	127,608,833	0.1%	-	0.0%	127,608,833	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	11,218,847	0.0%	108,491,692	0.1%	119,710,539	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0.0%	-	0.0%	0	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9,961,056	0.0%	-	0.0%	9,961,056	0.0%
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1,819,726,516	0.9%	-	0.0%	1,819,726,516	0.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,717,440,359	0.8%	-	0.0%	1,717,440,359	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	99,786,158	0.0%	-	0.0%	99,786,158	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,300,000	0.0%	-	0.0%	2,300,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	200,000	0.0%	-	0.0%	200,000	0.0%
3	POUVOIR JUDICIAIRE	2,995,214,473	1.5%	18,000,000	0.0%	3,013,214,473	0.9%
32	SECTEUR POLITIQUE	2,995,214,473	1.5%	18,000,000	0.0%	3,013,214,473	0.9%
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,995,214,473	1.5%	18,000,000	0.0%	3,013,214,473	0.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,152,431,764	1.1%	-	0.0%	2,152,431,764	0.7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	400,702,319	0.2%	-	0.0%	400,702,319	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	305,658,210	0.2%	18,000,000	0.0%	323,658,210	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	136,422,180	0.1%	-	0.0%	136,422,180	0.0%
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	4,329,006,613	2.1%	537,754,613	0.5%	4,866,761,226	1.5%
41	SECTEUR ECONOMIQUE	1,223,588,671	0.6%	392,537,613	0.3%	1,616,126,284	0.5%
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,223,588,671	0.6%	392,537,613	0.3%	1,616,126,284	0.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	638,911,946	0.3%	-	0.0%	638,911,946	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	236,017,038	0.1%	60,000,000	0.1%	296,017,038	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	76,125,392	0.0%	332,537,613	0.3%	408,663,005	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	272,534,295	0.1%	-	0.0%	272,534,295	0.1%
42	SECTEUR POLITIQUE	1,132,495,980	0.6%	-	0.0%	1,132,495,980	0.4%
4211	CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	0.4%	-	0.0%	851,645,594	0.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	705,883,692	0.3%	-	0.0%	705,883,692	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	87,261,902	0.0%	-	0.0%	87,261,902	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	38,500,000	0.0%	-	0.0%	38,500,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	20,000,000	0.0%	-	0.0%	20,000,000	0.0%
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	280,850,386	0.1%	-	0.0%	280,850,386	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	177,950,386	0.1%	-	0.0%	177,950,386	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	75,700,000	0.0%	-	0.0%	75,700,000	0.0%

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**DETAIL DES CREDITS ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE**

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 23-24	Pond.	Crédits d'investissement 23-24	Pond.	Total des crédits 23-24	Pond.
TOTAL		202,900,000,000	100.0%	117,745,000,000	100.0%	320,645,000,000	100.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	27,200,000	0.0%	-	0.0%	27,200,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
43	SECTEUR SOCIAL	1,887,864,870	0.9%	125,000,000	0.1%	2,012,864,870	0.6%
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,887,864,870	0.9%	125,000,000	0.1%	2,012,864,870	0.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,595,966,229	0.8%	-	0.0%	1,595,966,229	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	291,898,641	0.1%	-	0.0%	291,898,641	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	0.0%	125,000,000	0.1%	125,000,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
44	SECTEUR CULTUREL	85,057,092	0.0%	20,217,000	0.0%	105,274,092	0.0%
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	85,057,092	0.0%	20,217,000	0.0%	105,274,092	0.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	38,698,979	0.0%	-	0.0%	38,698,979	0.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	46,358,113	0.0%	5,000,000	0.0%	51,358,113	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	0.0%	5,217,000	0.0%	5,217,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	10,000,000	0.0%	10,000,000	0.0%

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale investissement 2022-2023	Projection initiale investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188.200.000,000	202.900.000,000	14.700.000,000	79.300.000,000	117.745.000,000	38.445.000,000	267.500.000,000	320.645.000,000	53.145.000,000
1 POUVOIR EXECUTIF	177.234.709,644	191.922.809,643	14.688.099,999	79.065.776,619	117.060.753,695	38.014.977,076	256.300.486,263	309.003.563,338	52.703.077,075
11 SECTEUR ECONOMIQUE	21.320.781,634	23.152.281,634	1.831.500,000	34.223.921,705	62.916.870,244	28.692.948,539	55.544.703,339	86.069.151,878	30.524.448,539
1111 MINISTERE DE LA PLANNIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1.827.942,619	2.173.942,619	346.000,000	6.665.228,955	6.793.107,603	127,878,648	8.493,171,573	8.967,050,222	473,878,648
1111-1 SERVICES INTERNES	1.827,942,619	2.173,942,619	346,000,000	6,665,228,955	6,793,107,603	127,878,648	8,493,171,573	8,967,050,222	473,878,648
1111-1-11- BUREAU DU MINISTRE	81.124.703	99.426.663	18.301.960	0	-	(0)	81.124.703	99.426.663	18.301.960
TITRE I Dépenses de Personnel	63,112,855	63,930,660	817,805	-	-	-	63,112,855	63,930,660	817,805
TITRE II Dépenses de Biens et Services	16,936,549	34,420,704	17,484,155	-	-	-	16,936,549	34,420,704	17,484,155
TITRE III Dépenses d'immobilisations	24	24	-	-	-	-	24	24	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	1,075,275	1,075,275	-	0	-	(0)	1,075,275	1,075,275	(0)
TITRE VII Opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1.367,766,285	1.640,064,325	272,298,040	6.485,228,954	6,567,650,000	82,421,046	7.852,995,240	8,207,714,325	354,719,086
TITRE I Dépenses de Personnel	590,678,154	679,860,051	89,181,897	-	-	-	590,678,154	679,860,051	89,181,897
TITRE II Dépenses de Biens et Services	173,920,288	211,222,814	37,302,526	560,000,000	605,000,000	45,000,000	733,920,288	816,222,814	82,302,526
TITRE III Dépenses d'immobilisations	12,295,394	15,000,000	2,704,606	4,010,228,954	3,987,650,000	(22,578,954)	4,022,484,348	4,002,650,000	(19,834,348)
TITRE IV Dépenses de Transferts	205,526,057	218,595,068	13,069,011	100,000,000	100,000,000	-	305,526,057	318,595,068	13,069,011
TITRE VI Autres dépenses publiques	385,386,392	515,386,392	130,000,000	1,815,000,000	1,875,000,000	60,000,000	2,200,386,392	2,390,386,392	190,000,000
1111-1-13- CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE(CTPEA)	131,868,767	151,268,767	19,400,000	65,000,000	65,000,000	-	198,868,767	216,268,767	19,400,000
TITRE I Dépenses de Personnel	76,019,936	126,246,725	50,226,789	-	-	-	76,019,936	126,246,725	50,226,789
TITRE II Dépenses de Biens et Services	56,848,831	25,022,042	(30,826,789)	65,000,000	65,000,000	-	65,000,000	65,000,000	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	86,205,460	92,205,460	6,000,000	10,000,000	10,000,000	-	96,205,460	102,205,460	6,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	54,025,739	54,025,739	-	-	-	-	54,025,739	54,025,739	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	32,179,722	38,179,722	6,000,000	10,000,000	10,000,000	-	32,179,722	38,179,722	6,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-15- CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	160,977,403	190,977,403	30,000,000	105,000,000	150,457,603	45,457,603	265,977,403	341,435,006	75,457,603
TITRE I Dépenses de Personnel	101,671,038	111,671,038	10,000,000	30,000,000	50,457,603	20,457,603	101,671,038	111,671,038	10,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	59,306,365	79,306,365	20,000,000	20,000,000	20,000,000	-	20,000,000	20,000,000	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	55,000,000	80,000,000	25,000,000	55,000,000	80,000,000	25,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	3,542,174,242	7,119,004,680	3,576,830,438	14,969,385,138	19,460,215,576	4,490,830,438
1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	11,427,210,896	12,341,210,896	914,000,000	2,900,146,442	6,042,605,895	3,142,459,453	5,891,372,538	9,255,831,992	3,364,459,454
1112-1 SERVICES INTERNES	2,991,226,096	3,213,226,097	222,000,000	2,900,146,442	6,042,605,895	3,142,459,453	5,891,372,538	9,255,831,992	3,364,459,454
1112-1-11- BUREAU DU MINISTRE	22,231,367	59,788,571	37,557,204	-	-	-	22,231,367	59,788,571	37,557,204
TITRE I Dépenses de Personnel	12,799,824	36,901,746	24,101,922	-	-	-	12,799,824	36,901,746	24,101,922
TITRE II Dépenses de Biens et Services	5,007,756	4,886,824	(120,931)	-	-	-	5,007,756	4,886,824	(120,931)
TITRE VI Autres dépenses publiques	4,423,787	18,000,000	13,576,213	-	-	-	4,423,787	18,000,000	13,576,213
1112-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,305,457,064	2,417,899,861	112,442,797	2,885,146,442	6,021,605,895	3,136,459,453	5,190,603,506	8,439,505,756	3,248,902,250
TITRE I Dépenses de Personnel	1,201,145,213	1,174,088,195	(27,057,018)	-	-	-	1,201,145,213	1,174,088,195	(27,057,018)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	569,635,369	671,326,418	101,691,049	137,500,000	143,406,000	5,906,000	707,135,369	814,732,418	107,597,049
TITRE III Dépenses d'immobilisations	108,334,096	107,403,948	(930,148)	1,698,796,557	2,380,970,387	682,173,830	1,807,130,653	2,488,374,335	681,243,682
TITRE IV Dépenses de Transferts	337,968	297,412	(40,556)	-	-	-	337,968	297,412	(40,556)
TITRE VI Autres dépenses publiques	426,004,418	464,783,888	38,779,470	1,048,849,885	3,497,229,508	2,448,379,623	1,474,854,303	3,962,013,396	2,487,159,093
1112-1-19- FAES	275,144,076	225,144,076	(50,000,000)	-	-	-	275,144,076	225,144,076	(50,000,000)
TITRE I Dépenses de Personnel	193,581,394	82,140,693	(111,440,701)	-	-	-	193,581,394	82,140,693	(111,440,701)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	81,562,682	143,003,383	61,440,701	-	-	-	81,562,682	143,003,383	61,440,701
1112-1-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	294,758,455	369,758,455	75,000,000	-	12,000,000	12,000,000	294,758,455	381,758,455	87,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	175,853,695	203,367,150	27,513,455	-	-	-	175,853,695	203,367,150	27,513,455
TITRE II Dépenses de Biens et Services	118,904,760	166,391,304	47,486,545	-	-	-	118,904,760	166,391,304	47,486,545
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	12,000,000	12,000,000	-	12,000,000	12,000,000
1112-1-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	93,635,135	140,635,135	47,000,000	15,000,000	9,000,000	(6,000,000)	108,635,135	149,635,135	41,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	59,118,098	59,118,098	-	-	-	-	59,118,098	59,118,098	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	34,517,037	81,517,037	47,000,000	-	-	-	34,517,037	81,517,037	47,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale investissement 2022-2023	Projection initiale investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188,200,000,000	202,900,000,000	14,700,000,000	79,300,000,000	117,745,000,000	38,445,000,000	267,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000
TITRE I Dépenses d'immobilisations	-	-	-	15,000,000	9,000,000	(6,000,000)	15,000,000	9,000,000	(6,000,000)
11122 SERVICES EXTERNES	8,435,984,800	9,127,984,799	692,000,000	642,027,800	1,076,398,785	434,370,985	9,078,012,600	10,204,383,584	1,126,370,984
1112-2-13- INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	201,990,605	221,990,605	20,000,000	60,000,000	20,168,782	(39,831,218)	261,990,605	242,159,387	(19,831,218)
TITRE I Dépenses de Personnel	135,721,182	135,721,182	-	-	-	-	135,721,182	135,721,182	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	60,038,689	58,038,689	(2,000,000)	-	-	-	60,038,689	58,038,689	(2,000,000)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	3,023,232	25,023,232	22,000,000	60,000,000	20,168,782	(39,831,218)	60,023,232	45,192,014	(17,831,218)
TITRE VI Autres dépenses publiques	3,207,482	3,207,482	-	-	-	-	3,207,482	3,207,482	-
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	428,990,325	470,990,325	42,000,000	30,000,000	28,431,523	(1,568,477)	458,990,325	499,421,848	40,431,523
TITRE I Dépenses de Personnel	238,171,403	238,171,403	-	-	-	-	238,171,403	238,171,403	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	59,749,475	89,749,975	30,000,500	-	-	-	59,749,475	89,749,975	30,000,500
TITRE III Dépenses d'immobilisations	10,425,272	22,425,272	12,000,000	-	-	-	10,425,272	22,425,272	12,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	120,644,175	120,643,675	(500)	30,000,000	28,431,523	(1,568,477)	150,644,175	149,075,198	(1,568,977)
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	3,580,668,827	3,810,668,827	230,000,000	110,000,000	232,908,354	122,908,354	3,690,668,827	4,043,577,180	352,908,353
TITRE I Dépenses de Personnel	2,220,193,418	2,255,193,418	35,000,000	-	-	-	2,220,193,418	2,255,193,418	35,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	857,102,015	982,102,015	105,000,000	-	-	-	857,102,015	982,102,015	105,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	317,024,532	357,024,532	40,000,000	10,000,000	131,571,377	121,571,377	327,024,532	488,595,909	161,571,377
TITRE VI Autres dépenses publiques	186,348,862	236,348,862	50,000,000	100,000,000	101,336,977	1,336,977	286,348,862	337,685,839	51,336,977
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	4,013,032,673	4,393,052,673	380,000,000	342,027,800	644,890,126	302,862,326	4,355,060,473	5,037,942,798	682,882,325
TITRE I Dépenses de Personnel	2,529,251,928	2,529,251,928	200,000,000	-	-	-	2,529,251,928	2,529,251,928	200,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	1,116,450,100	1,191,450,100	75,000,000	-	-	-	1,116,450,100	1,191,450,100	75,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	407,342,233	502,342,234	95,000,000	-	-	-	407,342,233	502,342,234	95,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	160,008,414	170,008,414	10,000,000	342,027,800	644,890,126	302,862,326	502,036,214	814,898,540	312,862,326
1112-2-25- INSPECTION GENERALE DES FINANCES	211,282,370	231,282,370	20,000,000	100,000,000	150,000,000	50,000,000	311,282,370	381,282,370	70,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	100,710,823	113,144,160	12,433,337	-	-	-	100,710,823	113,144,160	12,433,337
TITRE II Dépenses de Biens et Services	34,374,697	48,795,010	14,420,313	-	-	-	34,374,697	48,795,010	14,420,313
TITRE III Dépenses d'immobilisations	32,784,952	27,800,000	(5,184,952)	-	-	-	32,784,952	27,800,000	(5,184,952)
TITRE VI Autres dépenses publiques	43,411,898	41,743,200	(1,668,698)	100,000,000	150,000,000	50,000,000	143,411,898	191,743,200	48,331,302
1113 MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,185,793,047	2,349,793,047	164,000,000	6,040,936,888	6,984,231,456	943,294,568	8,226,729,935	9,334,024,503	1,107,294,568
1113-1-11- BUREAU DU MINISTRE	179,845,096	179,845,096	-	6,040,936,888	6,984,231,456	943,294,568	6,220,781,984	7,164,076,552	943,294,568
TITRE I Dépenses de Personnel	121,680,368	121,680,368	-	-	-	-	121,680,368	121,680,368	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	7,449,553	7,449,553	-	-	-	-	7,449,553	7,449,553	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	28,609,063	28,609,063	-	-	-	-	28,609,063	28,609,063	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	22,106,112	22,106,112	-	-	-	-	22,106,112	22,106,112	-
1113-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,669,710,152	1,804,710,152	135,000,000	6,040,936,888	6,984,231,456	943,294,568	7,710,647,040	8,788,941,608	1,078,294,568
TITRE I Dépenses de Personnel	1,022,607,955	1,022,607,955	-	-	-	-	1,022,607,955	1,022,607,955	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	418,905,271	418,905,271	-	689,475,785	1,137,500,000	448,024,215	1,108,381,056	1,566,405,271	448,024,215
TITRE III Dépenses d'immobilisations	18,236,717	18,236,717	-	30,000,000	40,000,000	10,000,000	48,236,717	58,236,717	10,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	208,960,208	344,960,208	135,000,000	5,321,461,103	5,806,731,456	485,270,353	5,531,421,311	6,151,691,664	620,270,353
1113-1-13- ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	183,809,254	205,809,254	22,000,000	-	-	-	183,809,254	205,809,254	22,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	166,878,517	166,878,517	-	-	-	-	166,878,517	166,878,517	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	16,930,737	38,930,737	22,000,000	-	-	-	16,930,737	38,930,737	22,000,000
1113-1-14- INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	120,454,293	127,454,293	7,000,000	-	-	-	120,454,293	127,454,293	7,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	80,874,185	80,874,185	-	-	-	-	80,874,185	80,874,185	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	39,580,107	46,580,107	7,000,000	-	-	-	39,580,107	46,580,107	7,000,000
1113-1-17- INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAÏTI (INCAH)	31,974,253	31,974,253	-	-	-	-	31,974,253	31,974,253	-
TITRE I Dépenses de Personnel	12,524,299	12,524,299	-	-	-	-	12,524,299	12,524,299	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	19,449,954	19,449,954	-	-	-	-	19,449,954	19,449,954	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1114 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,169,449,805	2,387,449,805	228,000,000	16,035,964,847	39,417,527,985	23,381,563,138	18,205,414,652	41,814,977,790	23,609,563,138
1114-1-11- BUREAU DU MINISTRE	45,906,233	68,906,233	23,000,000	16,035,964,847	39,417,527,985	23,381,563,138	18,205,414,652	41,814,977,790	23,609,563,138
TITRE I Dépenses de Personnel	30,000,000	40,000,000	10,000,000	-	-	-	30,000,000	40,000,000	10,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188.200.000,00	202.900.000,00	14.700.000,00	79.300.000,00	117.745.000,00	38.445.000,00	267.500.000,00	320.645.000,00	53.145.000,00
TITRE VI Autres dépenses publiques	25.000,00	25.000,00	-	212,597,456	10,000,000	(202,597,456)	237,597,456	35,000,000	(202,597,456)
1115-1-13- OFFICE DES POSTES	195.300,810	205.300,810	10.000,000	-	-	-	195.300,810	205.300,810	10.000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	160,513,600	165,513,600	5,000,000	-	-	-	160,513,600	165,513,600	5,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	34,787,210	39,787,210	5,000,000	-	-	-	34,787,210	39,787,210	5,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-15- DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	74.593,600	80.093,600	5.500,000	-	-	-	74.593,600	80.093,600	5.500,000
TITRE I Dépenses de Personnel	37,367,971	37,367,971	-	-	-	-	37,367,971	37,367,971	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	37,225,629	42,725,629	5,500,000	-	-	-	37,225,629	42,725,629	5,500,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-16- CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	192.832,928	192.832,928	-	-	-	-	192.832,928	192.832,928	-
TITRE I Dépenses de Personnel	89,826,640	89,826,640	-	-	-	-	89,826,640	89,826,640	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	103,006,287	103,006,287	-	-	-	-	103,006,287	103,006,287	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1116 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2.046.260,838	2.073.260,838	27.000,000	1.034.463,340	849.621,146	(184.842,194)	3.080.724,178	2.922.881,984	(157.842,194)
1116-1-11- BUREAU DU MINISTRE	2.046.260,838	2.073.260,838	27.000,000	1.034.463,340	849.621,146	(184.842,194)	3.080.724,178	2.922.881,984	(157.842,194)
TITRE I Dépenses de Personnel	114,614,554	111,792,404	(2,822,150)	-	-	-	114,614,554	111,792,404	(2,822,150)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	171,274,811	161,797,005	(9,477,806)	-	-	-	171,274,811	161,797,005	(9,477,806)
TITRE IV Autres dépenses publiques	713,185,482	740,485,438	27,299,956	1,034,463,340	849,621,146	(184,842,194)	1,747,648,822	1,590,106,584	(157,542,238)
TITRE I Dépenses de Personnel	580,192,961	653,728,824	73,535,863	-	-	-	580,192,961	653,728,824	73,535,863
TITRE II Dépenses de Biens et Services	84,406,736	36,141,366	(48,265,370)	38,000,000	232,000,000	194,000,000	122,406,736	268,141,366	145,734,630
TITRE III Dépenses d'immobilisations	24,070,537	26,100,000	2,029,463	556,983,986	55,371,146	(501,612,840)	581,054,523	81,471,146	(499,583,377)
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1116-1-13- AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	172.540,563	184.540,563	12.000,000	-	-	-	172.540,563	184.540,563	12.000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	110,619,675	110,619,675	-	-	-	-	110,619,675	110,619,675	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	61,920,888	50,335,945	(11,584,943)	-	-	-	61,920,888	50,335,945	(11,584,943)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	23,584,943	23,584,943	-	-	-	-	23,584,943	23,584,943
1116-1-14- SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	874.645,428	874.645,428	-	-	-	-	874.645,428	874.645,428	-
TITRE I Dépenses de Personnel	615,551,015	615,551,015	-	-	-	-	615,551,015	615,551,015	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	259,094,413	259,094,413	-	-	-	-	259,094,413	259,094,413	-
1117 MINISTERE DU TOURISME	328.492,030	425.492,030	97.000,000	425.000,000	421.000,000	(4.000,000)	753.492,030	846.492,030	93.000,000
1117-1 SERVICES INTERNES	328.492,030	425.492,030	97.000,000	425.000,000	421.000,000	(4.000,000)	753.492,030	846.492,030	93.000,000
1117-1-11- BUREAU DU MINISTRE	49.057,624	49.057,624	51	-	-	-	49.057,624	49.057,624	51
TITRE I Dépenses de Personnel	42,471,896	42,471,896	-	-	-	-	42,471,896	42,471,896	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	5,217,305	5,217,356	51	-	-	-	5,217,305	5,217,356	51
TITRE III Dépenses d'immobilisations	1,068,422	1,068,422	-	-	-	-	1,068,422	1,068,422	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	300,000	300,000	-	-	-	-	300,000	300,000	-
1117-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	214.209,097	311.209,087	96.999,990	425.000,000	421.000,000	(4.000,000)	639.209,097	732.209,087	92.999,990
TITRE I Dépenses de Personnel	146,046,804	161,046,804	15,000,000	-	-	-	146,046,804	161,046,804	15,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	37,987,748	37,987,748	-	182,000,000	86,000,000	(96,000,000)	219,987,748	123,987,748	(96,000,000)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	18,622,555	50,622,545	31,999,990	43,000,000	60,000,000	17,000,000	61,622,555	110,622,545	48,999,990
TITRE IV Dépenses de Transferts	1,929,880	1,929,880	-	-	-	-	1,929,880	1,929,880	-
TITRE V Autres dépenses publiques	9,622,100	59,622,100	50,000,000	200,000,000	275,000,000	75,000,000	209,622,100	334,622,100	125,000,000
1117-1-13- ECOLE HOTELIERE	65.225,309	65.225,268	(41)	-	-	-	65.225,309	65.225,268	(41)
TITRE I Dépenses de Personnel	41,275,409	41,275,368	(41)	-	-	-	41,275,409	41,275,368	(41)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	23,949,900	23,949,900	-	-	-	-	23,949,900	23,949,900	-
12 SECTEUR POLITIQUE	44.350.694.231	47.022.448.817	2.671.754.586	7.966.925.903	14.387.202.004	6.420.276.102	52.317.620.134	61.409.647.822	9.092.027.688
1211 MINISTERE DE LA JUSTICE	23.113.468.112	25.494.488.112	2.381.000.000	5.715.308.347	6.953.384.739	1.238.076.392	28.828.786.459	32.447.872.852	3.619.076.392
1211-1 SERVICES INTERNES	4.324.693.917	4.655.693.917	331.000.000	265.308.347	378.384.739	113.076.392	4.590.002.264	5.034.078.656	444.076.392
1211-1-11- BUREAU DU MINISTRE	88.660,735	88.660,735	(1)	-	-	-	88.660,735	88.660,735	(1)
TITRE I Dépenses de Personnel	40,538,777	40,538,777	-	-	-	-	40,538,777	40,538,777	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	2,940,556	2,940,020	(536)	-	-	-	2,940,556	2,940,020	(536)

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188,200,000,000	202,900,000,000	14,700,000,000	79,300,000,000	117,745,000,000	38,445,000,000	287,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	889,116	889,116	-	-	-	-	889,116	889,116	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	44,292,286	44,292,820	535	-	-	-	44,292,820	44,292,820	535
1211-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,143,860,777	3,173,860,779	30,000,002	265,308,347	378,384,739	113,076,392	3,409,169,124	3,552,245,518	143,076,394
TITRE I Dépenses de Personnel	2,311,483,110	2,311,483,110	-	-	-	-	2,311,483,110	2,311,483,110	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	401,474,236	401,474,238	2	-	-	-	401,474,236	401,474,238	2
TITRE III Dépenses d'immobilisations	364,403,435	364,403,435	-	200,308,347	300,884,739	100,576,392	564,711,782	665,288,174	100,576,392
TITRE IV Dépenses de Transferts	2,499,996	2,499,996	-	-	-	-	2,499,996	2,499,996	-
TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	64,000,000	94,000,000	30,000,000	65,000,000	77,500,000	12,500,000	129,000,000	171,500,000	42,500,000
1211-1-17- UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	131,954,932	231,954,932	100,000,000	-	-	-	131,954,932	231,954,932	100,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	76,904,885	132,051,971	55,147,086	-	-	-	76,904,885	132,051,971	55,147,086
TITRE II Dépenses de Biens et Services	55,050,048	99,902,962	44,852,914	-	-	-	55,050,048	99,902,962	44,852,914
1211-1-18- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	118,087,882	133,087,882	15,000,000	-	-	-	118,087,882	133,087,882	15,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	56,858,450	66,858,400	9,999,950	-	-	-	56,858,450	66,858,400	9,999,950
TITRE II Dépenses de Biens et Services	61,229,432	66,229,482	5,000,050	-	-	-	61,229,432	66,229,482	5,000,050
TITRE VI Autres dépenses publiques	633,336,320	783,336,320	150,000,000	-	-	-	633,336,320	783,336,320	150,000,000
1211-1-19- OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	415,613,167	475,613,167	60,000,000	-	-	-	415,613,167	475,613,167	60,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	217,723,153	307,723,153	90,000,000	-	-	-	217,723,153	307,723,153	90,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-20- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-21- ECOLE DE LA MAGISTRATURE	108,793,270	123,793,270	15,000,000	-	-	-	108,793,270	123,793,270	15,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	49,561,500	53,561,500	4,000,000	-	-	-	49,561,500	53,561,500	4,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	59,231,771	70,231,771	11,000,000	-	-	-	59,231,771	70,231,771	11,000,000
1211-1-22- COMMISSION NATIONAL D'ASSISTANCE LEGALE	100,000,000	121,000,000	21,000,000	-	-	-	100,000,000	121,000,000	21,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	65,000,000	86,000,000	21,000,000	-	-	-	65,000,000	86,000,000	21,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	35,000,000	35,000,000	-	-	-	-	35,000,000	35,000,000	-
12112 SERVICES EXTERNES	18,788,794,196	20,838,794,196	2,050,000,000	5,450,000,000	6,575,000,000	1,125,000,000	24,238,794,196	27,413,794,196	3,175,000,000
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	18,788,794,196	20,838,794,196	2,050,000,000	5,450,000,000	6,575,000,000	1,125,000,000	24,238,794,196	27,413,794,196	3,175,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	14,274,041,769	15,274,041,769	1,000,000,000	-	-	-	14,274,041,769	15,274,041,769	1,000,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	3,720,980,953	4,720,980,953	1,000,000,000	250,000,000	250,000,000	-	3,970,980,953	4,970,980,953	1,000,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	17,225,900	17,225,900	-	5,200,000,000	6,325,000,000	1,125,000,000	5,217,225,900	6,342,225,900	1,125,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	136,350,320	166,350,320	30,000,000	-	-	-	136,350,320	166,350,320	30,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	640,195,253	660,195,253	20,000,000	-	-	-	640,195,253	660,195,253	20,000,000
1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	182,962,776	224,962,776	42,000,000	20,000,000	20,000,000	-	202,962,776	244,962,776	42,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	182,962,776	224,962,776	42,000,000	20,000,000	20,000,000	-	202,962,776	244,962,776	42,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	72,801,436	72,801,436	-	-	-	-	72,801,436	72,801,436	-
1212-1-11- BUREAU DU MINISTRE	72,801,436	72,801,436	-	-	-	-	72,801,436	72,801,436	-
TITRE I Dépenses de Personnel	20,097,704	20,097,704	-	-	-	-	20,097,704	20,097,704	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	40,203,733	40,203,733	-	-	-	-	40,203,733	40,203,733	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	12,500,000	12,500,000	-	-	-	-	12,500,000	12,500,000	-
1212-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	110,161,340	152,161,340	42,000,000	20,000,000	20,000,000	-	130,161,340	172,161,340	42,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	96,026,749	105,026,749	9,000,000	-	-	-	96,026,749	105,026,749	9,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	7,913,591	7,913,591	-	20,000,000	20,000,000	-	27,913,591	27,913,591	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	5,221,000	33,221,000	28,000,000	-	-	-	5,221,000	33,221,000	28,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	1,000,000	6,000,000	5,000,000	-	-	-	1,000,000	6,000,000	5,000,000
1213 SERVICES INTERNES	10,084,516,470	9,284,516,470	(800,000,000)	519,500,000	950,000,000	430,500,000	10,604,016,470	10,234,516,470	(369,500,000)
1213-1-11- BUREAU DU MINISTRE	10,084,516,470	9,284,516,470	(800,000,000)	519,500,000	950,000,000	430,500,000	10,604,016,470	10,234,516,470	(369,500,000)
TITRE I Dépenses de Personnel	254,914,765	254,914,765	-	-	-	-	254,914,765	254,914,765	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	24	254,914,741	254,914,741	-	-	-	24	254,914,741	254,914,741
1213-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9,829,601,705	9,029,601,705	(800,000,000)	519,500,000	950,000,000	430,500,000	10,349,101,705	9,979,601,705	(369,500,000)

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE FISCAL 2023-2024
DETAIL DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale investissement 2022-2023	Projection initiale investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188.200.000,000	202.900.000,000	14.700.000,000	79.300.000,000	117.745.000,000	38.445.000,000	267.500.000,000	320.645.000,000	53.145.000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	6	6	6	6	6	6	6	6	6
1217-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	538.720.311	563.720.311	25.000.000	490.000.000	1.659.000.000	1.169.000.000	1.028.720.311	2.222.720.311	1.194.000.000
TITRE I Dépenses de Personnel	239.674.949	239.674.949	-	-	-	-	239.674.949	239.674.949	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	40.437.424	40.437.424	-	-	-	-	40.437.424	40.437.424	-
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	3.063.780	3.063.780	-	75.000.000	50.000.000	(25.000.000)	418.063.780	1.612.063.780	(1.194.000.000)
TITRE IV Dépenses de Transferts	5.930.000	5.930.000	-	415.000.000	1.609.000.000	1.194.000.000	5.930.000	5.930.000	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	249.614.159	274.614.159	25.000.000	-	-	-	249.614.159	274.614.159	25.000.000
1217-1-13- FORCES ARMÉES D'HAÏTI	1.086.466.957	1.295.716.957	209.250.000	-	-	-	1.086.466.957	1.295.716.957	209.250.000
TITRE I Dépenses de Personnel	655.455.227	864.705.227	209.250.000	-	-	-	655.455.227	864.705.227	209.250.000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	115.133.854	115.133.854	-	-	-	-	115.133.854	115.133.854	-
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	20.077.743	20.077.743	-	-	-	-	20.077.743	20,077,743	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	295.800.134	295.800.134	-	-	-	-	295.800.134	295.800.134	-
13 SECTEUR SOCIAL	37.117.546.886	39.563.046.885	2.445.499.999	35.598.230.286	39.396.681.447	3.798.451.160	72.715.777.173	78.959.728.332	6.243.951.159
1311 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'A FORMI. PROFESS.	25.359.201.993	25.752.701.993	393.500.000	4.683.217.123	7.423.299.878	2.740.082.754	30.042.419.116	33,176,001,870	3,133,582,754
1311-1-11- BUREAU DU MINISTRE	25.359.201.993	25.752.701.993	393.500.000	4.683.217.123	7.423.299.878	2.740.082.754	30.042.419.116	33,176,001,870	3,133,582,754
TITRE I Dépenses de Personnel	232.624.190	232.624.190	-	-	-	-	232.624.190	232,624,190	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	44.606.336	44.606.336	-	-	-	-	44.606.336	44,606,336	-
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	13.133.595	13.133.595	-	-	-	-	13.133.595	13,133,595	-
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	9	9	9	9	9	9	9	9	9
1311-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	23.804.816.632	24.104.816.632	300.000.000	4.462.627.651	6.016.049.878	1.553.422.226	28.267.444.283	30,120,866,510	1,853,422,226
TITRE I Dépenses de Personnel	20.318.738.782	20.318.738.782	-	-	-	-	20.318.738.782	20,318,738,782	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	1.747.100.240	1.980.100.240	233.000.000	829.356.582	712.500.000	(116.856.582)	2.576.456.822	2.692.600.240	116,143,418
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	228.977.610	303.977.610	75.000.000	3.061.450.540	3.922.282.940	860.832.400	3.290.428.150	4,226,260,550	935,832,400
TITRE IV Dépenses de Transferts	10.000.000	2.000.000	(8.000.000)	542.058.571	1.266.938	(540.791.633)	552.058.571	3,266,937	(548,791,633)
TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	1.500.000.000	1.500.000.000	-	29.761.959	1.380.000.000	1.350.238.041	1.529.761.959	2.880.000.000	1.350,238,041
1311-1-15- COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	47.965.244	47.965.244	-	-	-	-	47.965.244	47,965,244	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE I Dépenses de Personnel	30.041.649	30.041.649	-	-	-	-	30,041,649	30,041,649	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	17.923.595	17.923.595	-	-	-	-	17.923.595	17,923,595	-
1311-1-17- INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1.082.987.602	1.157.987.602	75.000.000	220.589.472	1.407.250.000	1.186.660.528	1.303.577.074	2,565,237,602	1,261,660,528
TITRE I Dépenses de Personnel	964.918.875	964.918.875	-	-	-	-	964.918.875	964,918,875	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	118.068.727	193.068.727	75.000.000	3.589.472	1.362.750.000	1.359.160.528	121.658.199	1,555,818,727	1,434,160,528
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	217.000.000	44.500.000	(172.500.000)	217.000.000	44,500,000	(172,500,000)
1311-1-18- OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	133.068.384	151.568.384	18.500.000	-	-	-	133.068.384	151,568,384	18,500,000
TITRE I Dépenses de Personnel	36.568.384	40.068.376	3.499.992	-	-	-	36.568.384	40,068,376	3,499,992
TITRE II Dépenses de Biens et Services	111.500.008	111.500.008	15.000.008	-	-	-	96.500.000	111,500,008	15,000,008
1312 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	1.960.393.426	2.172.393.426	212.000.000	28.638.149.801	23.543.991.240	(5.094.158.561)	30.598.543.227	25,716,384,666	(4.882,158,561)
1312-1-11- SERVICES INTERNES	1.960.393.426	2.172.393.426	212.000.000	28.638.149.801	23.543.991.240	(5.094.158.561)	30.598.543.227	25,716,384,666	(4.882,158,561)
TITRE I Dépenses de Personnel	163.443.482	163.443.482	-	-	-	-	163.443.482	163,443,482	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	186.863	186.863	-	-	-	-	186.863	186,863	-
1312-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1.228.151.089	1.328.151.089	100.000.000	28.588.149.801	23.543.991.240	(5.044.158.561)	29.816.300.890	24,872,142,329	(4.944,158,561)
TITRE I Dépenses de Personnel	957.351.749	1.042.351.749	85.000.000	-	-	-	957.351.749	1,042,351,749	85,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	196.449.340	196.449.340	-	20.000.000	-	(20.000.000)	216.449.340	196,449,340	(20,000,000)
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	41.350.000	41.350.000	-	30.000.000	-	(30.000.000)	71.350.000	41,350,000	(30,000,000)
TITRE IV Dépenses de Transferts	20.000.000	35.000.000	15.000.000	28.496.149.801	23.495.991.240	(5.004.158.561)	28.518.149.801	23,528,991,240	(4,989,158,561)
TITRE V Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	13.000.000	13.000.000	-	40.000.000	50.000.000	10.000.000	53.000.000	63,000,000	10,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188,200,000,000	202,900,000,000	14,700,000,000	79,300,000,000	117,745,000,000	38,445,000,000	267,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000
1312-1-13- INSTITUTEUR DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	154,362,550	169,362,550	15,000,000	-	-	-	154,362,550	169,362,550	15,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	106,650,510	106,650,510	-	-	-	-	106,650,510	106,650,510	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	47,712,040	62,712,040	15,000,000	-	-	-	47,712,040	62,712,040	15,000,000
1312-1-14- E.P.L.S	134,534,378	134,534,378	-	-	-	-	134,534,378	134,534,378	-
TITRE I Dépenses de Personnel	91,253,577	91,253,577	-	-	-	-	91,253,577	91,253,577	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	43,280,801	43,280,801	-	-	-	-	43,280,801	43,280,801	-
1312-1-15- OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	219,345,346	284,345,346	65,000,000	50,000,000	-	(50,000,000)	269,345,346	284,345,346	15,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	125,837,535	170,134,811	44,297,276	-	-	-	125,837,535	170,134,811	44,297,276
TITRE II Dépenses de Biens et Services	93,507,811	114,210,535	20,702,724	-	-	-	93,507,811	114,210,535	20,702,724
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	50,000,000	-	(50,000,000)	50,000,000	-	(50,000,000)
1312-1-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	60,556,581	92,556,581	32,000,000	-	-	-	60,556,581	92,556,581	32,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	44,836,557	50,836,557	6,000,000	-	-	-	44,836,557	50,836,557	6,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	15,720,024	41,720,024	26,000,000	-	-	-	15,720,024	41,720,024	26,000,000
1313 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	8,412,730,719	10,110,230,719	1,697,500,000	2,083,362,452	8,192,489,419	6,109,126,967	10,496,093,171	18,302,720,138	7,806,626,967
1313-1-11- BUREAU DU MINISTRE	124,215,965	124,215,965	-	2,083,362,452	8,192,489,419	6,109,126,967	10,496,093,171	18,302,720,138	7,806,626,967
TITRE I Dépenses de Personnel	90,192,954	90,192,954	-	-	-	-	90,192,954	90,192,954	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	18,023,011	18,023,011	-	-	-	-	18,023,011	18,023,011	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	16,000,000	16,000,000	-	-	-	-	16,000,000	16,000,000	-
1313-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	7,983,514,754	9,561,014,754	1,577,500,000	2,083,362,452	8,192,489,419	6,109,126,967	10,066,877,206	17,753,504,173	7,686,626,967
TITRE I Dépenses de Personnel	6,223,720,104	7,223,720,104	1,000,000,000	-	-	-	6,223,720,104	7,223,720,104	1,000,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	1,519,294,650	1,519,294,650	-	-	-	-	1,519,294,650	1,519,294,650	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	123,500,000	123,500,000	-	1,354,161,833	4,184,953,099	2,830,791,266	1,477,661,833	4,308,453,099	2,830,791,266
TITRE IV Dépenses de Transferts	320,000,000	320,000,000	320,000,000	-	-	-	320,000,000	320,000,000	320,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	117,000,000	374,500,000	257,500,000	729,200,619	4,007,536,320	3,278,335,701	846,200,619	4,382,036,320	3,535,835,701
1313-1-15- CENTRE AMBULANCIER NATIONAL	305,000,000	425,000,000	120,000,000	-	-	-	305,000,000	425,000,000	120,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	205,000,000	300,000,000	95,000,000	-	-	-	205,000,000	300,000,000	95,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	100,000,000	100,000,000	-	-	-	-	100,000,000	100,000,000	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	25,000,000	25,000,000	-	-	-	-	25,000,000	25,000,000
1314 MINISTERE A LA CONDITION FEMINE	309,475,619	354,975,618	45,499,999	47,000,000	32,000,000	(15,000,000)	356,475,619	386,975,618	30,499,999
1314-1-11- BUREAU DU MINISTRE	93,796,621	93,425,244	(331,377)	47,000,000	32,000,000	(15,000,000)	93,796,621	93,425,244	(331,377)
TITRE I Dépenses de Personnel	68,877,810	75,120,114	6,242,304	-	-	-	68,877,810	75,120,114	6,242,304
TITRE II Dépenses de Biens et Services	6,671,331	6,449,819	(221,512)	-	-	-	6,671,331	6,449,819	(221,512)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	9,499,968	3,990,004	(5,509,964)	-	-	-	9,499,968	3,990,004	(5,509,964)
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	8,707,512	7,865,307	(842,205)	-	-	-	8,707,512	7,865,307	(842,205)
1314-1-12- DIRECTION GENERALE	215,718,999	261,550,375	45,831,376	47,000,000	32,000,000	(15,000,000)	262,718,999	293,550,375	30,831,376
TITRE I Dépenses de Personnel	146,172,192	168,689,277	22,517,085	-	-	-	146,172,192	168,689,277	22,517,085
TITRE II Dépenses de Biens et Services	54,343,134	62,234,228	7,891,094	17,000,000	7,000,000	(10,000,000)	69,234,228	71,343,134	2,108,906
TITRE III Dépenses d'immobilisations	12,703,689	28,213,596	15,509,907	-	-	-	12,703,689	28,213,596	15,509,907
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	2,499,984	2,413,274	(86,710)	30,000,000	25,000,000	(5,000,000)	32,499,984	27,413,274	(5,086,710)
1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	1,075,745,129	1,172,745,129	97,000,000	146,500,910	204,900,910	58,400,000	1,222,246,039	1,377,646,039	155,400,000
1315-1-11- BUREAU DU MINISTRE	1,075,745,129	1,172,745,129	97,000,000	146,500,910	204,900,910	58,400,000	1,222,246,039	1,377,646,039	155,400,000
TITRE I Dépenses de Personnel	608,082,317	754,335,984	146,253,667	-	-	-	608,082,317	754,335,984	146,253,667
TITRE II Dépenses de Biens et Services	550,158,965	550,158,965	47,000,000	-	-	-	503,158,965	550,158,965	47,000,000
TITRE III Dépenses de Biens et Services	30,055,918	24,055,918	(6,000,000)	-	-	-	30,055,918	24,055,918	(6,000,000)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	7,600,000	6,500,000	(1,100,000)	-	-	-	7,600,000	6,500,000	(1,100,000)
TITRE IV Dépenses de Transferts	2,621,100	52,621,100	50,000,000	-	-	-	2,621,100	52,621,100	50,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	124,646,333	121,000,000	(3,646,333)	-	-	-	124,646,333	121,000,000	(3,646,333)
1315-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	407,662,813	418,409,146	10,746,333	146,500,910	204,900,910	58,400,000	554,163,723	623,310,056	69,146,333

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188,200,000,000	202,900,000,000	14,700,000,000	79,300,000,000	117,745,000,000	38,445,000,000	267,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	160,246,142	164,806,882	4,560,740	-	-	-	160,246,142	164,806,882	4,560,740
TITRE II Dépenses de Biens et Services	154,679,131	98,473,364	(56,205,767)	76,500,910	76,500,910	-	231,180,041	174,974,274	(56,205,767)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	20,460,740	17,000,000	(3,460,740)	60,000,000	118,400,000	58,400,000	80,460,740	135,400,000	54,939,260
TITRE IV Dépenses de Transferts	3,026,800	47,378,900	44,352,100	-	-	-	3,026,800	47,378,900	44,352,100
TITRE VI Autres dépenses publiques	69,250,000	90,750,000	21,500,000	10,000,000	10,000,000	-	79,250,000	100,750,000	21,500,000
14 SECTEUR CULTUREL	2,866,175,425	3,177,775,425	311,600,000	1,276,698,725	380,000,000	(896,698,725)	4,142,874,150	3,557,775,425	(585,098,725)
1411 MINISTRE DES CULTES	358,739,775	364,739,775	6,000,000	10,000,000	10,000,000	-	368,739,775	374,739,775	6,000,000
14111 SERVICES INTERNES	358,739,775	364,739,775	6,000,000	10,000,000	10,000,000	-	368,739,775	374,739,775	6,000,000
1411-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	358,739,775	364,739,775	6,000,000	10,000,000	10,000,000	-	368,739,775	374,739,775	6,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	209,871,073	225,993,361	16,122,288	-	-	-	209,871,073	225,993,361	16,122,288
TITRE II Dépenses de Biens et Services	65,748,702	54,626,414	(11,122,288)	-	-	-	65,748,702	54,626,414	(11,122,288)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	8,500,000	14,500,000	6,000,000	10,000,000	10,000,000	-	18,500,000	24,500,000	6,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	70,620,000	66,620,000	(4,000,000)	-	-	-	70,620,000	66,620,000	(4,000,000)
TITRE VI Autres dépenses publiques	4,000,000	4,000,000	-	-	-	-	4,000,000	4,000,000	-
1412 MINISTRE DE LA CULTURE	1,908,638,741	2,147,238,741	238,600,000	1,241,698,725	360,000,000	(881,698,725)	3,150,337,466	2,507,238,741	(643,098,725)
14121 SERVICES INTERNES	1,908,638,741	2,147,238,741	238,600,000	1,241,698,725	360,000,000	(881,698,725)	3,150,337,466	2,507,238,741	(643,098,725)
14121-1-11- BUREAU DU MINISTRE	212,944,876	221,154,954	8,210,078	-	-	-	212,944,876	221,154,954	8,210,078
TITRE I Dépenses de Personnel	79,528,688	79,528,688	-	-	-	-	79,528,688	79,528,688	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	70,178,286	70,178,286	-	-	-	-	70,178,286	70,178,286	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	9,436,980	10,436,980	1,000,000	-	-	-	9,436,980	10,436,980	1,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	9,511,000	25,511,000	16,000,000	-	-	-	9,511,000	25,511,000	16,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	44,289,922	35,500,000	(8,789,922)	-	-	-	44,289,922	35,500,000	(8,789,922)
14121-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	347,141,769	376,931,691	29,789,922	275,000,000	300,000,000	25,000,000	622,141,769	676,931,691	54,789,922
TITRE I Dépenses de Personnel	165,484,374	165,484,374	-	-	-	-	165,484,374	165,484,374	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	84,410,872	104,410,872	20,000,000	-	-	-	84,410,872	104,410,872	20,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	3,074,270	7,036,445	3,962,175	250,000,000	250,000,000	-	253,074,270	257,036,445	3,962,175
TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	-	-	-	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	94,172,253	100,000,000	5,827,747	25,000,000	50,000,000	25,000,000	119,172,253	150,000,000	30,827,747
14121-1-13- ECOLE NATIONALE DES ARTS	94,106,368	119,106,368	25,000,000	21,000,000	-	(21,000,000)	115,106,368	119,106,368	4,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	61,415,896	70,806,368	9,390,472	-	-	-	61,415,896	70,806,368	9,390,472
TITRE II Dépenses de Biens et Services	32,690,473	48,300,001	15,609,528	-	-	-	32,690,473	48,300,001	15,609,528
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	21,000,000	-	(21,000,000)	21,000,000	-	(21,000,000)
14121-1-14- INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	89,700,194	122,200,194	32,500,000	905,698,725	-	(905,698,725)	995,398,919	122,200,194	(873,198,725)
TITRE I Dépenses de Personnel	62,390,578	74,890,594	12,500,016	-	-	-	62,390,578	74,890,594	12,500,016
TITRE II Dépenses de Biens et Services	27,309,616	47,309,600	19,989,984	-	-	-	27,309,616	47,309,600	19,989,984
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	485,698,725	-	(485,698,725)	485,698,725	-	(485,698,725)
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	420,000,000	-	(420,000,000)	420,000,000	-	(420,000,000)
14121-1-15- THEATRE NATIONAL	98,376,931	110,076,931	11,700,000	-	-	-	98,376,931	110,076,931	11,700,000
TITRE I Dépenses de Personnel	79,153,994	83,337,500	4,183,506	-	-	-	79,153,994	83,337,500	4,183,506
TITRE II Dépenses de Biens et Services	19,222,937	26,739,431	7,516,494	-	-	-	19,222,937	26,739,431	7,516,494
14121-1-16- MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	69,942,808	76,942,808	7,000,000	-	-	-	69,942,808	76,942,808	7,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	26,840,451	45,199,550	18,359,099	-	-	-	26,840,451	45,199,550	18,359,099
TITRE II Dépenses de Biens et Services	43,102,357	31,743,258	(11,359,099)	-	-	-	43,102,357	31,743,258	(11,359,099)
14121-1-17- BUREAU D'ETHNOLOGIE	75,106,278	99,106,278	24,000,000	15,000,000	-	(15,000,000)	90,106,278	99,106,278	9,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	39,247,836	39,247,836	-	-	-	-	39,247,836	39,247,836	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	35,858,442	59,858,442	24,000,000	-	-	-	35,858,442	59,858,442	24,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	15,000,000	-	(15,000,000)	15,000,000	-	(15,000,000)
14121-1-18- BIBLIOTHEQUE NATIONALE	105,430,570	115,430,570	10,000,000	-	-	-	105,430,570	115,430,570	10,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	73,012,124	74,012,124	1,000,000	-	-	-	73,012,124	74,012,124	1,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	32,418,447	41,418,447	9,000,000	-	-	-	32,418,447	41,418,447	9,000,000
14121-1-19- ARCHIVES NATIONALES	309,070,248	379,070,248	70,000,000	25,000,000	-	(25,000,000)	309,070,248	404,070,248	95,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	237,160,248	237,160,248	-	-	-	-	237,160,248	237,160,248	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	71,910,000	141,910,000	70,000,000	-	-	-	71,910,000	141,910,000	70,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188,200,000,000	202,900,000,000	14,700,000,000	79,300,000,000	117,745,000,000	38,445,000,000	267,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	25,000,000	25,000,000	-	25,000,000	25,000,000
1412-4-23- ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400	318,157,400	-	-	-	-	318,157,400	318,157,400	-
TITRE II Dépenses de Biens et Services	318,157,400	318,157,400	-	-	-	-	318,157,400	318,157,400	-
1412-4-24- DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	101,086,229	113,086,229	12,000,000	15,000,000	25,000,000	10,000,000	116,086,229	138,086,229	22,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	48,118,440	54,570,200	6,451,760	-	-	-	48,118,440	54,570,200	6,451,760
TITRE II Dépenses de Biens et Services	52,967,789	58,516,029	5,548,240	-	-	-	52,967,789	58,516,029	5,548,240
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	15,000,000	25,000,000	10,000,000	15,000,000	25,000,000	10,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-4-25- BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	87,575,069	95,975,069	8,400,000	10,000,000	10,000,000	-	97,575,069	105,975,069	8,400,000
TITRE I Dépenses de Personnel	39,071,699	39,907,500	835,801	-	-	-	39,071,699	39,907,500	835,801
TITRE II Dépenses de Biens et Services	48,503,369	56,067,568	7,564,199	-	-	-	48,503,369	56,067,568	7,564,199
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-	10,000,000	10,000,000	-
1413-1-25- MINISTERE DE LA COMMUNICATION	598,796,909	665,796,909	67,000,000	25,000,000	10,000,000	(15,000,000)	623,796,909	675,796,909	52,000,000
14131 SERVICES INTERNES	598,796,909	665,796,909	67,000,000	25,000,000	10,000,000	(15,000,000)	623,796,909	675,796,909	52,000,000
1413-1-11- BUREAU DU MINISTRE	69,048,234	69,088,880	40,646	-	-	-	69,048,234	69,088,880	40,646
TITRE I Dépenses de Personnel	18,134,065	21,134,065	3,000,000	-	-	-	18,134,065	21,134,065	3,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	39,475,852	39,475,852	-	-	-	-	39,475,852	39,475,852	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	11,438,316	8,478,962	(2,959,354)	-	-	-	11,438,316	8,478,962	(2,959,354)
1413-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	161,342,986	191,302,340	29,959,354	25,000,000	10,000,000	(15,000,000)	166,342,986	201,302,340	14,959,354
TITRE I Dépenses de Personnel	80,732,997	99,692,351	18,959,354	-	-	-	80,732,997	99,692,351	18,959,354
TITRE II Dépenses de Biens et Services	51,208,459	46,208,459	(5,000,000)	-	-	-	51,208,459	46,208,459	(5,000,000)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	17,767,166	33,767,166	16,000,000	10,000,000	5,000,000	(5,000,000)	27,767,166	38,767,166	11,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	11,634,364	11,634,364	-	15,000,000	5,000,000	(10,000,000)	26,634,364	16,634,364	(10,000,000)
1413-1-13- TELEVISION NATIONALE D HAITI	238,939,069	250,939,069	12,000,000	-	-	-	238,939,069	250,939,069	12,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	180,059,128	180,515,131	456,003	-	-	-	180,059,128	180,515,131	456,003
TITRE II Dépenses de Biens et Services	56,879,941	70,423,938	11,543,997	-	-	-	56,879,941	70,423,938	11,543,997
TITRE VI Autres dépenses publiques	93,353,073	98,736,648	5,383,575	-	-	-	93,353,073	98,736,648	5,383,575
TITRE II Dépenses de Biens et Services	36,113,548	55,729,973	19,616,425	-	-	-	36,113,548	55,729,973	19,616,425
15 AUTRES ADMINISTRATIONS	71,579,511,467	79,007,259,881	7,427,748,414	-	-	-	71,579,511,467	79,007,259,881	7,427,748,414
1511 INTERVENTIONS PUBLIQUES	26,650,041,552	29,893,082,967	3,243,041,415	-	-	-	26,650,041,552	29,893,082,967	3,243,041,415
1511-1-11- SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	4,256,194,832	4,256,693,248	498,416	-	-	-	4,256,194,832	4,256,693,248	498,416
TITRE IV Dépenses de Transferts	4,256,194,832	4,256,693,248	498,416	-	-	-	4,256,194,832	4,256,693,248	498,416
1511-1-13- AUTRES INSTITUTIONS	1,885,856,719	2,779,399,719	893,543,000	-	-	-	1,885,856,719	2,779,399,719	893,543,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	1,885,856,719	2,779,399,719	893,543,000	-	-	-	1,885,856,719	2,779,399,719	893,543,000
1511-1-49- AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,507,990,001	22,856,990,000	2,348,999,999	-	-	-	20,507,990,001	22,856,990,000	2,348,999,999
TITRE III Dépenses d'immobilisations	120,000,000	150,000,000	30,000,000	-	-	-	120,000,000	150,000,000	30,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	5,243,000,000	5,768,000,000	525,000,000	-	-	-	5,243,000,000	5,768,000,000	525,000,000
TITRE VI Autres dépenses publiques	15,144,990,001	16,988,990,000	1,793,999,999	-	-	-	15,144,990,001	16,988,990,000	1,793,999,999
1512 DETTE PUBLIQUE	36,709,469,915	40,314,176,914	3,604,706,999	-	-	-	36,709,469,915	40,314,176,914	3,604,706,999
1512-1-11- DETTE INTERNE	21,701,222,632	22,152,794,153	451,571,521	-	-	-	21,701,222,632	22,152,794,153	451,571,521
1512-1-1- INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,400,113,287	0	(1,400,113,287)	-	-	-	1,400,113,287	0	(1,400,113,287)
TITRE V Service de la Dette Publique	1,400,113,287	0	(1,400,113,287)	-	-	-	1,400,113,287	0	(1,400,113,287)
1512-1-12- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	12,930,857,745	13,687,451,278	756,593,533	-	-	-	12,930,857,745	13,687,451,278	756,593,533
TITRE V Service de la Dette Publique	12,930,857,745	13,687,451,278	756,593,533	-	-	-	12,930,857,745	13,687,451,278	756,593,533
1512-1-13- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	7,370,251,600	8,465,342,875	1,095,091,275	-	-	-	7,370,251,600	8,465,342,875	1,095,091,275
TITRE V Service de la Dette Publique	7,370,251,600	8,465,342,875	1,095,091,275	-	-	-	7,370,251,600	8,465,342,875	1,095,091,275
15122 DETTE EXTERNE	15,008,247,283	18,161,382,762	3,153,135,479	-	-	-	15,008,247,283	18,161,382,762	3,153,135,479
1512-2-11- DETTE MULTILATERALE	474,253,399	610,258,306	136,004,907	-	-	-	474,253,399	610,258,306	136,004,907
TITRE V Service de la Dette Publique	474,253,399	610,258,306	136,004,907	-	-	-	474,253,399	610,258,306	136,004,907
1512-2-12- DETTE BILATERALE	12,955,859,973	15,847,099,455	2,891,239,482	-	-	-	12,955,859,973	15,847,099,455	2,891,239,482
TITRE V Service de la Dette Publique	12,955,859,973	15,847,099,455	2,891,239,482	-	-	-	12,955,859,973	15,847,099,455	2,891,239,482

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188.200.000,000	202.900.000,000	14.700.000,000	79.300.000,000	117.745.000,000	38.445.000,000	267.500.000,000	320.645.000,000	53.145.000,000
1512-2-13- AUTRES DETTES EXTERNES	1.578.133,911	1.704.025,000	125.891,090	-	-	-	1.578.133,911	1.704.025,000	125.891,090
TITRE V Service de la Dette Publique	1.578.133,911	1.704.025,000	125.891,090	-	-	-	1.578.133,911	1.704.025,000	125.891,090
1513 DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8.220.000,000	8.800.000,000	580.000,000	-	-	-	8.220.000,000	8.800.000,000	580.000,000
1513-1-11- SUBVENTION A TEDH	8.220.000,000	8.800.000,000	580.000,000	-	-	-	8.220.000,000	8.800.000,000	580.000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	8.220.000,000	8.800.000,000	580.000,000	-	-	-	8.220.000,000	8.800.000,000	580.000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 POUVOIR LEGISLATIF	4.041.469,270	3.652.969,270	(388.500,000)	29.568,083	108.491,692	78.923,609	4.071.037,353	3.761.460,962	(309.576,391)
2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE	2.074.742,754	1.833.242,754	(241.500,000)	29.568,083	108.491,692	78.923,609	2.104.310,837	1.941.734,446	(162.576,391)
2211-1-11- ASSEMBLEE DES SENATEURS	2.074.742,754	1.833.242,754	(241.500,000)	29.568,083	108.491,692	78.923,609	2.104.310,837	1.941.734,446	(162.576,391)
TITRE I Dépenses de Personnel	1.734.454,018	1.684.454,018	(50.000,000)	-	-	-	1.734.454,018	1.684.454,018	(50.000,000)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	252.608,833	127.608,833	(125.000,000)	-	-	-	252.608,833	127.608,833	(125.000,000)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	46.218,847	11.218,847	(35.000,000)	29.568,083	108.491,692	78.923,609	75.786,930	119.710,539	43.923,609
2212 CHAMBRE DES DEPUTES	1.966.726,516	1.819.726,516	(147.000,000)	-	-	-	1.966.726,516	1.819.726,516	(147.000,000)
2212-1-11- CHAMBRE DES DEPUTES	1.966.726,516	1.819.726,516	(147.000,000)	-	-	-	1.966.726,516	1.819.726,516	(147.000,000)
TITRE I Dépenses de Personnel	193.252,975	193.252,975	(0)	-	-	-	193.252,975	193.252,975	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	200.000,000	200.000,000	-	-	-	-	200.000,000	200.000,000	-
2212-2-11- SECRETARIAT GENERAL	1.773.273,541	1.626.273,541	(147.000,000)	-	-	-	1.773.273,541	1.626.273,541	(147.000,000)
TITRE I Dépenses de Personnel	1.594.187,384	1.524.187,384	(70.000,000)	-	-	-	1.594.187,384	1.524.187,384	(70.000,000)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	171.686,157	99.786,157	(71.900,000)	-	-	-	171.686,157	99.786,157	(71.900,000)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	7.400,000	2.300,000	(5.100,000)	-	-	-	7.400,000	2.300,000	(5.100,000)
3 POUVOIR JUDICIAIRE	2.794.814,472	2.995.214,473	200.400,001	18.000,000	18.000,000	-	2.812.814,472	3.013.214,473	200.400,001
3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2.794.814,472	2.995.214,473	200.400,001	18.000,000	18.000,000	-	2.812.814,472	3.013.214,473	200.400,001
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	2.794.814,472	2.995.214,473	200.400,001	18.000,000	18.000,000	-	2.812.814,472	3.013.214,473	200.400,001
TITRE I Dépenses de Personnel	460.694,000	661.285,980	200.591,980	18.000,000	18.000,000	-	478.694,000	679.285,980	200.591,980
TITRE II Dépenses de Biens et Services	234.301,419	297.893,399	63.591,980	-	-	-	234.301,419	297.893,399	63.591,980
TITRE III Dépenses d'immobilisations	120.169,686	119.169,686	(1.000,000)	-	-	-	120.169,686	119.169,686	(1.000,000)
TITRE VI Autres dépenses publiques	83.777,996	136.777,996	53.000,000	18.000,000	18.000,000	-	101.777,996	176.777,996	75.000,000
3211-2-12- COUR DE CASSATION	425.294,197	425.294,197	0	-	-	-	425.294,197	425.294,197	0
TITRE I Dépenses de Personnel	254.728,484	289.688,611	34.970,127	-	-	-	254.728,484	289.688,611	34.970,127
TITRE II Dépenses de Biens et Services	107.414,030	95.595,586	(11.818,444)	-	-	-	107.414,030	95.595,586	(11.818,444)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	51.012,884	30.000,000	(21.012,884)	-	-	-	51.012,884	30.000,000	(21.012,884)
TITRE VI Autres dépenses publiques	12.138,799	10.000,000	(2.138,799)	-	-	-	12.138,799	10.000,000	(2.138,799)
3211-2-13- COUR D'APPEL	282.440,779	260.763,655	(21.677,124)	-	-	-	282.440,779	260.763,655	(21.677,124)
TITRE I Dépenses de Personnel	191.822,901	180.146,776	(11.676,124)	-	-	-	191.822,901	180.146,776	(11.676,124)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	66.767,361	66.767,361	-	-	-	-	66.767,361	66.767,361	-
TITRE III Dépenses d'immobilisations	23.103,218	13.102,218	(10.001,000)	-	-	-	23.103,218	13.102,218	(10.001,000)
TITRE VI Autres dépenses publiques	747.300	747.300	-	-	-	-	747.300	747.300	-
3211-2-14- TRIBUNAUX	1.626.385,496	1.647.870,641	21.485,145	-	-	-	1.626.385,496	1.647.870,641	21.485,145
TITRE I Dépenses de Personnel	1.359.208,833	1.384.692,978	25.484,145	-	-	-	1.359.208,833	1.384.692,978	25.484,145
TITRE II Dépenses de Biens et Services	184.525,320	119.169,686	(65.355,634)	-	-	-	184.525,320	119.169,686	(65.355,634)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	37.751,343	103.777,996	66.026,653	-	-	-	37.751,343	103.777,996	66.026,653
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	44.900,000	40.229,981	(4.670,019)	-	-	-	44.900,000	40.229,981	(4.670,019)
4 ORGANISMES INDEPENDANTS	4.129.006,614	4.329.006,613	200.000,000	186.655,298	537.754,613	351.099,315	4.315.661,912	4.866.761,226	551.099,315
4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTIEUX	1.153.588,671	1.223.588,671	70.000,000	71.655,298	392.537,613	320.882,315	1.225.243,969	1.616.126,284	390.882,315
4111-1-11- CONSEIL DE LA COUR	1.153.588,671	1.223.588,671	70.000,000	71.655,298	392.537,613	320.882,315	1.225.243,969	1.616.126,284	390.882,315
TITRE I Dépenses de Personnel	608.911,946	638.911,946	30.000,000	-	-	-	608.911,946	638.911,946	30.000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	236.017,038	236.017,038	-	13.500,000	60.000,000	46.500,000	249.517,038	296.017,038	46.500,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	36.125,392	76.125,392	40.000,000	58.155,298	332.537,613	274.382,315	94.280,690	408.665,005	314.382,315

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CODE INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Projection initiale fonctionnement 2023-2024	Variation	Projection initiale Investissement 2022-2023	Projection initiale Investissement 2023-2024	Variation	Projection initiale totale 2022-2023	Projection initiale totale 2023-2024	Variation
TOTAL	188,200,000,000	202,900,000,000	14,700,000,000	79,300,000,000	117,745,000,000	38,445,000,000	287,500,000,000	320,645,000,000	53,145,000,000
TITRE IV Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	272,534,295	272,534,295	-	-	-	-	272,534,295	272,534,295	-
4211 CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	851,645,594	(0)	-	-	-	851,645,594	851,645,594	(0)
4211 SERVICES INTERNES	851,645,594	851,645,594	(0)	-	-	-	851,645,594	851,645,594	(0)
4211-1-11- CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	851,645,594	(0)	-	-	-	851,645,594	851,645,594	(0)
TITRE I Dépenses de Personnel	717,439,041	705,883,692	(11,555,349)	-	-	-	717,439,041	705,883,692	(11,555,349)
TITRE II Dépenses de Biens et Services	75,706,553	87,261,902	11,555,349	-	-	-	75,706,553	87,261,902	11,555,349
TITRE III Dépenses d'immobilisations	38,500,000	38,500,000	-	-	-	-	38,500,000	38,500,000	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	20,000,000	20,000,000	-	-	-	-	20,000,000	20,000,000	-
4212 OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	280,850,386	20,000,000	-	-	-	260,850,386	280,850,386	20,000,000
4212 SERVICES INTERNES	260,850,386	280,850,386	20,000,000	-	-	-	260,850,386	280,850,386	20,000,000
4212-1-12- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	280,850,386	20,000,000	-	-	-	260,850,386	280,850,386	20,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	155,323,527	177,950,386	22,626,859	-	-	-	155,323,527	177,950,386	22,626,859
TITRE II Dépenses de Biens et Services	81,426,863	75,700,000	(5,726,863)	-	-	-	81,426,863	75,700,000	(5,726,863)
TITRE III Dépenses d'immobilisations	24,099,996	27,200,000	3,100,004	-	-	-	24,099,996	27,200,000	3,100,004
4311 UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,807,864,870	1,887,864,870	80,000,000	100,000,000	125,000,000	25,000,000	1,907,864,870	2,012,864,870	105,000,000
4311 SERVICES INTERNES	1,807,864,870	1,887,864,870	80,000,000	100,000,000	125,000,000	25,000,000	1,907,864,870	2,012,864,870	105,000,000
4311-1-11- RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	1,807,864,870	1,887,864,870	80,000,000	100,000,000	125,000,000	25,000,000	1,907,864,870	2,012,864,870	105,000,000
TITRE I Dépenses de Personnel	1,565,966,229	1,595,966,229	30,000,000	-	-	-	1,565,966,229	1,595,966,229	30,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	241,898,641	291,898,641	50,000,000	2,130,000	-	(2,130,000)	244,028,641	291,898,641	47,870,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	97,870,000	97,870,000	-	97,870,000	125,000,000	27,130,000	97,870,000	125,000,000	27,130,000
4411 ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	55,057,092	85,057,092	30,000,000	15,000,000	20,217,000	5,217,000	70,057,092	105,274,092	35,217,000
4411 SERVICES INTERNES	55,057,092	85,057,092	30,000,000	15,000,000	20,217,000	5,217,000	70,057,092	105,274,092	35,217,000
4411-1-11- SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	55,057,092	85,057,092	30,000,000	15,000,000	20,217,000	5,217,000	70,057,092	105,274,092	35,217,000
TITRE I Dépenses de Personnel	31,698,979	38,698,979	7,000,000	-	-	-	31,698,979	38,698,979	7,000,000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	23,358,113	46,358,113	23,000,000	5,210,000	5,000,000	(210,000)	28,568,113	51,358,113	22,790,000
TITRE III Dépenses d'immobilisations	-	-	-	5,217,000	5,217,000	-	5,217,000	5,217,000	-
TITRE VI Autres dépenses publiques	-	-	-	4,573,000	10,000,000	5,427,000	4,573,000	10,000,000	5,427,000

**PRÉSENTATION DU CADRE BUDGÉTAIRE
À MOYEN TERME**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Tableau des opérations financières de l'Etat
(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET INITIAL 2022-2023	PROJECTION		
		BUDGET INITIAL 2023-2024	EXERCICE 2024-2025	EXERCICE 2025-2026
ENVELOPPE GLOBALE	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	164,058,000,001	192,823,375,000	224,353,000,000	256,737,470,000
A1. Impot direct	42,783,822,472	48,220,331,778	59,273,954,232	65,310,795,528
A2. Impot indirect	111,064,514,436	130,366,407,196	150,268,061,826	176,064,213,600
A2.1. sur production locale	21,533,777,491	24,166,449,434	29,588,205,522	33,312,880,718
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	68,172,736,945	86,876,582,763	98,236,856,304	116,813,862,881
A2.3. sur produits pétroliers	21,358,000,000	19,323,375,000	22,443,000,000	25,937,470,000
A3. Autres recettes domestiques	10,209,663,093	14,236,636,026	14,810,983,942	15,362,460,872
B- Dépenses totales (B1+D1)	236,971,892,100	283,212,380,588	298,172,736,367	320,073,822,418
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.+B1.3.)	155,014,487,333	162,234,719,314	169,388,305,283	176,561,585,351
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	143,753,125,318	153,203,161,812	159,273,677,027	169,138,957,095
Salaires et traitements	78,570,013,317	82,282,591,927	86,466,814,598	89,720,832,001
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	44,927,793,888	48,334,329,801	34,127,473,365	38,901,532,793
Transferts et subventions	20,255,318,113	22,586,240,084	38,679,389,064	40,516,592,301
B1.2. Intérêts	6,181,362,015	2,881,557,503	3,794,628,256	4,094,628,256
Dettes internes	3,023,517,938	391,080,801	548,077,622	848,077,622
Dettes externes	3,157,844,078	2,490,476,701	3,246,550,634	3,246,550,634
B1.3. Dépenses exceptionnelles	5,080,000,000	6,150,000,000	6,320,000,000	3,328,000,000
activités électorales	4,480,000,000	5,400,000,000	5,600,000,000	2,500,000,000
Support aux partis politiques	600,000,000	750,000,000	720,000,000	828,000,000
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	20,304,874,683	39,620,213,189	65,079,322,972	87,598,512,905
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	9,043,512,668	30,588,655,686	54,964,694,716	80,175,884,649
D1. Dépenses en capital (D1.1+D1.2+D1.3)	81,957,404,767	120,977,661,274	128,784,431,084	143,512,237,067
D1.1 Immobilisations	2,657,404,767	3,232,661,274	6,782,431,083	7,412,237,067
D1.2 Investissements publics (financement interne)	32,023,000,000	39,908,664,910	57,968,506,233	82,542,002,430
Trésor Public	26,350,000,000	33,918,000,000	51,862,571,377	75,805,000,000
Annulation dette FMI	1,304,049,460	1,450,268,833	360,934,856	140,250,000
Autres Financements	4,368,950,540	4,540,396,078	5,745,000,000	6,596,752,430
D1.3 Investissements publics (financement externe)	47,277,000,000	77,836,335,090	64,033,493,767	53,557,997,570
Sur Dons	31,251,210,811	62,690,343,850	61,663,493,767	53,557,997,570
Sur Emprunt	16,025,789,189	15,145,991,240	2,370,000,000	-
y/c FMI	15,750,000,000	12,145,991,240	-	-
TAIWAN	275,789,189	3,000,000,000	2,370,000,000	-
E-Solde global (hors dons) (A-B)	(72,913,892,099)	(90,389,005,588)	(73,819,736,368)	(63,336,352,417)
F-Dons (F1+F2)	40,387,710,811	70,684,968,850	74,785,393,767	67,103,297,570
F1. Appui budgétaire global	9,136,500,000	7,994,625,000	13,121,900,000	13,545,300,000
F2. Aide projets	31,251,210,811	62,690,343,850	61,663,493,767	53,557,997,570
G-Solde global incluant dons (E+F)	(32,526,181,288)	(19,704,036,738)	965,657,400	3,766,945,152
H- Financement (H1+H2)	32,526,181,289	19,704,036,739	(965,657,400)	(3,766,945,153)
H1. Financement externe net	4,175,385,984	(524,914,820)	(26,908,744,981)	(30,575,658,931)
H1.1. Tirages sur emprunt	16,025,789,189	15,145,991,240	2,370,000,000	-
H1.2. Amortissement de la dette externe	(11,850,403,205)	(15,670,906,060)	(29,278,744,981)	(30,575,658,931)
H2. Financement interne net	28,350,795,305	20,228,951,559	25,943,087,581	26,808,713,778
H2.1. Bons du Trésor	8,355,500,000	12,000,000,000	13,500,000,000	19,292,230,000
H2.2. Autres financements internes des projets	5,673,000,000	5,990,664,911	6,105,934,856	6,737,002,430
H2.3. Amortissement de la dette interne	(18,677,704,695)	(21,761,713,352)	(11,650,518,652)	(12,220,518,652)
H2.4. Institution financière/emprunt BRH	33,000,000,000	24,000,000,000	17,987,671,377	13,000,000,000
H2.5. Emprunt bancaire	-	-	-	-
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	0	(0)	0	0

**PRÉSENTATION DU CADRE DE DÉPENSES
À MOYEN TERME**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
POUVOIR EXECUTIF	256,300,486,263	309,003,563,339	326,189,847,987	348,254,369,370
SECTEUR ECONOMIQUE	55,544,703,339	86,069,151,879	98,269,370,097	104,046,257,877
MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	8,493,171,573	8,967,050,222	13,550,595,504	18,076,760,264
SALAIRES ET TRAITEMENTS	885,507,721	1,035,734,212	1,082,342,252	1,120,224,230
BIENS ET SERVICES	736,908,841	919,613,338	965,444,005	1,005,805,453
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	205,526,057	218,595,068	193,383,948	197,251,627
INVESTISSEMENTS	6,865,228,954	6,793,107,603	11,309,425,300	15,753,478,954
TRESOR PUBLIC	6,075,750,000	6,793,107,603	10,939,000,000	15,164,000,000
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	14,969,385,138	19,460,215,576	19,879,343,594	19,939,578,064
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6,666,546,986	6,827,097,980	7,208,331,973	7,460,623,592
BIENS ET SERVICES	4,760,325,942	5,513,815,504	5,879,088,087	6,113,007,883
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	337,968	297,412	301,422	307,450
INVESTISSEMENTS	3,542,174,242	7,119,004,680	6,791,622,112	6,365,639,138
TRESOR PUBLIC	2,876,484,762	3,712,025,172	2,239,692,112	1,336,539,138
DONS	665,689,480	3,406,979,508	4,551,930,000	5,029,100,000
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	8,226,729,935	9,334,024,503	12,045,999,742	11,422,715,350
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,404,565,324	1,404,565,324	1,467,770,764	1,519,142,741
BIENS ET SERVICES	781,227,722	945,227,722	992,020,651	1,033,100,883
INVESTISSEMENTS	6,040,936,888	6,984,231,456	9,586,208,327	8,870,471,726
TRESOR PUBLIC	757,774,331	1,616,142,000	3,976,000,000	3,952,475,592
DONS	5,283,162,557	5,368,089,456	5,610,208,327	4,917,996,135
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	18,205,414,652	41,814,977,790	44,886,825,688	45,095,580,694
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,845,770,213	1,884,330,219	1,969,125,079	2,038,044,456
BIENS ET SERVICES	323,679,592	513,119,586	538,745,565	561,335,439
INVESTISSEMENTS	16,035,964,847	39,417,527,985	42,378,955,044	42,496,200,798
TRESOR PUBLIC	2,877,401,157	3,915,768,257	8,578,239,178	15,440,734,288
DONS	12,882,774,501	32,501,759,728	31,430,715,865	27,055,466,511
EMRUNTS	275,789,189	3,000,000,000	2,370,000,000	-
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,815,785,833	2,723,509,774	2,715,823,645	2,953,322,641
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,017,166,272	1,022,166,272	1,068,163,754	1,105,549,485
BIENS ET SERVICES	318,466,128	368,966,128	387,062,435	402,879,761
INVESTISSEMENTS	480,153,434	1,332,377,374	1,260,597,456	1,444,893,395
TRESOR PUBLIC	140,860,039	273,995,404	290,000,000	284,000,000
DONS	339,293,395	1,058,381,970	970,597,456	1,160,893,395
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	3,080,724,178	2,922,881,984	3,511,782,557	5,352,356,796
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,420,978,205	1,491,691,918	1,578,818,055	1,634,076,687
BIENS ET SERVICES	625,282,633	581,568,920	610,150,516	635,156,770
INVESTISSEMENTS	1,034,463,340	849,621,146	1,322,813,986	3,083,123,340
TRESOR PUBLIC	170,000,000	193,371,146	313,000,000	1,188,500,000
DONS	864,463,340	656,250,000	1,009,813,986	1,894,623,340
MINISTÈRE DU TOURISME	753,492,030	846,492,030	1,678,999,367	1,205,944,068
SALAIRES ET TRAITEMENTS	229,794,109	244,794,068	255,809,801	264,763,144
BIENS ET SERVICES	96,768,031	178,768,072	187,189,566	194,406,424
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	1,929,890	1,929,890	-	-
INVESTISSEMENTS	425,000,000	421,000,000	1,236,000,000	746,774,500
TRESOR PUBLIC	275,000,000	421,000,000	636,000,000	746,774,500
SECTEUR POLITIQUE	52,317,620,134	61,409,647,822	62,291,215,740	67,485,072,065
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	28,828,796,459	32,447,872,852	33,031,233,883	37,782,629,510
SALAIRES ET TRAITEMENTS	17,290,001,657	18,440,148,693	19,481,955,384	20,399,823,823
BIENS ET SERVICES	5,684,636,139	6,885,489,103	7,225,938,374	7,524,653,955
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	138,850,316	168,850,316	140,933,071	143,751,732
INVESTISSEMENTS	5,715,308,347	6,953,384,739	6,182,407,054	9,714,400,000
TRESOR PUBLIC	5,715,308,347	6,953,384,739	6,182,407,054	9,714,400,000
MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	202,962,776	244,962,776	310,128,082	328,517,578
SALAIRES ET TRAITEMENTS	116,124,453	125,124,453	130,755,053	135,331,480

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	66,838,323	99,838,323	104,373,029	108,186,099
INVESTISSEMENTS	20,000,000	20,000,000	75,000,000	85,000,000
TRESOR PUBLIC	20,000,000	20,000,000	75,000,000	85,000,000
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	10,604,016,470	10,234,516,470	9,783,280,002	10,184,674,999
SALAIRES ET TRAITEMENTS	935,649,161	935,649,161	977,753,373	1,011,974,741
BIENS ET SERVICES	9,148,867,309	8,348,867,309	8,765,526,629	9,132,700,258
INVESTISSEMENTS	519,500,000	950,000,000	40,000,000	40,000,000
TRESOR PUBLIC	519,500,000	950,000,000	40,000,000	40,000,000
LA PRESIDENCE	1,698,211,982	1,543,211,982	1,635,532,173	1,679,359,806
SALAIRES ET TRAITEMENTS	805,419,262	740,419,262	773,738,129	800,818,963
BIENS ET SERVICES	877,505,152	787,505,152	846,277,170	862,713,632
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	15,287,568	15,287,568	15,516,874	15,827,211
LA PRIMATURE	3,404,915,424	4,024,915,424	4,585,326,429	4,732,096,029
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,265,609,042	1,403,674,137	1,466,839,473	1,518,178,854
BIENS ET SERVICES	1,588,129,725	2,035,064,630	2,136,542,654	2,225,933,987
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	101,176,658	51,176,658	51,944,302	52,983,188
INVESTISSEMENTS	450,000,000	535,000,000	930,000,000	935,000,000
TRESOR PUBLIC	450,000,000	535,000,000	930,000,000	935,000,000
MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	5,322,171,789	9,254,373,084	9,659,637,086	9,475,297,785
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3,060,070,505	3,409,934,913	3,563,381,984	3,688,100,354
BIENS ET SERVICES	1,460,583,728	1,544,720,906	1,620,424,701	1,686,570,291
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	29,400,000	29,900,000	29,841,000	30,437,820
INVESTISSEMENTS	772,117,556	4,269,817,265	4,445,989,400	4,070,189,320
TRESOR PUBLIC	772,117,556	840,729,799	859,389,400	691,689,320
DONS	-	3,429,087,466	3,586,600,000	3,378,500,000
MINISTERE DE LA DEFENSE	2,256,545,235	3,659,795,235	3,286,078,086	3,302,496,356
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,022,493,414	1,231,743,414	1,287,171,867	1,332,222,883
BIENS ET SERVICES	733,572,616	758,572,616	796,269,831	829,424,358
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	10,479,205	10,479,205	10,636,387	10,849,115
INVESTISSEMENTS	490,000,000	1,659,000,000	1,192,000,000	1,130,000,000
TRESOR PUBLIC	490,000,000	1,659,000,000	1,192,000,000	1,130,000,000
SECTEUR SOCIAL	72,410,777,173	78,534,728,332	72,855,395,440	79,419,033,946
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	30,042,419,116	33,176,001,870	37,704,225,607	44,037,779,390
SALAIRES ET TRAITEMENTS	21,582,891,881	21,586,391,873	22,257,779,507	23,036,801,790
BIENS ET SERVICES	3,766,310,112	4,164,310,120	4,369,354,514	4,548,909,856
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	10,000,000	2,000,000	2,029,998	2,070,598
INVESTISSEMENTS	4,683,217,123	7,423,299,878	11,075,061,588	16,449,997,147
TRESOR PUBLIC	3,278,450,540	3,941,993,575	7,452,242,614	13,254,957,911
DONS	1,404,766,583	3,481,306,303	3,622,818,974	3,195,039,236
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	30,598,543,227	25,716,384,666	13,939,402,178	13,190,805,072
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,489,186,546	1,624,483,822	1,697,585,594	1,757,001,089
BIENS ET SERVICES	451,206,880	512,909,604	538,141,584	560,227,483
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	20,000,000	35,000,000	5,075,000	5,176,500
INVESTISSEMENTS	28,638,149,801	23,543,991,240	11,698,600,000	10,868,400,000
TRESOR PUBLIC	6,160,000,000	5,050,000,000	7,954,000,000	8,925,000,000
DONS	6,728,149,801	6,348,000,000	3,744,600,000	1,943,400,000
EMRUNTS	15,750,000,000	12,145,991,240	-	-
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	10,191,093,171	17,877,720,138	18,775,319,039	18,713,499,515
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6,313,913,058	7,313,913,058	7,643,039,146	7,910,545,516
BIENS ET SERVICES	1,793,817,661	2,051,317,661	2,152,648,544	2,241,518,503
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	320,000,000	-	-
INVESTISSEMENTS	2,083,362,452	8,192,489,419	8,979,631,349	8,561,435,496
TRESOR PUBLIC	895,628,977	2,002,000,000	3,809,631,349	4,767,935,496
DONS	1,187,733,475	6,190,489,419	5,170,000,000	3,793,500,000
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	356,475,619	386,975,618	598,183,316	622,587,649

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
SALAIRES ET TRAITEMENTS	215,050,002	243,809,391	254,780,813	263,698,142
BIENS ET SERVICES	94,425,618	111,166,228	116,402,503	120,889,507
INVESTISSEMENTS	47,000,000	32,000,000	227,000,000	238,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>47,000,000</i>	<i>32,000,000</i>	<i>227,000,000</i>	<i>238,000,000</i>
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	1,222,246,039	1,377,646,039	1,838,265,300	2,854,362,320
SALAIRES ET TRAITEMENTS	663,405,107	714,965,847	747,139,310	773,289,186
BIENS ET SERVICES	406,692,123	357,779,283	375,433,247	390,908,163
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	5,647,900	100,000,000	14,867,619	15,164,971
INVESTISSEMENTS	146,500,910	204,900,910	700,825,125	1,675,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>146,500,910</i>	<i>204,900,910</i>	<i>700,825,125</i>	<i>1,675,000,000</i>
SECTEUR CULTUREL	4,447,874,150	3,982,775,425	5,808,759,982	5,563,767,368
MINISTERE DES CULTES	368,739,775	374,739,775	465,255,097	471,687,715
SALAIRES ET TRAITEMENTS	209,871,073	225,993,361	236,163,063	244,428,770
BIENS ET SERVICES	78,248,702	73,126,414	76,637,734	79,675,559
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	70,620,000	65,620,000	56,454,300	57,583,386
INVESTISSEMENTS	10,000,000	10,000,000	96,000,000	90,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>10,000,000</i>	<i>10,000,000</i>	<i>96,000,000</i>	<i>90,000,000</i>
MINISTERE DE LA CULTURE	3,150,337,466	2,507,238,741	4,103,256,193	3,758,753,002
SALAIRES ET TRAITEMENTS	911,424,328	964,144,982	1,007,531,506	1,042,795,109
BIENS ET SERVICES	987,703,413	1,157,582,759	1,215,287,162	1,266,111,155
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	9,511,000	25,511,000	9,653,665	9,846,738
INVESTISSEMENTS	1,241,698,725	360,000,000	1,870,783,859	1,440,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>86,000,000</i>	<i>110,000,000</i>	<i>875,000,000</i>	<i>840,000,000</i>
<i>DONS</i>	<i>1,155,698,725</i>	<i>250,000,000</i>	<i>995,783,859</i>	<i>600,000,000</i>
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	928,796,909	1,100,796,909	1,240,248,692	1,333,326,651
SALAIRES ET TRAITEMENTS	577,279,262	700,078,194	731,581,713	757,187,073
BIENS ET SERVICES	326,517,647	390,718,715	409,666,979	426,139,578
INVESTISSEMENTS	25,000,000	10,000,000	99,000,000	150,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>25,000,000</i>	<i>10,000,000</i>	<i>99,000,000</i>	<i>150,000,000</i>
AUTRES ADMINISTRATIONS	71,579,511,467	79,007,259,881	86,965,106,728	91,740,238,114
INTERVENTIONS PUBLIQUES	26,650,041,552	29,893,082,967	32,698,193,642	33,749,432,275
BIENS ET SERVICES	15,264,990,001	17,088,990,000	3,716,463,359	4,280,090,311
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	11,385,051,551	12,804,092,967	28,981,730,283	29,469,341,965
DETTE PUBLIQUE	36,709,469,915	40,314,176,914	44,723,891,889	46,890,805,839
INTERETS DE LA DETTE	6,181,362,015	2,881,557,503	3,794,628,256	4,094,628,256
AMORTISSEMENT	30,528,107,900	37,432,619,412	40,929,263,633	42,796,177,583
DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8,220,000,000	8,800,000,000	9,543,021,197	11,100,000,000
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	8,220,000,000	8,800,000,000	9,543,021,197	11,100,000,000
POUVOIR LEGISLATIF	4,071,037,353	3,761,460,962	4,748,664,523	6,286,957,312
SENAT DE LA REPUBLIQUE	2,104,310,837	1,941,734,446	2,292,916,383	3,986,151,749
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,734,454,018	1,684,454,018	1,998,000,399	2,059,609,305
BIENS ET SERVICES	308,788,736	148,788,736	184,915,984	192,542,444
INVESTISSEMENTS	29,568,083	108,491,692	-	1,500,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>29,568,083</i>	<i>108,491,692</i>	<i>-</i>	<i>1,500,000,000</i>
CHAMBRE DES DEPUTES	1,966,726,516	1,819,726,516	2,455,748,140	2,300,805,563
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,787,440,359	1,717,440,359	2,032,470,675	2,103,607,148
BIENS ET SERVICES	179,286,157	102,286,157	189,277,465	197,198,415
POUVOIR JUDICIAIRE	2,812,814,472	3,013,214,473	3,172,706,456	3,296,855,374
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,812,814,472	3,013,214,473	3,172,706,456	3,296,855,374
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,040,061,637	2,152,431,764	2,249,291,193	2,328,016,385
BIENS ET SERVICES	754,752,836	842,782,709	881,865,262	915,088,989
INVESTISSEMENTS	18,000,000	18,000,000	41,550,000	53,750,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>18,000,000</i>	<i>18,000,000</i>	<i>41,550,000</i>	<i>53,750,000</i>
ORGANISMES INDEPENDANTS	4,315,661,912	4,866,761,226	4,990,781,034	5,031,817,944

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,225,243,969	1,616,126,284	1,419,812,291	1,467,982,721
SALAIRES ET TRAITEMENTS	608,911,946	638,911,946	667,662,984	691,031,188
BIENS ET SERVICES	544,676,725	584,676,725	613,149,307	637,951,533
INVESTISSEMENTS	71,655,298	392,537,613	139,000,000	139,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>71,655,298</i>	<i>392,537,613</i>	<i>139,000,000</i>	<i>139,000,000</i>
CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	851,645,594	890,313,455	922,062,601
SALAIRES ET TRAITEMENTS	717,439,041	705,883,692	737,648,458	763,466,154
BIENS ET SERVICES	134,206,553	145,761,902	152,664,997	158,596,447
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	280,850,386	293,731,153	304,426,699
SALAIRES ET TRAITEMENTS	155,323,527	177,950,386	185,958,153	192,466,689
BIENS ET SERVICES	105,526,859	102,900,000	107,773,000	111,960,010
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,907,864,870	2,012,864,870	2,266,278,283	2,228,240,262
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,565,966,229	1,595,966,229	1,667,784,710	1,726,157,174
BIENS ET SERVICES	241,898,641	291,898,641	306,493,573	319,366,303
INVESTISSEMENTS	100,000,000	125,000,000	292,000,000	182,716,785
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>100,000,000</i>	<i>125,000,000</i>	<i>292,000,000</i>	<i>182,716,785</i>
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	70,057,092	105,274,092	120,645,852	109,105,660
SALAIRES ET TRAITEMENTS	31,698,979	38,698,979	40,440,433	41,855,848
BIENS ET SERVICES	23,358,113	46,358,113	48,676,019	50,720,411
INVESTISSEMENTS	15,000,000	20,217,000	31,529,400	16,529,400
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>15,000,000</i>	<i>20,217,000</i>	<i>31,529,400</i>	<i>16,529,400</i>

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
POUVOIR EXECUTIF	256,300,486,263	309,003,563,338	326,189,847,987	348,254,369,370
SECTEUR ECONOMIQUE	55,544,703,339	86,069,151,878	98,269,370,097	104,046,257,877
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	8,493,171,573	8,967,050,222	13,550,595,504	18,076,760,264
SERVICES INTERNES	8,493,171,573	8,967,050,222	13,550,595,504	18,076,760,264
BUREAU DU MINISTRE	81,124,703	99,426,663	104,078,343	107,981,980
SALAIRES ET TRAITEMENTS	63,112,855	63,930,660	66,807,540	69,145,804
BIENS ET SERVICES	18,011,848	35,496,003	37,270,803	38,836,176
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	7,852,995,240	8,207,714,325	12,704,802,667	17,285,101,348
SALAIRES ET TRAITEMENTS	590,678,154	679,860,051	710,453,753	735,319,635
BIENS ET SERVICES	571,562,075	741,609,206	778,539,666	811,051,132
TRANSFERTS ET SUBVENTION	205,526,057	218,595,068	193,383,948	197,251,627
INVESTISSEMENTS	6,485,228,954	6,567,650,000	11,022,425,300	15,541,478,954
TRESOR PUBLIC	5,895,750,000	6,567,650,000	10,652,000,000	14,952,000,000
CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	196,868,767	216,268,767	308,200,972	313,921,918
SALAIRES ET TRAITEMENTS	76,019,936	126,246,725	131,927,827	136,545,301
BIENS ET SERVICES	55,848,831	25,022,042	26,273,144	27,376,616
INVESTISSEMENTS	65,000,000	65,000,000	150,000,000	150,000,000
TRESOR PUBLIC	65,000,000	65,000,000	150,000,000	150,000,000
CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	96,205,460	102,205,460	116,545,605	120,205,322
SALAIRES ET TRAITEMENTS	54,025,739	54,025,739	56,456,897	58,432,888
BIENS ET SERVICES	32,179,722	38,179,722	40,088,708	41,772,434
INVESTISSEMENTS	10,000,000	10,000,000	20,000,000	20,000,000
TRESOR PUBLIC	10,000,000	10,000,000	20,000,000	20,000,000
CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	265,977,403	341,435,006	316,967,918	249,549,697
SALAIRES ET TRAITEMENTS	101,671,038	111,671,038	116,696,234	120,780,603
BIENS ET SERVICES	59,306,365	79,306,365	83,271,684	86,769,094
INVESTISSEMENTS	105,000,000	150,457,603	117,000,000	42,000,000
TRESOR PUBLIC	105,000,000	150,457,603	117,000,000	42,000,000
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	14,969,385,138	19,460,215,576	19,879,343,594	19,939,578,064
SERVICES INTERNES	5,891,372,538	9,255,831,992	9,518,200,580	9,620,409,662
BUREAU DU MINISTRE	22,231,367	59,788,571	62,593,490	64,952,481
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,799,824	36,901,746	38,562,325	39,912,006
BIENS ET SERVICES	9,431,543	22,886,824	24,031,166	25,040,475

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	5,190,603,506	8,439,505,756	8,645,015,670	8,712,021,861
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,201,145,213	1,174,088,195	1,300,936,748	1,346,469,534
BIENS ET SERVICES	1,103,973,883	1,243,514,254	1,404,615,927	1,462,269,395
TRANSFERTS ET SUBVENTION	337,968	297,412	301,422	307,450
INVESTISSEMENTS	2,885,146,442	6,021,605,895	5,939,161,574	5,902,975,482
<i>TRESOR PUBLIC</i>	2,219,456,962	3,134,376,387	1,550,761,574	873,875,482
<i>DONS</i>	665,689,480	2,887,229,508	4,388,400,000	5,029,100,000
FAES	275,144,076	225,144,076	235,990,576	245,301,321
SALAIRES ET TRAITEMENTS	193,581,394	82,140,693	85,837,024	88,841,320
BIENS ET SERVICES	81,562,682	143,003,383	150,153,552	156,460,002
UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	294,758,455	381,758,455	407,229,542	427,005,552
SALAIRES ET TRAITEMENTS	175,853,695	203,367,150	212,518,672	219,956,826
BIENS ET SERVICES	118,904,760	166,391,304	174,710,870	182,048,726
INVESTISSEMENTS	-	12,000,000	20,000,000	25,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	-	12,000,000	20,000,000	25,000,000
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	108,635,135	149,635,135	167,371,301	171,128,447
SALAIRES ET TRAITEMENTS	59,118,098	59,118,098	61,778,412	63,940,656
BIENS ET SERVICES	34,517,037	81,517,037	85,592,889	89,187,791
INVESTISSEMENTS	15,000,000	9,000,000	20,000,000	18,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	15,000,000	9,000,000	20,000,000	18,000,000
SERVICES EXTERNES	9,078,012,600	10,204,383,584	10,361,143,014	10,319,168,402
INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	261,990,605	242,159,387	282,161,297	240,606,981
SALAIRES ET TRAITEMENTS	135,721,192	135,721,192	141,828,646	146,792,648
BIENS ET SERVICES	66,269,413	86,269,413	90,332,651	93,814,333
INVESTISSEMENTS	60,000,000	20,168,782	50,000,000	-
<i>TRESOR PUBLIC</i>	60,000,000	20,168,782	50,000,000	-
DIRECTION GENERALE DU BUDGET	458,990,325	499,421,848	493,124,732	511,813,879
SALAIRES ET TRAITEMENTS	238,171,403	238,171,403	248,889,117	257,600,236
BIENS ET SERVICES	190,818,922	232,818,922	244,235,615	254,213,644
INVESTISSEMENTS	30,000,000	28,431,523	-	-
<i>TRESOR PUBLIC</i>	30,000,000	28,431,523	-	-
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	3,690,668,827	4,043,577,180	4,422,431,062	4,404,127,604
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,220,193,418	2,255,193,418	2,356,677,122	2,439,160,821

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	1,360,475,409	1,555,475,409	1,629,678,934	1,693,669,783
INVESTISSEMENTS	110,000,000	232,908,354	436,075,007	271,297,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>110,000,000</i>	<i>232,908,354</i>	<i>436,075,007</i>	<i>271,297,000</i>
ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	4,355,080,473	5,037,942,798	4,858,565,624	4,863,256,412
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,329,251,926	2,529,251,926	2,643,068,262	2,735,575,651
BIENS ET SERVICES	1,683,800,747	1,863,800,747	1,951,967,362	2,027,680,760
INVESTISSEMENTS	342,027,800	644,890,126	263,530,000	100,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>342,027,800</i>	<i>125,140,126</i>	<i>100,000,000</i>	<i>100,000,000</i>
<i>DONS</i>	<i>-</i>	<i>519,750,000</i>	<i>163,530,000</i>	<i>-</i>
INSPECTION GENERALE DES FINANCES	311,282,370	381,282,370	304,860,299	299,363,526
SALAIRES ET TRAITEMENTS	100,710,823	113,144,160	118,235,647	122,373,894
BIENS ET SERVICES	110,571,547	118,138,210	123,769,121	128,622,976
INVESTISSEMENTS	100,000,000	150,000,000	62,855,532	48,366,656
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>100,000,000</i>	<i>150,000,000</i>	<i>62,855,532</i>	<i>48,366,656</i>
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	8,226,729,935	9,334,024,503	12,045,999,742	11,422,715,350
SERVICES INTERNES	8,226,729,935	9,334,024,503	12,045,999,742	11,422,715,350
BUREAU DU MINISTRE	179,845,096	179,845,096	187,942,858	194,589,325
SALAIRES ET TRAITEMENTS	121,680,368	121,680,368	127,155,985	131,606,444
BIENS ET SERVICES	58,164,727	58,164,727	60,786,873	62,982,881
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	7,710,647,040	8,788,941,608	11,475,858,580	10,831,779,318
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,022,607,955	1,022,607,955	1,068,625,313	1,106,027,199
BIENS ET SERVICES	647,102,197	782,102,197	821,024,940	855,280,393
INVESTISSEMENTS	6,040,936,888	6,984,231,456	9,586,208,327	8,870,471,726
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>757,774,331</i>	<i>1,616,142,000</i>	<i>3,976,000,000</i>	<i>3,952,475,592</i>
<i>DONS</i>	<i>5,283,162,557</i>	<i>5,368,089,456</i>	<i>5,610,208,327</i>	<i>4,917,996,135</i>
ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	183,809,254	205,809,254	215,265,324	223,085,751
SALAIRES ET TRAITEMENTS	166,878,517	166,878,517	174,388,050	180,491,632
BIENS ET SERVICES	16,930,737	38,930,737	40,877,274	42,594,119
INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	120,454,293	127,454,293	133,422,636	138,434,792
SALAIRES ET TRAITEMENTS	80,874,185	80,874,185	84,513,523	87,471,497
BIENS ET SERVICES	39,580,107	46,580,107	48,909,113	50,963,296
INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	31,974,253	31,974,253	33,510,344	34,826,163
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,524,299	12,524,299	13,087,892	13,545,969

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	19,449,954	19,449,954	20,422,451	21,280,194
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	18,205,414,652	41,814,977,790	44,886,825,688	45,095,580,694
SERVICES INTERNES	18,205,414,652	41,814,977,790	44,886,825,688	45,095,580,694
BUREAU DU MINISTRE	45,906,233	68,906,233	72,121,545	74,820,610
SALAIRES ET TRAITEMENTS	30,000,000	40,000,000	41,800,000	43,263,000
BIENS ET SERVICES	15,906,233	28,906,233	30,321,545	31,557,610
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	15,511,389,840	32,670,864,909	38,905,784,407	36,577,476,898
SALAIRES ET TRAITEMENTS	944,934,190	954,934,190	997,906,229	1,032,832,947
BIENS ET SERVICES	132,348,478	274,348,478	288,065,902	300,164,670
INVESTISSEMENTS	14,434,107,171	31,441,582,241	37,619,812,277	35,244,479,282
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>2,630,401,157</i>	<i>3,699,784,387</i>	<i>8,000,469,582</i>	<i>11,086,734,092</i>
<i>DONS</i>	<i>11,527,916,825</i>	<i>24,741,797,854</i>	<i>27,249,342,695</i>	<i>24,157,745,190</i>
<i>EMPRUNT</i>	<i>275,789,189</i>	<i>3,000,000,000</i>	<i>2,370,000,000</i>	<i>-</i>
LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	116,201,041	106,201,041	180,373,584	173,203,804
SALAIRES ET TRAITEMENTS	27,541,041	27,541,041	28,780,388	29,787,702
BIENS ET SERVICES	8,660,000	18,660,000	19,593,000	20,415,906
INVESTISSEMENTS	80,000,000	60,000,000	132,000,196	123,000,196
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>80,000,000</i>	<i>60,000,000</i>	<i>132,000,196</i>	<i>123,000,196</i>
OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	121,192,487	141,192,487	142,044,394	176,920,618
SALAIRES ET TRAITEMENTS	91,543,435	91,543,435	95,662,889	99,011,090
BIENS ET SERVICES	19,649,052	34,649,052	36,381,505	37,909,528
INVESTISSEMENTS	10,000,000	15,000,000	10,000,000	40,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>10,000,000</i>	<i>15,000,000</i>	<i>10,000,000</i>	<i>40,000,000</i>
SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	103,432,928	133,432,928	233,693,895	204,009,865
SALAIRES ET TRAITEMENTS	31,016,121	36,016,121	37,636,847	38,954,136
BIENS ET SERVICES	17,416,807	17,416,807	18,287,647	19,055,729
INVESTISSEMENTS	55,000,000	80,000,000	177,769,401	146,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>55,000,000</i>	<i>80,000,000</i>	<i>177,769,401</i>	<i>146,000,000</i>
CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	13,580,450	13,580,450	14,191,571	14,688,276
SALAIRES ET TRAITEMENTS	13,580,450	13,580,450	14,191,571	14,688,276
BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	113,475,580	116,059,451	124,730,894	130,619,786
SALAIRES ET TRAITEMENTS	69,693,118	69,693,118	72,829,308	75,378,334
BIENS ET SERVICES	18,782,463	30,382,463	31,901,586	33,241,452

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
INVESTISSEMENTS	25,000,000	15,983,871	20,000,000	22,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>25,000,000</i>	<i>15,983,871</i>	<i>20,000,000</i>	<i>22,000,000</i>
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,652,605	2,652,605	2,784,637	2,900,716
SALAIRES ET TRAITEMENTS	119,730	119,730	125,118	129,497
BIENS ET SERVICES	2,532,875	2,532,875	2,659,519	2,771,219
CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	556,611,181	564,611,181	590,395,242	961,612,615
SALAIRES ET TRAITEMENTS	479,139,607	489,299,613	511,318,096	529,214,229
BIENS ET SERVICES	77,471,573	75,311,567	79,077,146	82,398,386
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	1,574,489,125	7,947,593,323	4,568,500,095	6,725,180,967
SALAIRES ET TRAITEMENTS	127,219,334	127,219,334	132,944,204	137,597,251
BIENS ET SERVICES	15,412,115	15,412,115	16,182,721	16,862,395
INVESTISSEMENTS	1,431,857,676	7,804,961,874	4,419,373,171	6,570,721,321
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>77,000,000</i>	<i>45,000,000</i>	<i>238,000,000</i>	<i>3,673,000,000</i>
<i>DONS</i>	<i>1,354,857,676</i>	<i>7,759,961,874</i>	<i>4,181,373,171</i>	<i>2,897,721,321</i>
AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	46,483,183	49,883,183	52,205,426	54,146,541
SALAIRES ET TRAITEMENTS	30,983,187	34,383,187	35,930,430	37,187,995
BIENS ET SERVICES	15,499,996	15,499,996	16,274,996	16,958,546
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,815,785,833	2,723,509,774	2,715,823,645	2,953,322,641
SERVICES INTERNES	1,815,785,833	2,723,509,774	2,715,823,645	2,953,322,641
BUREAU DU MINISTRE	106,762,349	106,762,349	111,737,916	115,913,397
SALAIRES ET TRAITEMENTS	60,510,140	60,510,140	63,233,096	65,446,255
BIENS ET SERVICES	46,252,209	46,252,209	48,504,820	50,467,142
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,246,296,146	2,138,520,087	2,103,410,565	2,317,846,885
SALAIRES ET TRAITEMENTS	668,947,920	668,947,920	699,050,577	723,517,347
BIENS ET SERVICES	97,194,793	137,194,793	143,762,533	149,436,143
INVESTISSEMENTS	480,153,434	1,332,377,374	1,260,597,456	1,444,893,395
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>140,860,039</i>	<i>273,995,404</i>	<i>290,000,000</i>	<i>284,000,000</i>
<i>DONS</i>	<i>339,293,395</i>	<i>1,058,381,970</i>	<i>970,597,456</i>	<i>1,160,893,395</i>
OFFICE DES POSTES	195,300,810	205,300,810	214,738,283	222,546,558
SALAIRES ET TRAITEMENTS	160,513,600	165,513,600	172,961,712	179,015,372
BIENS ET SERVICES	34,787,210	39,787,210	41,776,570	43,531,186
DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	74,593,600	80,093,600	83,911,440	87,162,374
SALAIRES ET TRAITEMENTS	37,367,971	37,367,971	39,049,530	40,416,263

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	37,225,629	42,725,629	44,861,910	46,746,111
CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	192,832,928	192,832,928	202,025,441	209,853,427
SALAIRES ET TRAITEMENTS	89,826,640	89,826,640	93,868,839	97,154,248
BIENS ET SERVICES	103,006,287	103,006,287	108,156,602	112,699,179
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	3,080,724,178	2,922,881,984	3,511,782,557	5,352,356,796
SERVICES INTERNES	3,080,724,178	2,922,881,984	3,511,782,557	5,352,356,796
BUREAU DU MINISTRE	285,889,365	273,589,409	286,709,918	297,933,973
SALAIRES ET TRAITEMENTS	114,614,554	111,792,404	116,823,063	120,911,870
BIENS ET SERVICES	171,274,811	161,797,005	169,886,855	177,022,103
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,747,648,822	1,590,106,584	2,116,794,052	3,905,202,814
SALAIRES ET TRAITEMENTS	580,192,961	653,728,824	703,146,622	727,756,753
BIENS ET SERVICES	132,992,521	86,756,614	90,833,444	94,322,721
INVESTISSEMENTS	1,034,463,340	849,621,146	1,322,813,986	3,083,123,340
TRESOR PUBLIC	170,000,000	193,371,146	313,000,000	1,188,500,000
DONS	864,463,340	656,250,000	1,009,813,986	1,894,623,340
AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	172,540,563	184,540,563	192,978,643	199,980,223
SALAIRES ET TRAITEMENTS	110,619,675	110,619,675	115,597,560	119,643,475
BIENS ET SERVICES	61,920,888	73,920,888	77,381,083	80,336,748
SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	874,645,428	874,645,428	915,299,944	949,239,786
SALAIRES ET TRAITEMENTS	615,551,015	615,551,015	643,250,811	665,764,589
BIENS ET SERVICES	259,094,413	259,094,413	272,049,134	283,475,197
MINISTERE DU TOURISME	753,492,030	846,492,030	1,678,999,367	1,205,944,068
SERVICES INTERNES	753,492,030	846,492,030	1,678,999,367	1,205,944,068
BUREAU DU MINISTRE	49,057,624	49,057,675	51,287,515	53,117,575
SALAIRES ET TRAITEMENTS	42,471,896	42,471,896	44,383,132	45,936,541
BIENS ET SERVICES	6,585,728	6,585,779	6,904,383	7,181,034
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	639,209,097	732,209,087	1,559,431,697	1,081,980,502
SALAIRES ET TRAITEMENTS	146,046,804	161,046,804	168,293,910	174,184,197
BIENS ET SERVICES	66,232,403	148,232,393	155,137,787	161,021,805
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,929,890	1,929,890	-	-
INVESTISSEMENTS	425,000,000	421,000,000	1,236,000,000	746,774,500
TRESOR PUBLIC	275,000,000	421,000,000	636,000,000	746,774,500
ECOLE HOTELIERE	65,225,309	65,225,268	68,280,155	70,845,992

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
SALAIRES ET TRAITEMENTS	41,275,409	41,275,368	43,132,759	44,642,406
BIENS ET SERVICES	23,949,900	23,949,900	25,147,395	26,203,586
SECTEUR POLITIQUE	52,317,620,134	61,409,647,822	62,291,215,740	67,485,072,065
MINISTERE DE LA JUSTICE	28,828,796,459	32,447,872,852	33,031,233,883	37,782,629,510
SERVICES INTERNES	4,590,002,264	5,034,078,656	5,073,314,707	6,984,547,026
BUREAU DU MINISTRE	88,660,735	88,660,733	92,882,185	96,475,599
SALAIRES ET TRAITEMENTS	40,538,777	40,538,777	42,363,022	43,845,728
BIENS ET SERVICES	48,121,957	48,121,956	50,519,163	52,629,871
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,409,169,124	3,552,245,518	3,521,671,922	5,373,997,914
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,311,483,110	2,311,483,110	2,487,499,849	2,574,562,344
BIENS ET SERVICES	829,877,671	859,877,673	899,227,523	932,447,324
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,499,996	2,499,996	2,537,496	2,588,246
INVESTISSEMENTS	265,308,347	378,384,739	132,407,054	1,864,400,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>265,308,347</i>	<i>378,384,739</i>	<i>132,407,054</i>	<i>1,864,400,000</i>
UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	131,954,932	231,954,932	242,892,419	252,127,940
SALAIRES ET TRAITEMENTS	76,904,885	132,051,971	137,994,309	142,824,110
BIENS ET SERVICES	55,050,048	99,902,962	104,898,110	109,303,830
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	118,087,882	133,087,882	139,407,984	144,774,050
DEPENSES DE PERSONNEL	56,858,450	66,858,400	69,867,028	72,312,374
BIENS ET SERVICES	61,229,432	66,229,482	69,540,956	72,461,676
OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	633,336,320	783,336,320	820,125,071	851,091,213
SALAIRES ET TRAITEMENTS	415,613,167	475,613,167	497,015,760	514,411,311
BIENS ET SERVICES	217,723,153	307,723,153	323,109,311	336,679,902
ECOLE DE LA MAGISTRATURE	108,793,270	123,793,270	129,715,126	134,771,359
SALAIRES ET TRAITEMENTS	49,561,500	53,561,500	55,971,767	57,930,779
BIENS ET SERVICES	59,231,771	70,231,771	73,743,359	76,840,580
COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE	100,000,000	121,000,000	126,620,000	131,308,950
SALAIRES ET TRAITEMENTS	65,000,000	86,000,000	89,870,000	93,015,450
BIENS ET SERVICES	35,000,000	35,000,000	36,750,000	38,293,500
SERVICES EXTERNES	24,238,794,196	27,413,794,196	27,957,919,176	30,798,082,484
POLICE NATIONALE D'HAITI	24,238,794,196	27,413,794,196	27,957,919,176	30,798,082,484
SALAIRES ET TRAITEMENTS	14,274,041,769	15,274,041,769	16,101,373,649	16,900,921,726
BIENS ET SERVICES	4,378,402,107	5,398,402,107	5,668,149,953	5,905,997,272

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
TRANSFERTS ET SUBVENTION	136,350,320	166,350,320	138,395,575	141,163,486
INVESTISSEMENTS	5,450,000,000	6,575,000,000	6,050,000,000	7,850,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>5,450,000,000</i>	<i>6,575,000,000</i>	<i>6,050,000,000</i>	<i>7,850,000,000</i>
MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	202,962,776	244,962,776	310,128,082	328,517,578
SERVICES INTERNES	202,962,776	244,962,776	310,128,082	328,517,578
BUREAU DU MINISTRE	72,801,436	72,801,436	76,216,019	79,114,077
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20,097,704	20,097,704	21,002,100	21,737,174
BIENS ET SERVICES	52,703,732	52,703,732	55,213,919	57,376,903
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	130,161,340	172,161,340	233,912,063	249,403,501
SALAIRES ET TRAITEMENTS	96,026,749	105,026,749	109,752,953	113,594,306
BIENS ET SERVICES	14,134,591	47,134,591	49,159,111	50,809,195
INVESTISSEMENTS	20,000,000	20,000,000	75,000,000	85,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>20,000,000</i>	<i>20,000,000</i>	<i>75,000,000</i>	<i>85,000,000</i>
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	10,604,016,470	10,234,516,470	9,783,280,002	10,184,674,999
SERVICES INTERNES	10,604,016,470	10,234,516,470	9,783,280,002	10,184,674,999
BUREAU DU MINISTRE	254,914,765	254,914,765	266,385,929	275,709,437
SALAIRES ET TRAITEMENTS	254,914,741	254,914,741	266,385,904	275,709,411
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	10,349,101,705	9,979,601,705	9,516,894,072	9,908,965,562
SALAIRES ET TRAITEMENTS	680,734,420	680,734,420	711,367,469	736,265,330
BIENS ET SERVICES	9,148,867,285	8,348,867,285	8,765,526,603	9,132,700,232
INVESTISSEMENTS	519,500,000	950,000,000	40,000,000	40,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>519,500,000</i>	<i>950,000,000</i>	<i>40,000,000</i>	<i>40,000,000</i>
LA PRESIDENCE	1,698,211,982	1,543,211,982	1,635,532,173	1,679,359,806
SERVICES INTERNES	1,698,211,982	1,543,211,982	1,635,532,173	1,679,359,806
BUREAU DU PRESIDENT	210,204,858	165,204,858	172,929,193	179,412,435
SALAIRES ET TRAITEMENTS	138,228,022	103,228,022	107,873,283	111,648,848
BIENS ET SERVICES	71,976,836	61,976,836	65,055,910	67,763,587
ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	763,651,017	733,651,017	788,424,822	800,558,821
SALAIRES ET TRAITEMENTS	254,984,042	254,984,042	266,458,324	275,784,365
BIENS ET SERVICES	507,228,259	477,228,259	520,506,201	523,284,953
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,438,716	1,438,716	1,460,297	1,489,503
SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	724,356,106	644,356,106	674,178,158	699,388,550
SALAIRES ET TRAITEMENTS	412,207,198	382,207,198	399,406,522	413,385,750

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	298,300,056	248,300,056	260,715,059	271,665,092
TRANSFERTS ET SUBVENTION	13,848,852	13,848,852	14,056,577	14,337,708
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	3,404,915,424	4,024,915,424	4,585,326,429	4,732,096,029
SERVICES INTERNES	3,320,019,400	3,940,019,400	4,496,466,942	4,639,916,041
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	218,020,825	188,020,825	196,644,751	203,805,394
SALAIRES ET TRAITEMENTS	149,624,236	119,624,236	125,007,326	129,382,583
BIENS ET SERVICES	68,396,589	68,396,589	71,637,424	74,422,811
ADMINISTRATION GENERALE	2,153,676,569	2,578,676,569	2,739,912,068	2,845,149,987
SALAIRES ET TRAITEMENTS	717,222,269	830,222,269	867,582,271	897,947,650
BIENS ET SERVICES	1,187,854,300	1,564,854,300	1,643,000,802	1,711,886,762
TRANSFERTS ET SUBVENTION	98,600,000	48,600,000	49,328,994	50,315,574
INVESTISSEMENTS	150,000,000	135,000,000	180,000,000	185,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>150,000,000</i>	<i>135,000,000</i>	<i>180,000,000</i>	<i>185,000,000</i>
DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	59,022,651	59,022,651	61,973,783	64,576,682
BIENS ET SERVICES	59,022,651	59,022,651	61,973,783	64,576,682
CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	79,882,459	90,882,459	95,191,858	98,846,514
SALAIRES ET TRAITEMENTS	46,944,879	46,944,879	49,057,399	50,774,407
BIENS ET SERVICES	32,937,580	43,937,580	46,134,459	48,072,107
COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	90,722,012	104,722,012	109,609,911	113,704,109
SALAIRES ET TRAITEMENTS	59,575,142	69,640,237	72,774,048	75,321,140
BIENS ET SERVICES	31,146,869	35,081,774	36,835,863	38,382,969
BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	77,511,849	77,511,849	81,114,627	84,122,313
SALAIRES ET TRAITEMENTS	54,562,922	54,562,922	57,018,253	59,013,892
BIENS ET SERVICES	22,948,927	22,948,927	24,096,374	25,108,421
COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	539,223,277	739,223,277	1,105,163,465	1,118,586,642
SALAIRES ET TRAITEMENTS	159,195,284	204,195,284	213,384,071	220,852,514
BIENS ET SERVICES	80,027,994	135,027,994	141,779,393	147,734,128
INVESTISSEMENTS	300,000,000	400,000,000	750,000,000	750,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>300,000,000</i>	<i>400,000,000</i>	<i>750,000,000</i>	<i>750,000,000</i>
CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	62,150,000	62,150,000	65,257,500	67,998,315
BIENS ET SERVICES	62,150,000	62,150,000	65,257,500	67,998,315
BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	37,233,101	37,233,101	38,983,672	40,458,470
SALAIRES ET TRAITEMENTS	22,216,783	22,216,783	23,216,538	24,029,117

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	15,016,318	15,016,318	15,767,134	16,429,353
APPUI A LA FORMATION	2,576,658	2,576,658	2,615,307	2,667,614
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,576,658	2,576,658	2,615,307	2,667,614
SERVICES EXTERNES	84,896,024	84,896,024	88,859,487	92,179,989
CEFOPAFOP	44,703,356	44,703,356	46,823,623	48,622,114
SALAIRES ET TRAITEMENTS	22,980,260	22,980,260	24,014,372	24,854,875
BIENS ET SERVICES	21,723,096	21,723,096	22,809,251	23,767,239
BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	40,192,667	40,192,667	42,035,864	43,557,874
SALAIRES ET TRAITEMENTS	33,287,267	33,287,267	34,785,194	36,002,676
BIENS ET SERVICES	6,905,400	6,905,400	7,250,670	7,555,198
MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	5,322,171,789	9,254,373,084	9,659,637,086	9,475,297,785
SERVICES INTERNES	5,322,171,789	9,254,373,084	9,659,637,086	9,475,297,785
BUREAU DU MINISTRE	521,566,058	513,029,546	536,478,830	557,433,734
SALAIRES ET TRAITEMENTS	90,967,531	103,931,009	108,607,904	112,409,181
BIENS ET SERVICES	401,200,115	379,200,125	398,031,538	414,588,377
TRANSFERTS ET SUBVENTION	29,398,412	29,898,412	29,839,388	30,436,176
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,723,271,513	8,621,149,951	8,997,288,457	8,787,195,584
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,931,768,757	3,239,310,317	3,385,079,281	3,503,557,056
BIENS ET SERVICES	1,019,383,613	1,112,020,781	1,166,218,164	1,213,447,564
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,588	1,588	1,612	1,644
INVESTISSEMENTS	772,117,556	4,269,817,265	4,445,989,400	4,070,189,320
TRESOR PUBLIC	772,117,556	840,729,799	859,389,400	691,689,320
DONS	-	3,429,087,466	3,586,600,000	3,378,500,000
ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	12,969,921	15,829,291	16,544,609	17,128,080
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,369,921	15,229,291	15,914,609	16,471,620
BIENS ET SERVICES	600,000	600,000	630,000	656,460
DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	64,364,296	104,364,296	109,325,190	113,540,386
SALAIRES ET TRAITEMENTS	24,964,296	51,464,296	53,780,190	55,662,496
BIENS ET SERVICES	39,400,000	52,900,000	55,545,000	57,877,890
MINISTERE DE LA DEFENSE	2,256,545,235	3,659,795,235	3,286,078,086	3,302,496,356
SERVICES INTERNES	2,256,545,235	3,659,795,235	3,286,078,086	3,302,496,356
BUREAU DU MINISTRE	141,357,966	141,357,966	147,629,821	152,797,027
SALAIRES ET TRAITEMENTS	127,363,238	127,363,238	133,094,583	137,752,894

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	9,445,524	9,445,524	9,917,800	10,334,347
TRANSFERTS ET SUBVENTION	4,549,205	4,549,205	4,617,438	4,709,786
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,028,720,311	2,222,720,311	1,782,469,764	1,743,345,619
SALAIRES ET TRAITEMENTS	239,674,949	239,674,949	250,460,322	259,226,433
BIENS ET SERVICES	293,115,362	318,115,362	333,990,492	347,979,857
TRANSFERTS ET SUBVENTION	5,930,000	5,930,000	6,018,949	6,139,328
INVESTISSEMENTS	490,000,000	1,659,000,000	1,192,000,000	1,130,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>490,000,000</i>	<i>1,659,000,000</i>	<i>1,192,000,000</i>	<i>1,130,000,000</i>
FORCES ARMEES D'HAITI	1,086,466,957	1,295,716,957	1,355,978,502	1,406,353,710
SALAIRES ET TRAITEMENTS	655,455,227	864,705,227	903,616,962	935,243,556
BIENS ET SERVICES	431,011,730	431,011,730	452,361,539	471,110,154
SECTEUR SOCIAL	72,715,777,173	78,959,728,332	73,299,895,440	79,879,696,446
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS.	30,042,419,116	33,176,001,870	37,704,225,607	44,037,779,390
SERVICES INTERNES	30,042,419,116	33,176,001,870	37,704,225,607	44,037,779,390
BUREAU DU MINISTRE	290,364,130	290,364,130	303,587,880	314,473,018
SALAIRES ET TRAITEMENTS	232,624,190	232,624,190	243,092,279	251,600,509
BIENS ET SERVICES	57,739,940	57,739,940	60,495,601	62,872,509
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	28,267,444,283	30,120,866,510	34,561,945,580	41,137,064,131
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20,318,738,782	20,318,738,782	20,933,082,028	21,665,739,898
BIENS ET SERVICES	3,476,077,850	3,784,077,850	3,970,241,967	4,133,198,489
TRANSFERTS ET SUBVENTION	10,000,000	2,000,000	2,029,998	2,070,598
INVESTISSEMENTS	4,462,627,651	6,016,049,878	9,656,591,588	15,336,055,147
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>3,061,450,540</i>	<i>3,897,493,575</i>	<i>7,371,242,614</i>	<i>13,254,957,911</i>
<i>DONS</i>	<i>1,401,177,111</i>	<i>2,118,556,303</i>	<i>2,285,348,974</i>	<i>2,081,097,236</i>
COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	47,965,244	47,965,244	50,213,298	52,102,502
SALAIRES ET TRAITEMENTS	30,041,649	30,041,649	31,393,523	32,492,296
BIENS ET SERVICES	17,923,595	17,923,595	18,819,775	19,610,205
INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1,303,577,074	2,565,237,602	2,629,532,388	2,368,810,627
SALAIRES ET TRAITEMENTS	964,918,875	964,918,875	1,008,340,225	1,043,632,133
BIENS ET SERVICES	118,068,727	193,068,727	202,722,163	211,236,494
INVESTISSEMENTS	220,589,472	1,407,250,000	1,418,470,000	1,113,942,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>217,000,000</i>	<i>44,500,000</i>	<i>81,000,000</i>	<i>-</i>
<i>DONS</i>	<i>3,589,472</i>	<i>1,362,750,000</i>	<i>1,337,470,000</i>	<i>1,113,942,000</i>

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	133,068,384	151,568,384	158,946,462	165,329,113
SALAIRES ET TRAITEMENTS	36,568,384	40,068,376	41,871,453	43,336,954
BIENS ET SERVICES	96,500,000	111,500,008	117,075,009	121,992,159
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	30,598,543,227	25,716,384,666	13,939,402,178	13,190,805,072
SERVICES INTERNES	30,598,543,227	25,716,384,666	13,939,402,178	13,190,805,072
BUREAU DU MINISTRE	163,443,482	163,443,482	170,799,373	176,778,724
SALAIRES ET TRAITEMENTS	163,256,618	163,256,618	170,603,166	176,574,277
BIENS ET SERVICES	186,864	186,864	196,207	204,448
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	29,816,300,890	24,872,142,329	12,955,858,385	12,174,410,736
SALAIRES ET TRAITEMENTS	957,351,749	1,042,351,749	1,089,257,578	1,127,381,593
BIENS ET SERVICES	250,799,340	250,799,340	262,925,807	273,452,643
TRANSFERTS ET SUBVENTION	20,000,000	35,000,000	5,075,000	5,176,500
INVESTISSEMENTS	28,588,149,801	23,543,991,240	11,598,600,000	10,768,400,000
TRESOR PUBLIC	6,110,000,000	5,050,000,000	7,854,000,000	8,825,000,000
DONS	6,728,149,801	6,348,000,000	3,744,600,000	1,943,400,000
EMPRUNT	15,750,000,000	12,145,991,240	-	-
INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	154,362,550	169,362,550	177,297,425	183,963,768
SALAIRES ET TRAITEMENTS	106,650,510	106,650,510	111,449,783	115,350,525
BIENS ET SERVICES	47,712,040	62,712,040	65,847,642	68,613,243
E.P.P.L.S	134,534,378	134,534,378	140,804,829	146,051,112
SALAIRES ET TRAITEMENTS	91,253,577	91,253,577	95,359,988	98,697,587
BIENS ET SERVICES	43,280,801	43,280,801	45,444,841	47,353,525
OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	269,345,346	284,345,346	397,711,939	408,971,304
SALAIRES ET TRAITEMENTS	125,837,535	170,134,811	177,790,878	184,013,558
BIENS ET SERVICES	93,507,811	114,210,535	119,921,061	124,957,746
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	60,556,581	92,556,581	96,930,227	100,629,427
DEPENSES DE PERSONNEL	44,836,557	50,836,557	53,124,202	54,983,549
BIENS ET SERVICES	15,720,024	41,720,024	43,806,025	45,645,878
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	10,496,093,171	18,302,720,138	19,219,819,039	19,174,162,015
SERVICES INTERNES	10,496,093,171	18,302,720,138	19,219,819,039	19,174,162,015
BUREAU DU MINISTRE	124,215,965	124,215,965	129,975,798	134,775,021
SALAIRES ET TRAITEMENTS	90,192,954	90,192,954	94,251,637	97,550,444
BIENS ET SERVICES	34,023,011	34,023,011	35,724,162	37,224,576

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	10,066,877,206	17,753,504,173	18,645,343,240	18,578,724,494
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6,223,720,104	7,223,720,104	7,548,787,509	7,812,995,071
BIENS ET SERVICES	1,759,794,650	2,017,294,650	2,116,924,383	2,204,293,927
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	320,000,000	-	-
INVESTISSEMENTS	2,083,362,452	8,192,489,419	8,979,631,349	8,561,435,496
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>895,628,977</i>	<i>2,002,000,000</i>	<i>3,809,631,349</i>	<i>4,767,935,496</i>
<i>DONS</i>	<i>1,187,733,475</i>	<i>6,190,489,419</i>	<i>5,170,000,000</i>	<i>3,793,500,000</i>
CENTRE AMBULANCIER NATIONAL	305,000,000	425,000,000	444,500,000	460,662,500
SALAIRES ET TRAITEMENTS	205,000,000	300,000,000	313,500,000	324,472,500
BIENS ET SERVICES	100,000,000	125,000,000	131,000,000	136,190,000
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	356,475,619	386,975,618	598,183,316	622,587,649
SERVICES INTERNES	356,475,619	386,975,618	598,183,316	622,587,649
BUREAU DU MINISTRE	93,756,621	93,425,244	97,681,005	101,184,309
SALAIRES ET TRAITEMENTS	68,877,810	75,120,114	78,500,519	81,248,037
BIENS ET SERVICES	24,878,811	18,305,130	19,180,487	19,936,272
DIRECTION GENERALE	262,718,999	293,550,375	500,502,311	521,403,340
SALAIRES ET TRAITEMENTS	146,172,192	168,689,277	176,280,294	182,450,105
BIENS ET SERVICES	69,546,807	92,861,098	97,222,017	100,953,236
INVESTISSEMENTS	47,000,000	32,000,000	227,000,000	238,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>47,000,000</i>	<i>32,000,000</i>	<i>227,000,000</i>	<i>238,000,000</i>
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	1,222,246,039	1,377,646,039	1,838,265,300	2,854,362,320
SERVICES INTERNES	1,222,246,039	1,377,646,039	1,838,265,300	2,854,362,320
BUREAU DU MINISTRE	668,082,317	754,335,984	748,825,249	775,843,888
SALAIRES ET TRAITEMENTS	503,158,965	550,158,965	574,916,119	595,038,183
BIENS ET SERVICES	162,302,251	151,555,918	159,068,714	165,668,480
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,621,100	52,621,100	14,840,417	15,137,225
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	554,163,723	623,310,056	1,089,440,050	2,078,518,432
SALAIRES ET TRAITEMENTS	160,246,142	164,806,882	172,223,191	178,251,003
BIENS ET SERVICES	244,389,871	206,223,364	216,364,532	225,239,683
TRANSFERTS ET SUBVENTION	3,026,800	47,378,900	27,202	27,746
INVESTISSEMENTS	146,500,910	204,900,910	700,825,125	1,675,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>146,500,910</i>	<i>204,900,910</i>	<i>700,825,125</i>	<i>1,675,000,000</i>
SECTEUR CULTUREL	4,142,874,150	3,557,775,425	5,364,259,982	5,103,104,868

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
MINISTERE DES CULTES	368,739,775	374,739,775	465,255,097	471,687,715
SERVICES INTERNES	368,739,775	374,739,775	465,255,097	471,687,715
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	368,739,775	374,739,775	465,255,097	471,687,715
SALAIRES ET TRAITEMENTS	209,871,073	225,993,361	236,163,063	244,428,770
BIENS ET SERVICES	78,248,702	73,126,414	76,637,734	79,675,559
TRANSFERTS ET SUBVENTION	70,620,000	65,620,000	56,454,300	57,583,386
INVESTISSEMENTS	10,000,000	10,000,000	96,000,000	90,000,000
TRESOR PUBLIC	10,000,000	10,000,000	96,000,000	90,000,000
MINISTERE DE LA CULTURE	3,150,337,466	2,507,238,741	4,103,256,193	3,758,753,002
SERVICES INTERNES	3,150,337,466	2,507,238,741	4,103,256,193	3,758,753,002
BUREAU DU MINISTRE	212,944,876	221,154,954	214,577,803	222,665,684
SALAIRES ET TRAITEMENTS	79,528,688	79,528,688	83,107,479	86,016,241
BIENS ET SERVICES	123,905,188	116,115,266	121,816,659	126,802,705
TRANSFERTS ET SUBVENTION	9,511,000	25,511,000	9,653,665	9,846,738
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	622,141,769	676,931,691	609,880,489	590,167,137
SALAIRES ET TRAITEMENTS	165,484,374	165,484,374	172,931,171	178,983,762
BIENS ET SERVICES	181,657,395	211,447,317	221,949,318	231,183,375
INVESTISSEMENTS	275,000,000	300,000,000	215,000,000	180,000,000
TRESOR PUBLIC	25,000,000	50,000,000	25,000,000	-
DONS	250,000,000	250,000,000	190,000,000	180,000,000
ECOLE NATIONALE DES ARTS	115,106,368	119,106,368	144,707,655	129,427,428
SALAIRES ET TRAITEMENTS	61,415,896	70,806,368	73,992,654	76,582,397
BIENS ET SERVICES	32,690,473	48,300,001	50,715,001	52,845,031
INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	995,398,919	122,200,194	933,719,610	552,761,228
SALAIRES ET TRAITEMENTS	62,390,578	74,890,594	78,260,671	80,999,794
BIENS ET SERVICES	27,309,616	47,309,600	49,675,080	51,761,433
THEATRE NATIONAL	98,376,931	110,076,931	115,164,090	119,391,368
SALAIRES ET TRAITEMENTS	79,153,994	83,337,500	87,087,688	90,135,757
BIENS ET SERVICES	19,222,937	26,739,431	28,076,403	29,255,612
MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	69,942,808	76,942,808	80,563,951	83,617,002
SALAIRES ET TRAITEMENTS	26,840,451	45,199,550	47,233,530	48,886,703
BIENS ET SERVICES	43,102,357	31,743,258	33,330,421	34,730,299
BUREAU D ETHNOLOGIE	90,106,278	99,106,278	123,865,353	132,940,600

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
SALAIRES ET TRAITEMENTS	39,247,836	39,247,836	41,013,989	42,449,479
BIENS ET SERVICES	35,858,442	59,858,442	62,851,364	65,491,122
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	105,430,570	115,430,570	120,832,038	125,365,585
SALAIRES ET TRAITEMENTS	73,012,124	74,012,124	77,342,669	80,049,663
BIENS ET SERVICES	32,418,447	41,418,447	43,489,369	45,315,922
ARCHIVES NATIONALES	309,070,248	404,070,248	1,146,837,959	1,161,770,326
SALAIRES ET TRAITEMENTS	237,160,248	237,160,248	247,832,459	256,506,595
BIENS ET SERVICES	71,910,000	141,910,000	149,005,500	155,263,731
INVESTISSEMENTS	-	25,000,000	750,000,000	750,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	-	25,000,000	750,000,000	750,000,000
ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400	318,157,400	334,065,270	348,096,011
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	318,157,400	318,157,400	334,065,270	348,096,011
DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	116,086,229	138,086,229	163,467,689	188,044,151
SALAIRES ET TRAITEMENTS	48,118,440	54,570,200	57,025,859	59,021,764
BIENS ET SERVICES	52,967,789	58,516,029	61,441,830	64,022,387
INVESTISSEMENTS	15,000,000	25,000,000	45,000,000	65,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	15,000,000	25,000,000	45,000,000	65,000,000
BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	97,575,069	105,975,069	115,574,285	104,506,481
SALAIRES ET TRAITEMENTS	39,071,699	39,907,500	41,703,338	43,162,955
BIENS ET SERVICES	48,503,369	56,067,568	58,870,947	61,343,527
INVESTISSEMENTS	10,000,000	10,000,000	15,000,000	-
<i>TRESOR PUBLIC</i>	10,000,000	10,000,000	15,000,000	-
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	623,796,909	675,796,909	795,748,692	872,664,151
SERVICES INTERNES	623,796,909	675,796,909	795,748,692	872,664,151
BUREAU DU MINISTRE	69,048,234	69,088,880	72,437,653	75,325,439
SALAIRES ET TRAITEMENTS	18,134,065	21,134,065	22,085,098	22,858,076
BIENS ET SERVICES	50,914,169	47,954,815	50,352,555	52,467,363
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	186,342,986	201,302,340	299,031,323	357,281,975
SALAIRES ET TRAITEMENTS	80,732,997	99,692,351	104,178,507	107,824,755
BIENS ET SERVICES	80,609,989	91,609,989	95,852,817	99,457,221
INVESTISSEMENTS	25,000,000	10,000,000	99,000,000	150,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	25,000,000	10,000,000	99,000,000	150,000,000
TELEVISION NATIONALE D HAITI	238,939,069	250,939,069	262,583,447	272,291,483

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
SALAIRES ET TRAITEMENTS	180,059,128	180,515,131	188,638,312	195,240,653
BIENS ET SERVICES	58,879,941	70,423,938	73,945,135	77,050,831
RADIO NATIONALE D'HAITI	129,466,621	154,466,621	161,696,269	167,765,253
SALAIRES ET TRAITEMENTS	93,353,073	98,736,648	103,179,797	106,791,090
BIENS ET SERVICES	36,113,548	55,729,973	58,516,472	60,974,164
AUTRES ADMINISTRATIONS	71,579,511,467	79,007,259,881	86,965,106,728	91,740,238,114
INTERVENTIONS PUBLIQUES	26,650,041,552	29,893,082,967	32,698,193,642	33,749,432,275
SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	4,256,194,832	4,256,693,248	4,548,886,987	4,746,454,192
SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	4,256,194,832	4,256,693,248	4,548,886,987	4,746,454,192
AUTRES INSTITUTIONS	1,885,856,719	2,779,399,719	22,843,296	22,843,296
SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,885,856,719	2,779,399,719	22,843,296	22,843,296
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,507,990,001	22,856,990,000	28,126,463,359	28,980,134,788
BIENS ET SERVICES	15,264,990,001	17,088,990,000	3,716,463,359	4,280,090,311
TRANSFERTS ET SUBVENTION	5,243,000,000	5,768,000,000	24,410,000,000	24,700,044,477
DETTE PUBLIQUE	36,709,469,915	40,314,176,914	44,723,891,889	46,890,805,839
DETTE INTERNE	21,701,222,632	22,152,794,153	12,198,596,274	13,068,596,274
AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	12,930,857,745	13,687,451,278	6,363,841,637	7,113,841,637
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,620,596,108	388,272,258	283,689,143	463,689,143
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	11,310,261,637	13,299,179,019	6,080,152,494	6,650,152,494
AUTRES CREANCIERS INTERNES	7,370,251,600	8,465,342,875	5,000,000,000	5,000,000,000
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,808,543	2,808,543	-	-
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	7,367,443,057	8,462,534,332	5,000,000,000	5,000,000,000
DETTE EXTERNE	15,008,247,283	18,161,382,762	32,525,295,615	33,822,209,565
DETTE MULTILATERALE	1,370,254,287	1,015,782,492	1,220,015,356	1,220,015,356
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,029,402,087	538,925,385	623,943,973	623,943,973
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	340,852,200	476,857,107	596,071,383	596,071,383
DETTE BILATERALE	12,955,859,973	15,847,099,455	30,488,446,834	31,785,360,784
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,128,441,991	1,951,551,316	2,622,606,661	2,622,606,661
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	10,827,417,982	13,895,548,139	27,865,840,173	29,162,754,123
AUTRES DETTES EXTERNES	682,133,023	1,298,500,814	816,833,424	816,833,424
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	682,133,023	1,298,500,814	816,833,424	816,833,424
DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8,220,000,000	8,800,000,000	9,543,021,197	11,100,000,000
SUBVENTION A L'EDH	8,220,000,000	8,800,000,000	9,543,021,197	11,100,000,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	8,220,000,000	8,800,000,000	9,543,021,197	11,100,000,000
POUVOIR LEGISLATIF	4,071,037,353	3,761,460,962	4,748,664,523	6,286,957,312
SENAT DE LA REPUBLIQUE	2,104,310,837	1,941,734,446	2,292,916,383	3,986,151,749
SERVICES INTERNES	2,104,310,837	1,941,734,446	2,292,916,383	3,986,151,749
ASSEMBLEE DES SENATEURS	2,104,310,837	1,941,734,446	2,292,916,383	3,986,151,749
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,734,454,018	1,684,454,018	1,998,000,399	2,059,609,305
BIENS ET SERVICES	308,788,736	148,788,736	184,915,984	192,542,444
INVESTISSEMENTS	29,568,083	108,491,692	-	1,500,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>29,568,083</i>	<i>108,491,692</i>	<i>-</i>	<i>1,500,000,000</i>
CHAMBRE DES DEPUTES	1,966,726,516	1,819,726,516	2,455,748,140	2,300,805,563
SERVICES INTERNES	1,966,726,516	1,819,726,516	2,455,748,140	2,300,805,563
CHAMBRE DES DEPUTES	193,452,975	193,452,975	755,804,859	540,642,799
SALAIRES ET TRAITEMENTS	193,252,975	193,252,975	439,694,859	455,084,179
BIENS ET SERVICES	200,000	200,000	82,110,000	85,558,620
SECRETARIAT GENERAL	1,773,273,541	1,626,273,541	1,699,943,281	1,760,162,764
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,594,187,384	1,524,187,384	1,592,775,816	1,648,522,969
BIENS ET SERVICES	179,086,157	102,086,157	107,167,465	111,639,794
POUVOIR JUDICIAIRE	2,812,814,472	3,013,214,473	3,172,706,456	3,296,855,374
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,812,814,472	3,013,214,473	3,172,706,456	3,296,855,374
SERVICES INTERNES	2,812,814,472	3,013,214,473	3,172,706,456	3,296,855,374
ADMINISTRATION GENERALE	478,694,000	679,285,980	732,823,032	769,895,860
SALAIRES ET TRAITEMENTS	234,301,419	297,893,399	311,298,602	322,194,053
BIENS ET SERVICES	226,392,581	363,392,581	379,974,430	393,951,807
INVESTISSEMENTS	18,000,000	18,000,000	41,550,000	53,750,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>18,000,000</i>	<i>18,000,000</i>	<i>41,550,000</i>	<i>53,750,000</i>
COUR DE CASSATION	425,294,197	425,294,197	444,810,414	460,998,906
SALAIRES ET TRAITEMENTS	254,728,484	289,698,611	302,735,048	313,330,775
BIENS ET SERVICES	170,565,713	135,595,586	142,075,366	147,668,131
COUR D'APPEL	282,440,779	260,763,655	272,770,082	282,745,136
SALAIRES ET TRAITEMENTS	191,822,901	180,146,776	188,253,381	194,842,250
BIENS ET SERVICES	90,617,879	80,616,879	84,516,700	87,902,886
TRIBUNAUX	1,626,385,496	1,647,870,641	1,722,302,928	1,783,215,473
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,359,208,833	1,384,692,978	1,447,004,162	1,497,649,308

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	Crédits 2022-2023	Crédits 2023-2024	Projection 2024-2025	Projection 2025-2026
TOTAL	267,500,000,000	320,645,000,000	339,102,000,000	362,870,000,000
BIENS ET SERVICES	267,176,662	263,177,663	275,298,766	285,566,165
ORGANISMES INDEPENDANTS	4,315,661,912	4,866,761,226	4,990,781,034	5,031,817,944
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,225,243,969	1,616,126,284	1,419,812,291	1,467,982,721
SERVICES INTERNES	1,225,243,969	1,616,126,284	1,419,812,291	1,467,982,721
CONSEIL DE LA COUR	1,225,243,969	1,616,126,284	1,419,812,291	1,467,982,721
SALAIRES ET TRAITEMENTS	608,911,946	638,911,946	667,662,984	691,031,188
BIENS ET SERVICES	544,676,725	584,676,725	613,149,307	637,951,533
INVESTISSEMENTS	71,655,298	392,537,613	139,000,000	139,000,000
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>71,655,298</i>	<i>392,537,613</i>	<i>139,000,000</i>	<i>139,000,000</i>
CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	851,645,594	890,313,455	922,062,601
SERVICES INTERNES	851,645,594	851,645,594	890,313,455	922,062,601
CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	851,645,594	890,313,455	922,062,601
SALAIRES ET TRAITEMENTS	717,439,041	705,883,692	737,648,458	763,466,154
BIENS ET SERVICES	134,206,553	145,761,902	152,664,997	158,596,447
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	280,850,386	293,731,153	304,426,699
SERVICES INTERNES	260,850,386	280,850,386	293,731,153	304,426,699
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	280,850,386	293,731,153	304,426,699
SALAIRES ET TRAITEMENTS	155,323,527	177,950,386	185,958,153	192,466,689
BIENS ET SERVICES	105,526,859	102,900,000	107,773,000	111,960,010
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,907,864,870	2,012,864,870	2,266,278,283	2,228,240,262
SERVICES INTERNES	1,907,864,870	2,012,864,870	2,266,278,283	2,228,240,262
RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	1,907,864,870	2,012,864,870	2,266,278,283	2,228,240,262
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,565,966,229	1,595,966,229	1,667,784,710	1,726,157,174
BIENS ET SERVICES	241,898,641	291,898,641	306,493,573	319,366,303
INVESTISSEMENTS	100,000,000	125,000,000	292,000,000	182,716,785
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>100,000,000</i>	<i>125,000,000</i>	<i>292,000,000</i>	<i>182,716,785</i>
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	70,057,092	105,274,092	120,645,852	109,105,660
SERVICES INTERNES	70,057,092	105,274,092	120,645,852	109,105,660
SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	70,057,092	105,274,092	120,645,852	109,105,660
SALAIRES ET TRAITEMENTS	31,698,979	38,698,979	40,440,433	41,855,848
BIENS ET SERVICES	23,358,113	46,358,113	48,676,019	50,720,411
INVESTISSEMENTS	15,000,000	20,217,000	31,529,400	16,529,400
<i>TRESOR PUBLIC</i>	<i>15,000,000</i>	<i>20,217,000</i>	<i>31,529,400</i>	<i>16,529,400</i>

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Article 61.- Les crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, pour l'exercice fiscal 2023-2024, s'élèvent à Quarante **milliards trois cent quatorze millions cent soixante seize mille neuf cent quatorze et 00/100 de gourdes (HTG 40 314 176 914.00)**, répartis suivant le tableau ci-dessous :

PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	2,881,557,503	37,432,619,412	40,314,176,914
1512-1-DETTE INTERNE	391,080,801	21,761,713,352	22,152,794,153
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	0		0
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	388,272,258	13,299,179,019	13,687,451,278
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	2,808,543	8,462,534,332	8,465,342,875
1512-2-DETTE EXTERNE	2,490,476,701	15,670,906,060	18,161,382,762
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	538,925,385	476,857,107	1,015,782,492
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	1,951,551,316	15,194,048,953	17,145,600,269

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**CHAPITRE IV****DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES**

- Article 62.-** Tout chèque émis à l'ordre d'un ministère ou service public, bénéficiant d'une allocation budgétaire, ne peut être endossé que pour dépôt au compte «Trésor Public» ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux Lois en vigueur, aux sous comptes courants de fonctionnement ou d'investissement de l'institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.
- Article 63.-** Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de douze (12) mois à compter de la date d'émission.
- Tout chèque non valide peut être réémis suivant une analyse au cas par cas et selon les procédures et modalités définies par le Ministère de l'Economie et des Finances, sur requête motivée du bénéficiaire ou de l'institution pour le compte duquel le chèque a été émis.
- Article 64.-** Les entreprises individuelles, les sociétés anonymes et les sociétés de personnes doivent adopter la période allant d'octobre de l'année N à septembre de l'année N+1 comme période financière.
- Article 65.-** Les chèques émis par le «Trésor Public», à l'exception de ceux des pensionnaires, ne sont pas négociables. Ils ne peuvent être encaissés que par le bénéficiaire. L'agent public ou tout autre bénéficiaire, se trouvant en incapacité temporaire, peut solliciter de son institution soit un virement sur son compte en banque, soit la remise de son chèque à son mandataire.
- Article 66.-** Les chèques, devenus sans objet, doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances pour annulation selon la procédure régissant la matière.
- Article 67.-** Les restitutions, au compte «Trésor Public», de sommes payées pour un service non rendu ou fourni partiellement, une avance sur dépense réglée par un tiers en cours d'exercice, donnent lieu à un rétablissement de crédit.
- Article 68.-** Le rétablissement de crédit a pour objet de restituer au profit de l'institution les crédits qu'elle a indûment ou provisoirement consommés, à concurrence des remboursements obtenus.
- Article 69.-** Le rétablissement de crédits est initié par l'Ordonnateur sur la base de la preuve du remboursement de la dépense.
- Article 70.-** Les frais réguliers de soutien, à partir de l'alimentation des cartes de débit, doivent être soumis au visa préalable du contrôleur financier accompagné d'une liste en annexe mentionnant, entre autres, les nom et prénom (s), le NIF, le salaire brut, le montant accordé et le pourcentage du frais de soutien par rapport au salaire brut.
- Article 71.-** L'utilisation régulière de recharge par cartes téléphoniques et l'abonnement mensuel au profit d'un agent public sont mutuellement exclusifs.
- Article 72.-** Il est fait injonction aux compagnies de téléphonie fournissant les services post-payés d'indiquer le NIF ou le NINU rattaché au numéro de téléphone dans la facture soumise à l'Administration Publique pour paiement.
- Article 73.-** Tous les contrats à titre onéreux conclus par l'État haïtien avec des tiers sont libellés et payés en Gourde.
- Article 74.-** Il est institué, depuis l'exercice fiscal 2015-2016, le Compte Unique du Trésor (CUT), en vertu du principe de l'unité de caisse et de trésorerie, afin de déterminer à tout moment la position consolidée des disponibilités des comptes du Trésor Public domiciliés à la Banque de la République d'Haïti.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 74-1.-** Le CUT est constitué d'un compte courant central, de comptes secondaires de recettes et de sous-comptes courants de dépenses.
- Tous les comptes courants de fonctionnement et d'investissement sont transformés en sous-comptes courants de dépenses du compte courant central, soit des sous comptes courants de fonctionnement, soit des sous-comptes courants d'investissement.
- Des comptes secondaires sont tenus pour les recettes fiscales, douanières et diverses.
- Les comptes secondaires de recettes sont nivelés quotidiennement de façon automatique au profit du compte central du Trésor.
- Le nivellement des comptes de dépenses est automatique.
- Article 74-2.-** Les comptes courants secondaires de recettes et les comptes d'opération sont placés sous le contrôle des postes comptables.
- Article 74-3.-** Les recettes générées par les activités d'une institution de l'Administration d'État sont déposées dans un compte secondaire de recettes qui sera nivelé. Les dépenses de ces institutions seront exécutées à partir des comptes d'opération du poste comptable dont elles font partie.
- Article 75.-** Le compte d'opération de fonctionnement d'une institution de l'Administration d'État ne peut être en aucun cas renfloué à partir de crédits d'investissement, de même que le compte d'opération d'investissement ne peut l'être à partir des crédits de fonctionnement.
- Article 76.-** Les opérations sur les comptes d'opération de dépenses des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.
- Article 76-1.-** Les comptes d'opération ne peuvent être utilisés pour la rémunération de personnel, sauf ceux alimentés à partir des crédits des Interventions Publiques ou d'un projet. Par contre, les organismes autonomes peuvent rémunérer leurs personnels à partir des comptes d'opération du compte courant central qu'ils détiennent.
- Article 77.-** Les engagements pris au-delà des crédits budgétaires fixés par le présent budget, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle. La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) prendra les mesures nécessaires en vue d'appliquer cette disposition.
- Article 78.-** L'article 80 de la loi du 4 mai 2016 remplaçant le décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des lois de finances se lit désormais comme suit :
- Tous les actes portant engagement de dépenses sont soumis au visa préalable du contrôleur financier, à l'exception des dépenses d'intelligence.*
- Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des lois et règlements et de leur conformité avec les autorisations parlementaires.*
- Le contrôleur financier peut obtenir communication de toutes les pièces propres à justifier les engagements de dépenses y relatifs et à éclairer sa décision. Si les pièces lui paraissent entachées d'irrégularités au regard des dispositions qui précèdent, le contrôleur financier refuse le visa.*
- En cas de désaccord persistant, le contrôleur financier en informe le Ministre chargé des Finances. L'ordonnateur concerné peut solliciter un passer-outré auprès du Ministre chargé des Finances.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 79.-** Par suite de l'analyse d'un dossier, le contrôleur financier et/ou le comptable public soumettent un ensemble de recommandations motivant leurs refus de visa ou de mise en paiement. L'Ordonnateur peut solliciter une main levée en conséquence. Toute main levée sollicitée, par un ordonnateur auprès du Ministre Chargé des Finances, engage la responsabilité personnelle et pécuniaire de cet ordonnateur.
- Article 80.-** L'avis de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sur les contrats de travail et de prestations intellectuelles est obligatoire et donné dans un délai n'excédant pas 20 jours ouvrables à partir de la date de réception de ces contrats à la CSCCA.
- Article 81.-** Un agent public émargeant à l'un des alinéas 110,111,112 et 113 du Budget Général ne peut détenir sous quelque forme que ce soit, un contrat de travail avec son institution d'attache ou toute autre institution de l'administration d'État, sauf si ledit contrat concerne des prestations de services spécialisés sur une période n'excédant pas un trimestre non renouvelable ou des prestations dans les établissements publics d'enseignement classique à partir du nouveau secondaire et d'enseignement supérieur public (cours, travaux de recherche, études et encadrement) .
- Article 82.-** L'agent public ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une institution, sauf s'il est mis à disposition ou s'il remplit la fonction d'enseignant à temps partiel, c'est-à-dire bénéficiant de deux chaires au plus à côté de son emploi principal.
- Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à l'enseignement classique à partir du nouveau secondaire et à l'enseignement supérieur public, compte tenu de l'insuffisance des ressources humaines et de la flexibilité d'horaire qui y est pratiqué (enseignement dispensé le soir et en fin de semaine).
- Article 83.-** Tout avis de mouvement dans le personnel, tout projet de contrat d'embauche, ayant pour effet d'augmenter la masse salariale, doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'Ordonnateur. Les institutions ont jusqu'au 15 mai de l'exercice en cours pour transmettre au Ministère de l'Économie et des Finances leurs avis de mouvement.
- Article 84.-** Aucune requête au titre du service de la dette interne ne peut être honorée si l'acte portant engagement de la dépense y relative n'a pas été préalablement visé par le contrôleur financier. En aucun cas, le passer outre du Ministre de l'Économie et des Finances ne peut être accordé.
- Article 85.-** L'article 34 du décret du 9 octobre 2015 modifiant celui du 18 février 2011 et révisant celui du 6 octobre 2004 sur la pension civile de retraite se lit désormais ainsi :
- l'agent public qui a reçu sa pension ne peut recommencer une carrière dans la Fonction Publique. Toutefois, il peut travailler sur base contractuelle ou exercer une fonction dans l'Administration.*
- *Au cas où le bénéficiaire prêterait ses services à l'État, il devra opter pour le montant de la pension qui lui est déjà allouée ou pour les indemnités ou appointements afférents à la fonction ou au poste occupé.*
 - *Les nouveaux appointements et indemnités ne seront pas assujettis à la retenue mensuelle légale et la pension liquidée ne sera pas révisée.*
- Article 86.-** Il est fixé, par arrêté pris en Conseil des Ministres, la date de clôture des engagements de l'exercice fiscal relatifs aux charges liées à la constatation préalable du service fait. Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des Lois et règlements, de leur conformité avec les autorisations parlementaires.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 87.-** Les fonctionnaires et employés (agents de sécurité, secrétaires de direction, chauffeurs, gardiens de bâtiment public, les ménagères et les assistantes), affectés directement au service des Grands Commis, bénéficient, en lieu et place de la rémunération pour des travaux fournis en heures supplémentaires, d'une prime de fonction mensuelle n'excédant pas 50% du salaire de base.
- Article 88.-** Les primes d'efficacité et d'efficience octroyées aux agents publics ne peuvent être, en aucun cas, accordées sur une base mensuelle.
- Article 89.-** Les frais de voyage accordés, à partir des ressources du Trésor Public, sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un Grand Commis ou d'un agent de la Fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.
- Article 90.-** Lorsque les frais de voyage sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 40% peut être accordé à titre de complément de perdiem.
- Article 91.-** Les délégations de plus de cinq (5) personnes au niveau des ministères doivent être soumises à l'approbation du Premier Ministre avant l'avis de conformité du contrôleur financier. Sans cette approbation, aucun remboursement ne sera accordé le cas échéant.
- Article 92.-** Tout remboursement relatif aux déplacements de personnes requiert une preuve de voyage, notamment la carte d'embarquement accompagnée d'un ordre de mission; exception faite pour le Président de la République, le Premier Ministre, le Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, les Présidents de la Chambre des Députés et du Sénat.
- Article 93.-** Toute personne, autre que les agents publics, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de frais de voyage équivalant à celui d'un cadre.
- Article 94.-** Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'État peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés et s'enquérir de l'état d'avancement des activités financées.
- Article 95.-** Toute personne qui n'occupe plus une fonction dans l'Administration publique ou qui n'a ni droit ni qualité pour détenir un bien appartenant à l'État (véhicule, matériel informatique, arme à feu,...) doit le rendre sans délai au service concerné, sous peine de poursuites pénales sans préjudices des dommages et intérêts. Les ordonnateurs prendront les dispositions nécessaires pour le suivi et la mise en application de cette mesure.
- Article 96.-** Toute personne qui n'occupe plus une fonction dans l'Administration publique ou qui n'a ni droit ni qualité pour détenir un bien appartenant à l'État (véhicule, matériel informatique, arme à feu,...) doit le rendre sans délai au service concerné, sous peine de poursuites pénales sans préjudices des dommages et intérêts. Les ordonnateurs prendront les dispositions nécessaires pour le suivi et la mise en application de cette mesure.
- Article 97.-**
1. Tout véhicule de l'État ayant huit (8) années de service et plus est considéré déclassé, par simple notification à la Cour Supérieure des Comptes et de Contentieux Administratif (CSCCA), pour être vendu prioritairement à son utilisateur à sa valeur de récupération estimée à un vingtième (1/20) du prix d'acquisition suivant le taux moyen d'acquisition (TMA) de la Banque de la République d'Haïti en vigueur à la date de l'offre de vente au futur acquéreur.
 2. Tout véhicule de l'État ayant entre cinq (5) et moins de huit (8) années de service peut être considéré déclassé, par simple notification à la Cour Supérieure des Comptes et de Contentieux Administratif (CSCCA) pour être vendu, selon les modalités suivantes, prioritairement à son utilisateur si ce dernier est un fonctionnaire ayant le rang de Directeur ou Directeur Adjoint, de Coordonnateur ou Coordonnateur Adjoint :

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- entre cinq (5) ans et moins de six (6) ans de service : quatre vingtièmes (4/20) de son prix d'acquisition suivant le taux moyen d'acquisition (TMA) de la Banque de République d'Haïti en vigueur à la date de l'offre de vente au futur acquéreur ;
 - entre six (6) ans et moins de sept (7) ans de service : trois vingtièmes (3/20) de son prix d'acquisition suivant le taux moyen d'acquisition (TMA) de la Banque de République d'Haïti en vigueur à la date de l'offre de vente au futur acquéreur;
 - entre sept (7) ans et moins de huit (8) ans de service : deux vingtièmes (2/20) de son prix d'acquisition suivant le taux moyen d'acquisition (TMA) de la Banque de République d'Haïti en vigueur à la date de l'offre de vente au futur acquéreur;
3. En cas de désistement de l'utilisateur, mentionné au premier paragraphe du présent article, l'offre est soumise aux fonctionnaires appartenant à la même Direction Technique de l'utilisateur par ordre de rang. En cas de désistement des membres de la Direction Technique ou de support, l'offre est soumise aux fonctionnaires de la même institution par ordre de rang. En cas de désistement des membres de la même institution, le véhicule en question sera soumis à la vente à l'encan.
 4. Les modalités d'application de ces dispositions seront définies par Arrêté pris en Conseil des Ministres.

Article 98.-

1. Toute motocyclette de l'État ayant trois années de service ou plus, autre que celle dont la durée de vie utile dépass cinq (5) ans, est considérée déclassée par simple notification à la Cour Supérieure des Comptes et de Contentieux Administratif (CSCCA), pour être vendue prioritairement à son utilisateur à sa valeur de récupération estimée au quart (1/4) du prix d'acquisition suivant le taux moyen d'acquisition (TMA) de la Banque de la République d'Haïti en vigueur à la date de l'offre de vente au futur acquéreur. La motocyclette dont la durée de vie utile est supérieure à cinq (5) ans est considérée déclassée après cinq (5) années de services.
2. En cas de désistement de l'utilisateur, l'offre est soumise aux fonctionnaires appartenant à la même Direction Technique de l'utilisateur. En cas de désistement des membres de la Direction Technique ou de support, l'offre est soumise aux fonctionnaires de la même institution. En cas de désistement des membres de la même institution, la motocyclette en question sera soumise à la vente à l'encan.
3. Les modalités d'application de ces dispositions seront définies par Arrêté pris en Conseil des Ministres.

Article 99.-

Exceptionnellement, le véhicule de moins de cinq (5) années de service, ayant subi des dommages importants suite à notamment un accident et que le coût de sa réparation dépasse sa valeur comptable, est considéré déclassé par simple notification à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA). Le véhicule déclassé dans ces circonstances sera vendu à sa valeur de récupération, déterminée par un spécialiste de son concessionnaire.

Les modalités d'application de ces dispositions seront définies par Arrêté pris en Conseil des Ministres.

Article 100.-

Le véhicule déclassé est exonéré de la Taxe touristique (TT) et de la Taxe pour la Protection de l'Environnement (TPE).

Article 101.-

Les subventions accordées à partir du Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités, sont assujetties au contrôle du ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Article 102.-** Aucune dépense relative au *Titre IV : Dépenses de transferts* ne peut être effectuée à partir du *Titre VI : Autres Dépenses publiques* .
- Article 103.-** A la troisième semaine du mois d'octobre 2024, le Ministre de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice 2023-2024.
- Article 104.-** Le Ministre de l'Economie et des Finances transmet à la Chambre des Députés et au Sénat, le 31 décembre de chaque exercice fiscal, un état récapitulatif de tous les engagements non exécutés et le solde disponible au compte Trésor Public pour l'exercice clos le 30 septembre.
- Article 105.-** Le montant correspondant à la balance entre le total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie est inscrit dans un fonds de compensation. Ce fonds est destiné à prendre en charge le paiement différé des engagements de l'exercice budgétaire clos.
- Article 106.-** Au 31 mars, soit six mois après la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde, à date, est pris en compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement des opérations budgétaires de l'exercice en cours.
- Article 107.-** Le Ministre chargé des Finances, ordonnateur principal unique des recettes du Budget de l'État et des comptes spéciaux, soumet à la Chambre des Députés et au Sénat, dans les 30 jours suivant chaque trimestre, un rapport sur la balance générale des comptes en comptabilité et un rapport sur l'état de l'exécution de la Loi de Finances (base engagement et base paiement).
- Le bilan financier de la Banque de la République d'Haïti et de toutes les autres institutions de l'État haïtien seront soumis à la Chambre des Députés et au Sénat de la République dans les 15 jours suivant chaque trimestre.
- Article 108** Il est fait obligation aux institutions de l'Administration d'État de faire parvenir, au Ministère de l'Economie et des Finances pour être acheminé à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, au plus tard le 31 octobre, l'inventaire au coût d'acquisition de leurs immobilisations corporelles. Défense est faite aux contrôleurs financiers et aux comptables publics d'autoriser ou de payer une dépense sans la soumission de cet inventaire.
- Article 109.-** Toute entreprise ou société ayant octroyé des stages pratiques d'au moins trois (3) mois avec des frais de stages obtiendra une réduction équivalente sur la taxe sur masse salariale.
- Article 110.-** Lors des passations de marchés publics, pour une différenciation financière de moins de 18% des propositions de l'offre financière, le marché devra être accordé à la firme ayant sous-traité le plus haut niveau de la valeur de son marché à des jeunes sociétés (*de moins de cinq ans*) formées d'au moins 50% de jeunes de moins de 45 ans.
- Article 111.-** Le recours à la caution de garantie n'est pas obligatoire pour toute jeune société dont le Conseil d'Administration ou de Direction est formé d'au moins 50% de jeunes de moins de 45 ans. Toutefois, le Conseil d'Administration ou son représentant doit signer une déclaration notariée qui l'engage à maintenir son offre pendant la durée de validité fixée pour celle-ci et à être déclaré inéligible pendant deux (2) ans pour participer à un marché public en cas de non-respect des obligations fixées dans le dossier d'appel d'offres.
- Article 112.-** Pour une différenciation financière de moins de 15% des propositions de l'offre financière, l'autorité contractante devra accorder le marché à la plus jeune société dont le poids de jeunes de moins de 45 ans dans le Conseil d'Administration ou de Direction est le plus élevé.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**DISPOSITIONS FINALES**

Article 113.- Les mesures à caractère fiscal, contenues dans le Décret établissant le Budget Général de l'exercice 2022-2023, restent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle disposition vienne les modifier.

Article 114.- Le présent Décret portant Budget Général de l'exercice 2023-2024 abroge toutes les lois ou dispositions de lois, tous décrets ou dispositions de décrets, tous décrets-lois ou dispositions de décrets-lois qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe, chacun en ce qui le concerne.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 28 septembre 2023, An 220^e de l'Indépendance.

Par :

Le Premier Ministre



Ariel HENRY

Le Ministre a.i. de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales



Ariel HENRY

La Ministre de la Culture et de la Communication



Emmelie PROPHÈTE MILCÉ

Le Ministre a.i. de la Justice et de la Sécurité Publique



Emmelie PROPHÈTE MILCÉ

Le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe



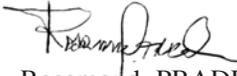
Ricard PIERRE

Le Ministre de l'Économie et des Finances



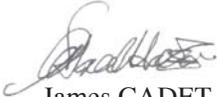
Michel Patriek BOISVERT

Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications



Rosemond PRADEL

Le Ministre de l'Environnement



James CADET

Le Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes



pr Jean Victor GÉNEUS

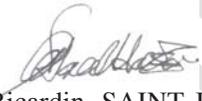
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural



Charlot BREDY

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie



pr Ricardin SAINT-JEAN

La Ministre du Tourisme



Luz Kurta Cassandra FRANÇOIS

La Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger



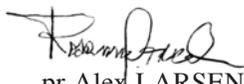
Judith Nazareth AUGUSTE

Le Ministre de l'Éducation Nationale
et de la Formation Professionnelle



Nesmy MANIGAT

Le Ministre de la Santé Publique et de la Population



pr Alex LARSEN

La Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme



Sofia LOREUS

La Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique



Raymonde RIVAL

Le Ministre des Affaires Sociales et du Travail



Pierre Ricot ODNEY

Le Ministre de la Défense



Enold JOSEPH

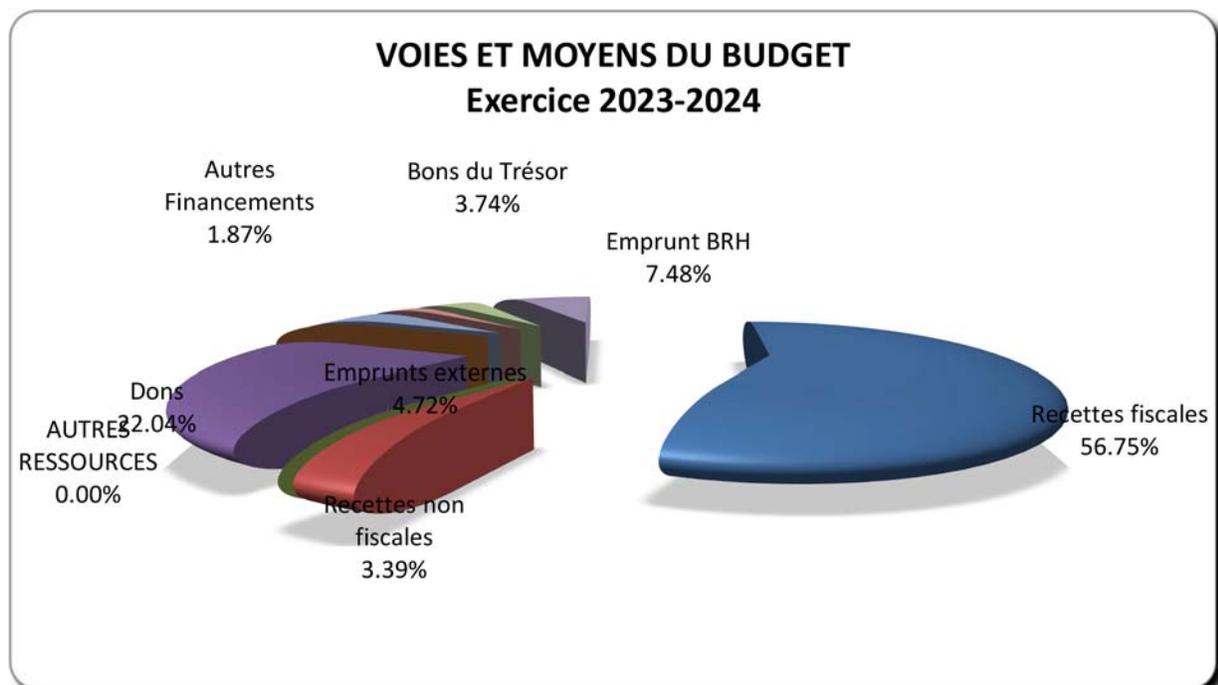
**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

VOIES ET MOYENS DU BUDGET**CLASSES PAR NATURE***(En Gourdes)***Exercice 2023-2024**

TOTAL DES VOIES & MOYENS	320,645,000,001
-------------------------------------	------------------------

RESSOURCES		263,508,343,850
RECETTES COURANTES		192,823,375,000
Recettes fiscales	181,953,539,048	
Recettes non fiscales	10,869,835,952	
AUTRES RESSOURCES		70,684,968,850
Dons	70,684,968,850	
FINANCEMENT		57,136,656,151
Emprunts externes	15,145,991,240	
Autres Financements	5,990,664,911	
Bons du Trésor	12,000,000,000	
Emprunt BRH	24,000,000,000	



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

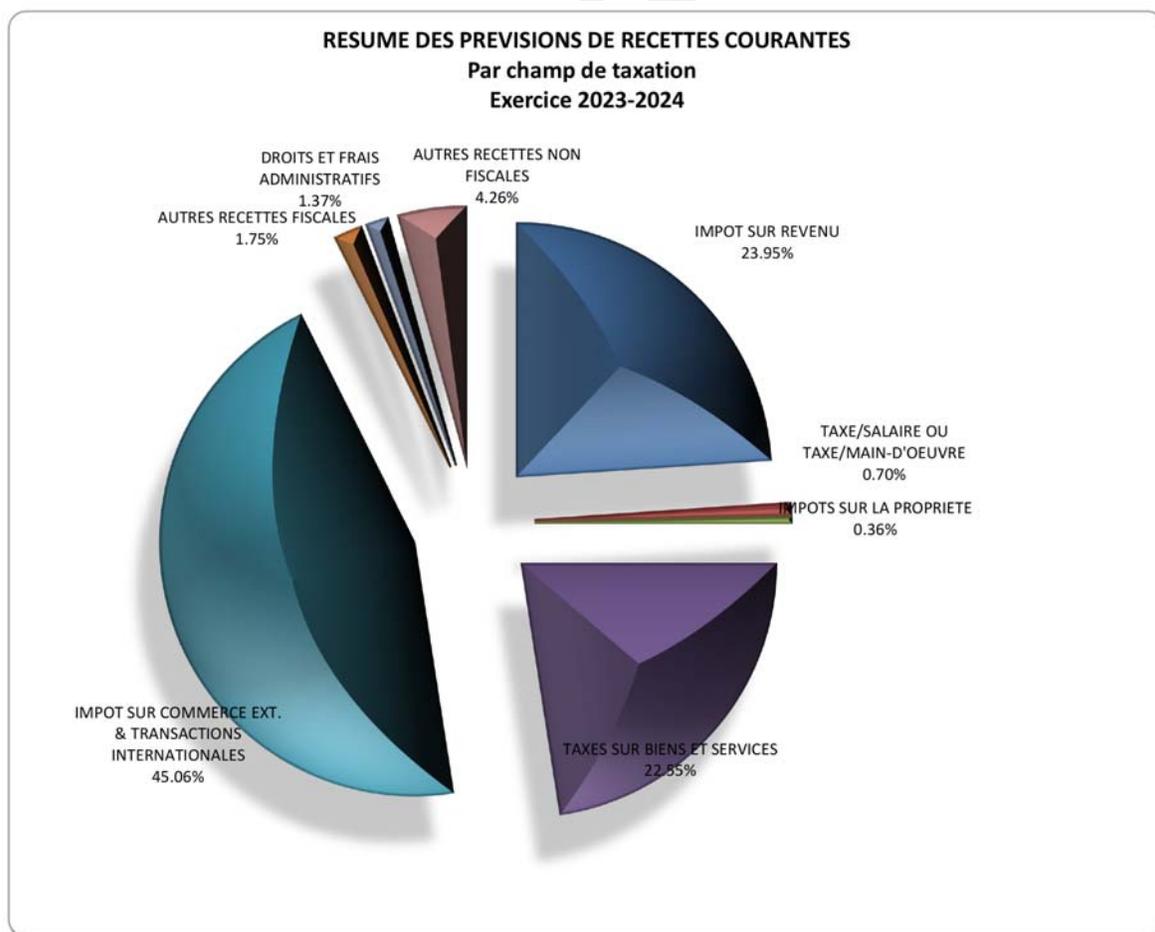
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par champ de taxation

Exercice 2023-2024

(En Gourdes)

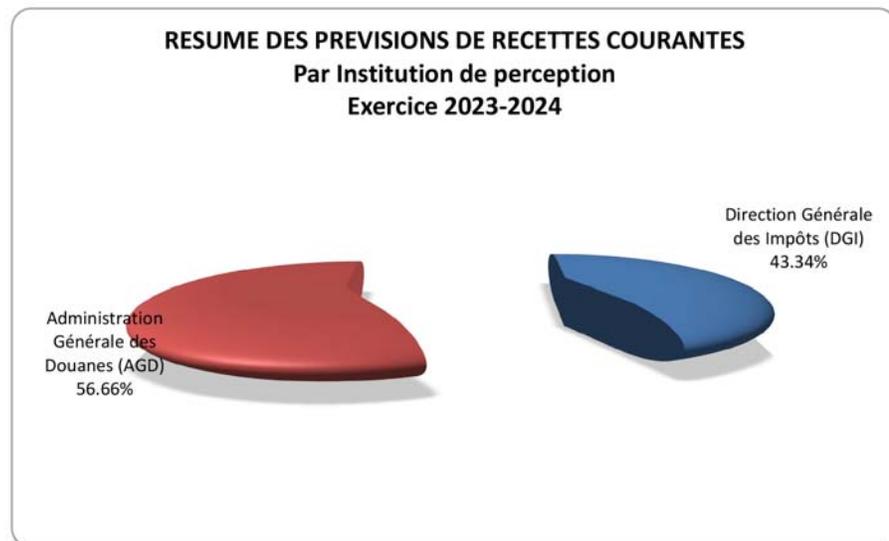
PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	46,187,071,683	23.95
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	1,343,032,943	0.70
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	690,227,153	0.36
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	43,489,824,434	22.55
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	86,876,582,763	45.06
AUTRES RECETTES FISCALES	3,366,800,073	1.75
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	2,650,635,483	1.37
AUTRES RECETTES NON FISCALES	8,219,200,469	4.26
TOTAL	192,823,375,000	100.00



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par Institution de perception
Exercice 2023-2024
 (En gourdes)

<u>Direction Générale des Impôts (DGI)</u>	82,700,000,000
TCA	18,279,564,930
IMPOT SUR REVENU	46,187,071,683
ACCISE	1,294,563,304
AUTRES	16,938,800,084
SUB/TOTAL1	82,700,000,000
<u>Administration Générale des Douanes (AGD)</u>	108,123,375,000
DROITS D'ACCISES	10,631,878,061
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	2,772,471,210
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	61,423,358,347
RECETTES NON FISCALES	873,252,948
AUTRES	32,422,414,434
SUB/TOTAL2	108,123,375,000
<u>TRESOR PUBLIC</u>	2,000,000,000
<u>Revenus des Domaines et de l'entreprise</u>	2,000,000,000
APPORT DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2,000,000,000
TOTAL	192,823,375,000



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR LA DGI

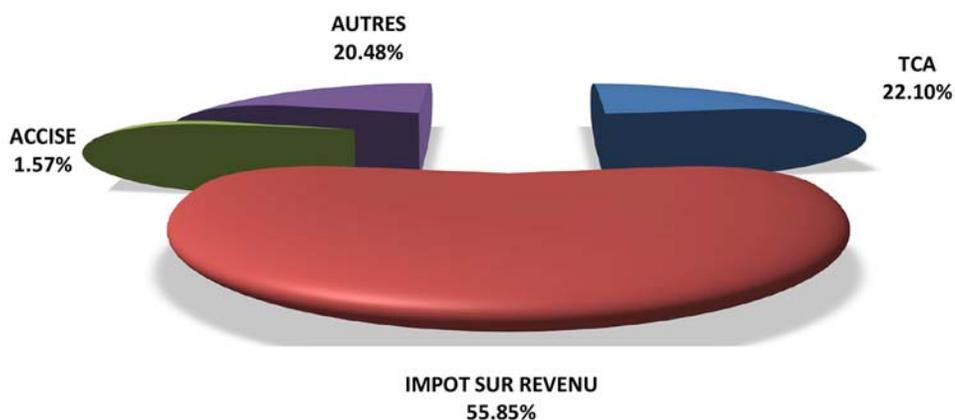
Exercice 2023-2024

(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	18,279,564,930	22.1
IMPOT SUR REVENU	46,187,071,683	55.8
ACCISE	1,294,563,304	1.6
AUTRES	16,938,800,084	20.5
TOTAL	82,700,000,000	100.00

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR LA DGI

Exercice 2023-2024

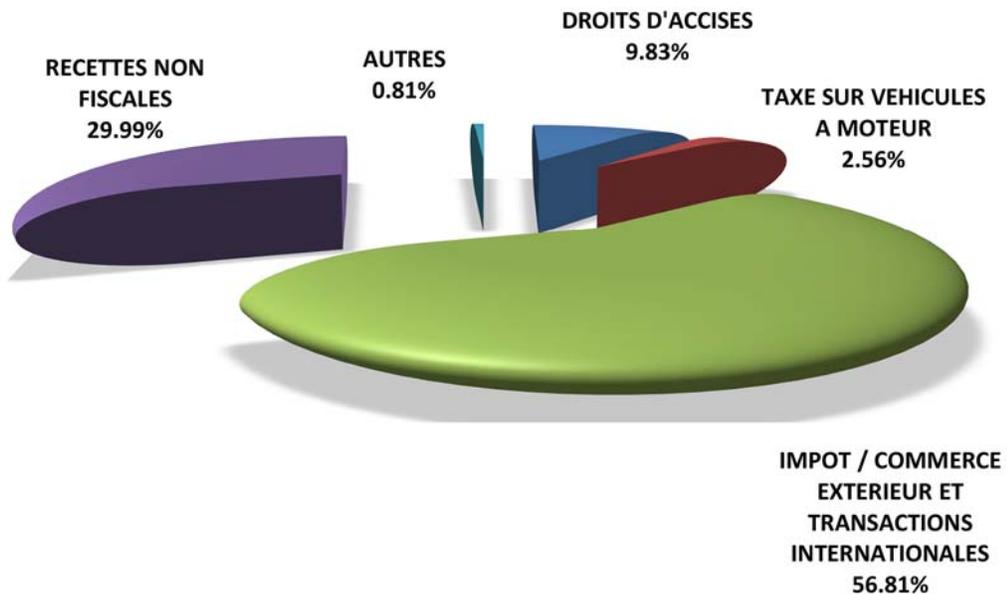


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD

Exercice 2023-2024

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	10,631,878,061	9.8
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	2,772,471,210	2.6
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	61,423,358,347	56.8
RECETTES NON FISCALES	32,422,414,434	30.0
AUTRES	873,252,948	0.8
SUB/TOTAL1	108,123,375,000	100.00

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR L'AGD
Exercice 2023-2024

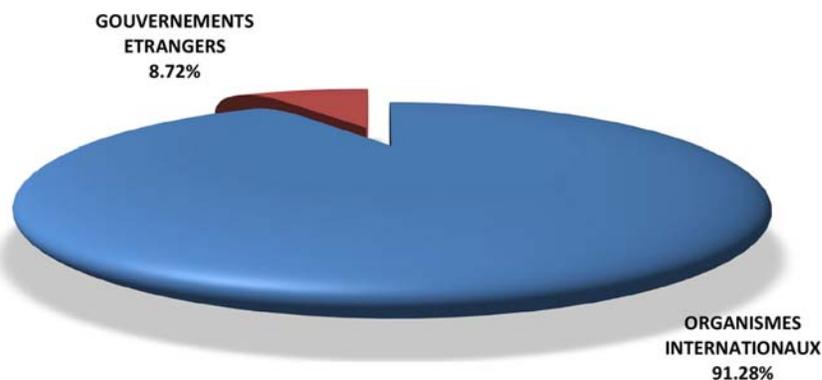
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

RESUME DES AIDES-PROJETS PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2023-2024
(En gourdes)

AIDE PROJETS		62,690,343,850
ORGANISMES INTERNATIONAUX		57,221,504,745
BM	13,708,359,889	
BID	27,564,254,036	
CDB	742,500,000	
FIDA	442,500,000	
UE	14,763,890,820	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		5,468,839,105
ESPAGNE	54,291,658	
FRANCE	769,766,938	
JAPON	24,789,365	
USA	4,597,396,810	
TAIWAN	22,594,334	
TOTAL		62,690,343,850

RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE
Exercice 2023-2024



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**DETAIL DES APPUIS BUDGETAIRES PREVUS PAR SOURCE****Exercice 2023-2024****(En gourdes)**

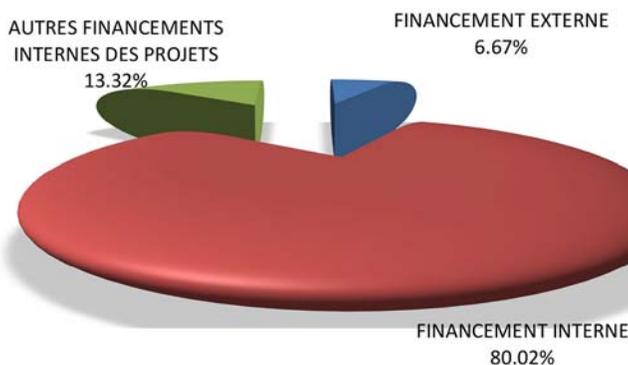
APPUIS BUDGETAIRES DIRECTS		7,994,625,000
ORGANISMES INTERNATIONAUX		7,994,625,000
BANQUE MONDIALE	3,750,000,000	
BANQUE INTER-AMERICAINE DE DEVELOPPEMENT	-	
UNION EUROPEENNE	4,244,625,000	
TOTAL		7,994,625,000

RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE**Exercice 2023-2024**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024
RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE
Exercice 2023-2024
(En gourdes)

FINANCEMENT TOTAL		57,136,656,151
FINANCEMENT EXTERNE		15,145,991,240
FMI	12,145,991,240	
TAIWAN	3,000,000,000	
FINANCEMENT INTERNE		36,000,000,000
BONS DU TRESOR	12,000,000,000	
EMPRUNT BRH	24,000,000,000	
AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS		5,990,664,911
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	1,450,268,833	
AUTRES FONDS DE CONTREPARTIE (AFC)	4,540,396,078	
BESOIN OU CAPACITE DE FINANCEMENT		

FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE
Exercice 2023-2024



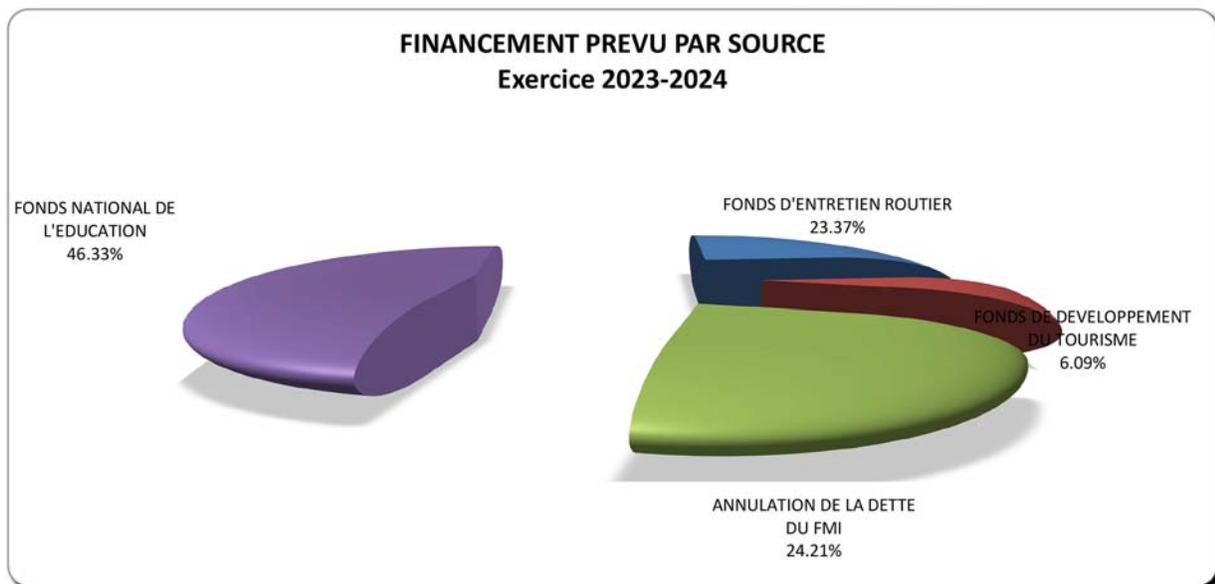
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

DETAILS DES AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS

Exercice 2023-2024

(En gourdes)

TOTAL	5,990,664,911
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	1,400,000,000
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	365,000,000
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	1,450,268,833
FONDS NATIONAL DE L'EDUCATION	2,775,396,078



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET**

EXERCICE 2023-2024

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	82,700,000,000	88,800,000,000	19,323,375,000	129,821,625,000	320,645,000,001
	Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements					
	Ressources hors Dons et Emprunts	82,700,000,000	88,800,000,000	19,323,375,000	2,000,000,000	192,823,375,000
	Recettes courantes	82,700,000,000	88,800,000,000	19,323,375,000	2,000,000,000	192,823,375,000
ARTICLE 1	RECETTES FISCALES	74,703,416,996	87,926,747,052	19,323,375,000	-	181,953,539,048
10	Impôts sur le revenu	46,187,071,683	-	-	-	46,187,071,683
100	<i>Sociétés et autres personnes morales</i>	17,048,788,838	-	-	-	17,048,788,838
1001	Impôt base bénéfice réel	17,048,788,838				17,048,788,838
101	<i>Personnes physiques</i>	29,138,282,845	-	-	-	29,138,282,845
1010	Impôt sur le salaire	29,138,282,845				29,138,282,845
11	Taxe sur le salaire ou taxe sur main-oeuvre	1,343,032,943	-	-	-	1,343,032,943
110	<i>Taxe sur la masse salariale</i>	1,343,032,943				1,343,032,943
12	Impôts sur la propriété	690,227,153	-	-	-	690,227,153
120	<i>Propriété immobilière</i>	125,565,960	-	-	-	125,565,960
1200	Taxe additionnelle sur CFPB	125,565,960				125,565,960
121	<i>Droits de successions et donations</i>	403,445,544	-	-	-	403,445,544
1210	Droit proportionnel d'enregistrement	403,445,544				403,445,544
122	<i>Droits sur transactions mobilières et immobilières</i>	20,204,978	-	-	-	20,204,978
1220	Droit proportionnel d'enregistrement	20,204,978				20,204,978
123	<i>Droits sur autres actes relatifs à la propriété</i>	1,284,079	-	-	-	1,284,079
1230	Droit proportionnel d'enregistrement	1,284,079				1,284,079
124	<i>Divers impôts sur la propriété</i>	137,647,310	-	-	-	137,647,310
1241	Divers impôts sur la propriété non ventilés ailleurs	137,647,310				137,647,310
125	<i>Droits d'hypothèque</i>	1,127,789				1,127,789
129	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété</i>	951,493				951,493
13	Taxes sur les biens et services	24,166,449,434	38,692,848,317	6,083,751,099	-	68,943,048,849
130	<i>Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)</i>	18,279,564,930	31,372,250,145			49,651,815,075
1300	Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		31,372,250,145			31,372,250,145
1301	Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	18,279,564,930				18,279,564,930
131	<i>Droits d'accises</i>	1,294,563,304	4,548,126,962	6,083,751,099	-	11,926,441,364
1311	Droits d'accises ordinaires sur produits alimentaires		4,548,126,962	-	-	4,548,126,962
1312	Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	1,294,563,304	-	-	-	1,294,563,304
13120	<i>Allumettes</i>	1,136,032				1,136,032
13121	<i>Cigarettes</i>	1,293,427,271				1,293,427,271
1314	Droits d'accises ordinaires sur les combustibles et lubrifiants		-	4,602,326,150	-	4,602,326,150
13140	<i>Gaz propane, butane et assimilés</i>			4,602,326,150		4,602,326,150
1315	Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants		-	1,481,424,948	-	1,481,424,948
13151	<i>Gasoil accise variable</i>			1,481,424,948		1,481,424,948
132	<i>Taxes sur services déterminés</i>	549,567,800	-	-	-	549,567,800
1320	Taxes sur les services d'assurances	549,567,800				549,567,800
133	<i>Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers</i>	3,181,034,374	2,772,471,210	-	-	5,953,505,584
1330	Contributions patentes et licences	3,181,034,374				3,181,034,374
13300	<i>Patente (partie restante 20 % pour compte du Trésor)</i>	3,181,034,374				3,181,034,374
1331	Taxes sur les véhicules à moteur	-	2,772,471,210	-	-	2,772,471,210
13310	<i>Taxe 1ère immatriculation véhicules</i>		1,126,584,722			1,126,584,722
13314	<i>Taxe touristique</i>		1,645,886,488			1,645,886,488
134	<i>Diverses taxes sur biens et services</i>	860,922,531	-	-	-	860,922,531
1341	Taxe sur tickets de voyage	860,922,531				860,922,531
139	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services</i>	796,495				796,495

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

14	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	-	48,183,734,446	13,239,623,901	-	61,423,358,347
140	<i>Droits d'importation</i>	-	22,454,830,023	11,234,330,001	-	33,689,160,024
1400	Droits de Douane		22,454,830,023	11,234,330,001		33,689,160,024
141	<i>Autres perceptions à l'importation</i>	-	23,517,420,129	2,005,293,901	-	25,522,714,030
1410	Frais de vérification		21,092,192,467	-		21,092,192,467
1411	Droit de transit		18,601	2,005,293,901		2,005,312,502
1412	Droit d'entrepôt		1,472,272,519	-		1,472,272,519
1414	Dépôts de garanties acquis à l'Etat		88,907			88,907
1419	Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		952,847,634			952,847,634
149	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales</i>	-	2,211,484,294		-	2,211,484,294
1490	Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		689,864,709			689,864,709
1491	Pénalités, amendes et frais de poursuite / divers impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	-	1,521,619,585			1,521,619,585
15	Autres recettes fiscales	2,316,635,784	1,050,164,289		-	3,366,800,073
150	<i>Impôts de capitation</i>	227,411,630	-		-	227,411,630
1500	Carte d'identité fiscale	227,411,630				227,411,630
151	<i>Droits de timbre</i>	1,397,133,554	1,050,164,289		-	2,447,297,843
1510	Droits de timbre fixe	1,397,133,554	-		-	1,397,133,554
1511	Droits de timbre proportionnel	-	1,050,164,289	-	-	1,050,164,289
152	<i>Droits fixe d'enregistrement</i>	11,543,672	-		-	11,543,672
1521	Sur actes judiciaires et extrajudiciaires	11,543,672				11,543,672
153	<i>Diverses autres recettes fiscales</i>	507,032,552	-		-	507,032,552
1530	Taxe sur appels téléphoniques	507,032,552			-	507,032,552
159	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales</i>	173,514,375				173,514,375
ARTICLE 2	RECETTES NON FISCALES	7,996,583,004	873,252,948		2,000,000,000	10,869,835,952
20	Revenus des Domaines et de l'entreprise	852,002,107	-		2,000,000,000	2,852,002,107
200	<i>Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des institutions financières</i>	-	-		2,000,000,000	2,000,000,000
2001	Apports des institutions financières				2,000,000,000	2,000,000,000
201	<i>Revenus de la propriété</i>	852,002,107	-		-	852,002,107
2010	Affermage des biens domaniaux (terrains)	852,002,107				852,002,107
21	Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires	1,777,382,535	873,252,948		-	2,650,635,483
210	<i>Droits administratifs</i>	1,693,211,346			-	1,693,211,346
2100	Droit de passeport	1,569,085,348			-	1,569,085,348
2109	Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	124,125,998				124,125,998
211	<i>Frais administratifs</i>	84,171,189	873,252,948		-	957,424,137
2116	Vente de formulaires administratifs divers		35,199,669			35,199,669
2118	Taxe d'immigration et d'émigration	1,041,975	32,624,274			33,666,249
2119	Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	83,129,214	805,429,004			888,558,218
22	Amendes et sanctions	127,749,741	-		-	127,749,741
220	<i>Amendes correctionnelles</i>	127,749,741				127,749,741
23	Autres recettes non fiscales	5,239,448,621	-		-	5,239,448,621
231	<i>Produits divers</i>	5,210,282,240	-			5,210,282,240
ARTICLE 5	DONS	-	-		70,684,968,850	70,684,968,850
50	Dons pour dépenses courantes	-	-		7,994,625,000	7,994,625,000
501	<i>Dons extérieurs</i>	-	-		7,994,625,000	7,994,625,000
5010	Dons d'organismes internationaux				7,994,625,000	7,994,625,000
51	Dons pour dépenses en capital	-	-		62,690,343,850	62,690,343,850
510	<i>Dons intérieurs</i>	-	-		5,468,839,105	5,468,839,105
5100	Dons d'autres administrations				5,468,839,105	5,468,839,105
511	<i>Dons extérieurs</i>	-	-		57,221,504,745	57,221,504,745
5110	Dons d'organismes internationaux				57,221,504,745	57,221,504,745
ARTICLE 8	EMPRUNTS	-	-		57,136,656,151	57,136,656,151

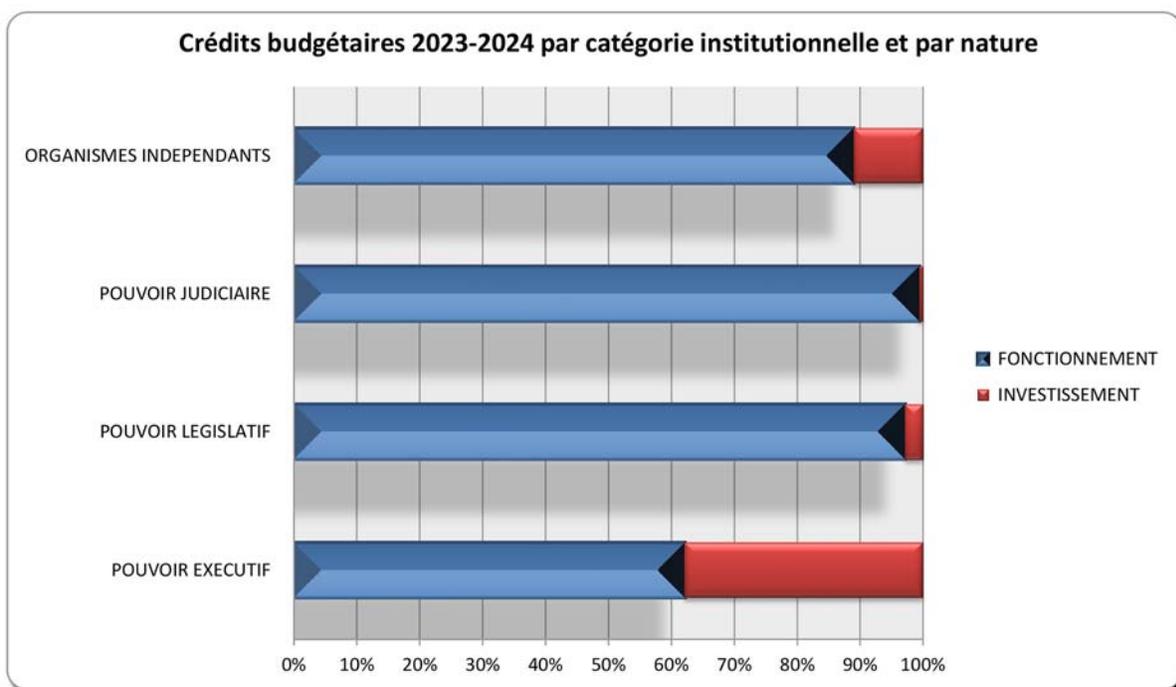
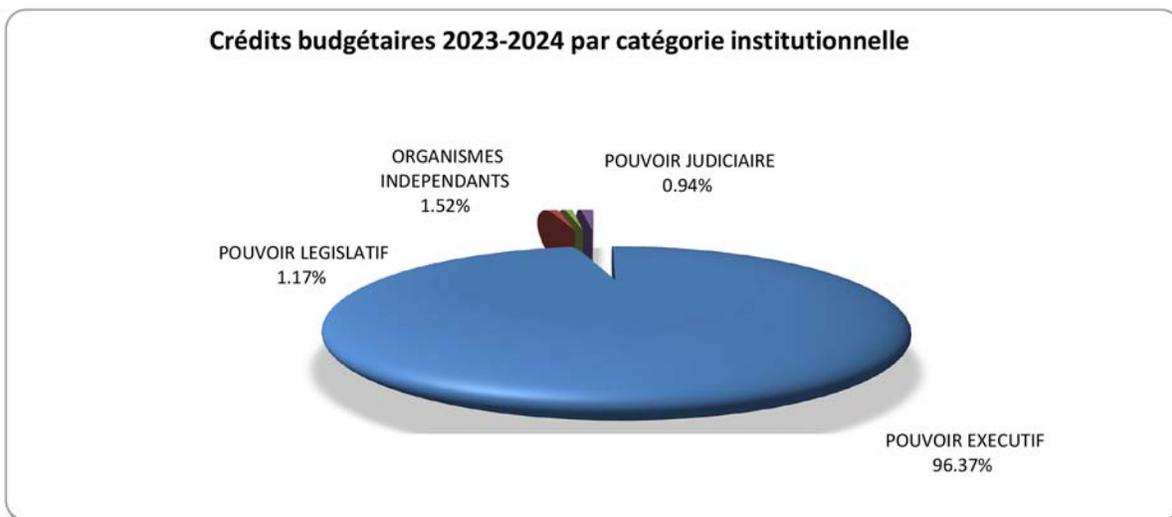
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

80	Emprunts intérieurs	-	-	41,990,664,911	41,990,664,911
800	<i>Financement de la Banque centrale</i>			24,000,000,000	24,000,000,000
801	<i>Emprunts auprès des autres institutions financières</i>			4,540,396,078	4,540,396,078
802	<i>Souscriptions de bons du Trésor</i>			12,000,000,000	12,000,000,000
809	<i>Autres emprunts internes</i>			1,450,268,833	1,450,268,833
81	Emprunts extérieurs	-	-	15,145,991,240	15,145,991,240
810	<i>Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale</i>			15,145,991,240	15,145,991,240

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
PAR INSTITUTION**

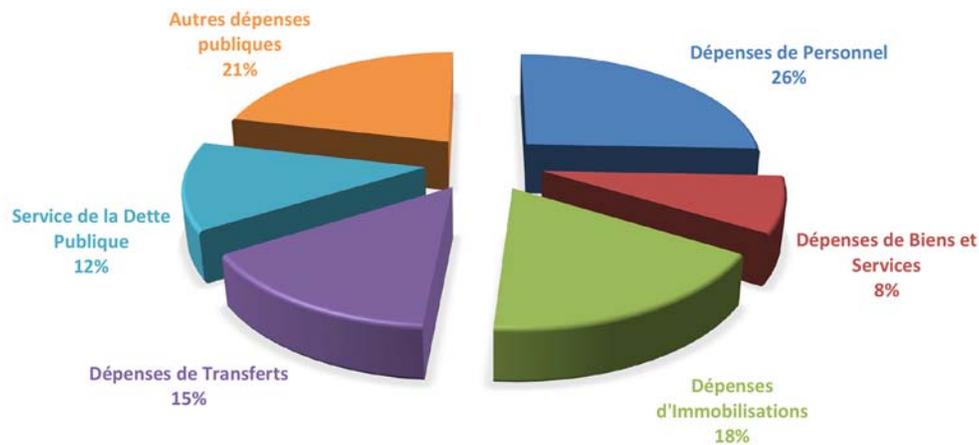
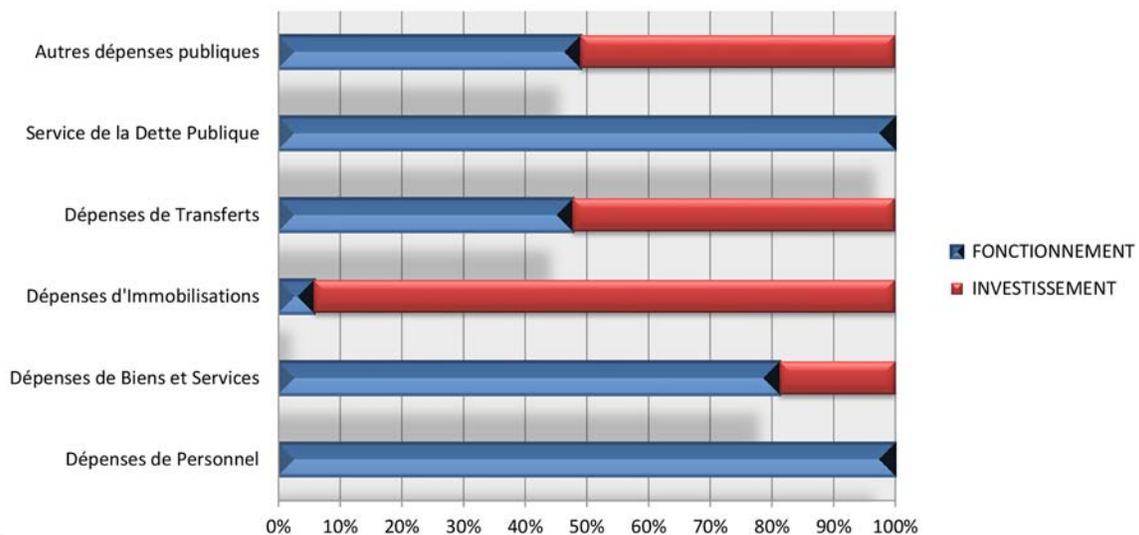
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
POUVOIR EXECUTIF	191,922,809,643	117,080,753,695	309,003,563,338
POUVOIR LEGISLATIF	3,652,969,270	108,491,692	3,761,460,962
POUVOIR JUDICIAIRE	2,995,214,473	18,000,000	3,013,214,473
ORGANISMES INDEPENDANTS	4,329,006,613	537,754,613	4,866,761,226
TOTAL	202,900,000,000	117,745,000,000	320,645,000,000



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

TITRE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses de Personnel	82,282,591,927	-	82,282,591,927
Dépenses de Biens et Services	20,969,167,146	4,838,477,784	25,807,644,930
Dépenses d'Immobilisations	3,232,661,274	53,177,636,987	56,410,298,261
Dépenses de Transferts	22,648,740,084	24,818,640,148	47,467,380,232
Service de la Dette Publique	40,314,176,914	-	40,314,176,914
Autres dépenses publiques	33,452,662,655	34,910,245,081	68,362,907,736
TOTAL	202,900,000,000	117,745,000,000	320,645,000,000

CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2023-2024 PAR TITRE**Crédits budgétaires 2023-2024 par titre**

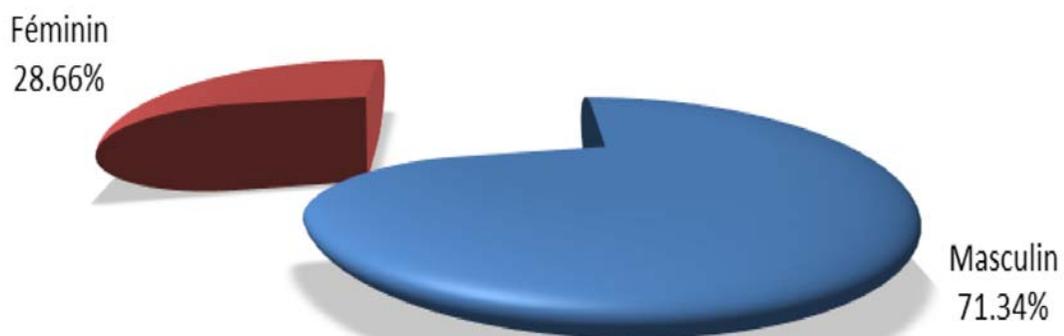
**CRÉDITS BUDGÉTAIRES
DU POUVOIR EXÉCUTIF**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Effectif de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe

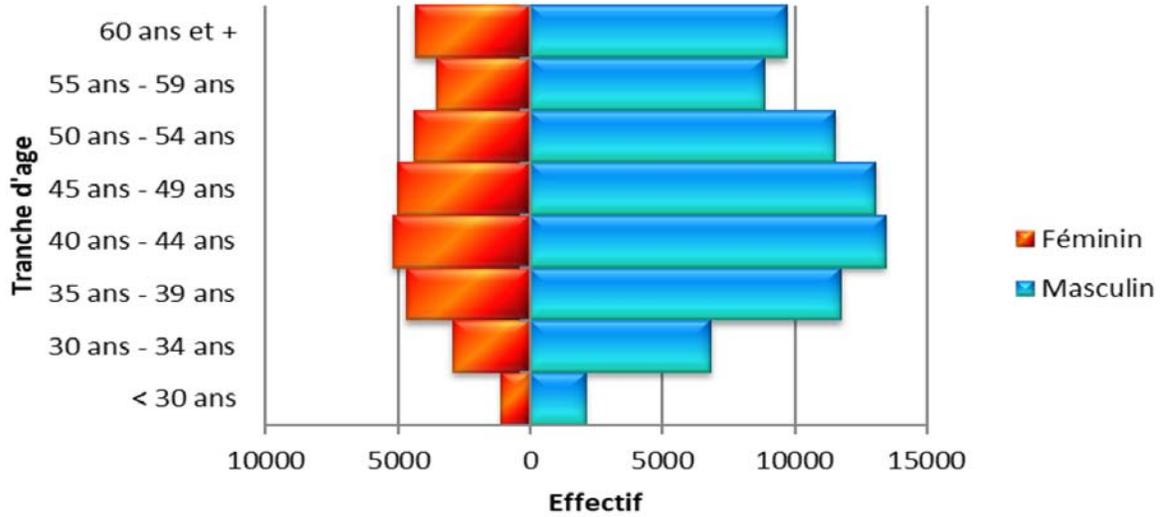
Groupe d'Age	Hommes	Femmes	TOTAL
Moins de 30 ans	2,112	1,090	3,202
30 ans-35 ans	6,839	2,915	9,754
35ans-40 ans	11,771	4,683	16,454
40 ans-45 ans	13,430	5,191	18,621
45 ans-50 ans	13,058	4,980	18,038
50 ans-55 ans	11,550	4,368	15,918
55 ans-60 ans	8,850	3,510	12,360
60 ans et +	9,708	4,328	14,036
TOTAL	77,318	31,065	108,383

Répartition du personnel de la fonction publique par sexe

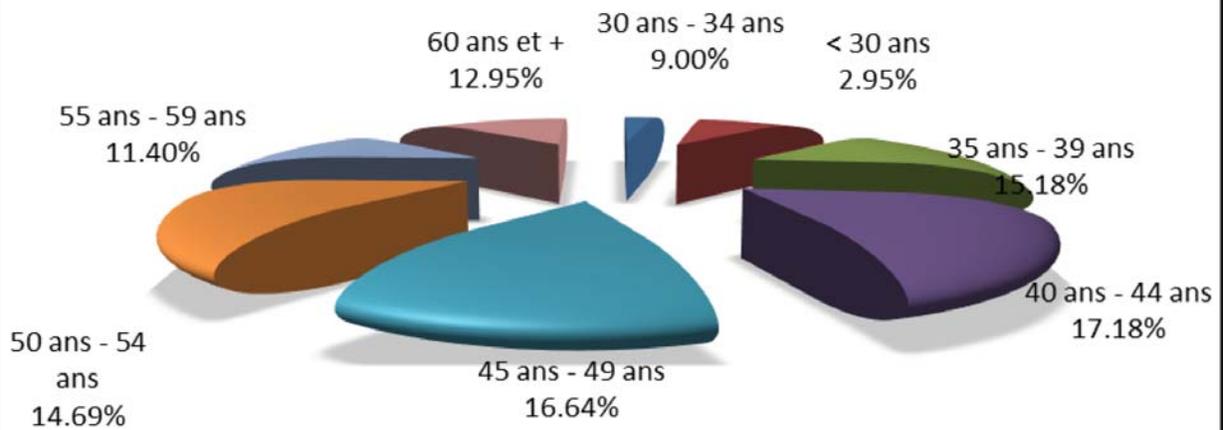


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

Répartition du personnel de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe

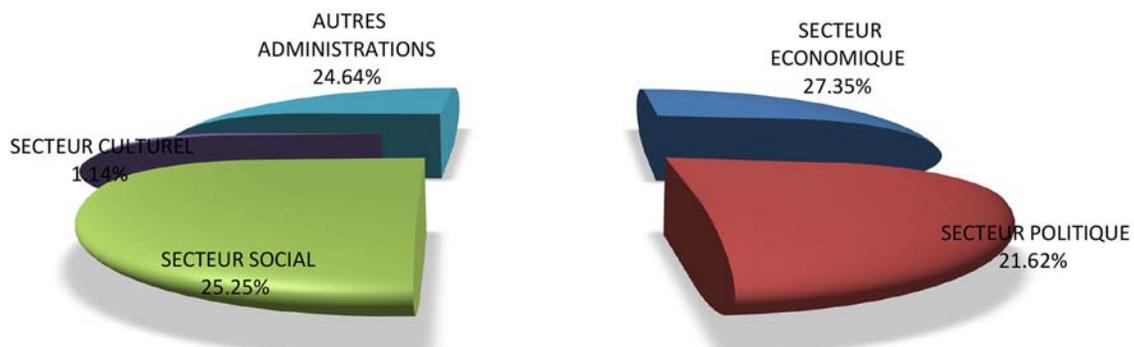
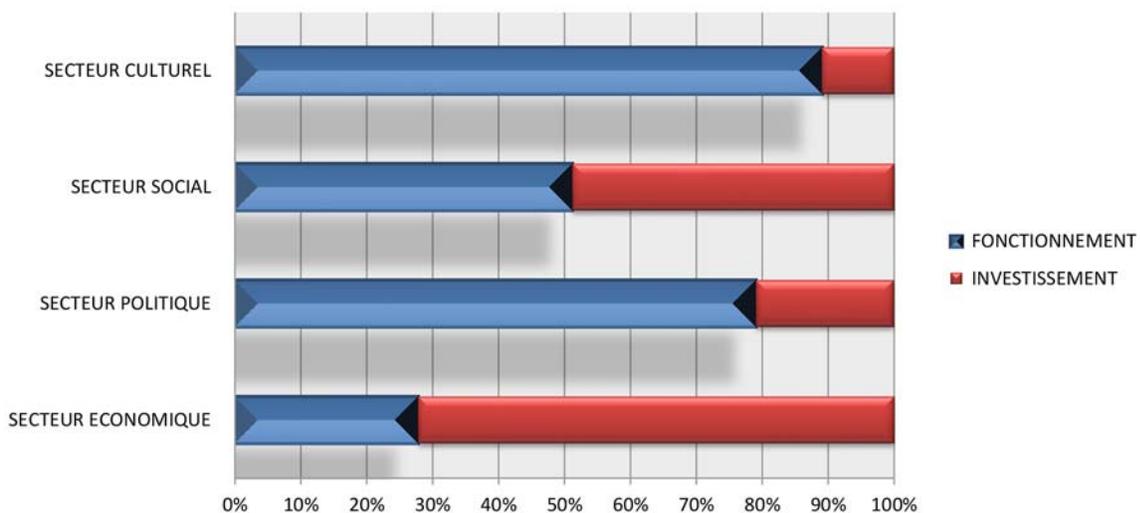


Répartition du personnel de la fonction publique par tranche d'âge



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
SECTEUR ECONOMIQUE	24,375,870,305	63,309,407,857	87,685,278,162
SECTEUR POLITIQUE	54,803,125,541	14,513,693,696	69,316,819,237
SECTEUR SOCIAL	41,450,911,755	39,521,681,447	80,972,593,202
SECTEUR CULTUREL	3,262,832,517	400,217,000	3,663,049,517
AUTRES ADMINISTRATIONS	79,007,259,881	-	79,007,259,881
TOTAL	202,900,000,000	117,745,000,000	320,645,000,000

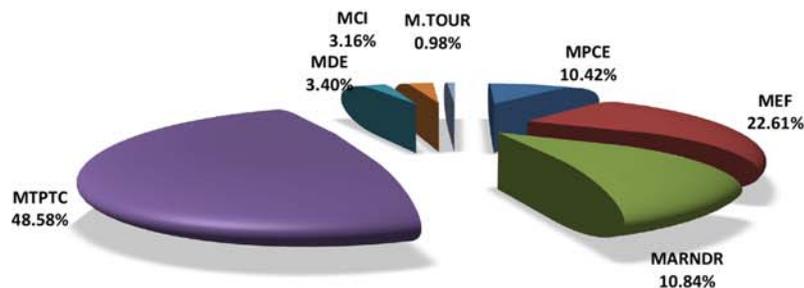
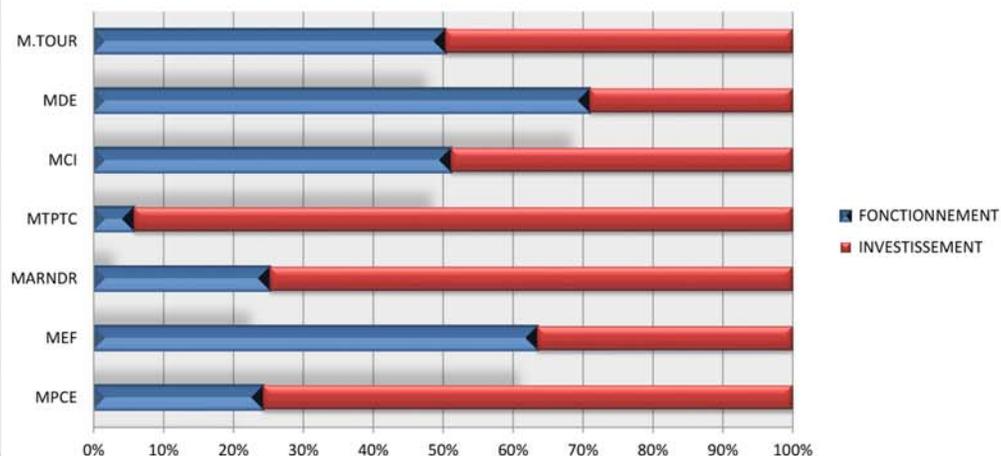
Crédits budgétaires 2023-2024 par secteur**Crédits budgétaires 2023-2024 par secteur et par nature**

**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR ÉCONOMIQUE**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2,173,942,619	6,793,107,603	8,967,050,222
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	12,341,210,896	7,119,004,680	19,460,215,576
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,349,793,047	6,984,231,456	9,334,024,503
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,397,449,805	39,417,527,985	41,814,977,790
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,391,132,400	1,332,377,374	2,723,509,774
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,073,260,838	849,621,146	2,922,881,984
MINISTERE DU TOURISME	425,492,030	421,000,000	846,492,030
TOTAL	23,152,281,634	62,916,870,244	86,069,151,878

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du secteur économique**Crédits budgétaires 2023-2024 du secteur économique**

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION
ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1111.- MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est créé par le Décret du 10 février 1989 et régi par celui du 6 janvier 2016. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Donner des orientations, définir les priorités de développement socio-économique à travers les plans globaux tant à l'échelon national que local ;
- S'assurer de la cohérence des plans sectoriels avec les orientations globales indiquées et maintenir des relations fonctionnelles avec les ministères ;
- Impulser et soutenir l'effort du développement national et local à travers la concertation entre les institutions et les secteurs concernés ;
- Assurer la mise en oeuvre ainsi que le suivi et l'évaluation des plans et programmes élaborés par le Ministère;
- Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma national d'aménagement du territoire;
- Appuyer, par le biais des Directions techniques déconcentrées, l'élaboration et la mise en oeuvre, à l'échelon de l'arrondissement, de stratégies locales de développement et de schémas locaux de développement et d'aménagement du territoire ;
- Appuyer les Collectivités Territoriales dans leurs activités de planification du développement et fournir un support technique à la mise en oeuvre de leurs plans et programmes ;
- Coordonner l'élaboration de la programmation de l'investissement public et son insertion dans le Budget National en conformité avec les plans, programmes et projets établis ;
- Programmer l'investissement public tant sur le plan national que local ;
- Assurer la mise en oeuvre de la programmation de l'investissement public eu égard aux prérogatives et aux besoins des institutions et secteurs concernés ;
- Encourager l'investissement privé dans le cadre du mouvement coopératif et le Partenariat Public-Privé.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales;
- Trois (3) Services Externes.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

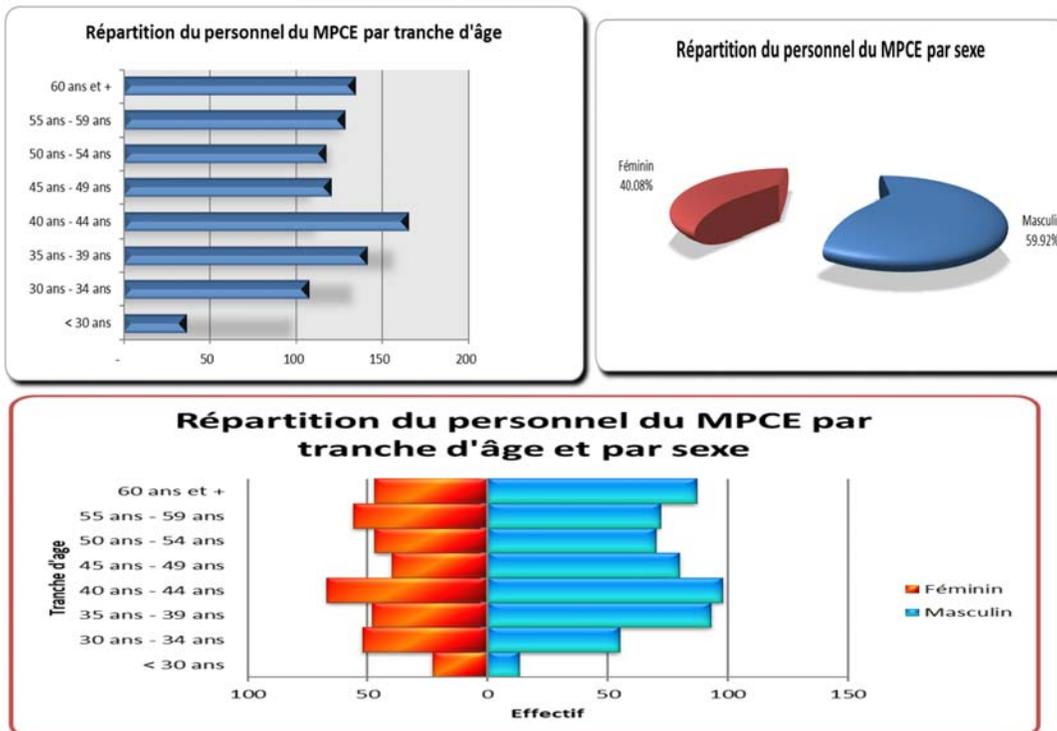
- Réviser les lois organiques du MPCE et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Renforcer la coordination des stratégies et politiques globales de développement à travers un cadre de dialogue avec les partenaires techniques et financiers ;
- Identifier et promouvoir les pôles régionaux et locaux de développement dans le cadre des exercices de conception et de mise en œuvre des projets de structuration et de développement territorial dans les dix (10) départements ;
- Améliorer les rapports de coopération et assurer un meilleur suivi de l'aide au développement en mettant l'accent sur le renforcement des capacités du Secrétariat Technique de Coordination de l'Aide ;
- Assurer le suivi et l'évaluation régulière des projets exécutés (visites de terrain) et respecter les commandes publique
- Assurer le suivi régulier des décaissements sollicités et réalisés pour les projets inscrits au PIP pour faciliter leur exécution ;

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total	Moyen		
Bureau du Ministre et Direction Générale	573	376	949	44	44,208,933	46,585
CTPEA	49	37	86	52	4,060,800	47,219
CNC	21	16	37	50	1,762,750	47,642
CNIGS	46	32	78	40	3,498,100	44,847

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MPCE

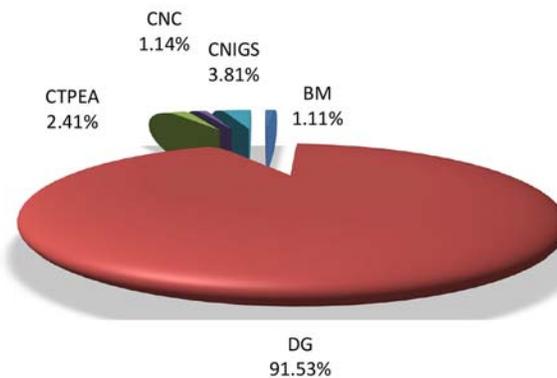


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

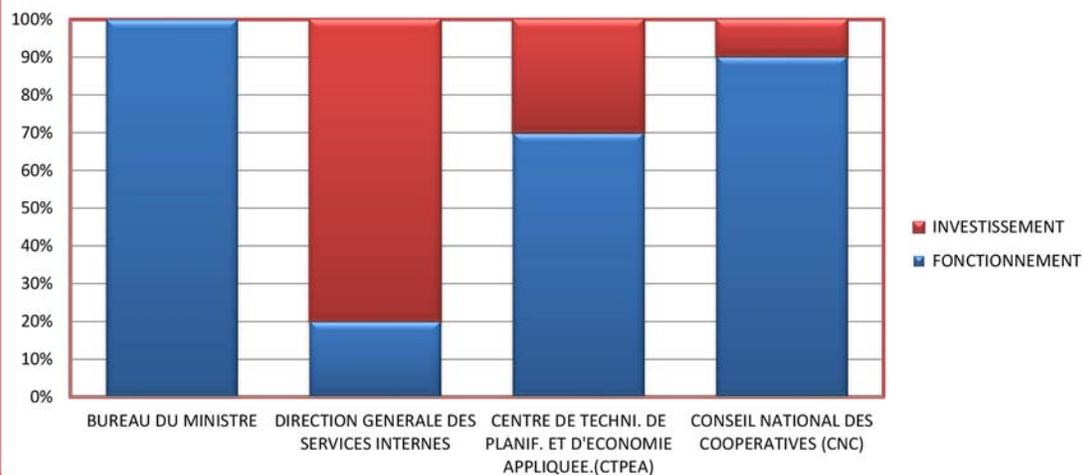
1111 MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1111-1-11- BUREAU DU MINISTRE	99,426,663	-	99,426,663
1111-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,640,064,325	6,567,650,000	8,207,714,325
1111-1-13- CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	151,268,767	65,000,000	216,268,767
1111-1-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	92,205,460	10,000,000	102,205,460
1111-1-15- CENTRE NTL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	190,977,403	150,457,603	341,435,006
TOTAL	2,173,942,619	6,793,107,603	8,967,050,222

Pondération des crédits budgétaires du MPCE 2023-2024 par section



Crédits budgétaires du MPCE 2023-2024 par section



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1112.- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Economie et des Finances est régi par le Décret du 13 mars 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat;
- Déterminer la politique générale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution;
- Assurer la gestion de la trésorerie ;
- Juger de l'opportunité des dépenses de l'Etat ;
- Etablir, avec le concours de la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution;
- Veiller à l'application des Lois sur l'établissement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des banques, bureaux de change, institutions de crédit et compagnies d'assurance ;
- Fixer les normes de la comptabilité publique et veiller à leur application ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques ;
- Participer à l'élaboration des plans et programmes de développement économique national ;
- Encourager les investissements nationaux et étrangers et stimuler la création de nouveaux emplois ;
- Veiller à l'observance des clauses financières des contrats régissant les entreprises concessionnaires de services publics ;
- Exercer le contrôle financier des Collectivités Territoriales, des entreprises et établissements publics ou mixtes ;
- Représenter l'Etat dans les entreprises mixtes et d'Etat à caractère financier, commercial et industriel et contrôler leurs activités ;
- Donner son avis écrit et motivé sur tout projet de Loi à caractère économique, fiscal ou financier ;
- Négocier et signer tout contrat, accord, convention et traité à incidence économique et entraînant des obligations financières pour l'Etat;
- Exercer toutes autres attributions de nature économique et financière découlant de la mission qui lui est assignée.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux(2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de Dix (10) Directions Départementales;
- Huit (8) Services Externes.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024**

- Réviser les lois organiques du MEF et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Créer les conditions favorables pour la transition progressive du Budget basé sur les moyens à celui axé sur les notions de résultats et de performance ;
- Promouvoir l'investissement privé en Haïti à travers l'établissement d'un fonds de garantie pour le développement des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Faciliter la mise à disposition suffisante et à temps de la trésorerie nécessaire à l'application d'un processus budgétaire basé sur des plans d'actions réalisables ;
- Mener, à travers l'Inspection Générale des Finances (IGF), les audits internes des dépenses de tous les ministères impliqués dans l'utilisation des ressources d'urgence fournies par le guichet de choc alimentaire du FMI et rapporter ces audits internes à la Cour Supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) ;
- Faciliter l'échange d'informations et la disponibilité de données financières en interconnectant les organismes de perception et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) ;
- Identifier le potentiel fiscal des différentes collectivités territoriales en Haïti ;
- Optimiser les recettes mobilisables en renforçant les capacités opérationnelles des organismes de perception dans les dix (10) départements ;
- Pérenniser la mobilisation des recettes au seuil de la capacité des organismes de perception et porter la pression fiscale à 6.6% du PIB en 2023-2024 ;
- Préparer la mise en oeuvre du Code Fiscal haïtien au 1^{er} octobre 2024 ;
- Réviser la loi de 1995 instituant le droit d'accise variable sur les produits pétroliers ;
- Gérer, de concert avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), l'exécution du budget en vue de ramener le déficit budgétaire à 1.8% du PIB pour l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Augmenter les produits nets des Bons du Trésor en élargissant l'accès à d'autres agents économiques.

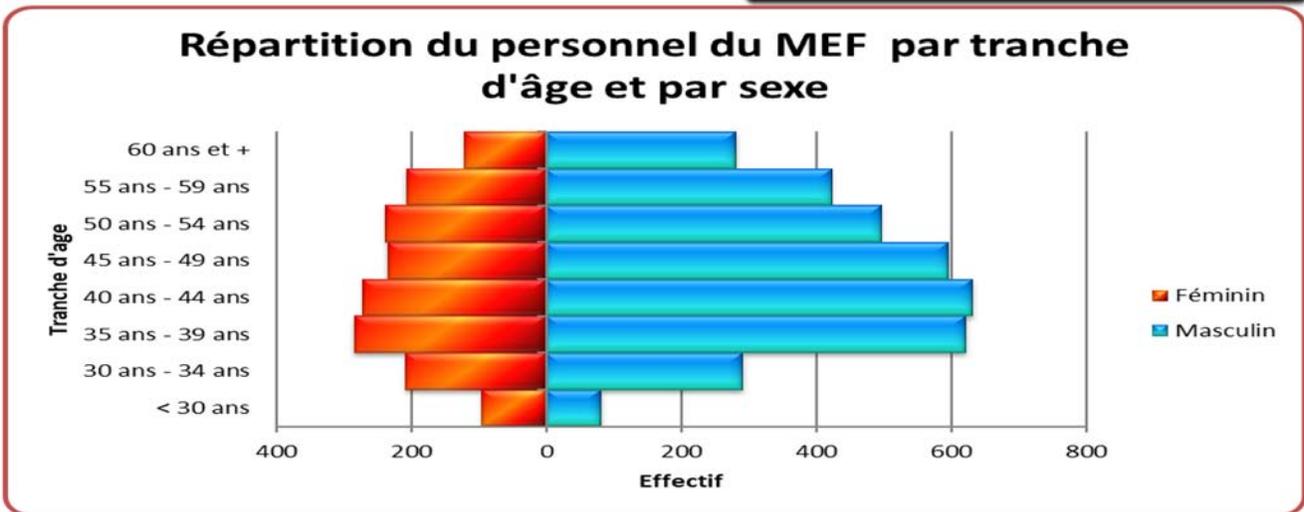
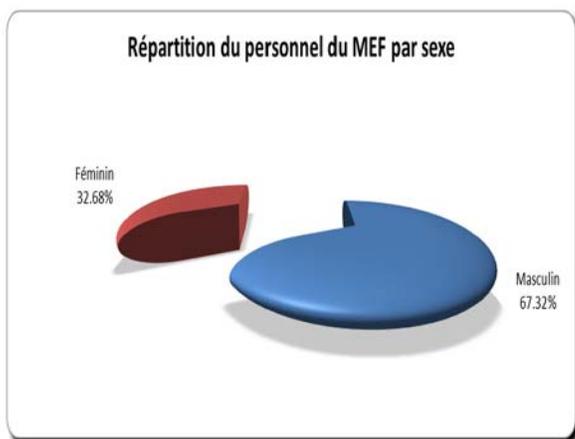
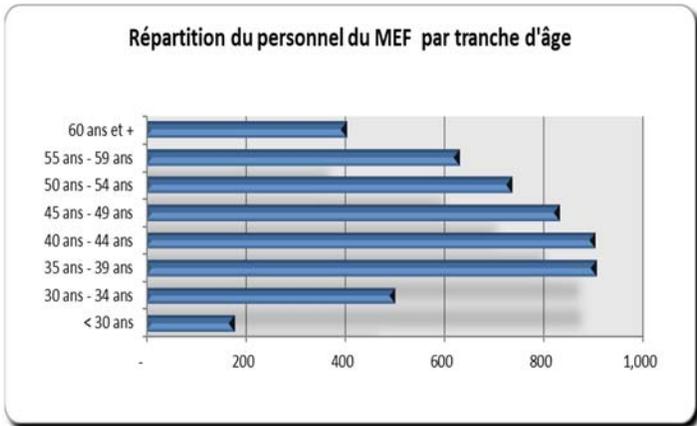
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	<i>Effectif</i>			<i>Age Moyen</i>	<i>Masse Salariale</i>	<i>Salaire moyen</i>
	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>			
Services internes	545	282	827	47	40,647,550	49,151
Bureau du Ministre et Direction Générale	523	270	793	46	39,249,500	49,495
FAES	-	-	-	-	-	-
ULCC	-	-	-	-	-	-
ENAF	22	12	34	48	1,398,050	41,119
Services techniquement déconcentrés	2867	1386	4253	44	190,263,800	44,736
IHSI	67	43	110	49	4,760,250	43,275.00
DGB	85	43	128	42	6,871,383	53,683
DGI	1235	711	1946	46	84,129,517	43,232
AGD	1439	572	2011	43	91,624,550	45,562
IGF	41	17	58	40	2,878,100	49,622

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MEF

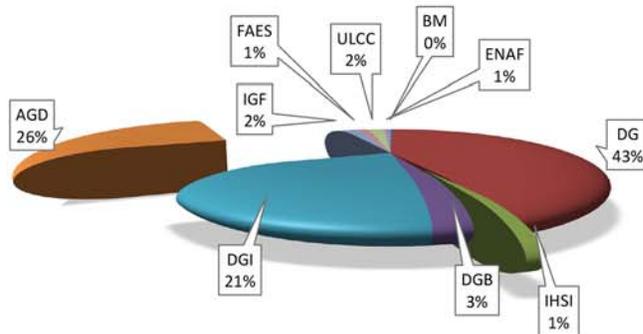


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

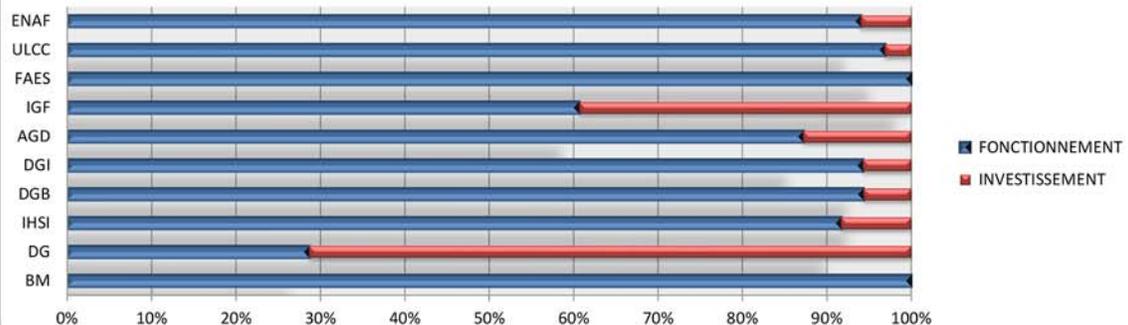
1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1112-1-11- BUREAU DU MINISTRE	59,788,571	-	59,788,571
1112-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,417,899,861	6,021,605,895	8,439,505,756
1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	221,990,605	20,168,782	242,159,387
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	470,990,325	28,431,523	499,421,848
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	3,810,668,827	232,908,354	4,043,577,180
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	4,393,052,673	644,890,126	5,037,942,798
1112-2-25- INSPECTION GENERALE DES FINANCES	231,282,370	150,000,000	381,282,370
1112-1-19- FAES	225,144,076	-	225,144,076
1112-1-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	369,758,455	12,000,000	381,758,455
1112-1-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	140,635,135	9,000,000	149,635,135
TOTAL	12,341,210,896	7,119,004,680	19,460,215,576

Pondération des crédits budgétaires du MEF 2023-2024 par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MEF par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est créé et régi par le Décret du 30 septembre 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler, appliquer, orienter, faire respecter la politique économique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural;
- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage;
- Mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destinés en priorité à la consommation nationale;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats;
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune;
- Définir les objectifs du Gouvernement en matière de développement rural et contribuer à leur réalisation;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation;
- Faciliter l'accès des habitants du milieu rural aux facteurs de production tels: terres, eaux, crédits, engrais, semences, informations et technologies appropriées;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural et entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales œuvrant dans ces domaines.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MARNDR et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Renforcer les filières de production agricole en Haïti ;
- Renforcer les infrastructures agricoles par l'aménagement des bassins versants et l'agroforesterie pour limiter la détérioration des surfaces arables notamment dans les régions stratégiques impactées par le séisme du 14 août 2021 ;
- Obtenir des informations actualisées sur le potentiel agricole en Haïti en réalisant des enquêtes sur les capacités productives agricoles sur le territoire national ;
- Améliorer l'accès aux matériels et intrants agricoles en Haïti à travers des programmes d'appui à la mécanisation agricole et d'acquisition d'intrants et de fertilisants ;
- Renforcer le dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires en modernisant les services publics de protection zoo-phytosanitaire et d'innocuité des aliments ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

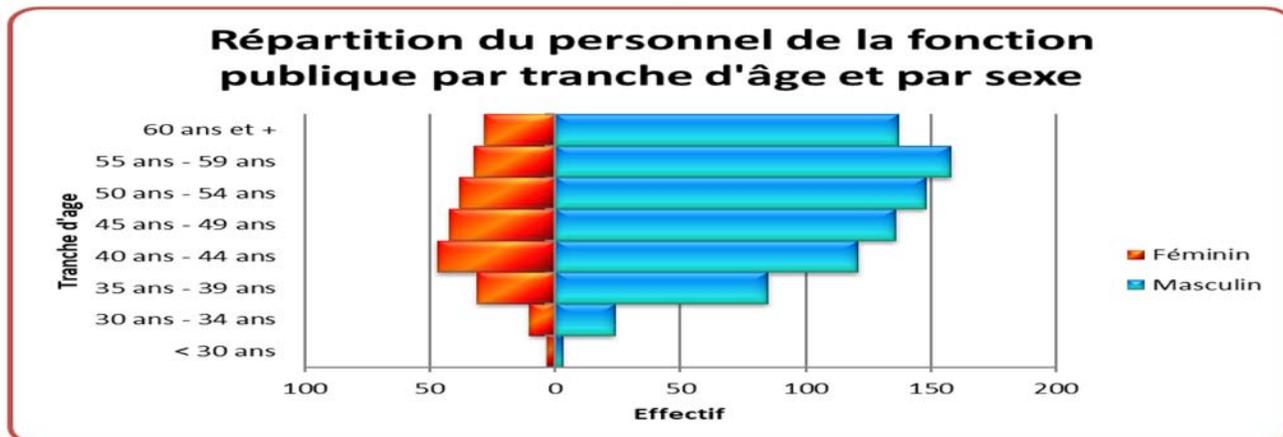
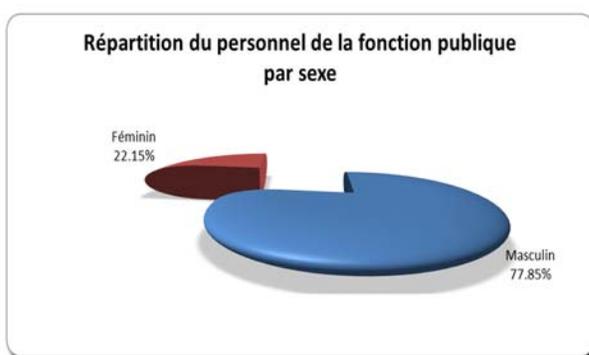
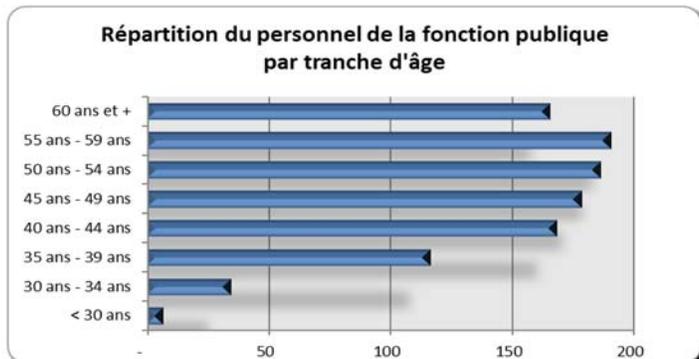
- Aménager les nouvelles terres irriguées à travers la construction et la réhabilitation des systèmes d'irrigation;
 - Réduire progressivement le risque de pertes économiques rurales dues aux inondations en renforçant la protection des bassins versants ;
- Poursuivre l'octroi des prêts, à travers le fonds de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), aux agriculteurs afin de favoriser la croissance du secteur agricole.
- Renforcer les infrastructures existantes par la réhabilitation de certains sites protégés en vue de conserver les ressources naturelles ;
 - Consolider le secteur de la pêche et de l'aquaculture en subventionnant les matériels et équipements adaptés.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1056	335	1391	51	60,344,100	43,382
Bureau du Ministre et Direction Générale	803	278	1081	48	48,070,800	44,469
ODVA	181	26	207	53	7,859,650	37,969
INARA	72	31	103	52	4,413,650	42,851

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MARNDR

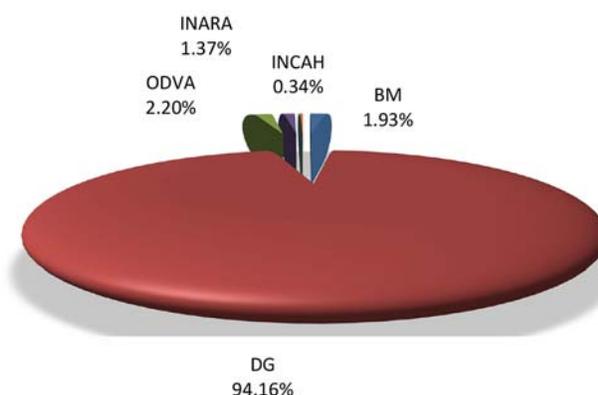


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

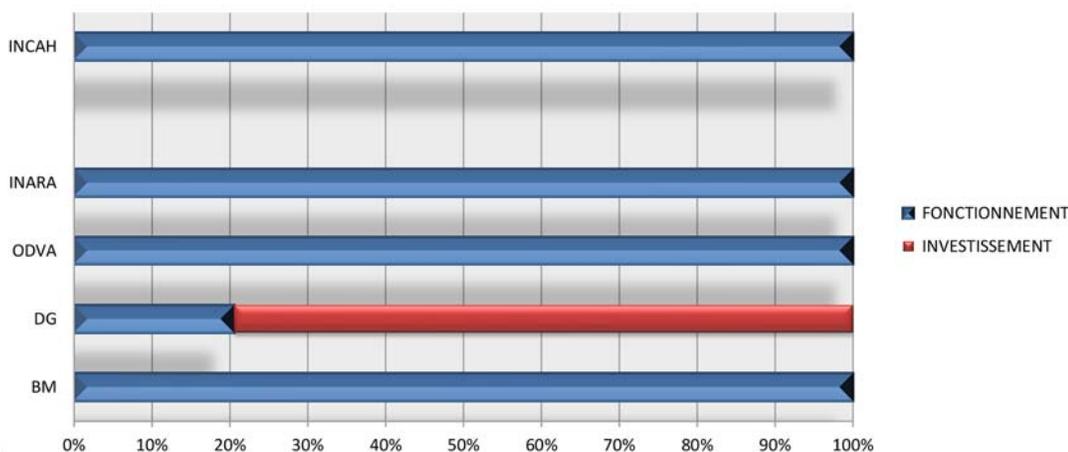
1113 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1113-1-11- BUREAU DU MINISTRE	179,845,096	-	179,845,096
1113-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,804,710,152	6,984,231,456	8,788,941,608
1113-1-13- ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	205,809,254	-	205,809,254
1113-1-14- INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	127,454,293	-	127,454,293
1113-1-16- ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	-	-	-
1113-1-17- INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	31,974,253	-	31,974,253
TOTAL	2,349,793,047	6,984,231,456	9,334,024,503

Pondération des crédits budgétaires du MARNDR 2023-2024 par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MARNDR par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1114.- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Travaux Publics Transports et Communications est créé et régi par le Décret du 18 octobre 1983. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du gouvernement dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie;
- Assurer l'étude, la planification, l'exécution, l'entretien, le contrôle, la supervision et l'évaluation de toutes les infrastructures physiques relatives aux équipements urbains et ruraux, aux routes, ports et aéroports, aux systèmes de télécommunications, aux systèmes d'alimentation en eau potable;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction;
- Réglementer et contrôler la prestation des services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de sa compétence.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination Technique, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Neuf (9) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MTPTC et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Initier et poursuivre les travaux de construction des infrastructures routières, en priorisant celles qui ont été endommagées ou détruites suite au séisme du 14 août 2021 ;
- Augmenter le taux de branchement au réseau d'eau potable à partir de la réhabilitation des Systèmes d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) dans les dix (10) départements ;
- Accroître l'accès à l'électricité dans les zones rurales et urbaines par le biais de l'extension du réseau, l'électrification de certaines communes, la réhabilitation de la centrale de Péligre, la construction de nouvelles centrales et le développement des micro-réseaux ;
- Prendre les dispositions pour inventorier l'ensemble des matériels et équipements du Ministère et les faire réparer le cas échéant ;
- Poursuivre l'implantation d'installations solaires sur le territoire national, notamment dans les régions dépourvues d'infrastructures électriques.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

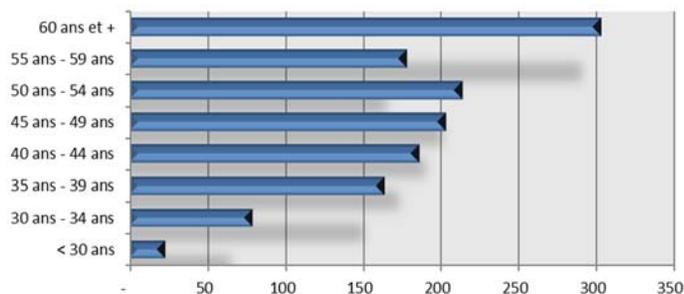
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

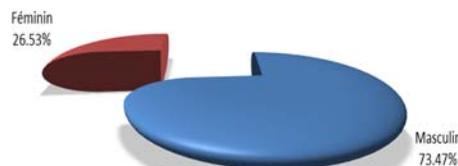
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1017	369	1,386	41	51,768,100	37,351
Bureau du Ministre et Direction Générale	788	261	1049	50	37,810,350	36,044
LNBTP	29	7	36	53	1,490,750	41,410
ONACA	79	35	114	45	4,820,950	42,289
SEMANAH	37	17	54	51	2,180,650	40,382
CONATEL	16	3	19	59	643,350	33,861
BME	60	40	100	51	4,119,800	41,198
FER	0	0	0	0	-	
CNE	0	0	0	0	-	
DINEPA	8	6	14	63	702,250	50,161

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MTPTC

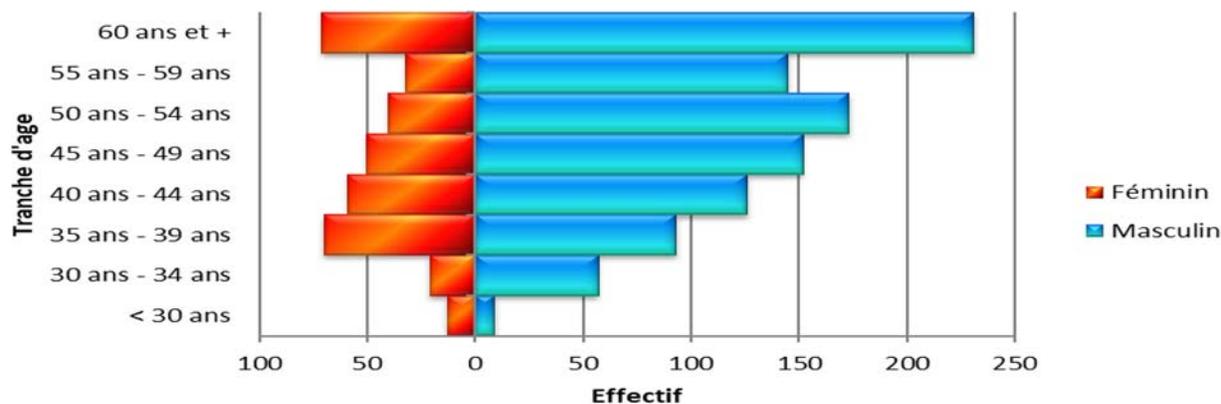
Répartition du personnel du MTPTC par tranche d'âge



Répartition du personnel du MTPTC par sexe



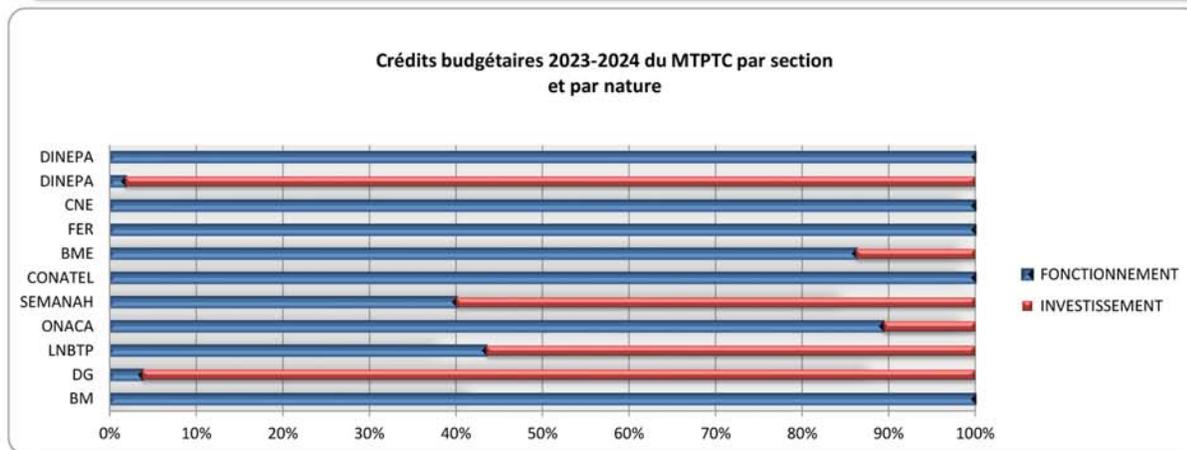
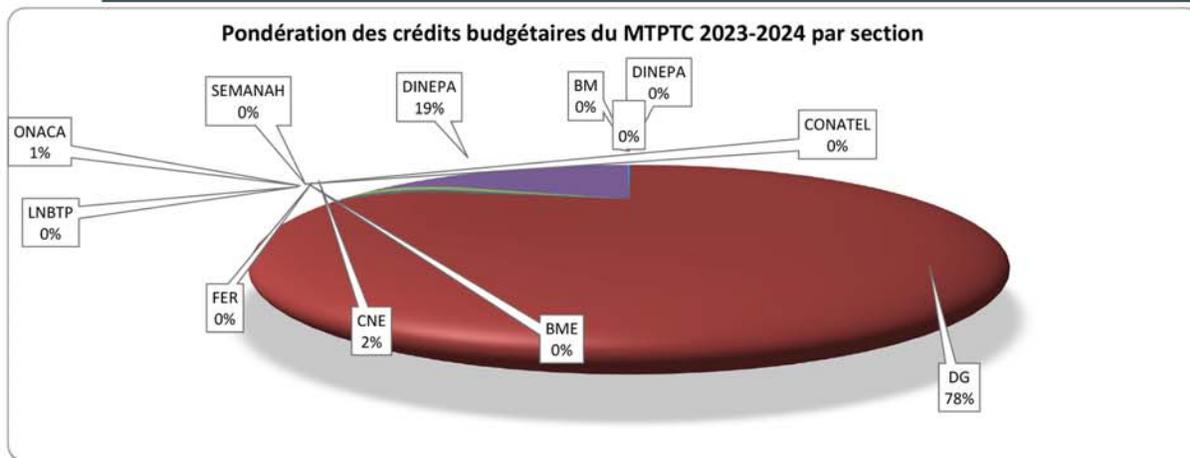
Répartition du personnel du MTPTC par tranche d'âge et par sexe



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

1114 MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATION

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1114-1-11- BUREAU DU MINISTRE	68,906,233	-	68,906,233
1114-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,229,282,668	31,441,582,241	32,670,864,909
1114-1-15- LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	46,201,041	60,000,000	106,201,041
1114-1-16- OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	126,192,487	15,000,000	141,192,487
1114-1-17- SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	53,432,928	80,000,000	133,432,928
1114-1-18- CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	13,580,450	-	13,580,450
1114-1-19- BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	100,075,580	15,983,871	116,059,451
1114-1-20- FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,652,605	-	2,652,605
1114-1-21- CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	564,611,181	-	564,611,181
1114-1-22- DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	142,631,449	7,804,961,874	7,947,593,323
1114-1-23- AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	49,883,183	-	49,883,183
TOTAL	2,397,449,805	39,417,527,985	41,814,977,790



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1115.- MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est créé et régi par le Décret du 13 mars 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler et appliquer la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Coordonner toute négociation portant sur des Accords, Conventions, Traités en matières commerciale et industrielle ou dans le domaine de l'intégration économique ;
- Veiller à l'application à l'échelle nationale des Lois, Arrêtés, Règlements et Communiqués relatifs aux activités commerciales et industrielles ;
- Définir et coordonner les activités de Promotion commerciale et industrielle à l'étranger;
- Superviser et orienter les activités des organismes publics ou semi-publics sous sa tutelle;
- Servir d'intermédiaire entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Associations de Protection du Consommateur.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7) Directions Techniques ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MCI et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Protéger les consommateurs à travers la modernisation et la dynamisation du contrôle de qualité des produits en renforçant les capacités de la Direction du Contrôle de la Qualité et de la Protection des Consommateurs du MCI ;
- Promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial interne et externe d'Haïti ;
- Assister les petites et moyennes entreprises dans la formalisation de leurs activités ;
- Vulgariser les normes en matière de commerce international pour aider les exportateurs et les importateurs haïtiens ;
- Renforcer les programmes de support financier dédiés aux entrepreneurs locaux notamment ceux de la région du Sud ;
- Accélérer le processus d'octroi de subvention ciblée au secteur transport ;
- Améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements directs étrangers (IDE)
- Promouvoir l'investissement privé en Haïti, en particulier l'entrepreneuriat jeunesse, à travers des programmes d'appui à la création des Petites et Moyennes Entreprises ainsi que la formalisation et la capitalisation de micro-entreprises recensées sur l'ensemble du territoire ;

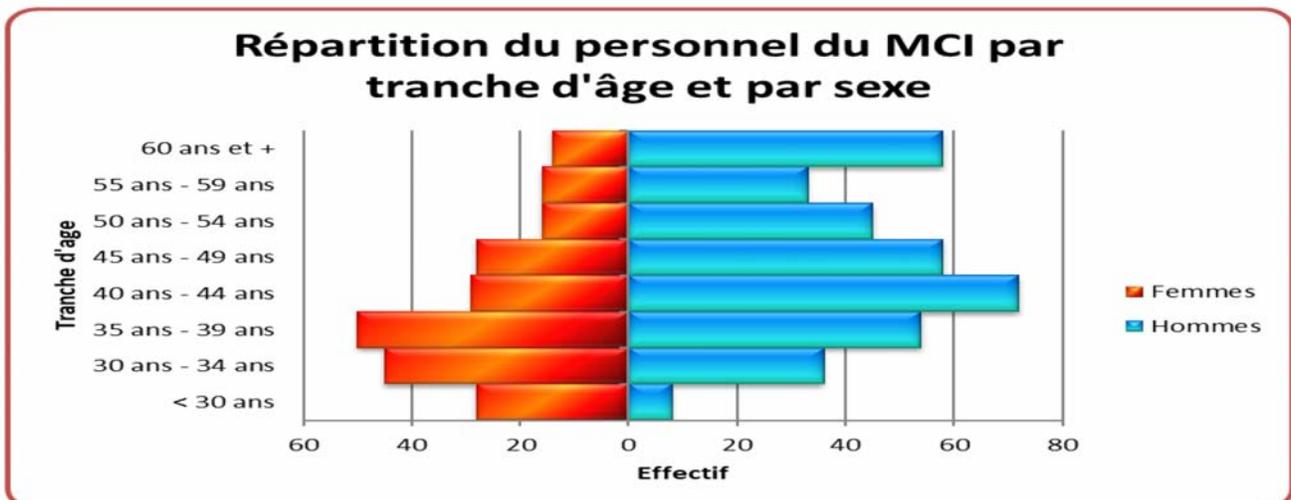
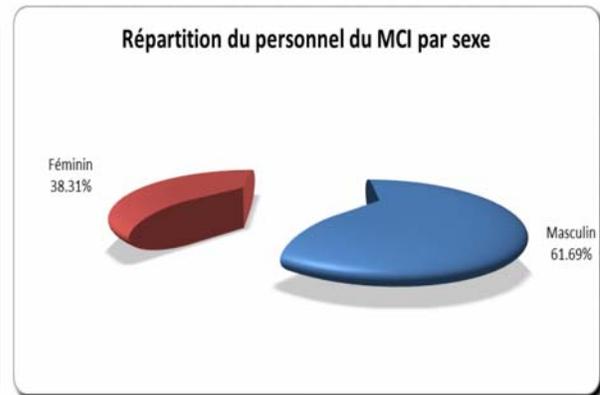
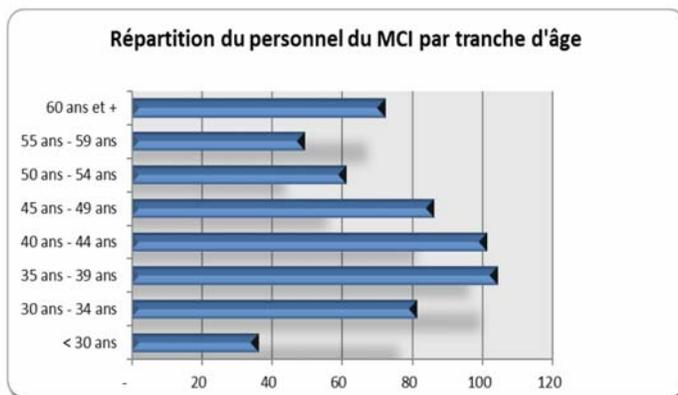
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	415	265	680	50	32,933,350	48,431
Bureau du Ministre et Direction Générale	399	259	658	43	31,654,450	48,107
OPH	1		1	61	101,900	101,900
DGZF	15	6	21	46	1,177,000	56,048
CFI	0	-	-	-	-	-

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCI

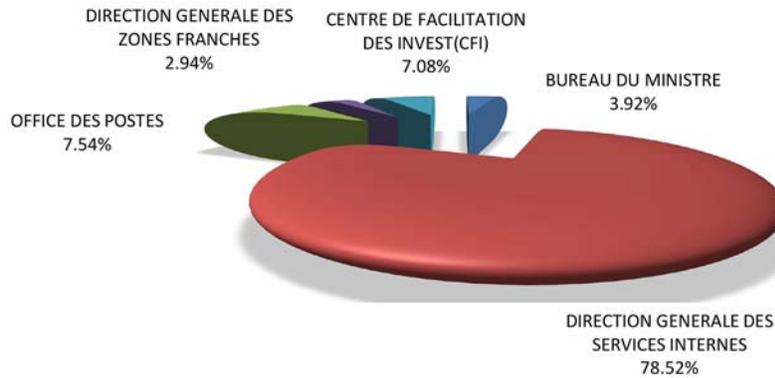


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

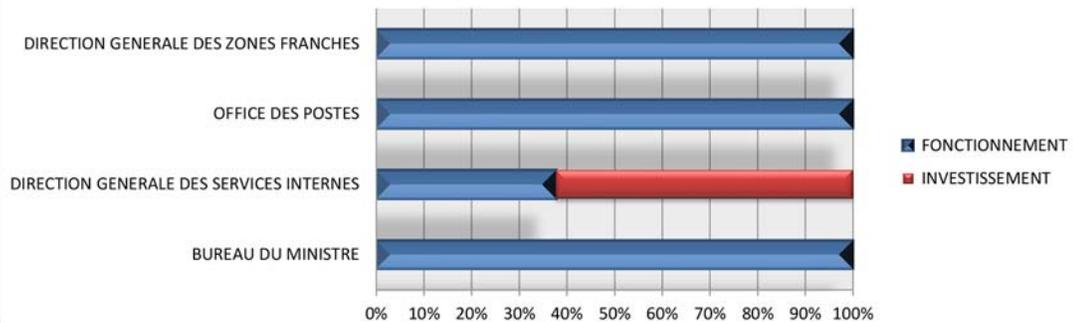
1115 MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1115-1-11- BUREAU DU MINISTRE	106,762,349	-	106,762,349
1115-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	806,142,713	1,332,377,374	2,138,520,087
1115-1-13- OFFICE DES POSTES	205,300,810	-	205,300,810
1115-1-15- DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	80,093,600	-	80,093,600
1115-1-16- CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	192,832,928	-	192,832,928
TOTAL	1,391,132,400	1,332,377,374	2,723,509,774

Pondération des crédits budgétaires du MCI 2023-2024 par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MCI par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1116.- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Environnement est régi par le Décret du 5 août 2020. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable;
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'environnement;
- Promouvoir, encourager, exécuter et participer à des recherches tendant à améliorer la connaissance des divers écosystèmes du pays et des phénomènes environnementaux qui le touchent;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux;
- Prendre toutes mesures, de concert avec les autorités compétentes, pour prévoir ou prévenir les catastrophes naturelles;
- Accorder une attention particulière aux problèmes de gestion de pôles géographiques de développement en regard de leurs incidences sur la démographie, les migrations et la dégradation de l'environnement;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.
- Faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant affecter le cadre de vie des communautés.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants : Services Centraux; Services techniquement déconcentrés et Services territorialement déconcentrés.

Les Services Centraux du Ministère regroupent : le Bureau du Ministre; la Direction Générale; et les Directions Centrales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MDE et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et conserver la biodiversité;
- Lutter contre la désertification, la déforestation et de la dégradation des terres et sauvegarder la faune et la flore ;
- Mettre en oeuvre les recommandations découlant de la dernière conférence des Nations-Unies sur le changement climatique (COP 27) ;
- Mettre en place les chantiers d'infrastructures adaptées pour renforcer la résilience du pays et travailler à la transition écologique pour supporter l'atteinte de l'objectif 15 des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Produire des plantules afin de reboiser progressivement les dix départements du pays ;
- Renforcer l'intervention du Service National de Gestion des Résidus Solides (SNGRS) pour lutter contre l'insalubrité ;
- Gérer les bassins versants et les crues ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

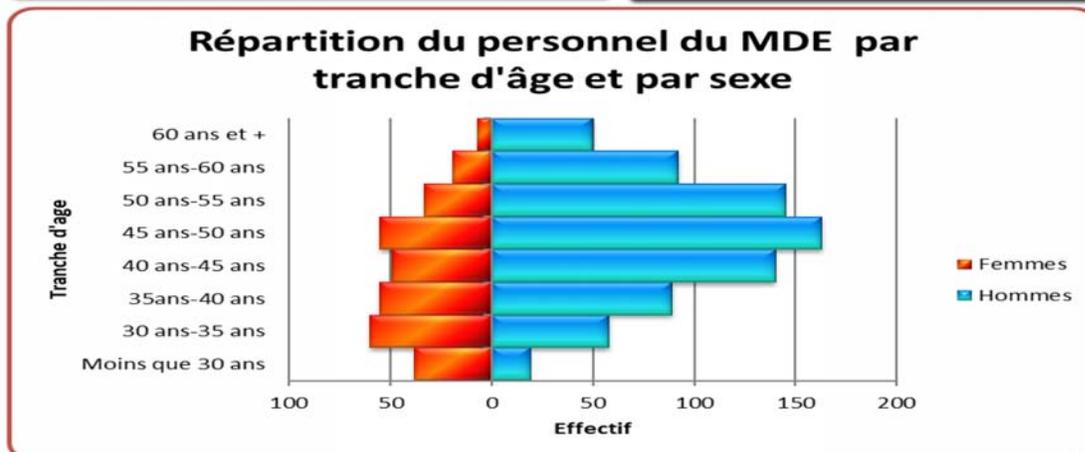
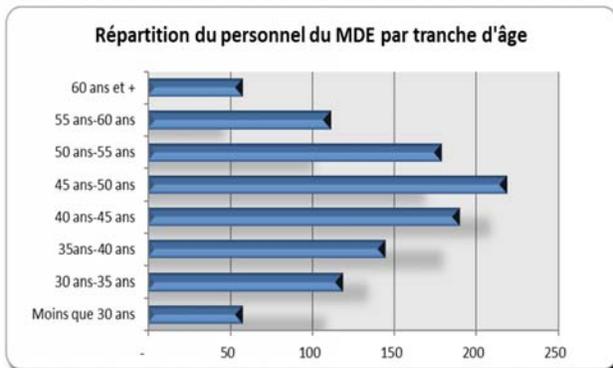
- . Renforcer les capacités techniques des acteurs dans la mise en oeuvre des actions de conservation de l'environnement et des ressources naturelles ;
- . Lutter contre les plantes envahissantes et poliférantes terrestres ethydriques ;
- . Mettre en oeuvre des politiques alternatives à l'utilisation des combustibles forestiers ;
- . Soutenir l'accroissement de l'offre de gaz propane et la réduction de la demande en combustibles forestiers ;
- . Accroître la résilience du pays en renforçant les capacités techniques, matérielles et financières de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP) et de l'Observatoire National de la Qualité de l'Environnement et de la Vulnérabilité (ONQEV) ;
- . Lutter contre les rejets chimiques pouvant mettre en danger les nappes phréatiques et/ou les eaux superficielles.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

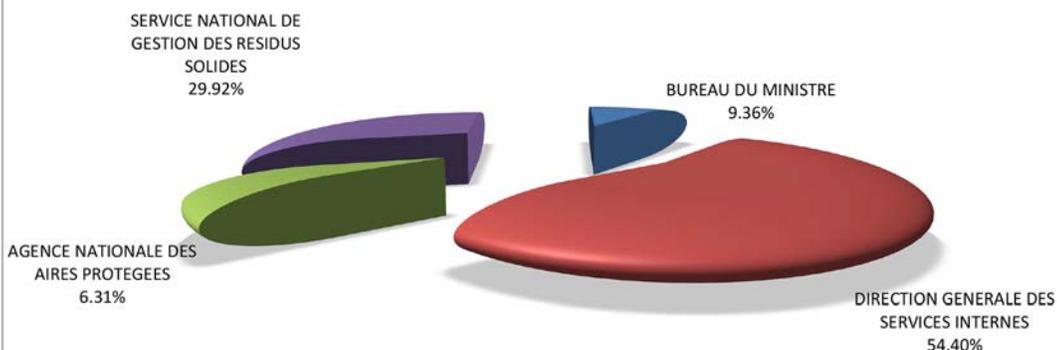
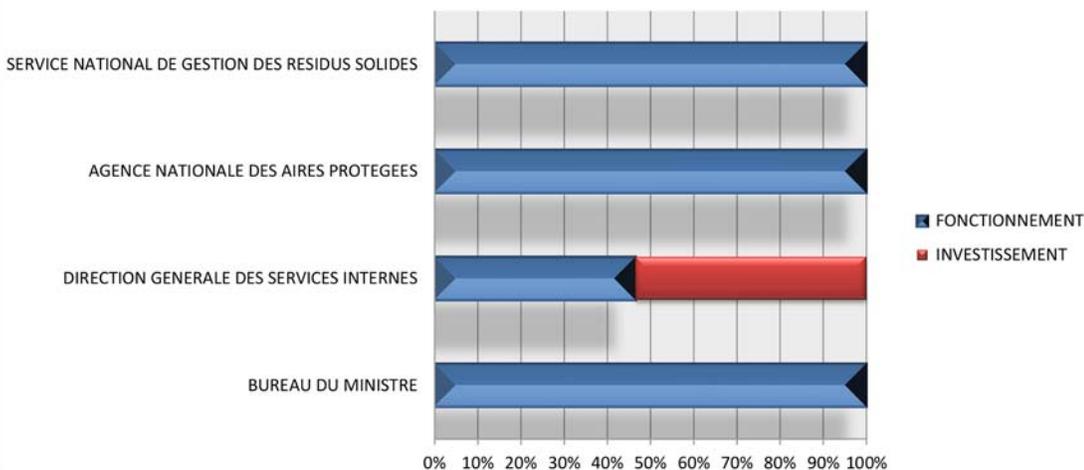
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	781	343	1124	42	45,549,100	1,080,339
Bureau du Ministre et Direction Générale	427	173	600	45	27,800,600	46,334
Agence Nationale des Aires Protégées	85	17	102	41	3,511,050	34,422
Service National de Gestion des Résidus Solides	269	153	422	41	14,237,450	33,738

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDE



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1116 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1116-1-11- BUREAU DU MINISTRE	273,589,409	-	273,589,409
1116-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	740,485,438	849,621,146	1,590,106,584
1116-1-13- AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	184,540,563	-	184,540,563
1116-1-14- SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	874,645,428	-	874,645,428
TOTAL	2,073,260,838	849,621,146	2,922,881,984

Pondération des crédits budgétaires du MDE 2023-2024 par section**Crédits budgétaires 2023-2024 du MDE par section et par nature**

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DU TOURISME**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1117.- MINISTÈRE DU TOURISME****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère du Tourisme est régi par la Loi du 23 mai 2002. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Contribuer à l'expansion du tourisme international vers Haïti ;
- Développer le tourisme interne par la création, l'amélioration, la promotion et la mise en valeur de l'équipement touristique ;
- Préparer et diffuser à l'étranger du matériel de promotion touristique, tels dépliants, brochures, livres, diapositives, photographies et films;
- Organiser dans le pays, dans le but de propagande, des visites de personnalités internationales connues dans différents secteurs ;
- Concevoir et réaliser des programmes de publicité à la radio, à la télévision des pays émetteurs de touristes, produire des films touristiques sur Haïti et sur les divers sites touristiques du pays, et utiliser des firmes de publicité ou de relations publiques pour la représentation du Ministère à l'étranger.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Un (1) Service Externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du Ministère du Tourisme et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Intensifier l'offre de services touristiques destinés aux haïtiens de la Diaspora ;
- Protéger le patrimoine touristique national à travers la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement touristique;
- Renforcer les activités du tourisme balnéaire dans le Grand Nord ;
- Apporter des assistances techniques adaptées aux entrepreneurs locaux du secteur touristique ;
- Fournir des informations actualisées sur le secteur touristique en Haïti, notamment à travers la mise en place d'un système d'informations statistiques touristiques ;
- Définir avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) des contenus audiovisuels pour sensibiliser les jeunes sur l'importance et la protection des sites naturels et historiques ;
- Renforcer les capacités des acteurs du secteur touristique en organisant des séances de formation continue au profit des guides, des hôteliers, des restaurateurs et agents de voyage ainsi que la mise en place de mécanismes de certification au sein des organisations professionnelles ;
- Mettre en place avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) des programmes de supports financiers pour les petites et moyennes entreprises du secteur touristique ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

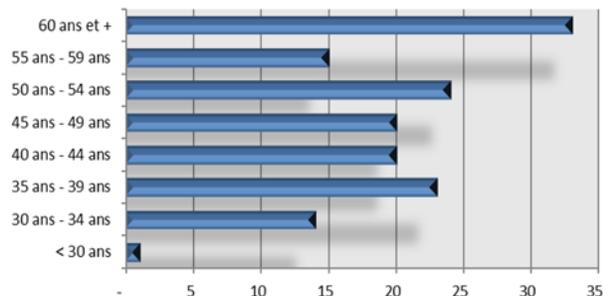
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	86	80	166	47	8,156,500	49,136
Bureau du Ministre et Direction Générale	73	60	133	51	6,583,500	49,500
Ecole Hotelière	13	20	33	43	1,573,000	47,667

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DU TOURISME

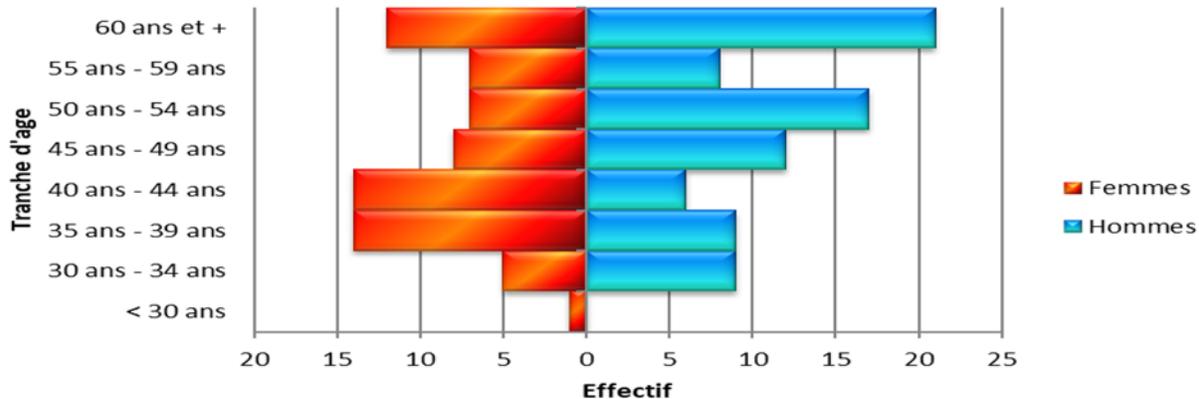
Répartition du personnel du MT par tranche d'âge



Répartition du personnel du MT par sexe



Répartition du personnel du MT par tranche d'âge et par sexe

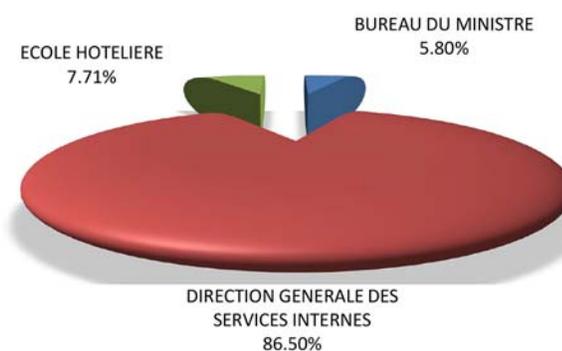


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

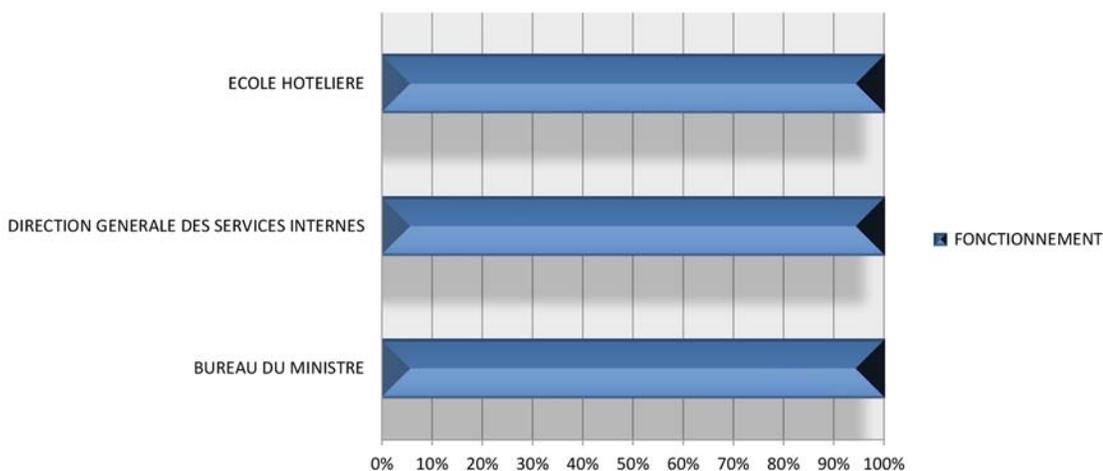
1117 MINISTÈRE DU TOURISME

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1117-1-11- BUREAU DU MINISTRE	49,057,675	-	49,057,675
1117-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	311,209,087	421,000,000	732,209,087
1117-1-13- ECOLE HOTELIERE	65,225,268	-	65,225,268
TOTAL	425,492,030	421,000,000	846,492,030

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MT par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MT par section et par nature

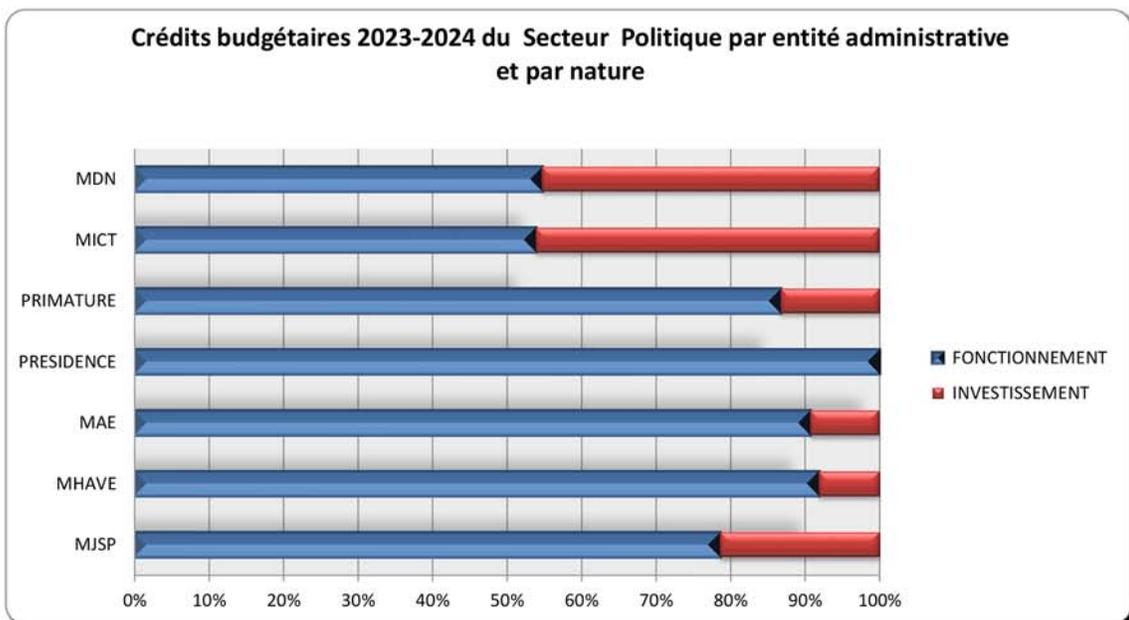
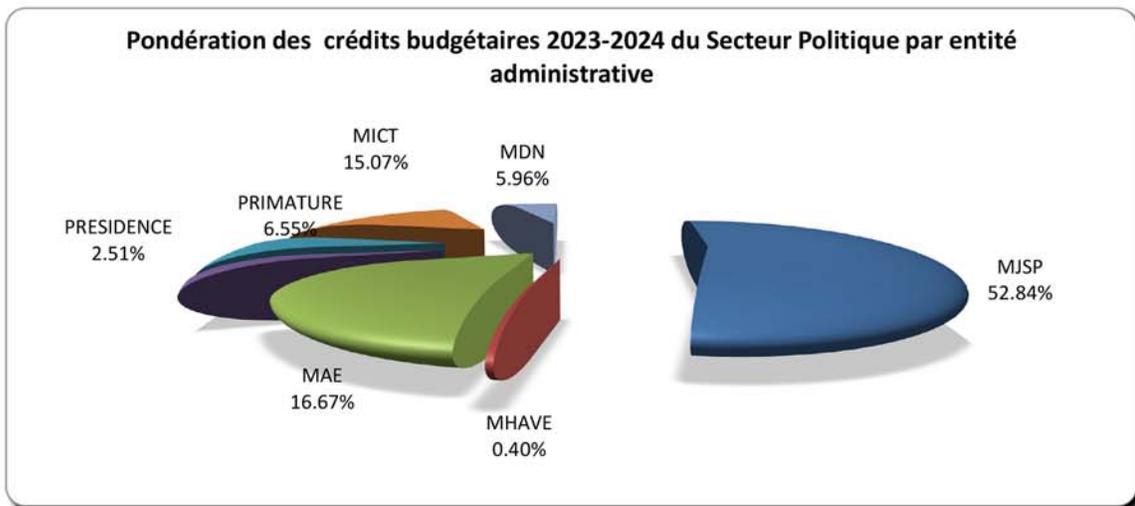


**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR POLITIQUE**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211 MINISTERE DE LA JUSTICE	25,494,488,112	6,953,384,739	32,447,872,852
1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	224,962,776	20,000,000	244,962,776
1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	9,284,516,470	950,000,000	10,234,516,470
1214 LA PRESIDENCE	1,543,211,982	-	1,543,211,982
1215 LA PRIMATURE	3,489,915,424	535,000,000	4,024,915,424
1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	4,984,555,819	4,269,817,265	9,254,373,084
1217 MINISTERE DE LA DEFENSE	2,000,795,235	1,659,000,000	3,659,795,235
TOTAL	47,022,445,817	14,387,202,004	61,409,647,822

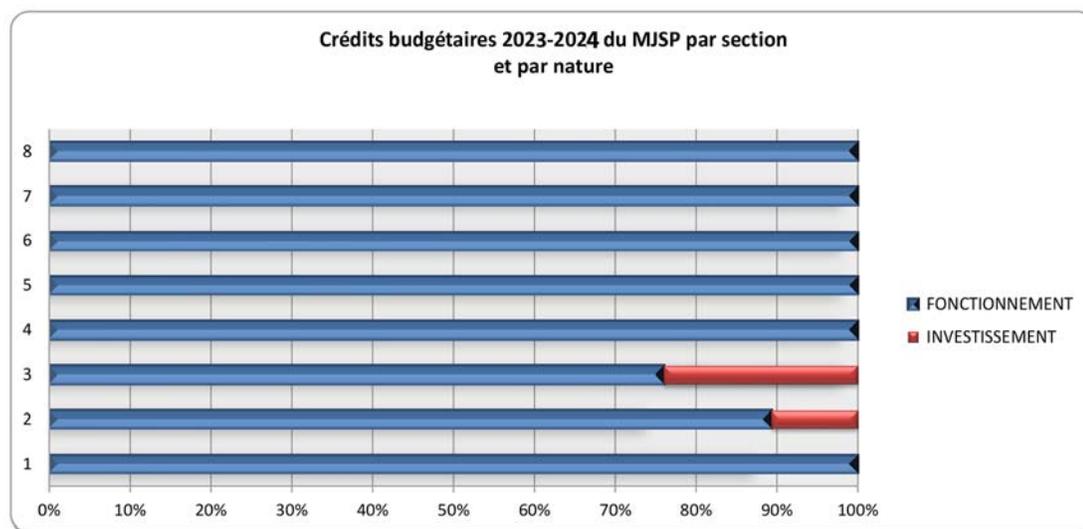
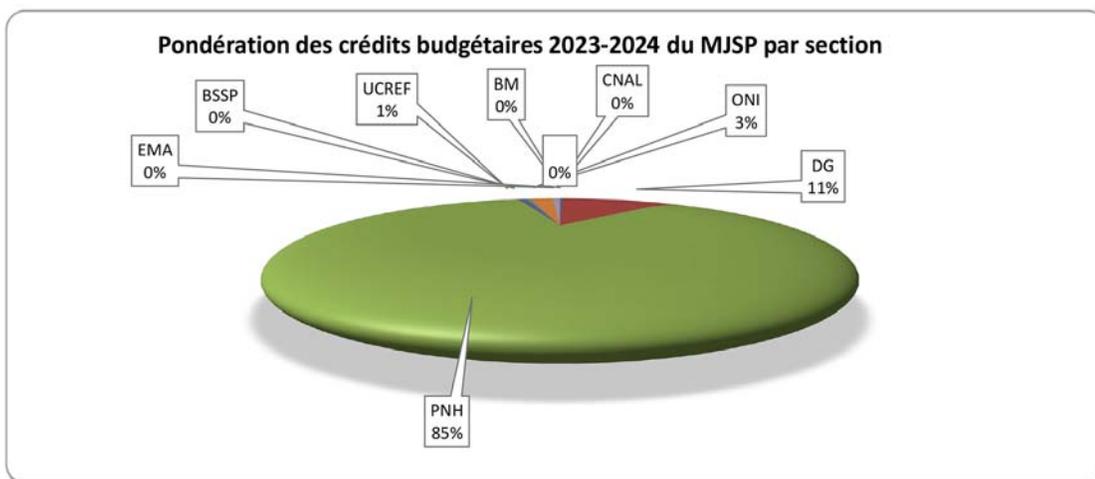


**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

1211 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211-1-11- BUREAU DU MINISTRE	88,660,733	-	88,660,733
1211-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,173,860,779	378,384,739	3,552,245,518
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	20,838,794,196	6,575,000,000	27,413,794,196
1211-1-17- UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	231,954,932	-	231,954,932
1211-1-18- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	133,087,882	-	133,087,882
1211-1-19- OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	783,336,320	-	783,336,320
1211-1-21- COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	123,793,270	-	123,793,270
1211-1-22- COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	121,000,000	-	121,000,000
TOTAL	25,494,488,112	6,953,384,739	32,447,872,852



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est créé et régi par le Décret du 28 décembre 2005.

Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du gouvernement dans le domaine de l'administration de la justice;
- Organiser l'institution judiciaire ;
- Préparer les projets de Loi, de Décret et d'Arrêté ;
- Présenter des rapports sur l'état de l'administration de la justice, sur les matières de Législation, sur la Statistique de la Justice civile, commerciale et criminelle ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de Sécurité publique ;
- Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à la Loi.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MJSP et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Renforcer la lutte contre la détention préventive prolongée et soumettre à la Primature des rapports mensuels y relatifs ;
- Améliorer l'exécution des décisions de justice et accroître la crédibilité de la justice;
- Assurer l'acquisition de matériels et équipements modernes adaptés en faveur de la Police Nationale d'Haïti (PNH) ;
- Assurer le traitement égalitaire des justiciables et l'effectivité de l'indépendance du juge de l'information ainsi que la communication en matière judiciaire;
- Intensifier la lutte contre l'insécurité et la prolifération des gangs armés pour une meilleure protection des vies et des biens des citoyens ;
- Améliorer les conditions de détention et respecter les droits de la personne détenue à travers la construction et la réhabilitation de prisons ;
- Moderniser les infrastructures judiciaires à travers le renforcement des capacités des Cours d'Appel et Tribunaux de paix ;
- Renforcer le système d'état civil en modernisant le registre civil en Haïti ;
- Renforcer le contrôle des Bureaux d'État Civil et consolider les efforts de formation des officiers ;

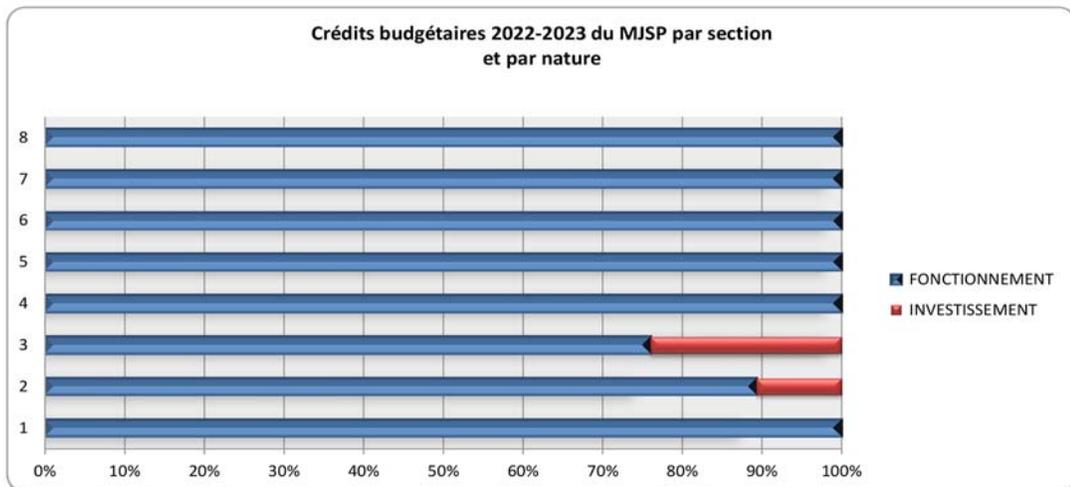
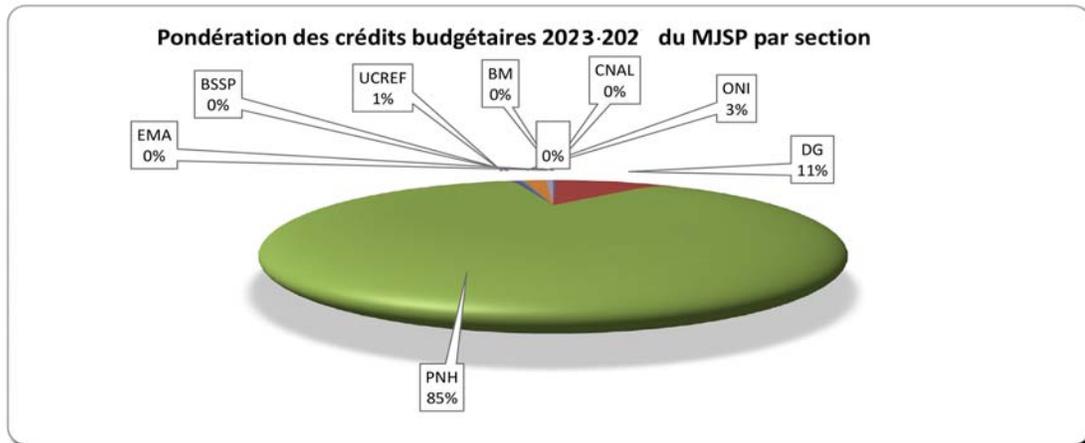
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

- Renforcer les capacités de la Police Nationale d'Haïti à travers la sortie d'une nouvelle promotion et l'acquisition des matériels et équipements de police ;
- Renforcer l'effectif de la PNH en compétences et adapter la qualité de la formation des policiers ;

1211 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211-1-11- BUREAU DU MINISTRE	88,660,733	-	88,660,733
1211-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,173,860,779	378,384,739	3,552,245,518
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	20,838,794,196	6,575,000,000	27,413,794,196
1211-1-17- UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	231,954,932	-	231,954,932
1211-1-18- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	133,087,882	-	133,087,882
1211-1-19- OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	783,336,320	-	783,336,320
1211-1-21- COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	123,793,270	-	123,793,270
1211-1-22- COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	121,000,000	-	121,000,000
TOTAL	25,494,488,112	6,953,384,739	32,447,872,852

4



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES HAÏTIENS
VIVANT À L'ÉTRANGER**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1212.- MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT A L'ETRANGER****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est régi par le Décret du 16 mars 2004. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes déjà à l'étranger ;
- Aménager, conjointement avec les autres instances gouvernementales concernées, les structures d'accueil propices à la réinsertion des cadres qui veulent retourner au pays ;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui existent entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces communautés et le Gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Créer, en coordination avec les instances gouvernementales concernées, un cadre global d'investissement de ressources financières et humaines impliquant le développement des potentialités de formulation, d'évaluation et de suivi de projet ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Faciliter les investissements de la diaspora et les transferts de compétences dans les secteurs de croissance ciblés : Agriculture, Commerce et industrie, Tourisme, Énergie, Construction, Transport et Communication, Environnement ;
- Mettre en place une commission mixte (Diaspora-État) comme organe responsable de la facilitation, de la structuration et du suivi, auprès du Gouvernement haïtien, des projets de développement conçus par la Diaspora ;
- Mettre en oeuvre des mécanismes encourageant la transmission des savoir-faire professionnels de la diaspora : facilitation des haïtiens de haut niveau de compétence ayant acquis des expériences pointues dans les entreprises et laboratoires occidentaux à rentrer en Haïti pour aider à remodeler la technologie haïtienne et définir des stratégies pour la conquête de marchés extérieurs.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

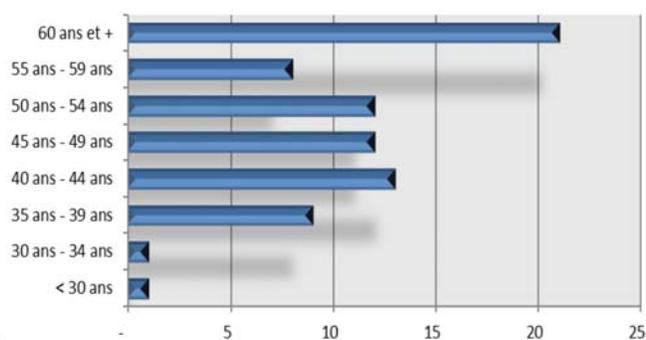
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

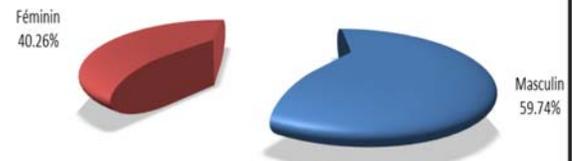
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	53	33	86	50	4,235,617	49,251
Bureau du Ministre et Direction Générale	53	33	86	50	4,235,617	49,251

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MHAVE

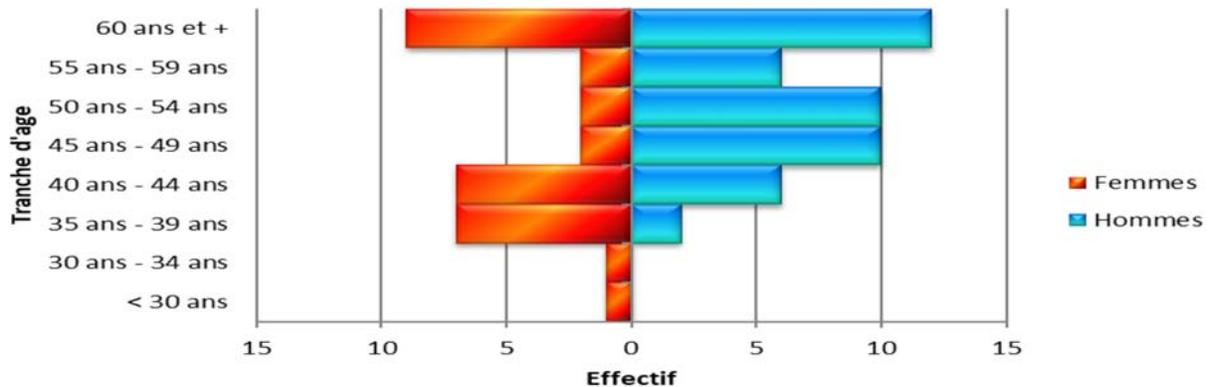
Répartition du personnel du MHAVE par tranche d'âge



Répartition du personnel du MHAVE par sexe



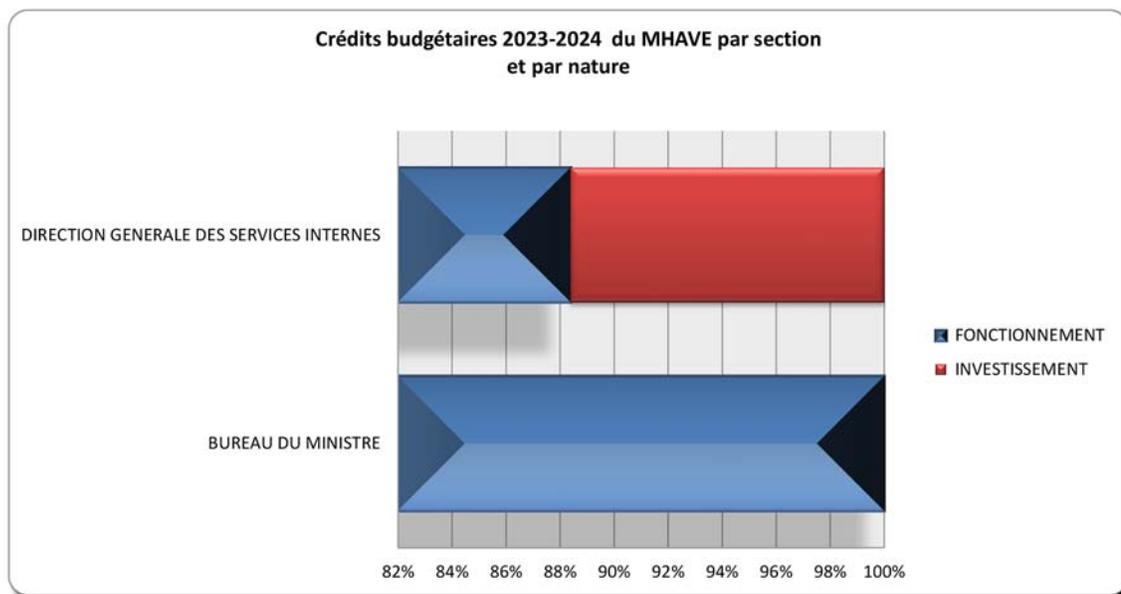
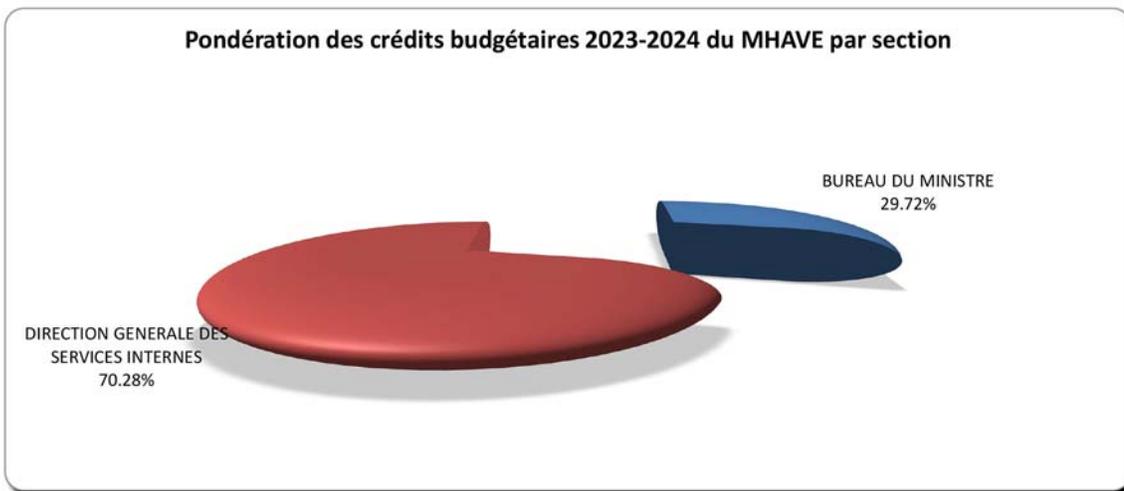
Répartition du personnel du MHAVE par tranche d'âge et par sexe



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1212-1-11- BUREAU DU MINISTRE	72,801,436	-	72,801,436
1212-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	152,161,340	20,000,000	172,161,340
TOTAL	224,962,776	20,000,000	244,962,776



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES****a) Cadre légal, Mission**

Le Ministère des Affaires Étrangères est créé et régi par le Décret du 17 août 1987. Sa principale mission est de planifier et d'assurer la politique extérieure de la République d'Haïti.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Étrangères est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques;

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MAEC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Poursuivre la modernisation et la consolidation des approches stratégiques concernant la coopération Sud-Sud et toute la coopération internationale aux fins du développement ;
- Poursuivre les initiatives de redressement de la qualité de notre diplomatie à l'étranger en relevant le niveau du personnel diplomatique et consulaire
- Intensifier les contacts et la collaboration avec les organisations et organismes du système des Nations Unies pour le Développement ;
- Prendre des mesures, de concert avec les organismes compétents, pour garantir la liberté de culte dans le respect des lois de la République, des traditions et de la paix publique d'une part, et, d'autre part, mettre en place des dispositifs destinés à améliorer les relations entre les différents cultes et à éviter des confrontations entre les communautés ;
- Protéger et défendre les intérêts des migrants haïtiens en renforçant les capacités des missions diplomatiques et consulaires.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

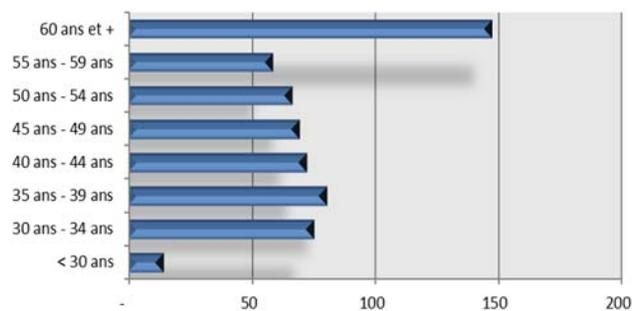
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

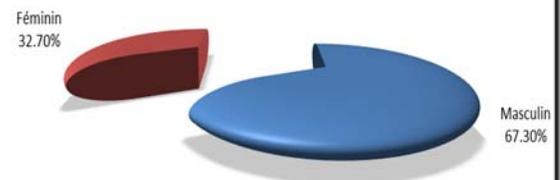
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	420	215	635	47	34,680,000	54,614
Bureau du Ministre et Direction Générale	420	215	635	47	34,680,000	54,614

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAE

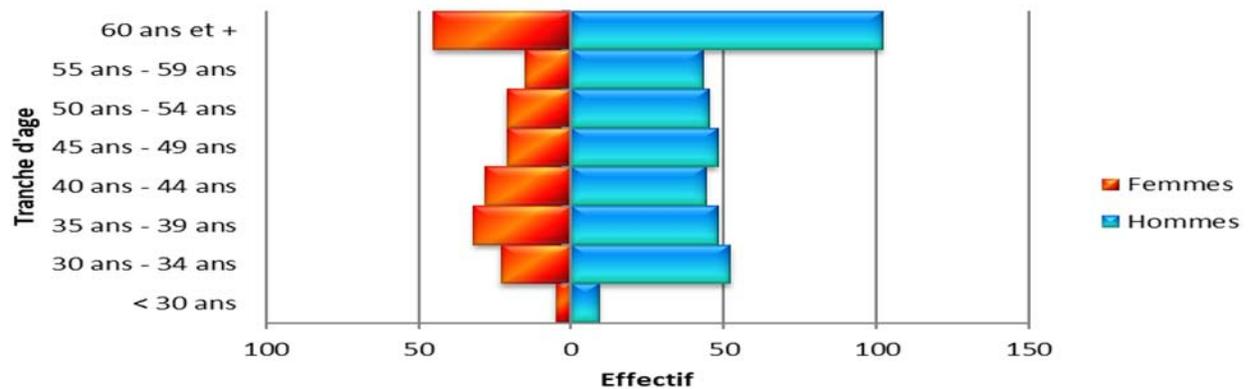
Répartition du personnel du MAE par tranche d'âge



Répartition du personnel du MAE par sexe



Répartition du personnel du MAE par tranche d'âge et par sexe

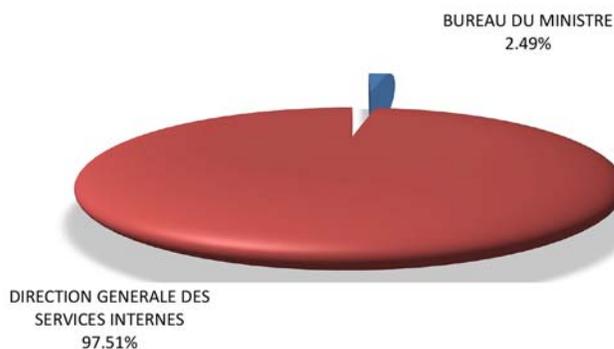


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

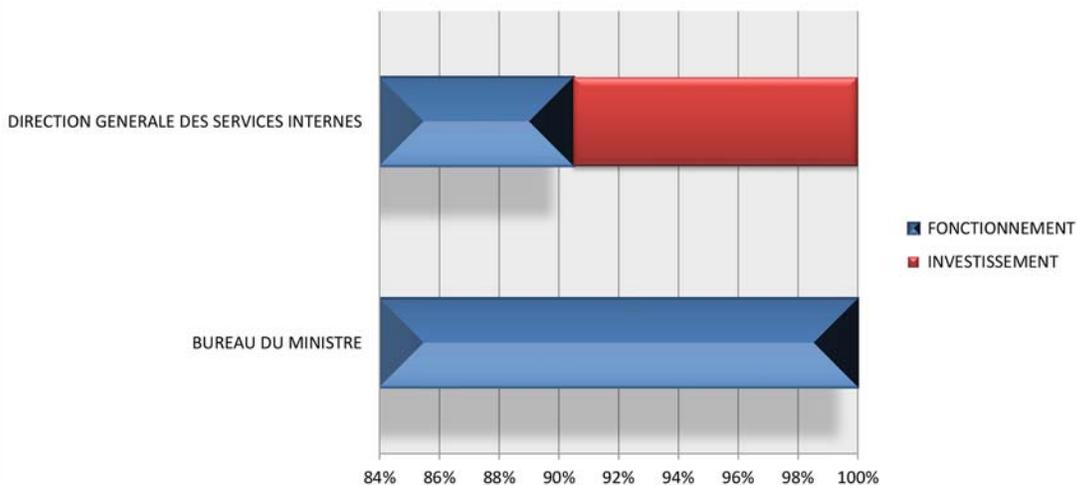
1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1213-1-11- BUREAU DU MINISTRE	254,914,765	-	254,914,765
1213-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9,029,601,705	950,000,000	9,979,601,705
TOTAL	9,284,516,470	950,000,000	10,234,516,470

Pondération des Crédits budgétaires du MAE 2023-2024 par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MAE par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DE LA PRÉSIDENTENCE**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Présidence est régie par le Décret du 6 janvier 2016. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions ;
- Négocier et signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances étrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls ;
- Faire sceller les Lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution;
- Assurer la gestion des questions d'intendance du Président de la République et le suivi administratif de toutes les décisions qu'il aura prises ;
- Assurer la gestion administrative et financière des services de la Présidence de la République ;
- Assurer le suivi administratif de toutes les décisions, notamment, des projets de Loi adoptés en Conseil des Ministres ainsi que des Lois votées par le Parlement ;
- Gérer les ordres de décoration de la République ;
- Recevoir les dépôts de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assurer, le cas échéant, de leur publication au Journal Officiel de la République quand la responsabilité présidentielle est engagée.

b) Structure Organisationnelle

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Président de la République ;
- Le Cabinet Particulier du Président de la République ;
- Le Secrétariat Général de la Présidence.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

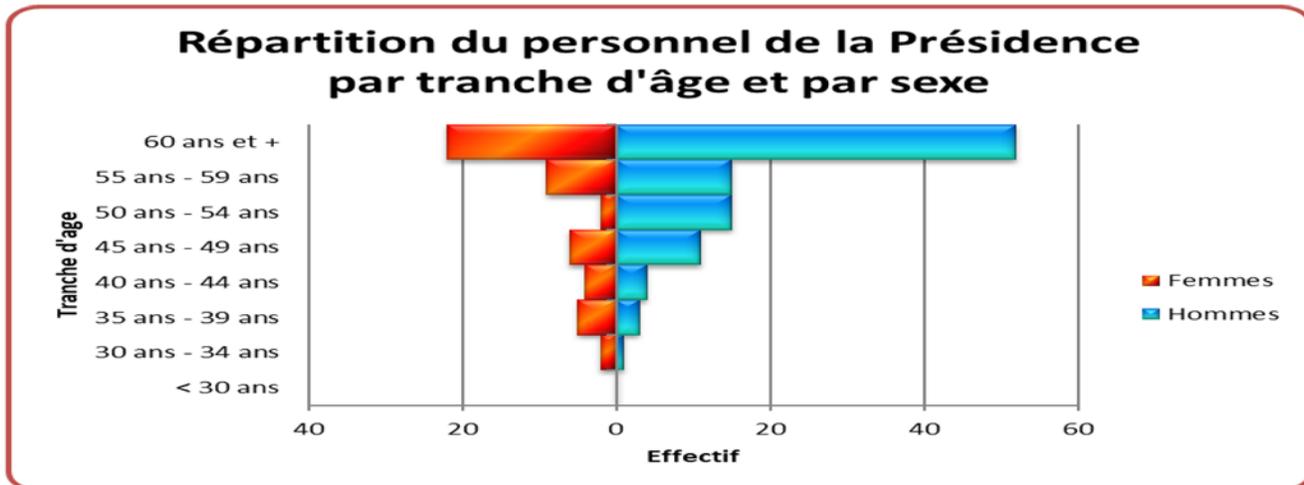
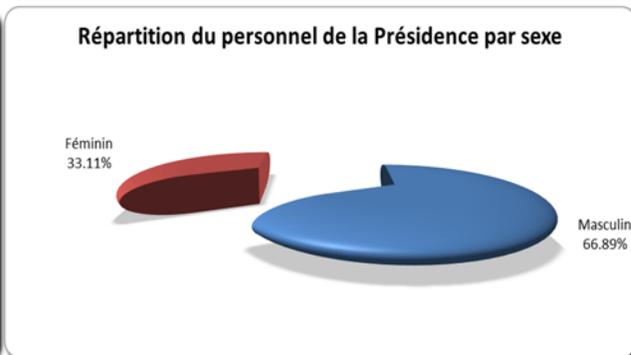
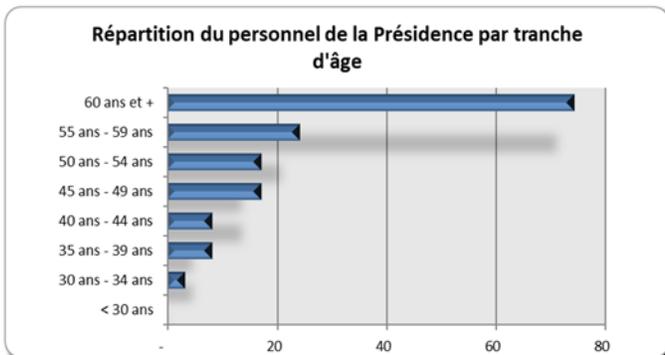
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	101	51	152	59	5,853,150	38,508

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRESIDENCE

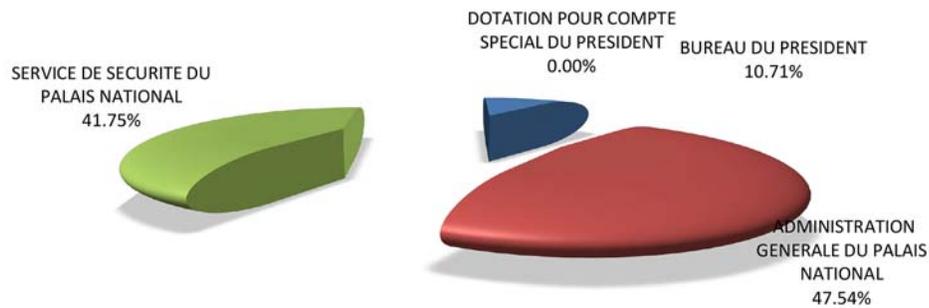


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

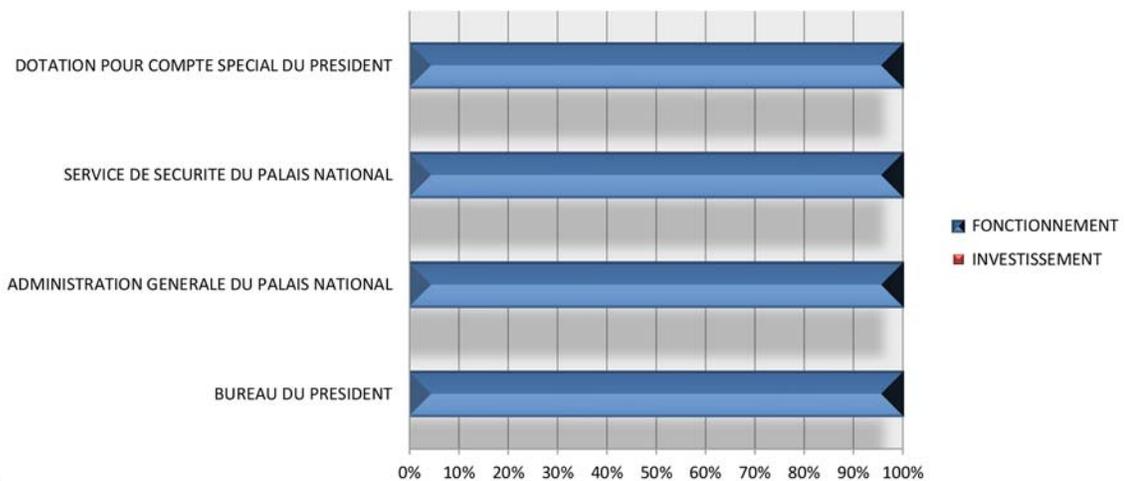
1214 LA PRESIDENCE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1214-1-11- BUREAU DU PRESIDENT	165,204,858	-	165,204,858
1214-1-12- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	733,651,017	-	733,651,017
1214-1-13- SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	644,356,106	-	644,356,106
1214-1-14- DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	0	-	0
TOTAL	1,543,211,982	-	1,543,211,982

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 de la Présidence par section



Crédits budgétaires 2023-2024 de la Présidence par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DE LA PRIMATURE**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Primature est régie par les Articles 155 à 165 de la Constitution de 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Réformer en profondeur l'Administration Publique, principal levier de l'Etat dans l'accomplissement de sa mission ;
- Mettre en place les mesures immédiates permettant de garantir un climat de sécurité et de justice propice au développement économique et social ;
- Appliquer une politique sociale visant la satisfaction des besoins de base de la population et l'intégration nationale.

b) Structure Organisationnelle

La Primature est placée sous l'autorité du Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat privé du Premier Ministre ;
- Quatre Ministres Délégués et deux Organes Stratégiques;
- Le Cabinet technique du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat Général de la Primature ;
- Treize (13) Unités et deux (2) Services Extérieurs.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Assurer une meilleure coordination de l'action gouvernementale ;
- Développer la transparence dans l'action publique et stimuler une citoyenneté active ;
- Poursuivre la réforme de l'Administration centrale de l'État à travers le renforcement des capacités d'intervention de l'Office de Management des Ressources Humaines (OMRH) ;
- Améliorer l'efficacité du système national de passation des marchés publics ;
- Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement du pays ;
- Améliorer la gestion des carrières des agents de la Fonction publique à travers le recrutement, la formation et la professionnalisation des ressources humaines de l'administration.

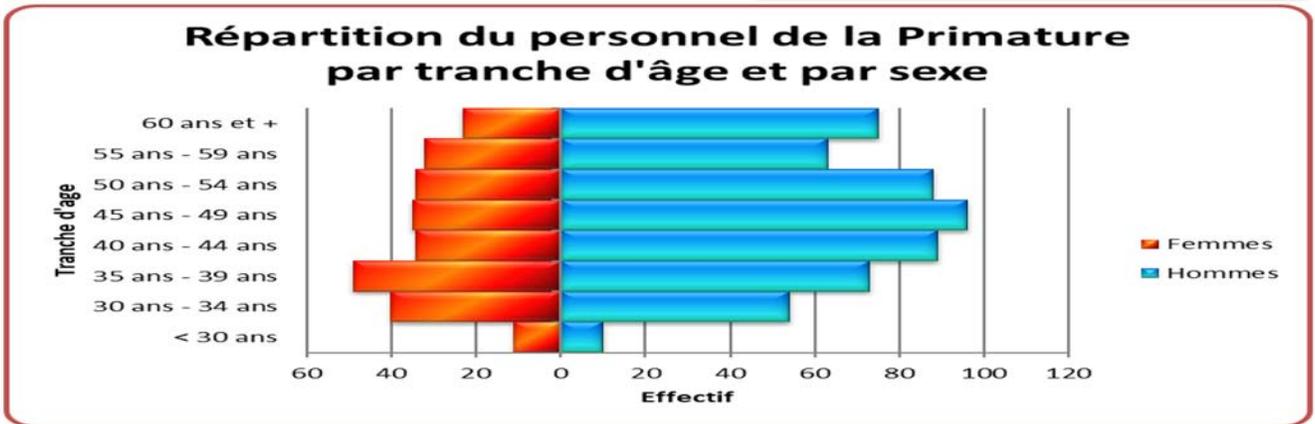
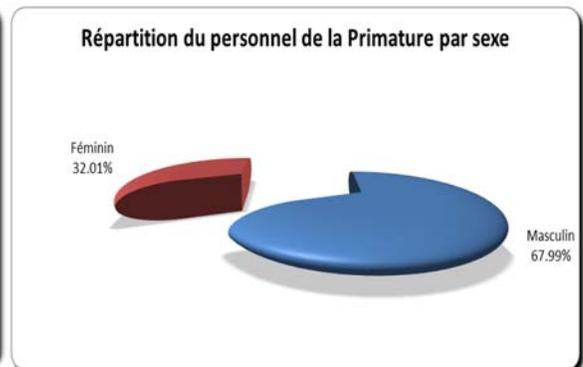
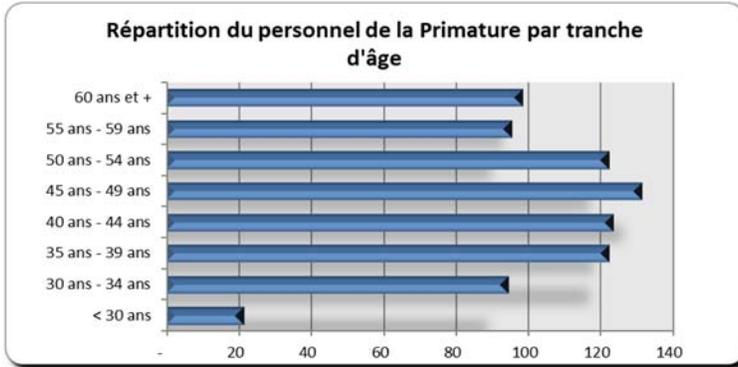
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)							
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen	
	Hommes	Femmes	Total				
	562	278	840	46	41,698,349	49,641	
Services internes	537	264	801	40	40,179,299	50,161	
Bureau du Premier Ministre et Administration	423	209	632	49	29,624,600	46,874	
CMEP	10	6	16	49	1,482,950	92,684	
CONALD	24	20	44	43	2,470,350	56,144	
BON	12	2	14	51	415,050	29,646	
CNMP	57	22	79	45	5,546,549	70,209	
CSPN	-	-	-	-	-	-	
BAC0Z	11	5	16	45	639,800	39,988	
Services techniquement déconcentrés	25	14	39	52	1,519,050	59,699	
CEFOPAFOP	10	6	16	54	681,800	42,613	
BGMD	15	8	23	49	837,250	17,087	

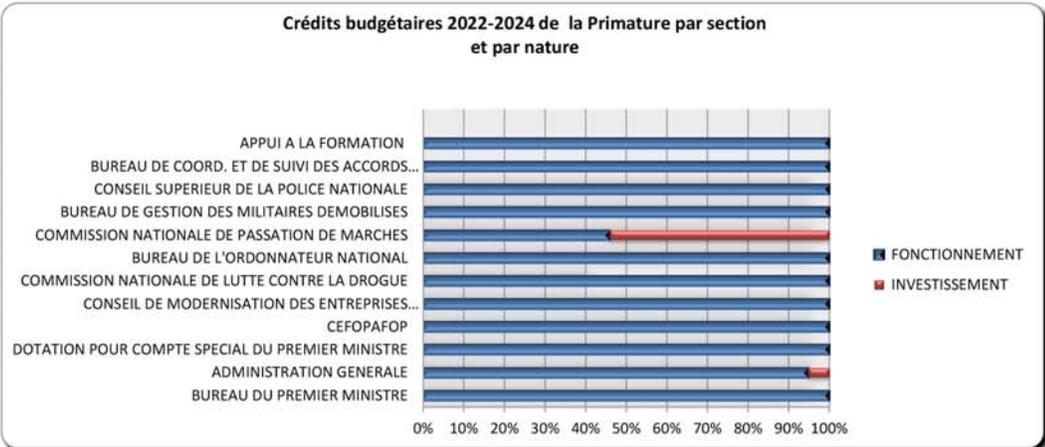
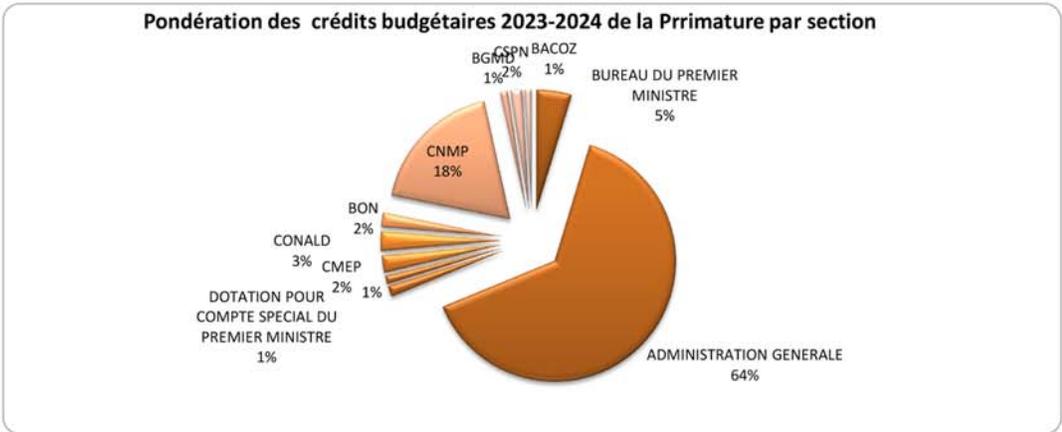
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRIMATURE



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

1215 LA PRIMATURE			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1215-1-11- BUREAU DU PREMIER MINISTRE	188,020,825	-	188,020,825
1215-1-12- ADMINISTRATION GENERALE	2,443,676,569	135,000,000	2,578,676,569
1215-1-13- DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	59,022,651	-	59,022,651
1215-2-14- CEFOPAFOP	44,703,356	-	44,703,356
1215-1-16- CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	90,882,459	-	90,882,459
1215-1-17- COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	104,722,012	-	104,722,012
1215-1-18- BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	77,511,849	-	77,511,849
1215-1-19- COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	339,223,277	400,000,000	739,223,277
1215-2-20- BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	40,192,667	-	40,192,667
1215-1-21- CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	62,150,000	-	62,150,000
1215-1-22- BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	37,233,101	-	37,233,101
1215-1-23- APPUI A LA FORMATION	2,576,658	-	2,576,658
TOTAL	3,489,915,424	535,000,000	4,024,915,424



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est régi par le Décret du 17 mai 1990. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Gouvernement en ce qui concerne la tutelle des Collectivités Territoriales, l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques ;
- Veiller au respect des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- Veiller à l'exécution des Lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles ;
- Veiller à l'application des Lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MICT et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Mettre en place un système d'informations sur les activités criminelles portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation dans divers domaines (cybercriminalité, blanchiment, vandalisme, terrorisme, gangstérisme, proxénétisme, traite des personnes, migrations clandestines, trafics illicites, etc.), accessible pour les autorités judiciaires et policières ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Renforcer les mécanismes de coordination avec les ministères concernés afin de mettre en cohérence les diverses questions touchant les frontières telles que : les douanes, l'immigration, les réfugiés, l'intégrité des frontières, ainsi que l'application transfrontalière de la loi y compris un soutien stratégique à la lutte contre la contrebande, à la lutte contre la cybercriminalité et aux autres crimes transnationaux ;
- Appuyer le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et des Désastres (SPGRD) dans les interventions d'urgences dans le cadre des catastrophes, tout en créant la synergie entre les services des pompiers, la police, les services techniques et ,les services sanitaires (ambulances, hôpitaux, etc.) ;
- Mettre en place, en coordination avec les Ministères concernés, un Plan de sécurisation du processus électoral sur le territoire national : possibilité de Plan de renfort (Backup) pour tous les points-clés de contrôle du système ;
- Mettre en place le dispositif de mitigation de risques et un système de protection des populations vulnérables contre les catastrophes naturelles à travers le renforcement des capacités d'intervention du Système National de Gestion des Risques et Désastres.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

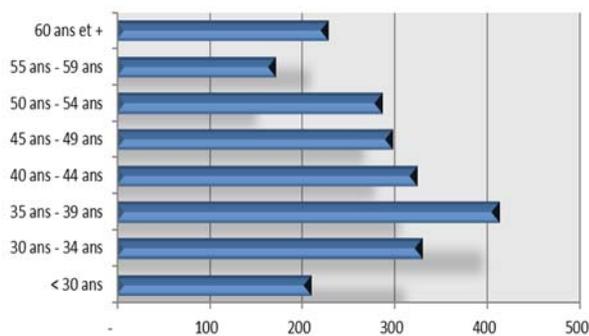
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1,737	893	2,630	47	137,400,500	52,244
Bureau du Ministre et Direction Générale	1,736	893	2,629	47	137,298,600	52,225
OSMH	-	-	-	-	-	-
Protection Civile	1	-	1	49	101,900	2,080

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MICT

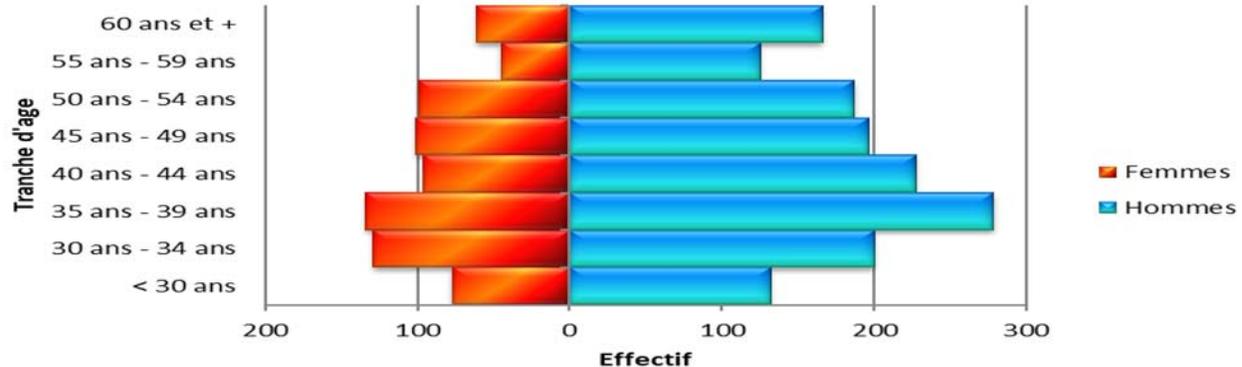
Répartition du personnel du MICT par tranche d'âge



Répartition du personnel du MICT par sexe



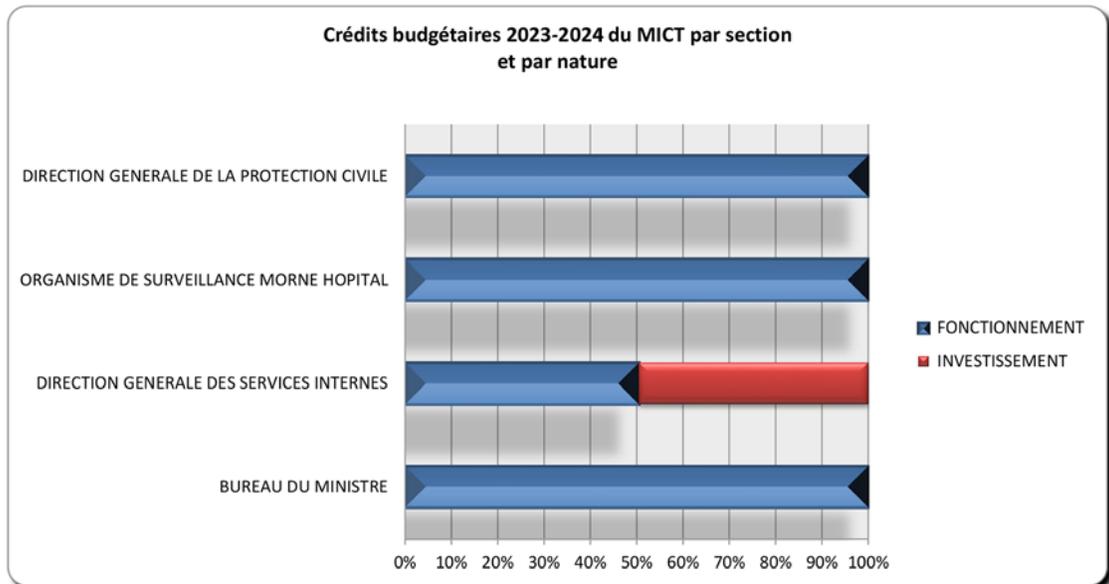
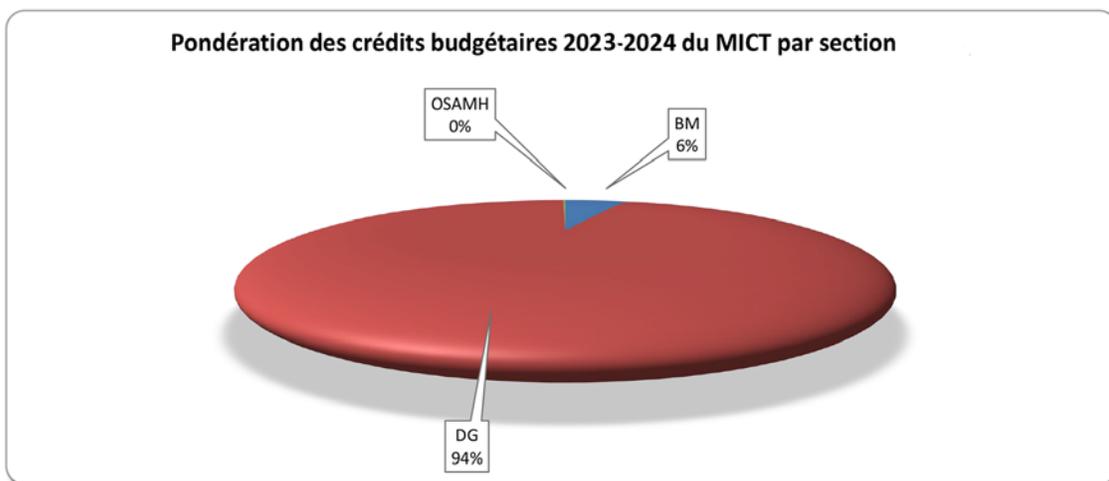
Répartition du personnel du MICT par tranche d'âge et par sexe



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1216-1-11- BUREAU DU MINISTRE	513,029,546	-	513,029,546
1216-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,351,332,686	4,269,817,265	8,621,149,951
1216-1-15- ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	15,829,291	-	15,829,291
1216-1-18- DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	104,364,296	-	104,364,296
TOTAL	4,984,555,819	4,269,817,265	9,254,373,084



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Défense Nationale est régi par le Décret du 9 octobre 2015. Ses principales mission et attributions sont :

- Assurer la défense du territoire terrestre, frontalier, maritime, fluvial et aérien de la République ;
- Assurer la sécurité et l'intégrité matérielle du territoire, de la population, et contribuer à la sécurité nationale dans toutes ses dimensions ;
- Participer au maintien de la paix sur tout le territoire de la République dans les cas de force majeure ;
- Participer à l'élaboration et à la coordination des mesures à prendre, en cas de guerre, de troubles civils ou de catastrophes naturelles ;
- Veiller au développement, à la modernisation et à l'entretien des infrastructures militaires ;
- Pourvoir au respect des Lois, mesures, alliances, conventions, accords, traités et autres instruments juridiques relatifs à la Défense ;
- Assurer le contrôle de la fabrication, l'achat, la vente, la distribution des armes de guerre, munitions, équipements et explosifs, sur le territoire national, conformément aux législations internationale et nationale ;
- Etablir les cartes militaires de la République ;
- Elaborer et superviser la politique de formation et d'éducation professionnelles des membres des forces de défense en vue d'assurer leur polyvalence et leur intégration ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre les trafics illicites de biens, de stupéfiants, d'armes et de personnes, la piraterie et le terrorisme, dans le cadre des accords, traités et conventions relatifs au crime transnational organisé ;
- Délivrer, s'il ya lieu, les permis de construire dans le voisinage d'un ouvrage à caractère militaire;
- Contrôler l'acquisition, l'importation, l'exportation ainsi que l'utilisation de l'équipement et du matériel militaire ;
- Collecter et gérer toutes les informations relatives à la défense nationale ;
- Coordonner la participation des forces de défense aux tâches de développement ;
- Participer à l'organisation et à la supervision des activités du Service Civique Mixte Obligatoire (SCMO) en conformité avec les dispositions de l'Article 268 de la Constitution ;
- Assurer la gestion des décorations militaires ;
- Participer à la lutte contre la cybercriminalité ;
- Participer à l'organisation et à la supervision du service militaire en conformité avec les dispositions de l'Article 268 de la Constitution ;
- Exercer toutes autres attributions découlant de sa mission en conformité avec la Constitution et la Loi.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**b) Structure Organisationnelle**

Le Ministère de la Défense Nationale est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Quatre (4) Directions Techniques ;
- Un (1) Service Externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du Ministère de la Défense et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Assurer la sécurité et l'intégrité du territoire, de la population et contribuer à la sécurité nationale dans toutes ses dimensions ;
- Assister la population civile, en cas de catastrophes ou de situations d'urgence, notamment en renforçant les moyens destinés à la défense civile du territoire ;
- Participer activement de concert avec la Police Nationale d'Haïti (PNH) dans la lutte contre la prolifération des gangs armés, la lutte contre le trafic d'armes et stupéfiants et la lutte contre la cybercriminalité ;
- Renforcer le contrôle des frontières terrestres, maritimes, fluviales et aériennes ;
- Recruter de nouvelles classes de militaire en vue de leur déploiement pour la protection des sites publics stratégiques ;
- Participer activement à la gestion des risques, désastres et catastrophes naturelles ;
- Engager les militaires des Forces Armées d'Haïti dans les opérations de nettoyage et de sécurisation de certains quartiers de la zone métropolitaine.

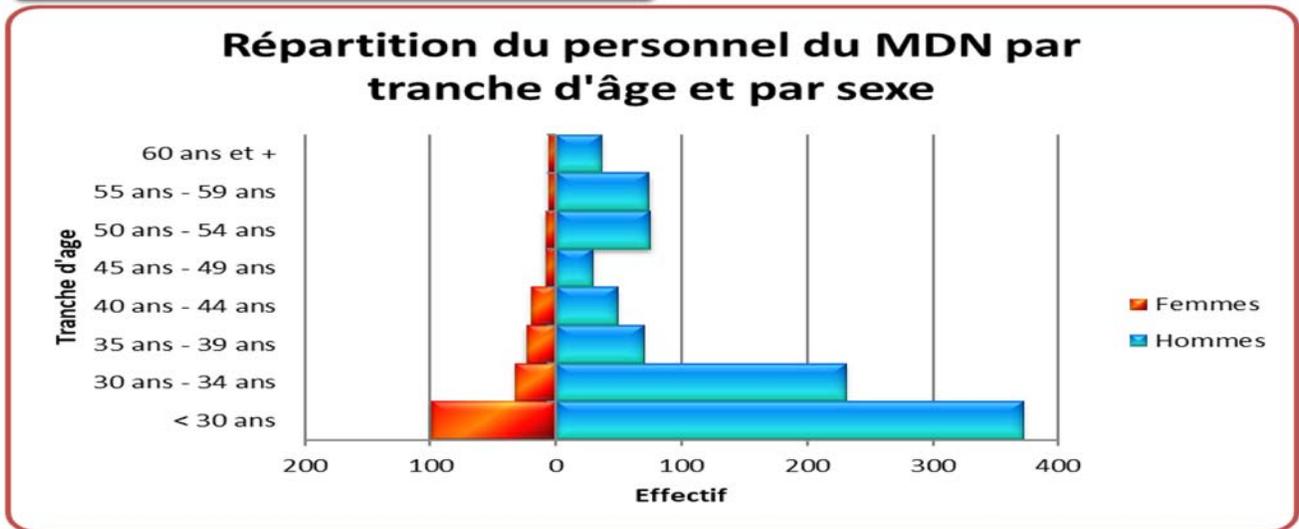
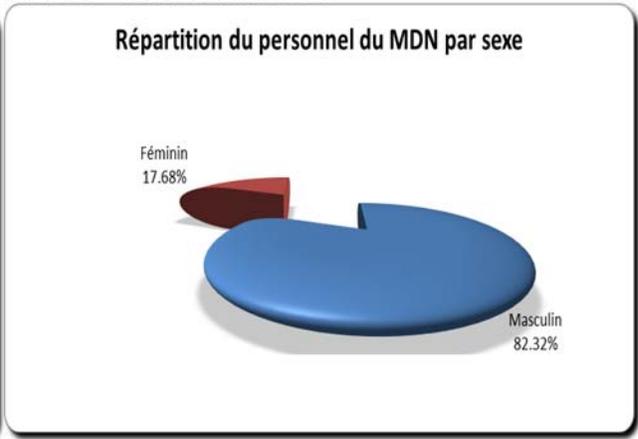
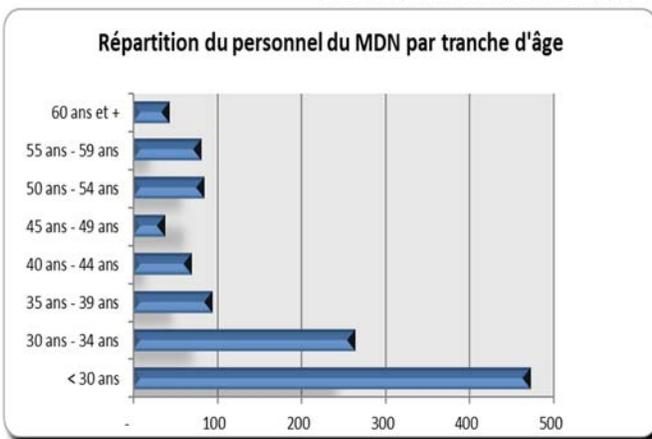
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	631	139	512	35	20,554,550	40,146
Bureau du Ministre et Direction Générale	173	85	258	44	11,280,200	43,722
Forces Armées d'Haïti	458	54	512	35	20,554,550	40,146

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDN

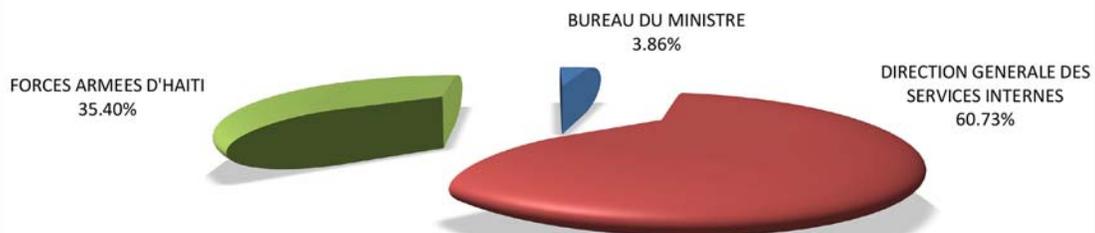


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

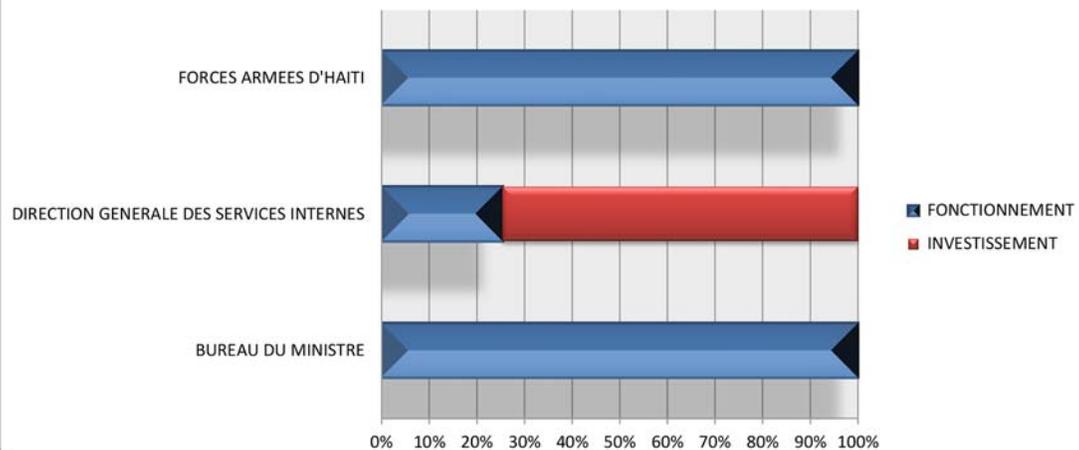
1217 MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1217-1-11- BUREAU DU MINISTRE	141,357,966	-	141,357,966
1217-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	563,720,311	1,659,000,000	2,222,720,311
1217-1-13- FORCES ARMEES D'HAITI	1,295,716,957	-	1,295,716,957
TOTAL	2,000,795,235	1,659,000,000	3,659,795,235

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MDN par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MDN par section et par nature

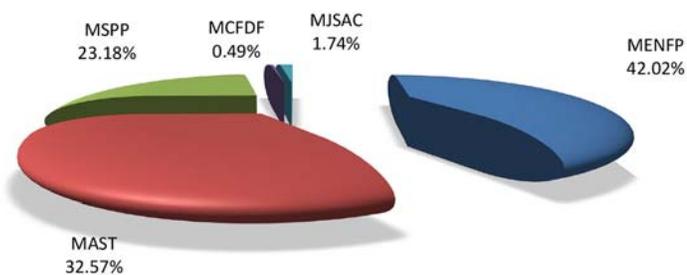


**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR SOCIAL**

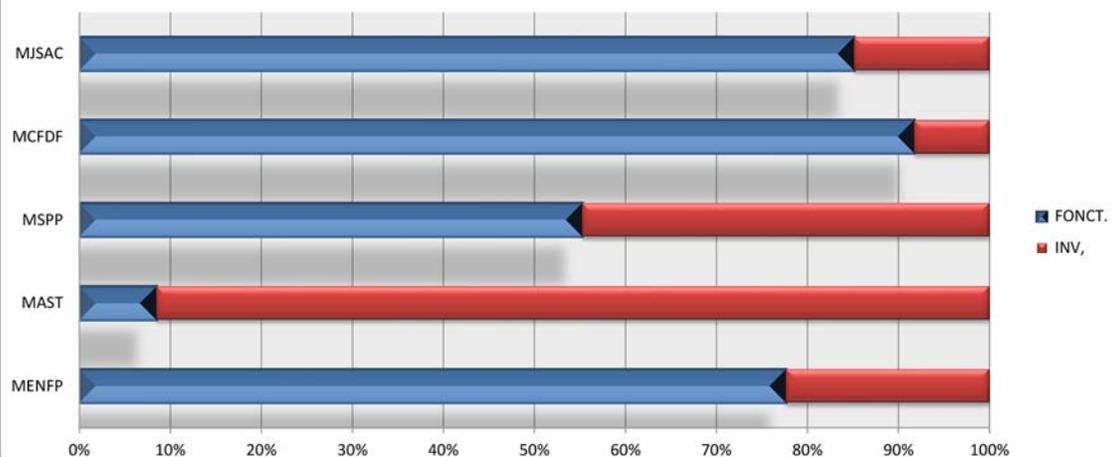
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCT.	INV,	TOTAL
1311 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS.	25,752,701,993	7,423,299,878	33,176,001,870
1312 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2,172,393,426	23,543,991,240	25,716,384,666
1313 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	10,110,230,719	8,192,489,419	18,302,720,138
1314 MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	354,975,618	32,000,000	386,975,618
1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	1,172,745,129	204,900,910	1,377,646,039
TOTAL	39,563,046,885	39,396,681,447	78,959,728,332

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du secteur social par entité administrative



Crédits budgétaires 2023-2024 du secteur social par entité administrative



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1311.- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle est régi par le Décret du 8 mai 1989. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Éducation ;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel ;
- Veiller à l'application de la Politique Nationale d'Enseignement Supérieur ;
- Définir les objectifs d'enseignement et élaborer des programmes éducatifs conformes aux objectifs retenus ;
- Réaliser les activités relatives à l'administration de l'éducation notamment : la planification, la programmation, la promotion, le développement et l'application de l'éducation dans tous ses aspects et à tous les niveaux ;
- Autoriser le fonctionnement des établissements privés d'enseignement relevant de sa compétence ;
- Contrôler et évaluer les établissements d'enseignement tant du secteur public que du secteur privé ;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique ;
- Délivrer des Diplômes, titres et certificats nationaux et veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Etrangers avec les Organismes Nationaux Compétents ;
- Assurer la Coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'Éducation.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MENFP et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation du MENFP par la mise en place d'un système d'information fiable et régulièrement alimenté pour la prise de décision stratégique ;
- Établir des cartes scolaires pour les niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et centres de formation professionnelle dans toutes les communes du pays ;
- Réhabiliter les bâtiments scolaires endommagés dans le Grand Sud après le séisme du 14 août 2021 (Plan de Relèvement Intégré de la Péninsule Sud (PRIPS)) ;
- Restructurer les curricula et programmes en fonction de la nouvelle vision éducative ;
- Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation préscolaire et fondamentale ;
- Accroître la part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental à travers la réhabilitation d'anciennes écoles et la construction de nouvelles écoles dans les 10 départements géographiques du pays ;
- Appuyer, de concert avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), les écoles notamment celles des quartiers à risque dans la prise en charge de la santé mentale des enfants et des enseignants ;
- Renforcer l'enseignement supérieur par le recyclage des professeurs et des corps de métiers ;
- Poursuivre la campagne de vulgarisation et sensibilisation à l'intention de tous les acteurs éducatifs et du grand public sur les initiatives liées à la scolarisation universelle et à la réforme du fondamental ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

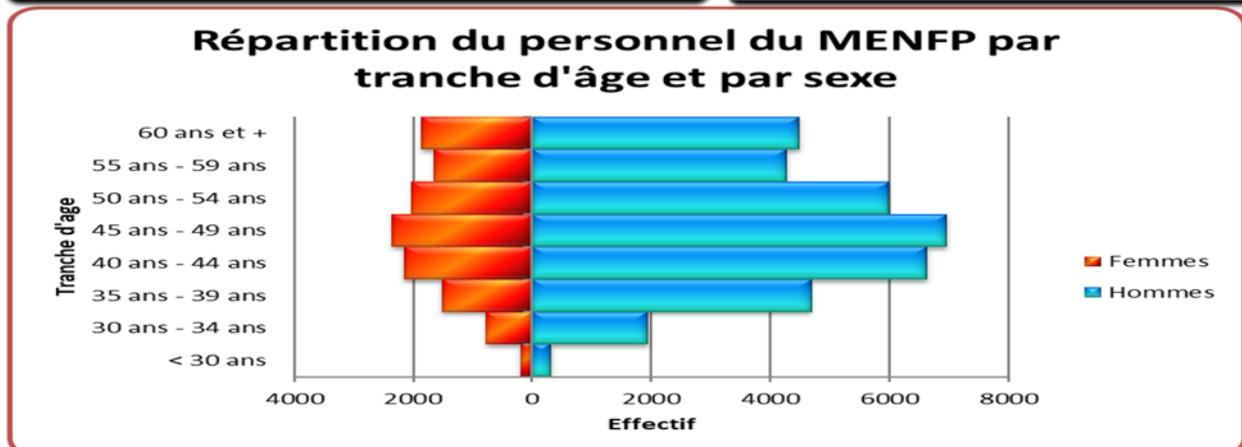
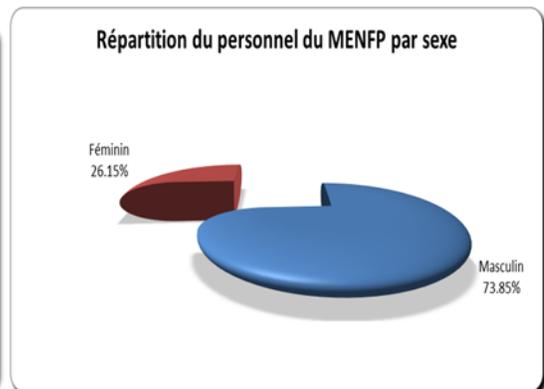
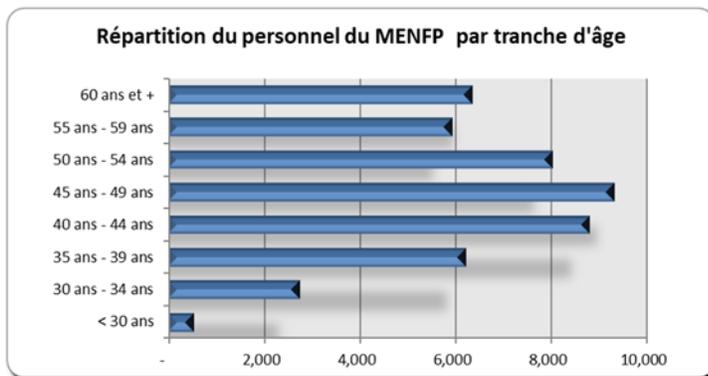
- Améliorer les fournitures de services de cantines scolaires ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif haïtien ;
- Améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement supérieur en région à travers le renforcement des universités publiques ;
- Développer l'alphabétisation et promouvoir l'éducation non formelle de qualité en augmentant les possibilités d'intégration des alphabétisés à la vie socioéconomique par la mise en place de nouveaux dispositifs efficaces ;
- Travailler sur l'opportunité d'introduire un cours de civisme fiscal au niveau du nouveau secondaire ;
- Poursuivre la lutte contre les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	35,041	12,486	47,527	46	1,445,134,150	30,407
Bureau du Ministre et Direction Générale	34,180	12,166	46,346	48	1,401,792,400	30,246
SEA	-	-	-	-	-	-
CNHCU	18	7	25	51	1,209,600	23,718
INFP	829	307	1,136	50	40,934,450	36,034
ONAPE	14	6	20	37	1,197,700	59,885

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MENFP

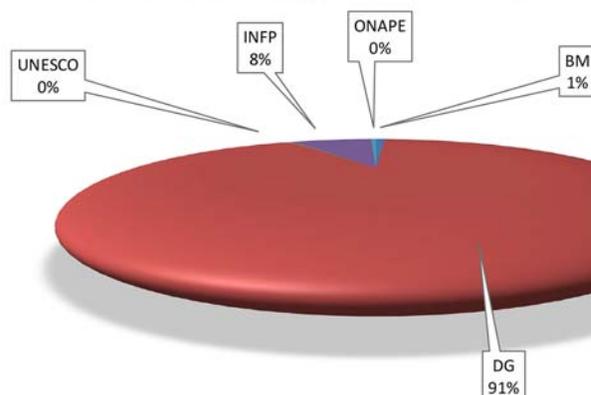


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

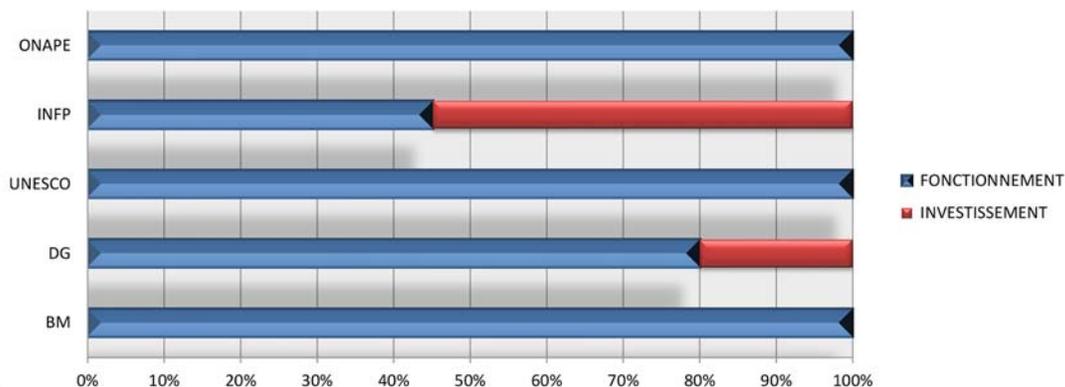
1311 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1311-1-11- BUREAU DU MINISTRE	290,364,130	-	290,364,130
1311-1-12- DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES	24,104,816,632	6,016,049,878	30,120,866,510
1311-1-15- COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	47,965,244	-	47,965,244
1311-1-17- INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1,157,987,602	1,407,250,000	2,565,237,602
1311-1-18- OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	151,568,384	-	151,568,384
TOTAL	25,752,701,993	7,423,299,878	33,176,001,870

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MENFP par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MENFP par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DU TRAVAIL**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est régi par le Décret du 25 octobre 1983. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement ;
- Veiller au respect de la liberté du travail et des obligations qui en découlent ;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de Sécurité sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres ;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les œuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées ;
- Assurer, sur le plan technique et administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Défense sociale ;
- Entretenir des rapports avec les Organismes Internationaux de Travail et d'Affaires Sociales ;
- Recommander et préparer la participation du Gouvernement aux Congrès et Conférences sur les Affaires Sociales.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales;
- Quatre (4) Services Externes .

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MAST et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Assurer l'effectivité des programmes sociaux définis pour toucher le plus grand nombre de personnes vulnérables ;
- Mettre en oeuvre avec les opérateurs des parcs industriels des programmes sociaux en faveur des ouvriers ;
- Mettre en place des services structurés d'accompagnement pour les personnes handicapées ;
- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants des rues et des rapatriés ;
- Travailler à l'expansion du Système d'Information du MAST (SIMAST) pour avoir la localisation et une meilleure connaissance de la population vulnérable sur tout le territoire ;
- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants des rues et des rapatriés ;
- Améliorer l'offre de services visant le respect des personnes âgées à travers le renforcement des capacités des centres d'hébergement pour les personnes du 3^{ème} âge.

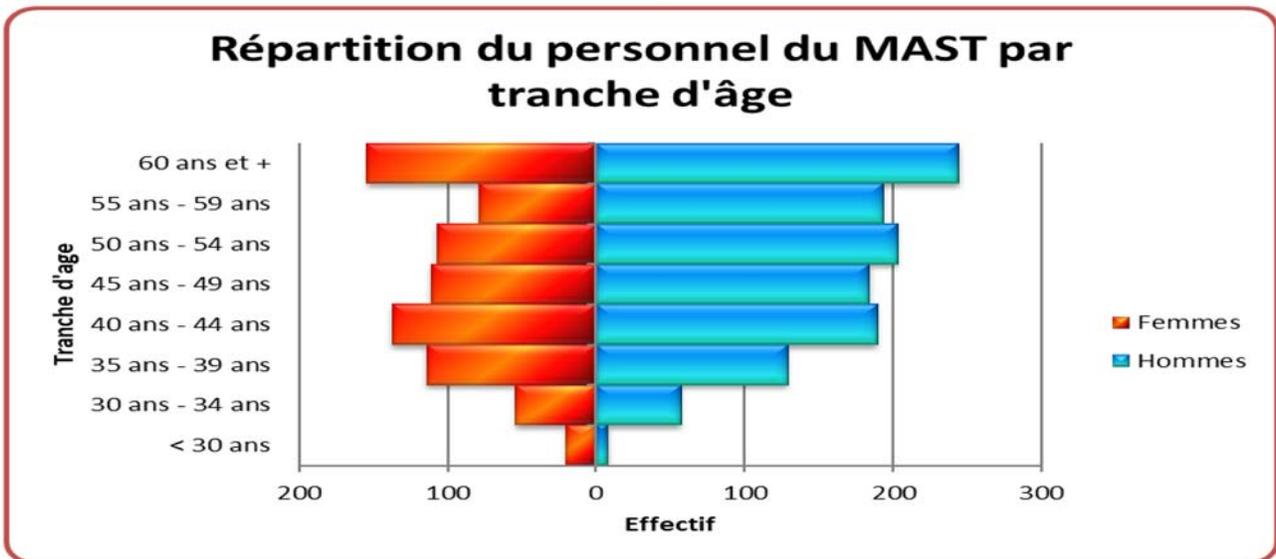
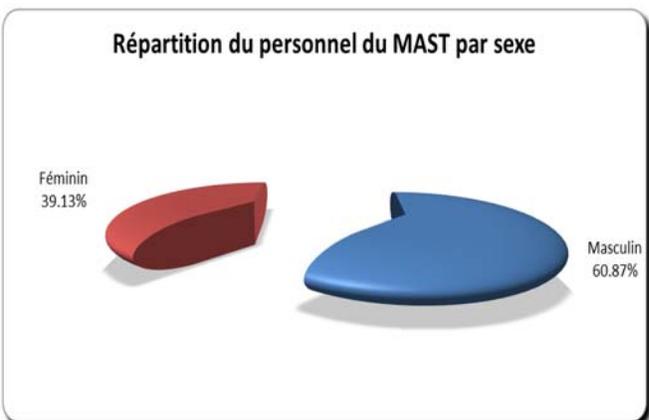
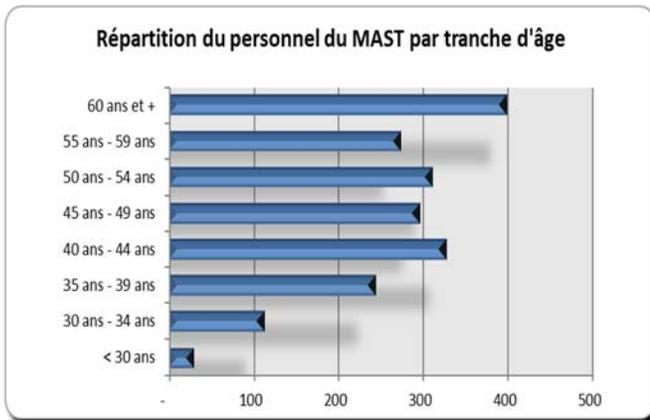
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1,216	779	1,995	46	81,008,250	40,606
Bureau du Ministre et Direction Générale	914	545	1,459	49	60,054,950	41,162
IBESR	79	68	147	49	6,005,700	121,551
EPPLS	83	40	123	48	5,031,200	105,293
ONM	100	103	203	42	7,568,350	181,260
SEIPH	40	23	63	44	2,348,050	37,271

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAST

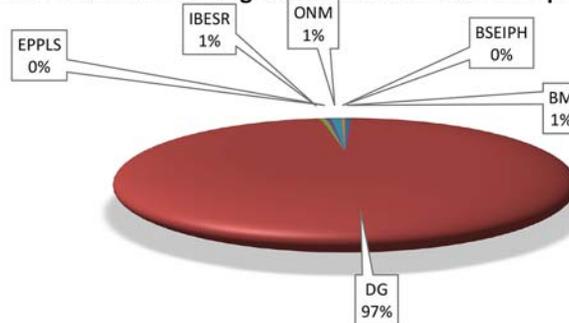


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

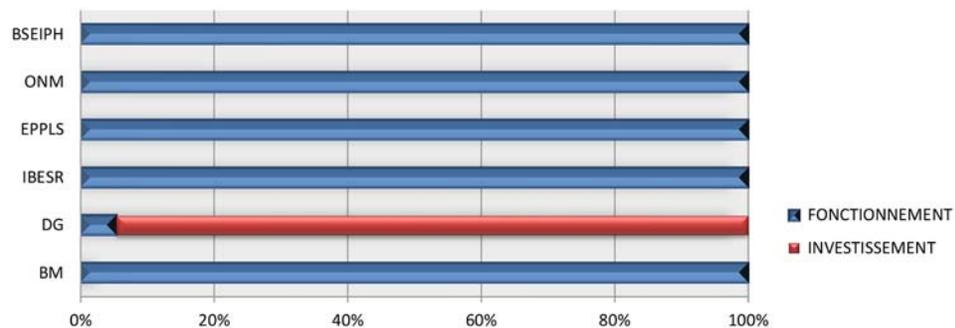
1312 MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1312-1-11- BUREAU DU MINISTRE	163,443,482	-	163,443,482
1312-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,328,151,089	23,543,991,240	24,872,142,329
1312-1-13- INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	169,362,550	-	169,362,550
1312-1-14- E.P.P.L.S	134,534,378	-	134,534,378
1312-1-15- OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	284,345,346	-	284,345,346
1312-1-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	92,556,581	-	92,556,581
TOTAL	2,172,393,426	23,543,991,240	25,716,384,666

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MAST par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MAST par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est créé et régi par le Décret du 17 novembre 2005. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Concevoir, définir, concrétiser et évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif ;
- Promouvoir et valoriser la santé individuelle et collective et entreprendre les actions nécessaires en vue de l'épanouissement progressif de la personne humaine ;
- Créer et conserver les conditions généralement quelconques susceptibles de maintenir la santé collective ainsi que l'équilibre physique, mental et social de l'individu ;
- Mettre en place un système qui garantit la prestation de soins médico-sanitaires efficaces à tous les citoyens ;
- Participer à la réhabilitation de tous les citoyens frappés d'incapacité physique ou mentale et les aider à intégrer la vie collective ;
- Coordonner, réglementer, superviser et inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes et spécifications relatives à la construction, la restauration ou l'agrandissement des édifices destinés à fournir des services de santé ;
- Formuler, évaluer et exécuter des plans de santé ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Etablir les normes techniques sanitaires destinées à protéger la santé des citoyens contre les risques provoquées par certains développements agricoles, industriels ou urbains ;
- Enregistrer et contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé ;
- Collaborer avec les associations professionnelles du monde médical et paramédical ;
- Etablir conjointement avec les autres Ministères les normes techniques sanitaires relatives à l'hygiène publique, aux bâtiments et installations à l'usage de l'homme ;
- Participer avec les organismes intéressés à la lutte contre les épidémies, les inondations et autres calamités publiques ;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé ;
- Entretenir des relations avec les organismes étrangers et internationaux compétents dans le domaine de la santé ;
- Recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences sur la santé ;
- Participer à l'étude, à la définition et à l'exécution de la stratégie globale de la population.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de quatre (4) Unités de Coordination, de deux (2) écoles de Formation et de dix (10) Directions Départementales;
- Un (1) Service Externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MSPP et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

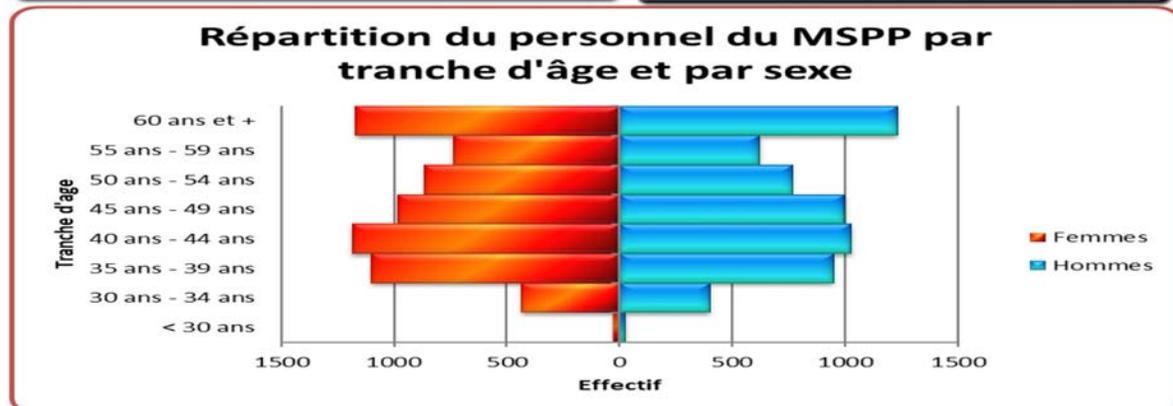
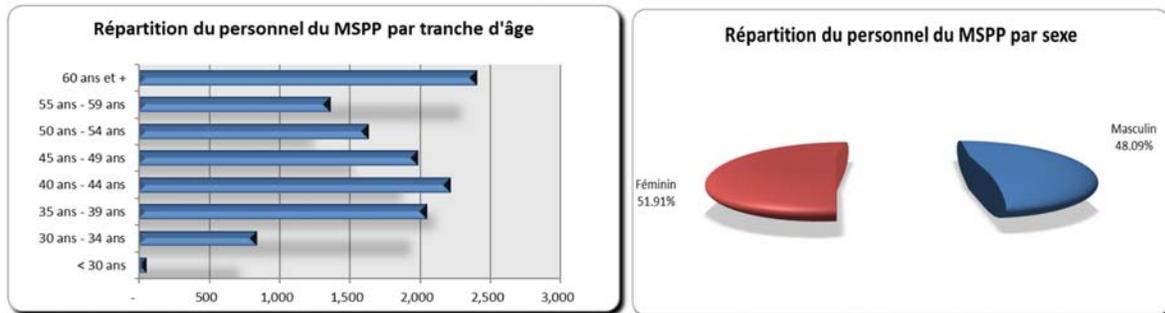
- Assurer une gestion et un pilotage efficaces et cohérents des interventions développées dans l'ensemble du système de santé;
- Offrir à l'ensemble de la population, et notamment les groupes les plus vulnérables, des soins et services de santé de qualité, répondant à leurs besoins ;
- Favoriser une mobilisation et une exploitation optimales des ressources financières en support au secteur de la santé ;
- Assurer la mise en oeuvre du Paquet Essentiel de Services (PES) et consolider la mise en place du programme de santé communautaire ;
- Renforcer la production, l'analyse et l'utilisation adéquate de l'information en vue d'une prise de décision éclairée au sein du système de santé ;
- Renforcer le système de soins médico-sanitaires incluant les institutions privées de façon à garantir la prestation de soins à la population, en particulier aux plus vulnérables ;
- Poursuivre la mise en oeuvre de la politique nationale de pharmacie et des médicaments ;
- Assurer la disponibilité et l'utilisation adéquates de produits et technologies médicaux sûrs et de qualité, en support à la prestation de soins et services de santé ;
- Assurer la mise en oeuvre du plan de riposte contre la fièvre dingue.;
- Assurer la mise en oeuvre du plan national de vaccination contre le Choléra.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	6,117	6,601	12,718	47	435,722,000	34,260

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MSPP

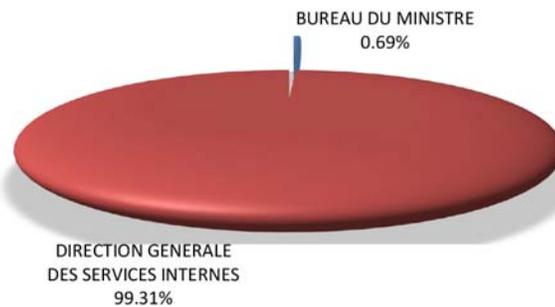


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

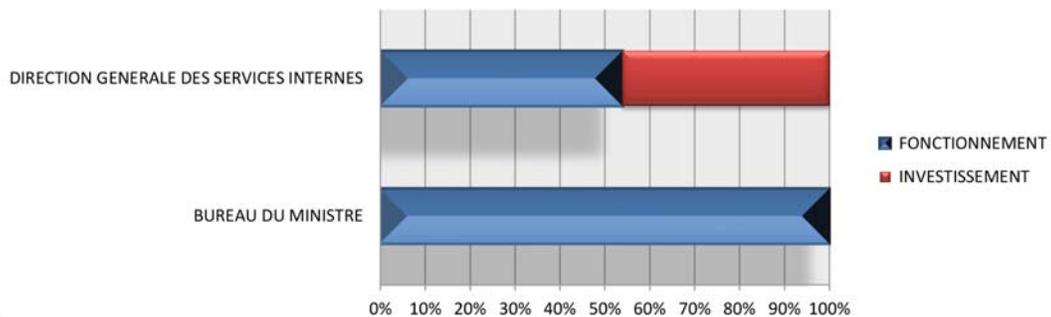
1313 MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1313-1-11- BUREAU DU MINISTRE	124,215,965	-	124,215,965
1313-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9,561,014,754	8,192,489,419	17,753,504,173
TOTAL	9,685,230,719	8,192,489,419	17,877,720,138

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MSPP par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MSPP par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE
ET AUX DROITS DES FEMMES**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1314.- MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est créé et régi par le Décret du 14 août 1995. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Définir la politique sectorielle du Ministère;
- Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
- Présenter et défendre par devant la chambre législative, les projets de Loi du Pouvoir Exécutif ;
- Veiller à l'exécution des actes que le MCFDF signe et contresigne ;
- Préparer et présenter au Conseil des Ministres les rapports sur sa gestion ;
- Elaborer et présenter aux Institutions compétentes les avant-Projets de budget de son Ministère ;
- Exercer son pouvoir de tutelle et de contrôle conformément aux Lois en vigueur ;
- Connaître et résoudre les conflits au sein du Ministère.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Promouvoir les droits pour l'équité de genre et renforcer la sécurité ainsi que la protection des femmes ;
- Favoriser l'insertion sociale et économique des femmes et filles mères en situation de vulnérabilité ;
- Véhiculer et intégrer la dimension genre dans les politiques publiques pour une meilleure appropriation ;
- Promouvoir des opportunités économiques pour les femmes par la mise en place des mécanismes de financements des activités génératrices de revenus ;
- Renforcer les structures d'accueil dans les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants de rues, des rapatriés et des femmes victimes de violence ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des filles et femmes dans les milieux carcéraux et les marchés publics afin de limiter la propagation du Choléra et la fièvre d'origine animale.

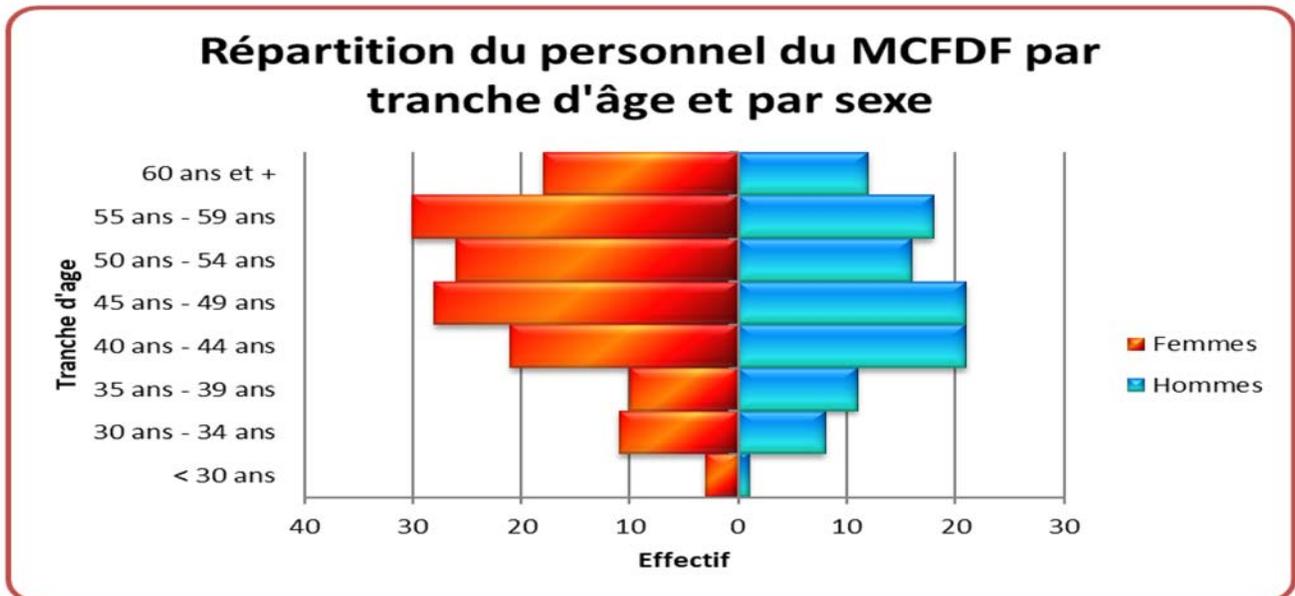
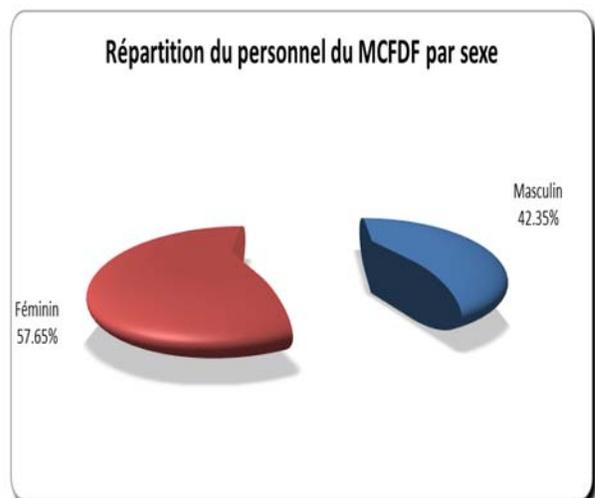
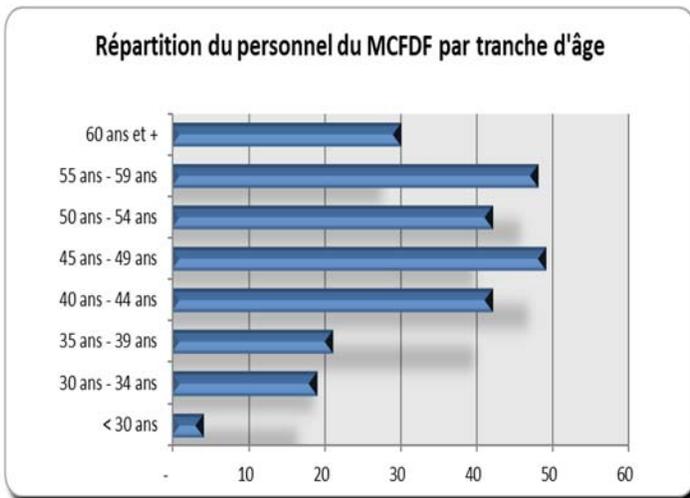
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	111	154	265	48	11,765,100	44,397
Bureau du Ministre et Direction Générale	111	154	265	48	11,765,100	44,397

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCFDF

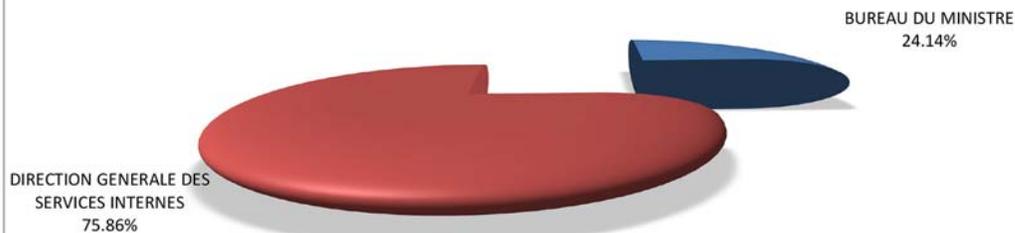


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

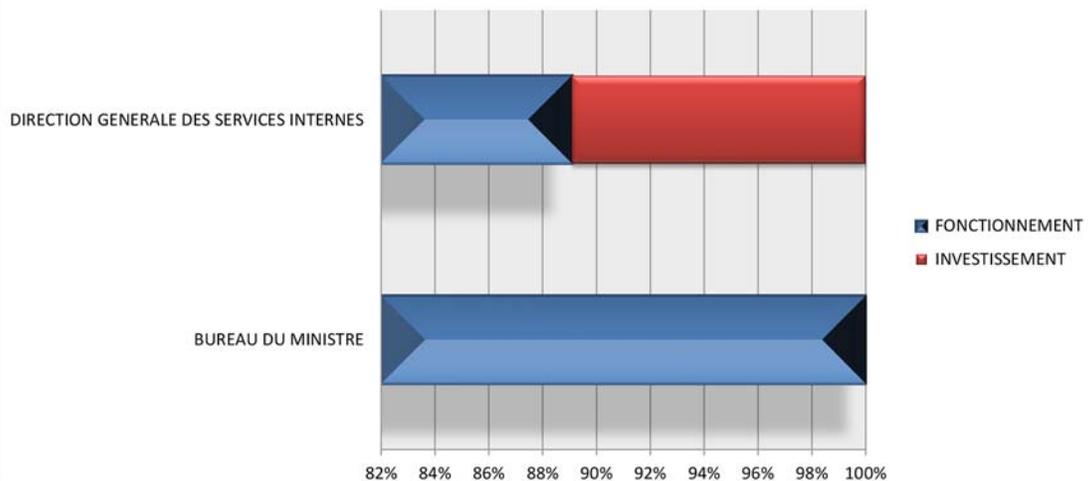
1314 MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1314-1-11- BUREAU DU MINISTRE	93,425,244	-	93,425,244
1314-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	261,550,375	32,000,000	293,550,375
TOTAL	354,975,618	32,000,000	386,975,618

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MCFDF par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MCFDF par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DE L'ACTION CIVIQUE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1315.- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Cadre légal : Non disponible

Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport, de jeunesse et de civisme et mettre en œuvre cette politique ;
- Développer, coordonner et superviser les activités physiques et sportives ;
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux ;
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse ;
- Promouvoir et participer à la formation des cadres sportifs.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Elaborer les Lois organiques du MJSAC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Améliorer les conditions de pratiques du sport au niveau individuel et professionnel par l'entremise de la réhabilitation d'infrastructures sportives ;
- Lancer des campagnes sportives nationales pour repérer de jeunes talents ;
- Promouvoir et développer le sport féminin sur tout le territoire national ;
- Mettre en place des stratégies de détection et de formation des jeunes talents sportifs en collaboration avec les fédérations ;
- Assurer une couverture adéquate du territoire national en infrastructures sportives ;
- Lutter contre l'usage de stupéfiants et de substances psychotropes par la mise en place d'espaces d'échanges et d'épanouissement pour les jeunes ;
- Promouvoir et développer le sens du civisme et du patriotisme chez les jeunes sur tout le territoire national.

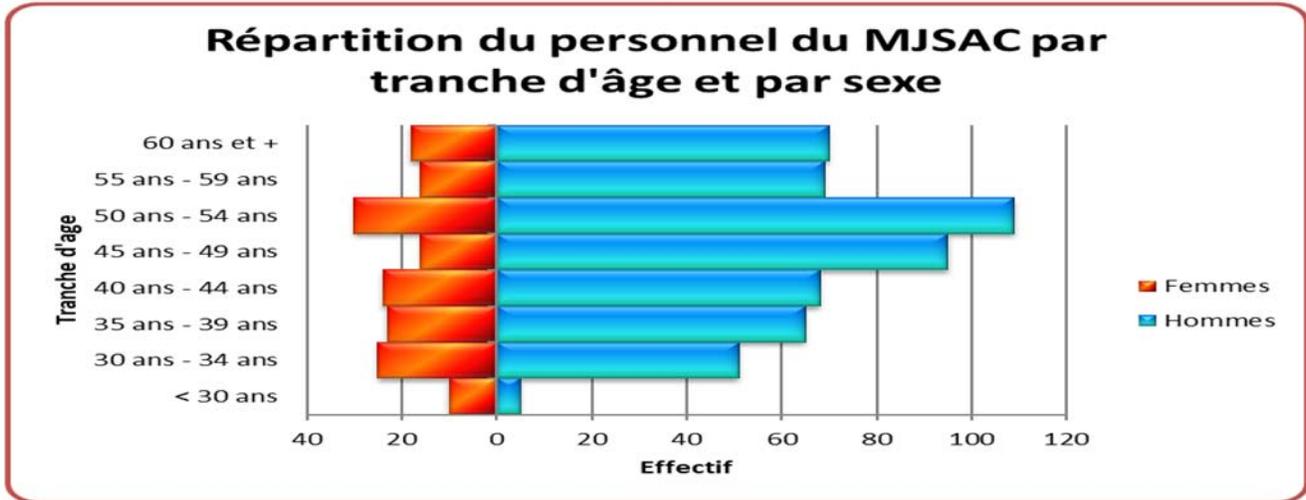
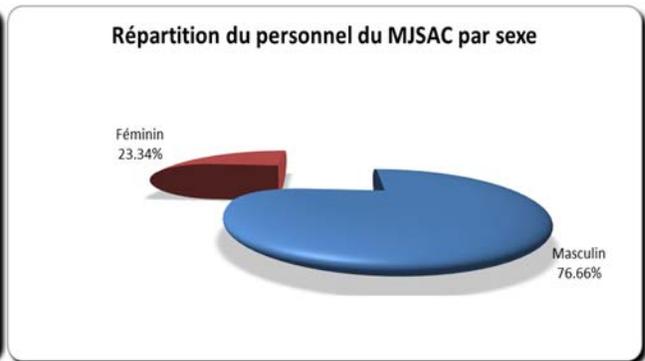
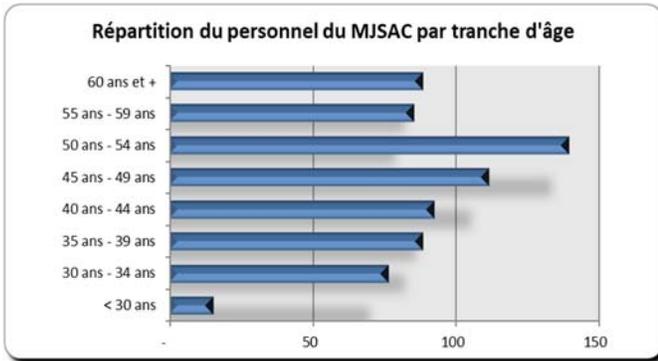
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	551	171	722	49	30,498,200	42,241
Bureau du Ministre et Direction Générale	551	171	722	49	30,498,200	42,241

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSAC



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

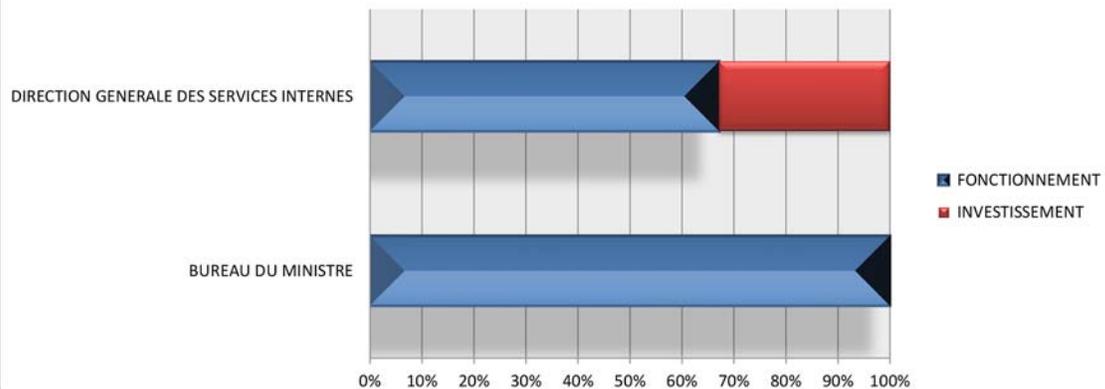
1315 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1315-1-11- BUREAU DU MINISTRE	754,335,984	-	754,335,984
1315-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	418,409,146	204,900,910	623,310,056
TOTAL	1,172,745,129	204,900,910	1,377,646,039

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MJSAC par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MJSAC par section et par nature

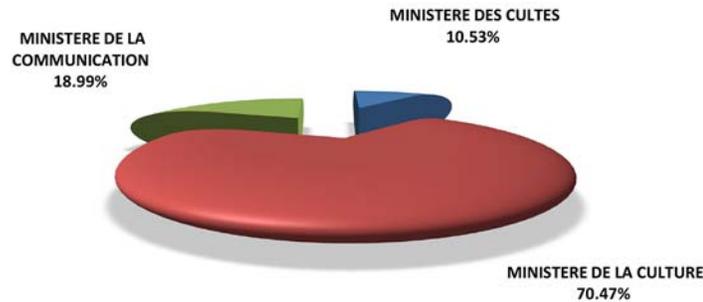
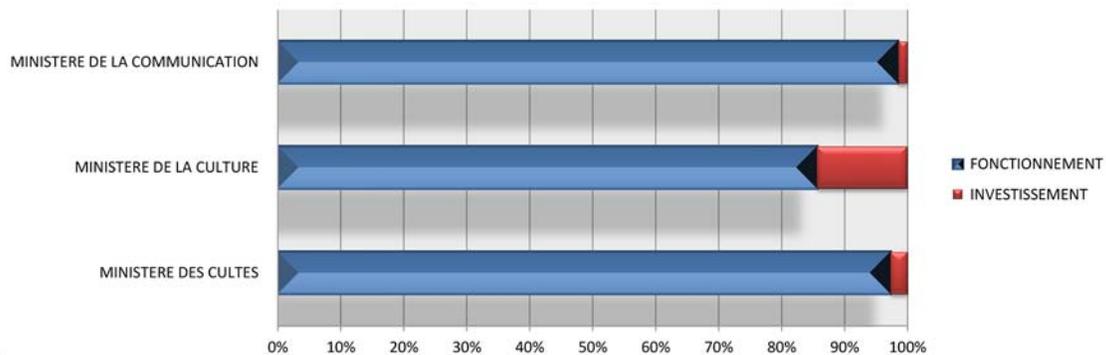


**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR CULTUREL**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1411 MINISTERE DES CULTES	364,739,775	10,000,000	374,739,775
1412 MINISTERE DE LA CULTURE	2,147,238,741	360,000,000	2,507,238,741
1413 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	665,796,909	10,000,000	675,796,909
TOTAL	3,177,775,425	380,000,000	3,557,775,425

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 par entité administrative**Crédits budgétaires 2023-2024 par entité administrative**

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES CULTES**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1411.- MINISTÈRE DES CULTES****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Cultes est créé et régi par le Décret du 5 août 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Veiller à l'exécution des Lois relatives au libre exercice des divers Cultes religieux ;
- Veiller aussi à l'exécution des conventions, des concordats ou des accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Recenser et enregistrer les divers cultes, sectes, confessions, missions religieuses et Eglises établis dans le pays ;
- Visiter régulièrement les Églises, les Temples...etc et faire un relevé de leurs œuvres sociales et éducatives, en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays ;
- Recevoir les plaintes et les réclamations des Responsables des différents Cultes ;
- Mener des enquêtes et veiller à l'exécution des décisions prises.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de six (6) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Encourager par des mécanismes appropriés, toutes les initiatives visant au regroupement des églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions.

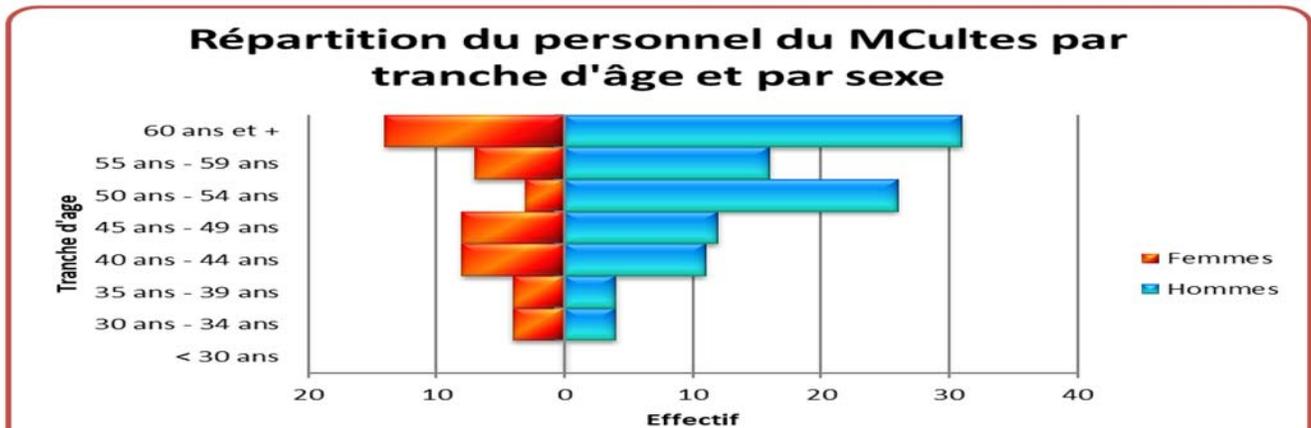
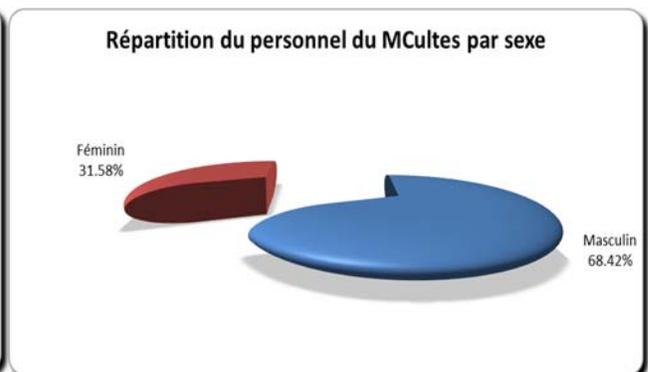
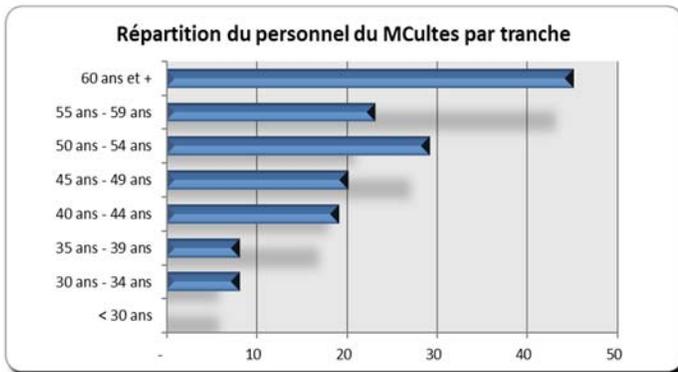
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	102	49	151	51	6,571,400	43,519
Direction Générale	102	49	151	51	6,571,400	43,519

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DES CULTES

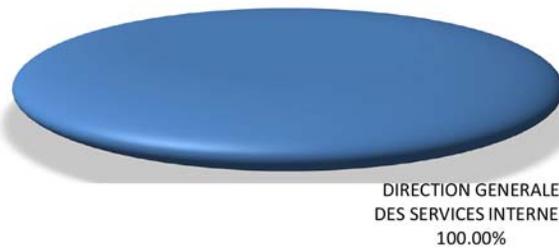


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

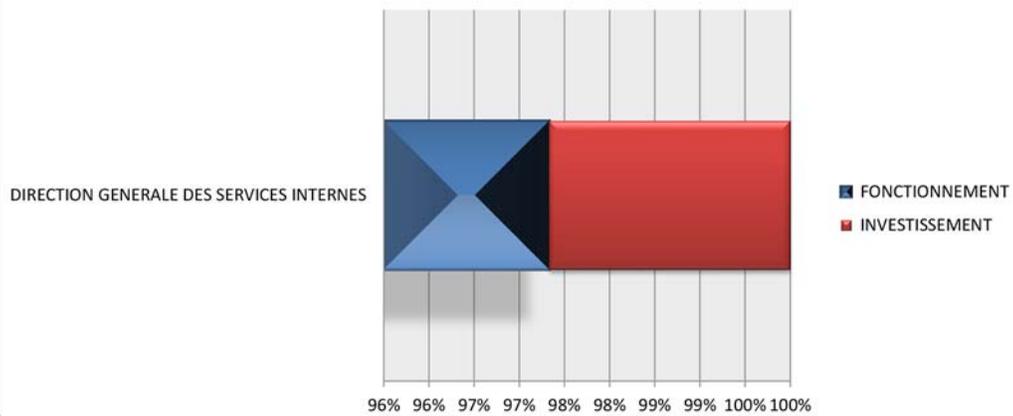
1411 MINISTÈRE DES CULTES

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1411-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	364,739,775	10,000,000	374,739,775
TOTAL	364,739,775	10,000,000	374,739,775

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MC par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MC par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA CULTURE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1412.- MINISTÈRE DE LA CULTURE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Culture est régi et créé par l'Arrêté du 16 mars 2004. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Sauvegarder, conserver et promouvoir la culture nationale ;
- Préserver et conserver les traditions culturelles, les documents, œuvres et monuments qui constituent le patrimoine national ;
- Stimuler et encourager la création et la production artistique ;
- Promouvoir et diffuser la culture nationale ;
- Participer à l'éducation civique du peuple haïtien ;
- Défendre l'environnement culturel contre tout ce qui tendrait à le défigurer;
- Encadrer les créateurs dans la défense de leurs droits d'auteur ;
- Représenter l'Etat dans toutes activités et négociations dans les domaines relatifs à la culture ;

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales;
- Douze (12) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Réviser les lois organiques du MCC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 ;
- Veiller à la protection, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel d'Haïti tout en faisant le suivi des Conventions signées par l'État haïtien dans le domaine ;
- Assurer l'accessibilité des oeuvres capitales de l'humanité en général et d'Haïti en particulier, au plus grand nombre possible d'Haïtiens ;
- Assurer l'insertion de la culture dans le monde économique : protection du livre (politique d'incitation fiscale), de l'audiovisuel (politique de quotas dans les émissions et les films diffusées sur les chaînes de télévision), aide à la création cinématographique, incitations fiscales au mécénat.
- Démocratiser et décentraliser la lecture publique en Haïti à travers la réhabilitation du réseau de CLAC installé sur l'ensemble du territoire national et de la bibliothèque de Jérémie en particulier ;
- Rendre plus visible les manifestations culturelles traditionnelles dans les dix (10) départements du pays.

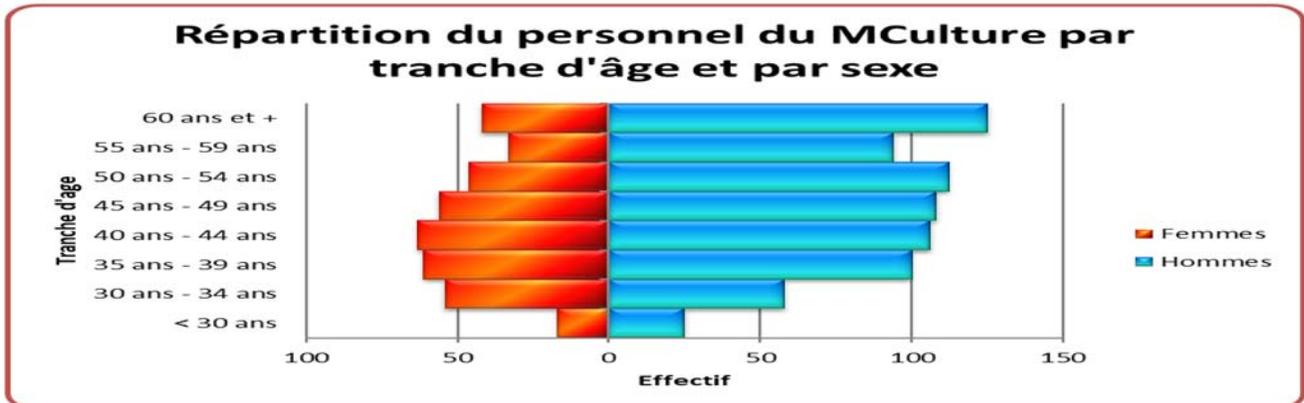
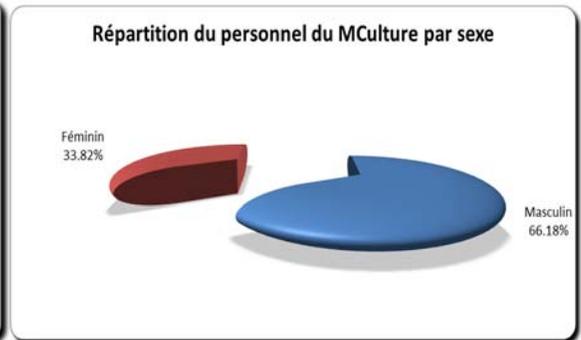
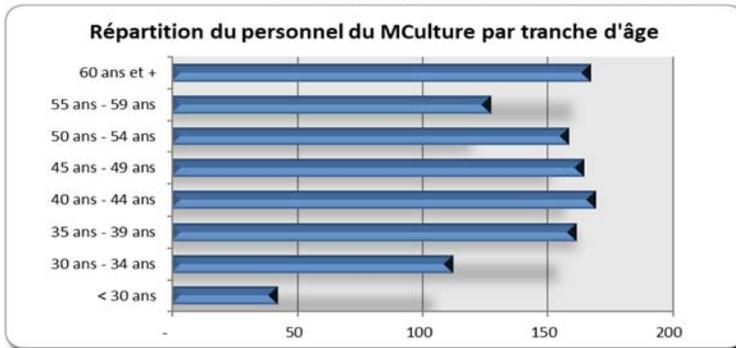
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	768	393	1,161	47	47,665,200	41,055
Bureau du Ministre et Direction Générale	161	61	222	49	10,154,800	207,241
ENARTS	69	17	82	52	3,307,700	63,284
ISPAN	70	12	122	48	3,089,000	64,799
THEATRE NATIONAL	83	39	44	49	4,478,400	91,091
MUPANAH	33	11	35	48	1,874,900	39,005
BNE	27	8	95	46	1,514,700	32,584
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	50	45	389	48	3,602,250	75,063
AR NLE	220	169	58	40	16,229,750	403,410
DNL	38	20	28	45	2,013,400	45,210
BHDA	17	11	28	45	1,400,300	31,267

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DE LA CULTURE



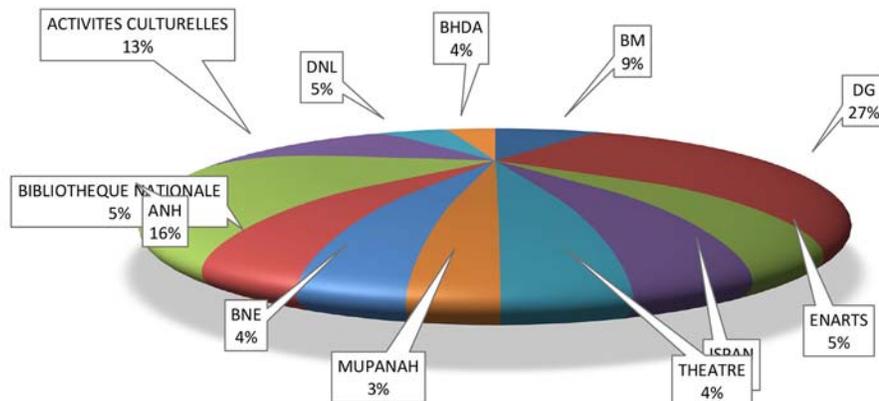
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

1412 MINISTÈRE DE LA CULTURE

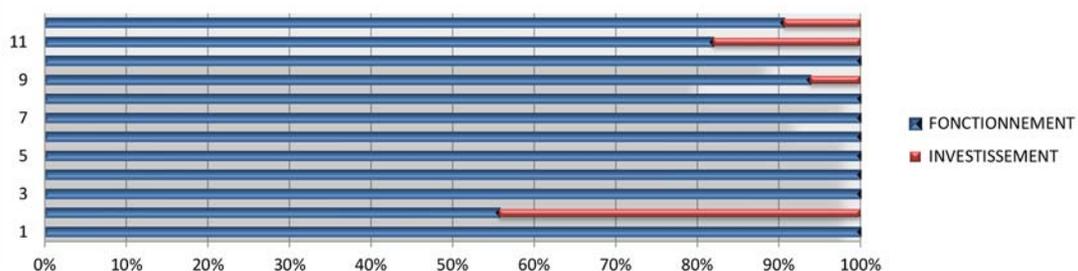
SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1412-1-11- BUREAU DU MINISTRE	221,154,954	-	221,154,954
1412-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	376,931,691	300,000,000	676,931,691
1412-1-13- ECOLE NATIONALE DES ARTS	119,106,368	-	119,106,368
1412-1-14- INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	122,200,194	-	122,200,194
1412-1-15- THEATRE NATIONAL	110,076,931	-	110,076,931
1412-1-16- MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	76,942,808	-	76,942,808
1412-1-17- BUREAU D ETHNOLOGIE	99,106,278	-	99,106,278
1412-1-18- BIBLIOTHEQUE NATIONALE	115,430,570	-	115,430,570
1412-1-19- ARCHIVES NATIONALES	379,070,248	25,000,000	404,070,248
1412-1-23- ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400	-	318,157,400
1412-1-24- DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	113,086,229	25,000,000	138,086,229
1412-1-25- BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	95,975,069	10,000,000	105,975,069

TOTAL	2,147,238,741	360,000,000	2,507,238,741
-------	---------------	-------------	---------------

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MC par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du MC par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION**

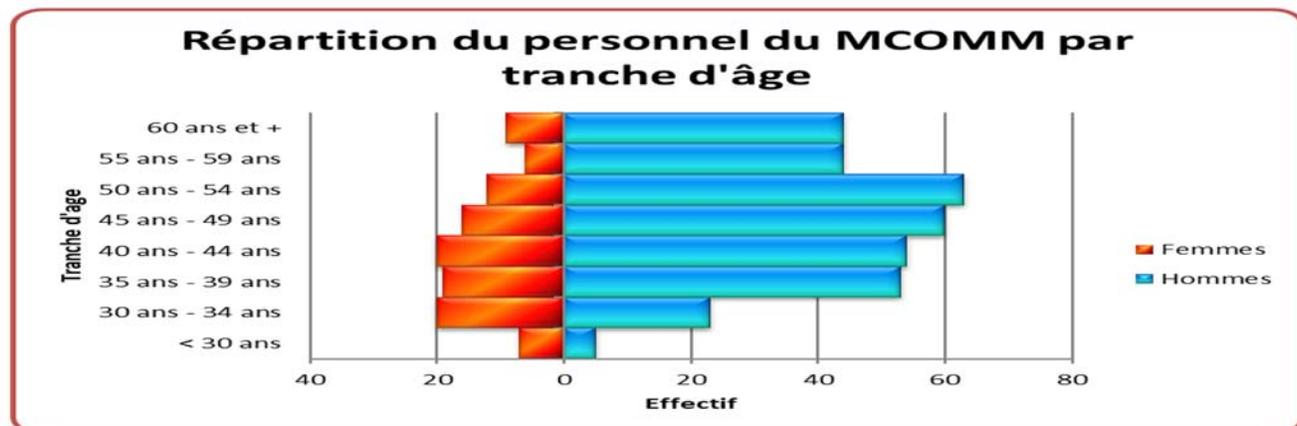
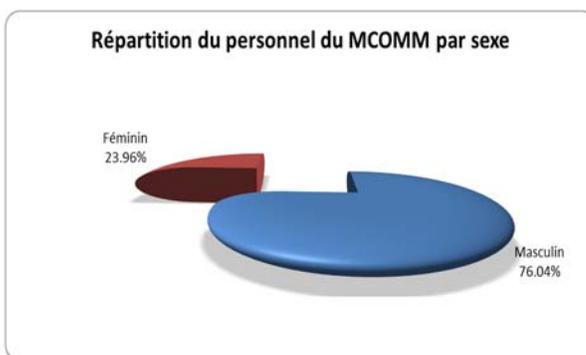
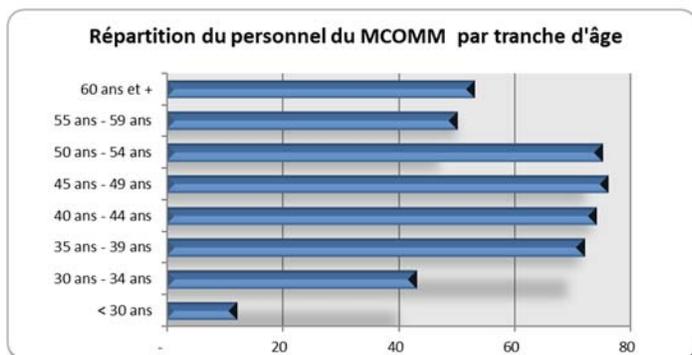
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1413.- MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION****Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024**

- Communiquer les actions, les projets et programmes réalisés par le Gouvernement ;
- Accompagner les journalistes dans l'exercice de leurs métiers ;
- Contribuer activement à la communication des mesures et activités relatives à la lutte contre la propagation du Choléra et de la fièvre d'engorgement.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

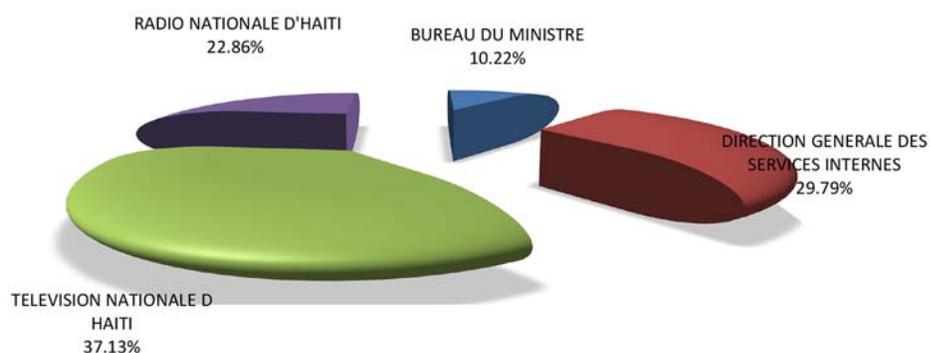
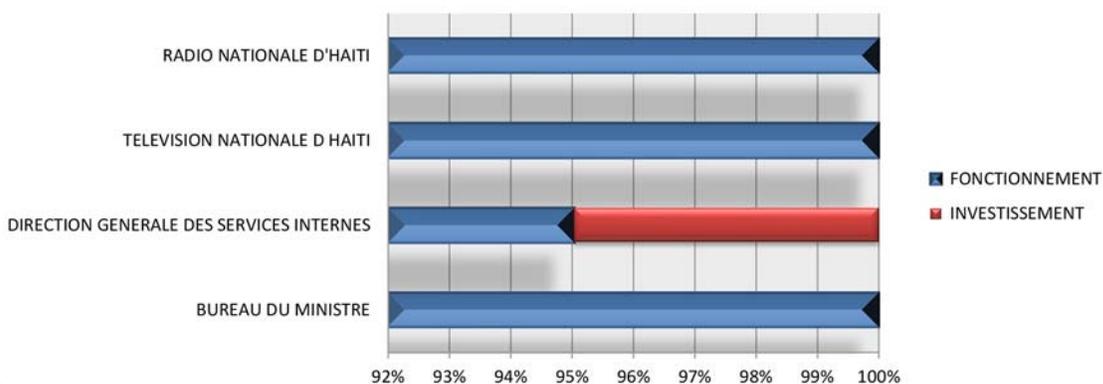
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services Internes	363	118	481	44	19,965,950	41,509
Bureau du Ministre et Direction Générale	67	23	90	41	4,157,550	46,195
TNH	211	67	278	46	10,926,300	39,303
RNH	85	28	113	45	4,882,100	43,204

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1413 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION**

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1413-1-11- BUREAU DU MINISTRE	69,088,880	-	69,088,880
1413-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	191,302,340	10,000,000	201,302,340
1413-1-13- TELEVISION NATIONALE D HAITI	250,939,069	-	250,939,069
1413-1-14- RADIO NATIONALE D'HAITI	154,466,621	-	154,466,621
TOTAL	665,796,909	10,000,000	675,796,909

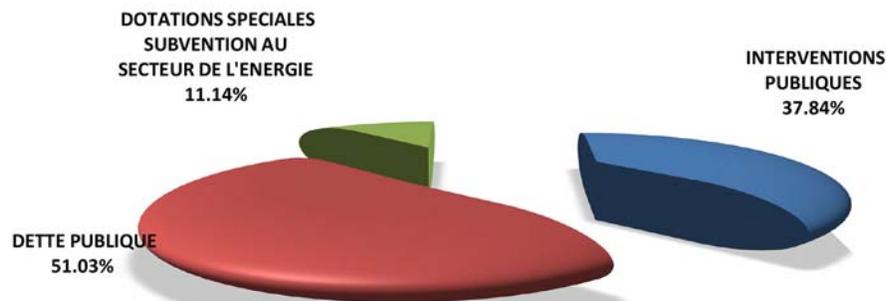
Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du MCOM par section**Crédits budgétaires 2023-2024 du MCOM par section et par nature**

**POUVOIR EXÉCUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	29,893,082,967	-	29,893,082,967
1512	DETTE PUBLIQUE	40,314,176,914	-	40,314,176,914
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8,800,000,000	-	8,800,000,000
	TOTAL	79,007,259,881	-	79,007,259,881

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 des autres administrations

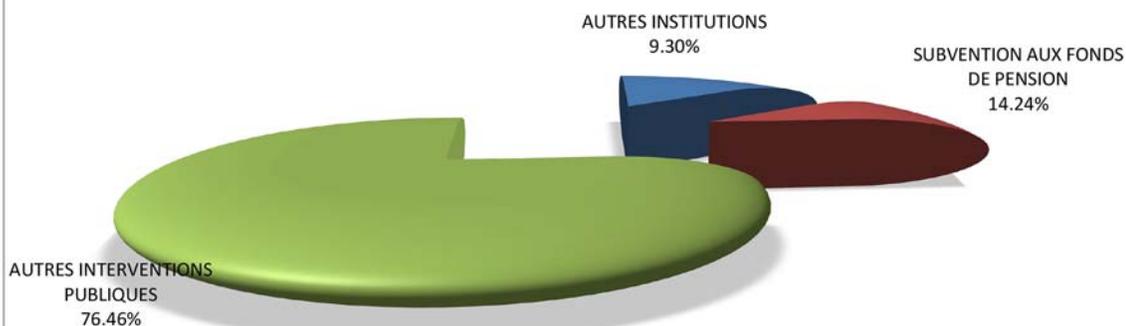
INTERVENTIONS PUBLIQUES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1511 INTERVENTIONS PUBLIQUES**

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1511-1-11- SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	4,256,693,248	-	4,256,693,248
1511-1-13- AUTRES INSTITUTIONS	2,779,399,719	-	2,779,399,719
1511-1-49- AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	22,856,990,000	-	22,856,990,000
TOTAL	29,893,082,967	-	29,893,082,967

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 des INTERVENTIONS PUBLIQUES par section



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

	ALLOCATION BUDGETAIRE 2022-2023	ALLOCATION BUDGETAIRE 2023-2024	VARIATION
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	26,650,041,552	29,893,082,967	3,243,041,415
700-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES	4,256,194,832	4,256,693,248	498,416
PENSIONNAIRES EX_BNDI	10,139,661	10,139,661	-
PENSION MILITAIRE	539,569,933	539,569,933	-
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	22,843,296	22,843,296	-
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	24,990,000	25,488,416	498,416
COTISATION AU FONDS DE PENSION	3,658,651,942	3,658,651,942	-
721-QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS ÉTRANGÈRES ET INTERNATIONALES	1,885,856,719	2,779,399,719	893,543,000
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	1,885,856,719	2,779,399,719	893,543,000
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,507,990,001	22,856,990,000	2,348,999,999
410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	120,000,000	150,000,000	30,000,000
ACQUISITION DE VEHICULES	120,000,000	150,000,000	30,000,000
729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS	5,243,000,000	5,768,000,000	525,000,000
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	775,000,000	900,000,000	125,000,000
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	1,000,000,000	1,000,000,000	-
AUTO-ASSURANCE / FONCTION PUBLIQUE /	1,500,000,000	1,600,000,000	100,000,000
AUTRES SUBVENTIONS	1,200,000,000	1,350,000,000	150,000,000
APPUI A LA FORMATION	168,000,000	168,000,000	-
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	600,000,000	750,000,000	150,000,000
SUBVENTIONS AUX AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE POUR LA RENTREE SCOLAIRE	-	-	-
919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE	15,144,990,001	16,938,990,000	1,793,999,999
ACTIVITES ELECTORALES	4,480,000,000	5,400,000,000	920,000,000
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,000,000,000	1,000,000,000	-
APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	-	54,000,000	54,000,000
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	877,990,001	877,990,000	(1)
CREATION D'EMPLOI D'ETE*	600,000,000	600,000,000	-
DOTATIONS PROVISIONNELLES POUR CERTAINES ENGAGEES D'AVANCE	4,437,000,000	4,957,000,000	520,000,000
FONDS POUR LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT	-	130,000,000	130,000,000
PROGRAMME D'INITIATION DES JEUNES A L'EMPLOI (PIJE)	-	170,000,000	170,000,000
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	3,750,000,000	3,750,000,000	-

DETTE PUBLIQUE

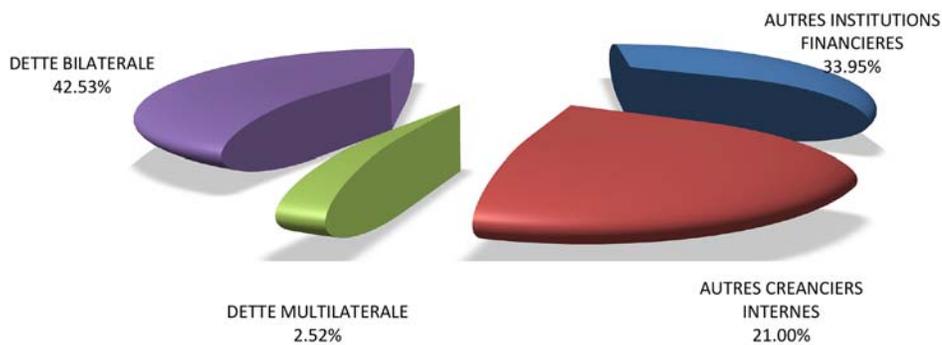
À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

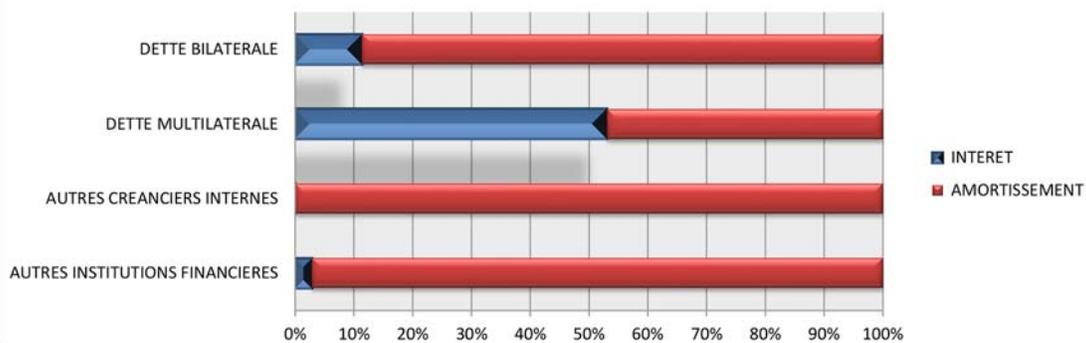
1512 DETTE PUBLIQUE

SECTION	INTERET	AMORTISSEMENT	TOTAL
1512-1-12- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	388,272,258	13,299,179,019	13,687,451,278
1512-1-13- AUTRES CREANCIERS INTERNES	2,808,543	8,462,534,332	8,465,342,875
1512-2-11- DETTE MULTILATERALE	538,925,385	476,857,107	1,015,782,492
1512-2-12- DETTE BILATERALE	1,951,551,316	15,194,048,953	17,145,600,269
TOTAL	2,881,557,503	37,432,619,412	40,314,176,914

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 de la DETTE PUBLIQUE par section



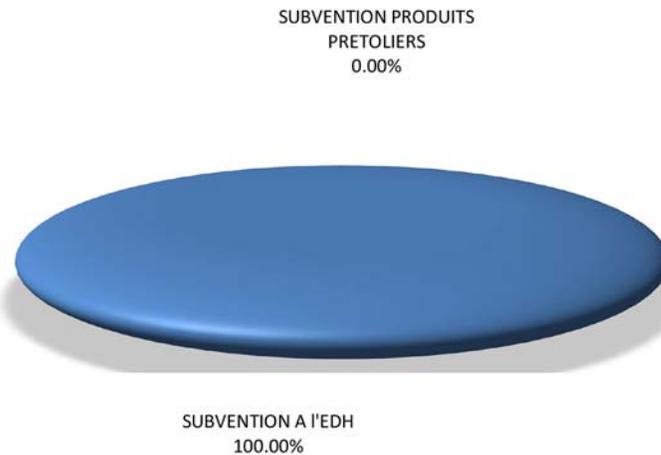
Crédits budgétaires 2023-2024 de la DETTE PUBLIQUE par section et par nature



**DOTATIONS SPÉCIALES
SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**1513 DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE**

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1513-1-11- SUBVENTION A L'EDH	8,800,000,000	-	8,800,000,000
1513-1-12- SUBVENTION PRODUITS PRETOILIERS	-	-	-
TOTAL	8,800,000,000	-	8,800,000,000

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du Secteur de l'Energie par section

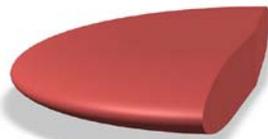
**CRÉDITS BUDGÉTAIRES
DU POUVOIR LÉGISLATIF**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,833,242,754	108,491,692	1,941,734,446
2212 CHAMBRE DES DEPUTES	1,819,726,516	-	1,819,726,516
TOTAL	3,652,969,270	108,491,692	3,761,460,962

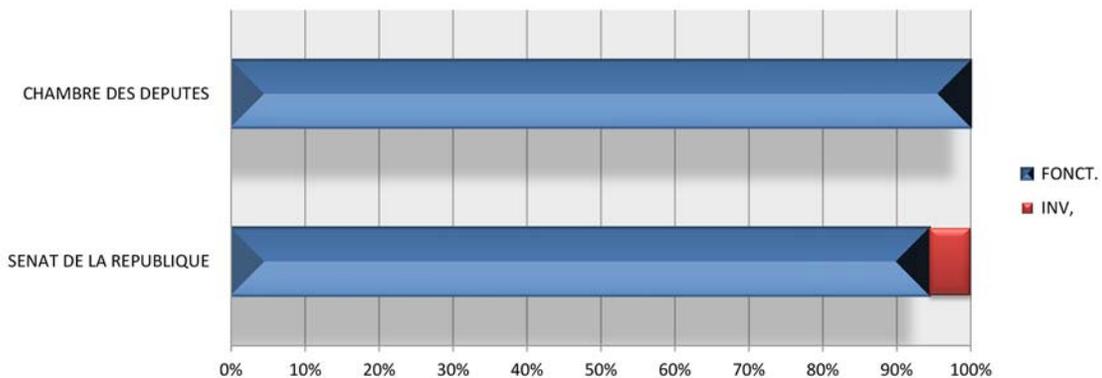
Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du Pouvoir Législatif par branche

CHAMBRE DES DEPUTES
48.38%



SENAT DE LA
REPUBLIQUE
51.62%

Crédits budgétaires 2023-2024 du Pouvoir Législatif par branche



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Sénat de la République est régi par la Constitution de 1987. Sa mission et ses principales attributions sont de :

- Voter les Lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle de la chambre des Députés, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de Loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Sénateurs et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles ;
- Réaliser le suivi de l'application des Lois et de l'exécution du Budget Général ;
- Accomplir des missions d'information ou d'enquête auprès des Ministères, des Organismes et Entreprises Publiques Autonomes et déconcentrés de l'Etat, des Collectivités Territoriales et toutes autres institutions utilisant des fonds publics ;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'Article 186 de la constitution ;
- Approuver ou rejeter le choix du chef de l'Etat de personnalités désignées aux fonctions prévues à cet effet par la Constitution: Commandant en chef de l'Armée, Commandant en chef de la Police Nationale, membre de Conseil d'Administration d'Entreprises Publiques ou d'Organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés et Ambassadeur d'Haïti ;
- Participer au processus de désignation des membres du Conseil Electoral Permanent et du Protecteur du Citoyen;
- Soumettre au Chef de l'Etat une liste de trois (3) candidats par siège à pouvoir à la Cour de Cassation ;
- Elire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif ;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la Déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpellier le Premier Ministre et/ou les membres de son Cabinet ;
- Inscire les Sénateurs et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions publiques nationales et Parlements étrangers.

b) Structure organisationnelle

Le Sénat de la République a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Sénateurs assisté d'une Questure, d'un Secrétariat Général .

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

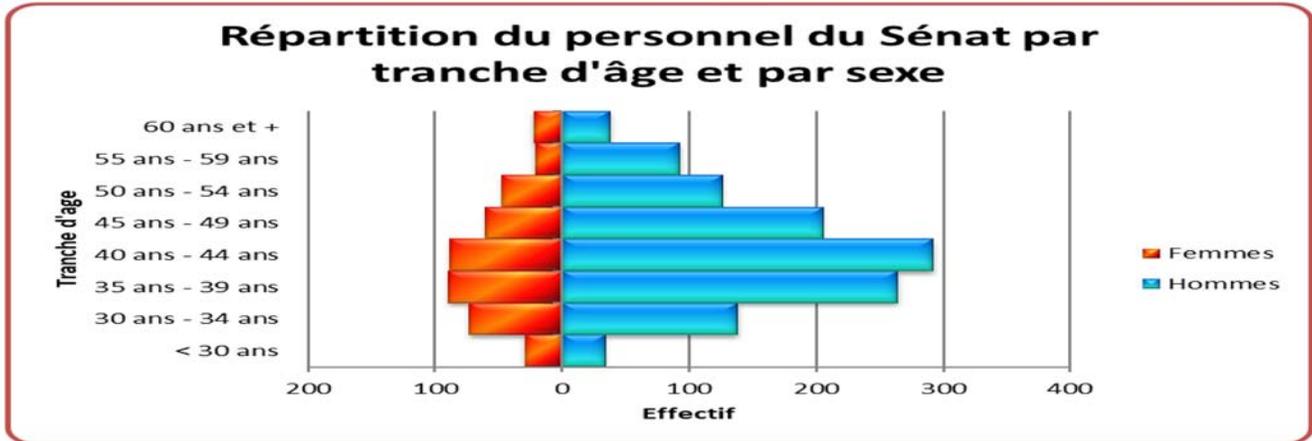
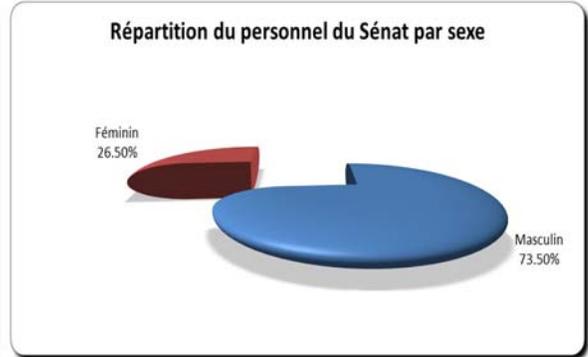
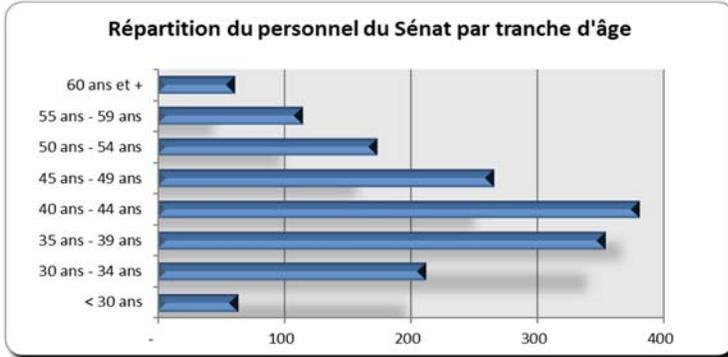
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	1,234	447	1,681	42	85,940,300	51,125

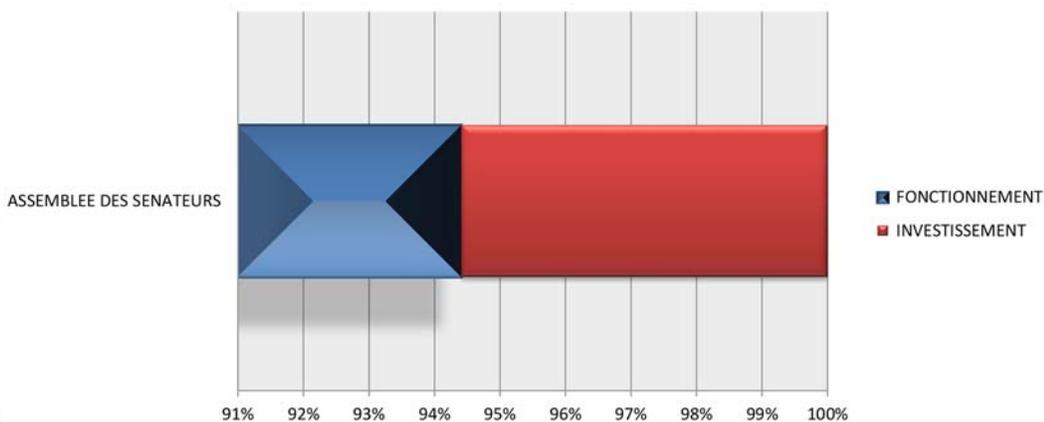
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU SENAT



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE**

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
2211-1-11- ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,833,242,754	108,491,692	1,941,734,446
TOTAL	1,833,242,754	108,491,692	1,941,734,446

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 du SENATASSEMBLEE DES
SENATEURS
100.00%**Crédits budgétaires 2023-2024 du SENAT par nature**

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**2212.- CHAMBRE DES DÉPUTÉS****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Chambre des Députés est régie par la Constitution de 1987. Sa mission et ses principales attributions sont de :

- Voter les Lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle du Sénat, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender, au besoin, les projets de Loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Députés et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles ;
- Réaliser le suivi de l'application des Lois et de l'exécution du Budget Général ;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du Pouvoir Exécutif et du Pouvoir Judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction ;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la Déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpellier le Premier Ministre et/ou les membres de son Cabinet ;
- Doter la chambre des Députés de règlements et d'un plan d'organisation ;
- Inscrire les Députés et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat, les Institutions publiques nationales.

b) Structure Organisationnelle

La Chambre des Députés a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Députés assisté d'un Conseil Technique, d'une Questure, d'un Secrétariat Général.

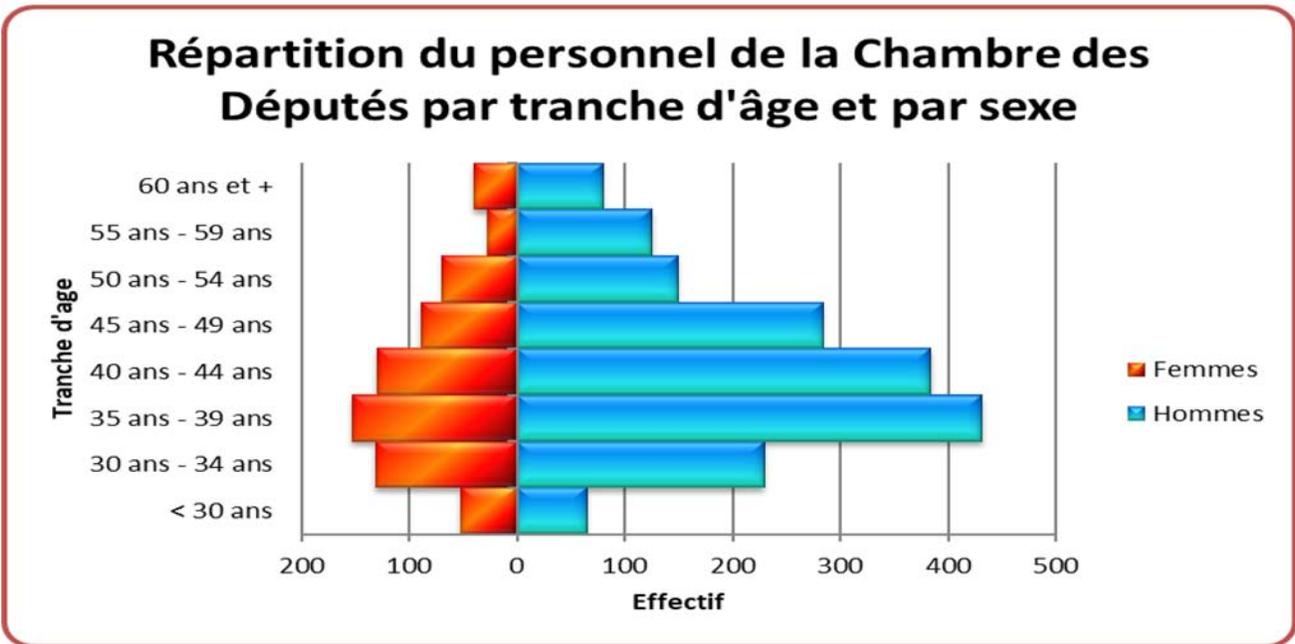
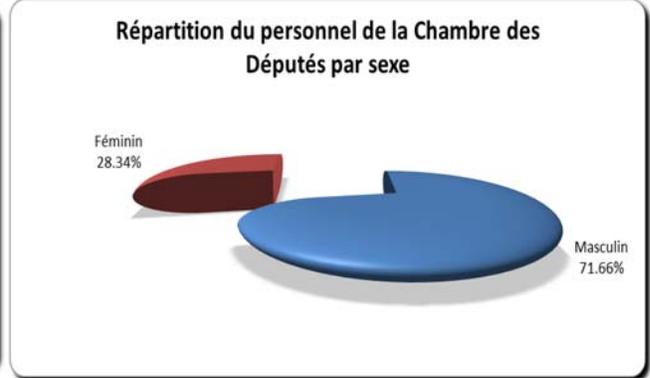
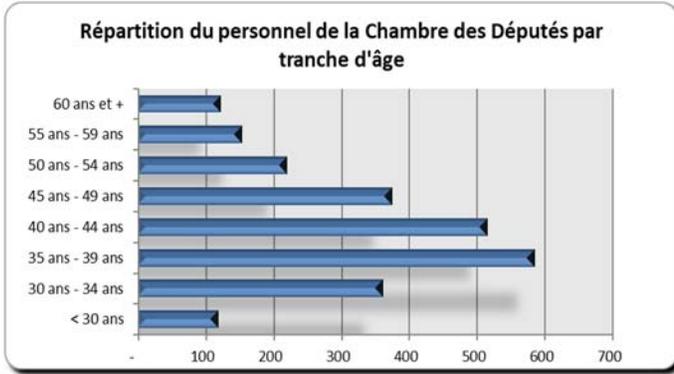
c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024**d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023**

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
CHAMBRE DES DÉPUTÉS	158	79	237	52	11,859,350	50,039
SECRETARIAT GÉNÉRAL	1,591	613	2,204	39	90,650,750	41,130

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

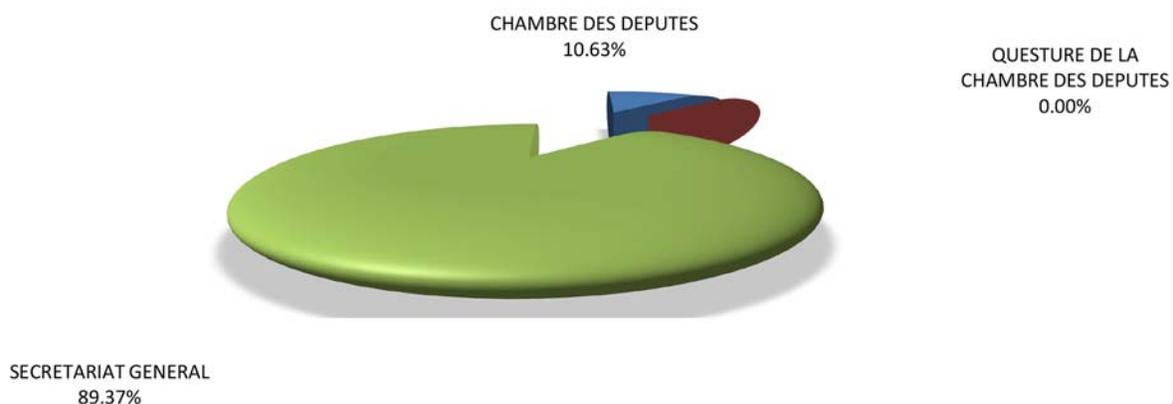
COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CH. DES DEPUTES



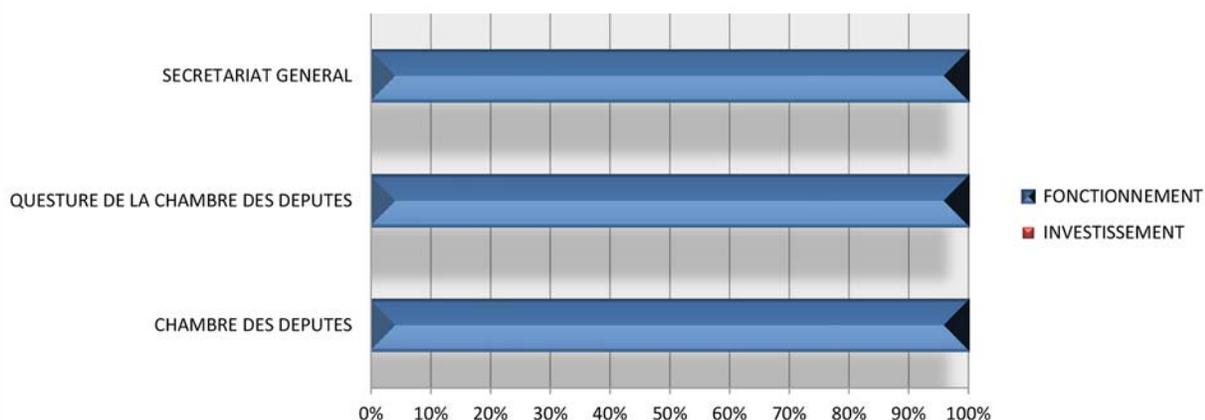
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**CHAMBRE DES DEPUTES**

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
CHAMBRE DES DEPUTES	193,452,975	-	193,452,975
QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	0	-	0
SECRETARIAT GENERAL	1,626,273,541	-	1,626,273,541
TOTAL	1,819,726,516	-	1,819,726,516

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 de la CHAMBRE DES DEPUTES par section



Crédits budgétaires 2023-2024 de la CHAMBRE DES DEPUTES par section et par nature



**CRÉDITS BUDGÉTAIRES
DU POUVOIR JUDICIAIRE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

	MIN,	FONCT.	INV,	TOTAL
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,995,214,473	18,000,000	3,013,214,473
	TOTAL	2,995,214,473	18,000,000	3,013,214,473

Crédits budgétaires 2023-2024 du Pouvoir Judiciaire

CONSEIL SUPERIEUR DU
POUVOIR JUDICIAIRE
100.00%

A NE PAS RE

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DU POUVOIR JUDICIAIRE
SECTEUR POLITIQUE**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**3211.- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Pouvoir Judiciaire est régi par la loi du 17 décembre 2007. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux ;
- Donner son avis sur les projets de politique judiciaire élaborés par le Pouvoir Exécutif ;
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat ;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence ;
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

b) Structure Organisationnelle

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Comprend :

- L'Administration
- La Cour de Cassation
- La Cour d'Appel
- Les Tribunaux

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Garantir une justice équitable en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

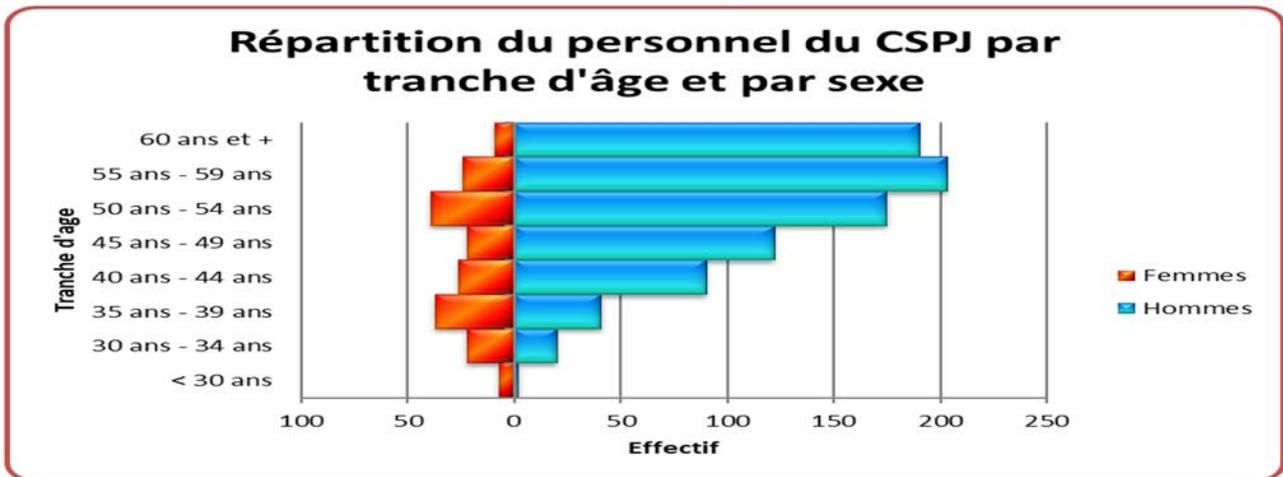
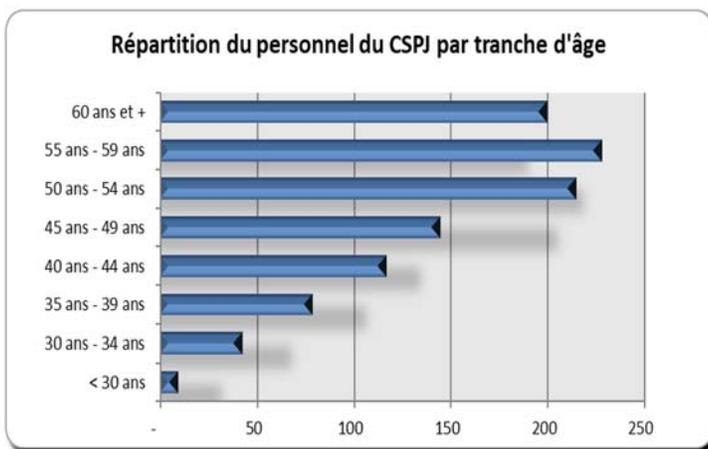
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Administration Générale	81	43	124	43	6,265,750	50,530
COUR DE CASSATION	97	57	154	44	8,106,350	52,639
COUR D'APPEL	46	13	59	62	5,849,800	99,149
TRIBUNAUX	665	88	753	52	53,801,400	71,449

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CSPJ

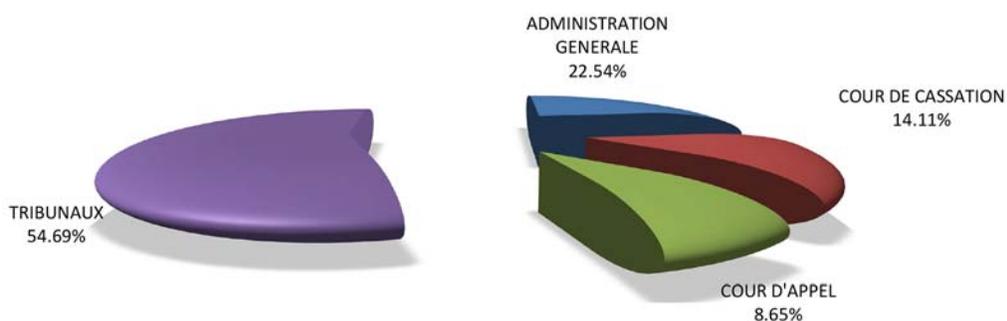


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

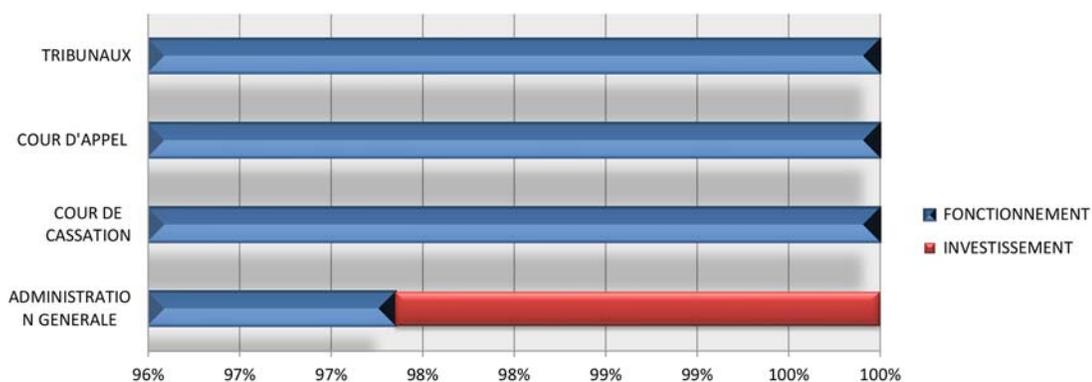
3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	661,285,980	18,000,000	679,285,980
3211-2-12- COUR DE CASSATION	425,294,197	-	425,294,197
3211-2-13- COUR D'APPEL	260,763,655	-	260,763,655
3211-2-14- TRIBUNAUX	1,647,870,641	-	1,647,870,641
TOTAL	2,995,214,473	18,000,000	3,013,214,473

Pondération des crédits budgétaires du CSPJ 2023-2024 par section



Crédits budgétaires 2023-2024 du CSPJ par section et par nature

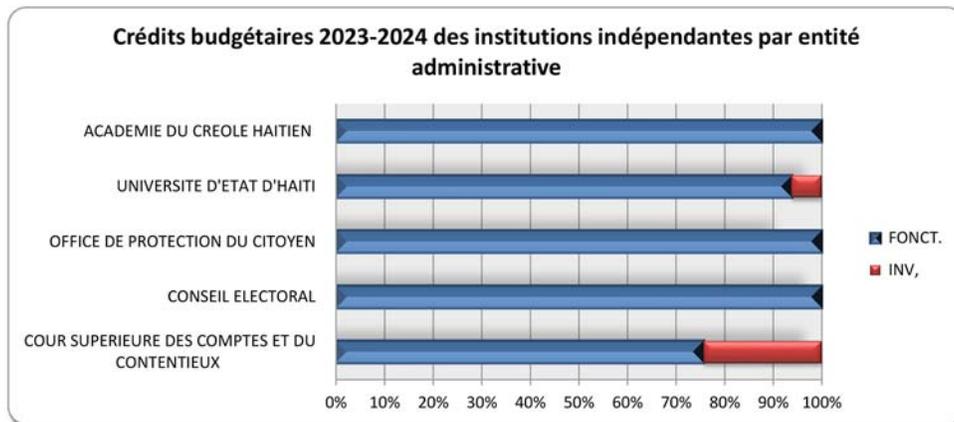
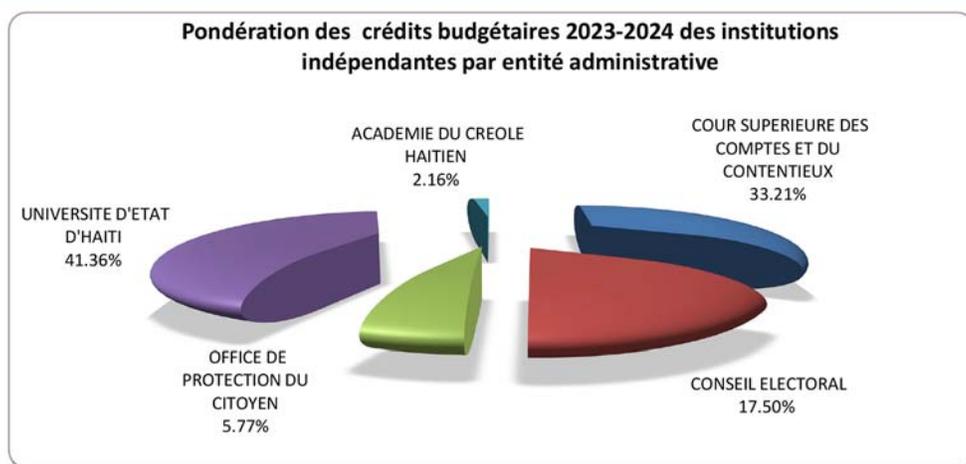


INSTITUTIONS INDÉPENDANTES

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,223,588,671	392,537,613	1,616,126,284
4211 CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	-	851,645,594
4212 OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	280,850,386	-	280,850,386
4311 UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,887,864,870	125,000,000	2,012,864,870
4411 ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	85,057,092	20,217,000	105,274,092
TOTAL	4,329,006,613	537,754,613	4,866,761,226



**COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES
ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif est régie par le Décret du 23 novembre 2005. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Contrôler, sur les Plans administratif et juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif ;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes ;
- Connaître les litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les Services Publics et les Administrés.

b) Structure Organisationnelle

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif est organisée suivant une Structure centrale placée sous l'autorité d'un Conseil et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, cinq (5) Directions Techniques, une (1) Unité de Coordination et neuf (9) Directions Départementales.
- Un Tribunal Administratif ayant un Auditorat et un Greffe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Assurer un service de contrôle de qualité fidèle aux normes et procédures nationales ;
- Moderniser et systématiser les procédures de contrôle de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

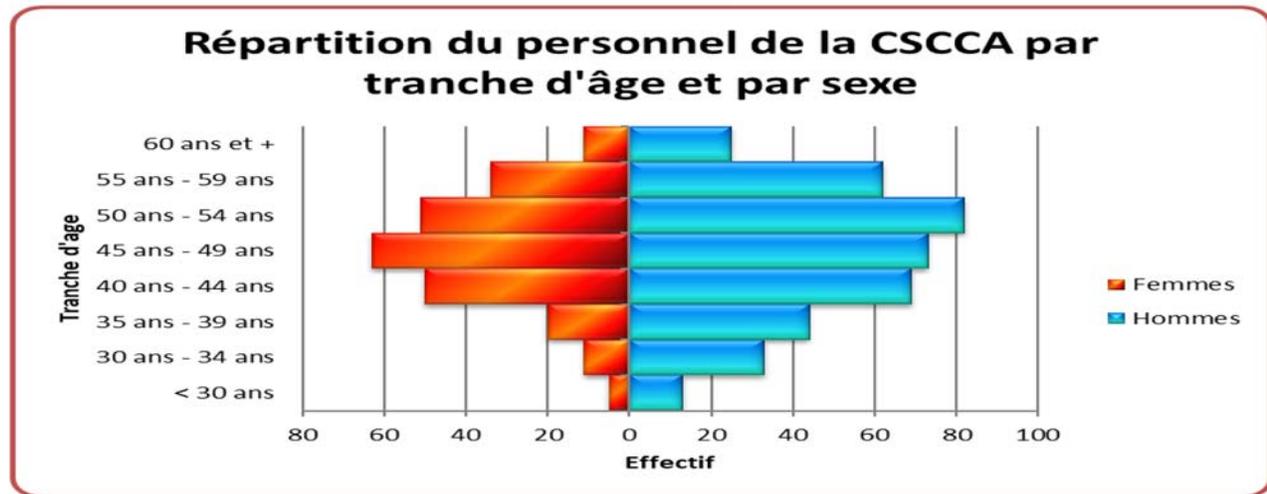
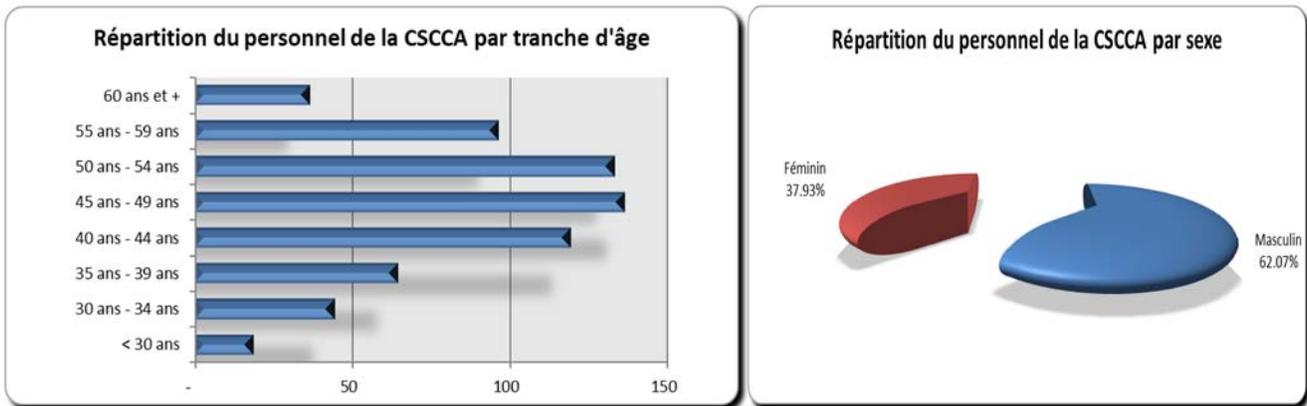
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	394	249	643	46	33,082,100	51,450

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CSCCA



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

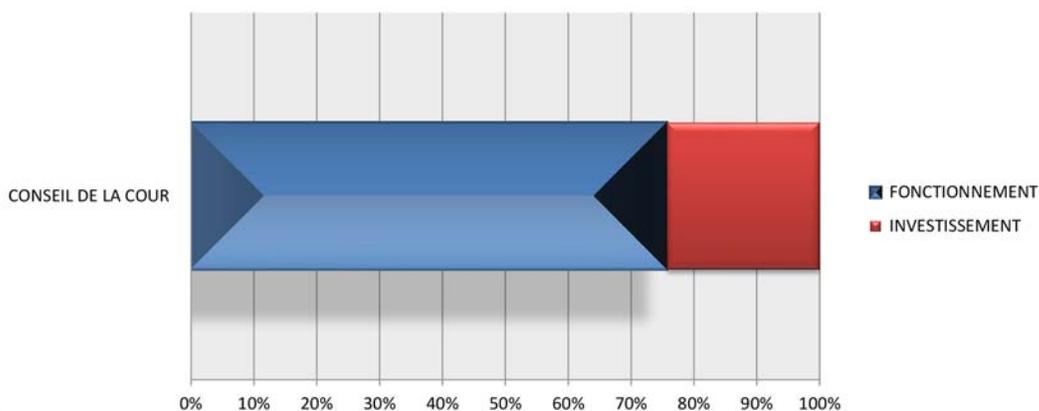
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4111-1-11- CONSEIL DE LA COUR	1,223,588,671	392,537,613	1,616,126,284
TOTAL	1,223,588,671	392,537,613	1,616,126,284

Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 de la CSCCA par section



CONSEIL DE LA COUR
100.00%

Crédits budgétaires 2023-2024 de la CSCCA par section et par nature



CONSEIL ELECTORAL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**4211.- CONSEIL ELECTORAL****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Conseil Electoral est régi par le Décret du 13 mars 2015. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Elaborer le projet de Loi électorale qui sera soumis à l'Exécutif pour les suites nécessaires ;
- Respecter, faire respecter et faire appliquer le Décret électoral, la Constitution et les Lois de la République en la matière ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par-devant le Tribunal compétent ;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale ;
- Procéder à l'identification et au recensement des électeurs ;
- Organiser des élections ;
- Organiser les Tribunaux Electoraux (Bureau du Contentieux Electoral Communal (BCEC), Bureau du Contentieux Electoral Départemental (BCED), Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) pour connaître les cas de contestation soulevés à l'occasion des élections) ;
- Entreprendre et encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple haïtien en matière électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par devant le Tribunal compétent ;
- Déterminer et acquérir l'équipement nécessaire à l'exécution des opérations électorales ;
- Veiller à l'entretien et à la conservation des biens meubles et immeubles de l'Institution;
- Tenir les archives du processus électoral.

b) Structure Organisationnelle

Le Conseil Electoral comprend :

- Le Bureau de Conseil ;
- Le Conseil d'Administration ;
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

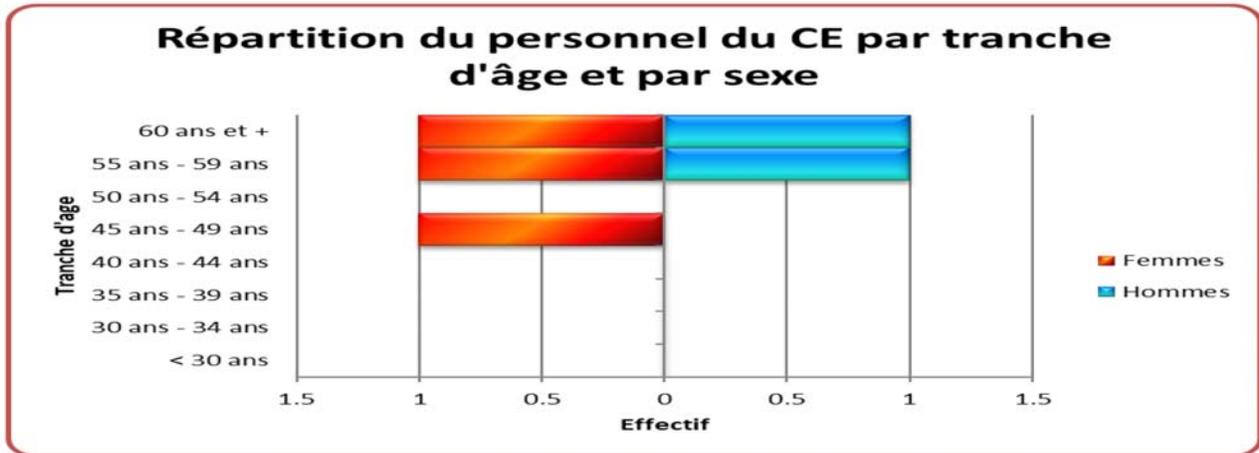
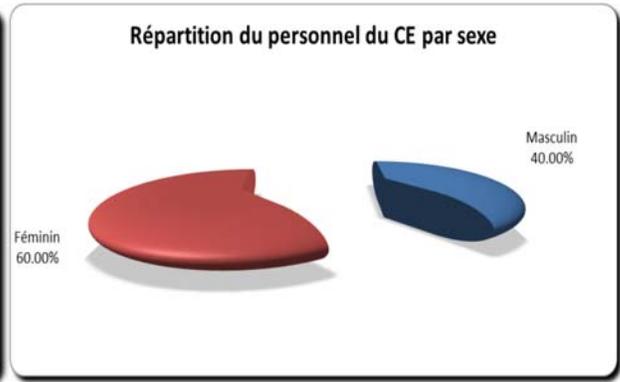
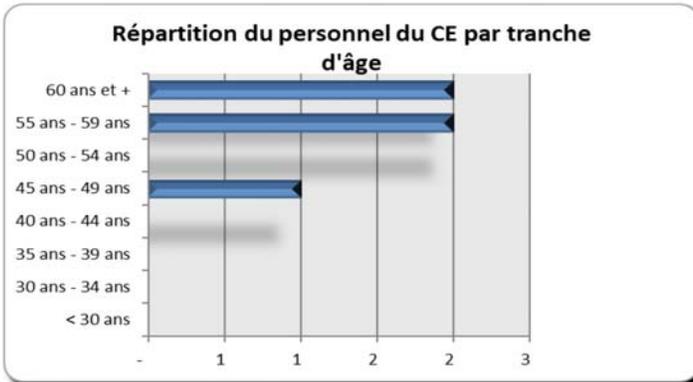
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	2	3	5	56	189,500	37,900

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CE



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

4211 CONSEIL ELECTORAL

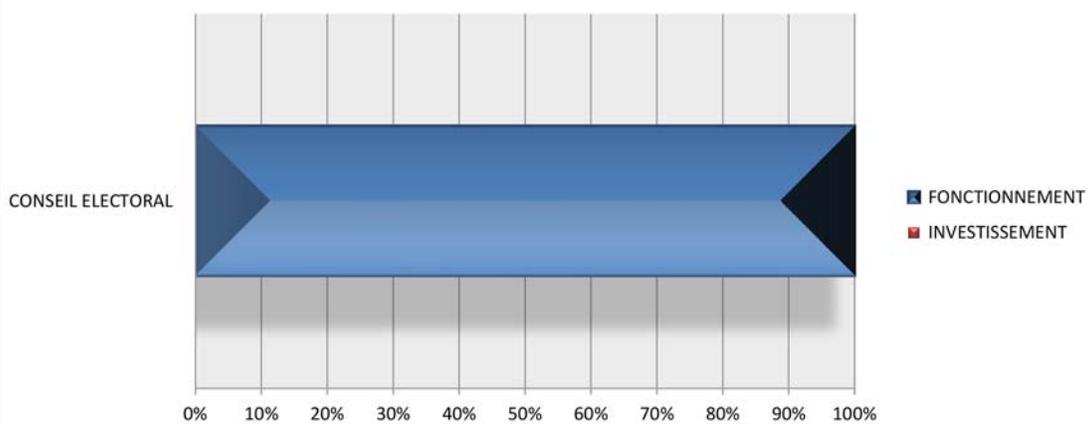
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4211-1-11- CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	-	851,645,594
TOTAL	851,645,594	-	851,645,594

Pondération des crédits budgétaires du CE 2023-2024 par section



CONSEIL ELECTORAL
100.00%

Crédits budgétaires 2023-2024 du CE par section et par nature



**OFFICE DE PROTECTION
DU CITOYEN**

À NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**4212.- OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

L'Office de la Protection du Citoyen est régi par le Décret du 17 juillet 2012. Sa principale mission est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et d'erreurs, volontaires ou non de l'Administration publique et des Institutions autonomes.

b) Structure Organisationnelle

L'Office de la Protection du Citoyen comprend :

- Le Bureau du Protecteur ;
- Une (1) Direction des Affaires Administratives ;
- Une (1) Direction Technique.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

- Rapprocher l'Office de la Protection du Citoyen auprès de l'ensemble des catégories sociales de la population haïtienne ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

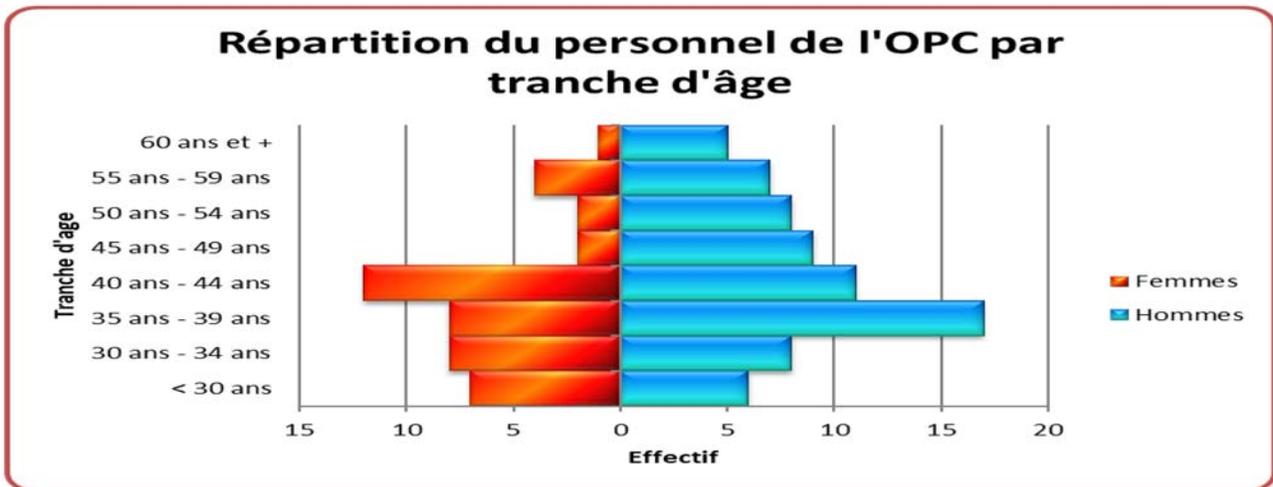
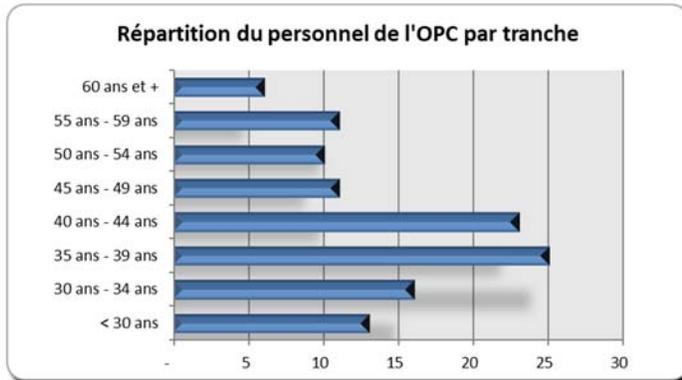
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	76	40	116	41	5,906,150	50,915

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE L'OPC



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

4212 OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN

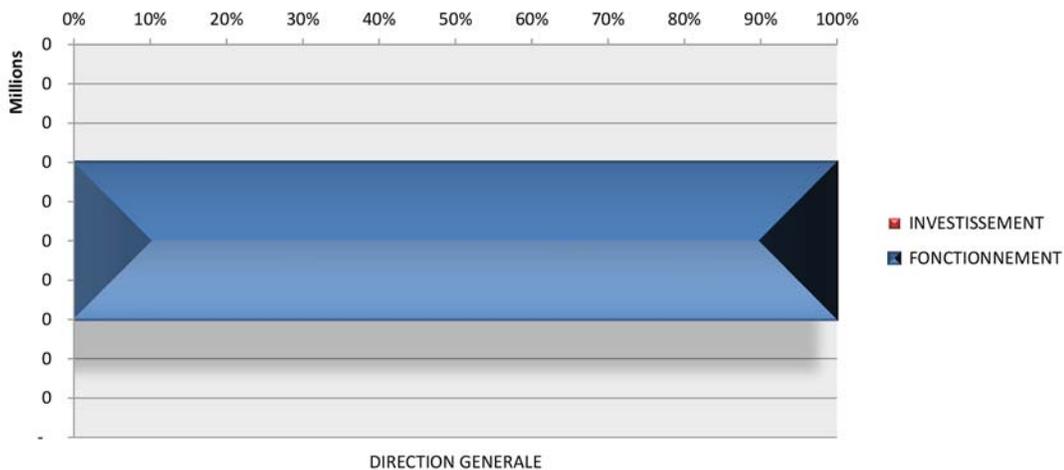
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4212-1-12- DIRECTION GENERALE	280,850,386	-	280,850,386
TOTAL	280,850,386	-	280,850,386

Pondération des Crédits budgétaires 2023-2024 de l'OPC par section



DIRECTION GENERALE
100.00%

Crédits budgétaires 2023-2024 de l'OPC par section
et par nature



DIRECTION GENERALE

UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI

À NE PAS RÉPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAÏTI****a) Cadre légal, Mission et Attributions**

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) est une institution publique d'enseignement supérieur. Elle est régie par la Constitution de 1987 (Art. 208, 209, 210, 211, 211.1 et 212). Sa mission et ses principales attributions sont :

- Promouvoir et transmettre les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être dans toutes les couches de la société haïtienne ;
- Oeuvrer au développement de la recherche dans les domaines scientifique, technique, culturel, économique, social ;
- Accompagner l'État, la société et la population haïtienne en général dans le processus de développement ;
- Contribuer à la modernisation de l'enseignement supérieur en Haïti.

b) Structure Organisationnelle

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) regroupe aujourd'hui onze (11) entités situées dans la région métropolitaine et six (6) facultés ou écoles de droit, de gestion et d'économie dans les villes du Cap- Haïtien, de Fort-Liberté, des Gonaïves, de Hinche, de Jacmel et de Port-de-Paix. Un nouveau campus à Limonade vient augmenter son patrimoine physique. Une quarantaine de programmes d'études de premier cycle sont offerts parmi un vaste champ de connaissances. Le programme d'études post-graduées inclut treize programmes de maîtrise existant dans les domaines du patrimoine, de la philosophie, des sciences informatiques, des sciences juridiques, des sciences de la santé, des sciences du développement, et des sciences pures (Mathématiques, Physique, Chimie) en partenariat avec des universités étrangères, pour la plupart. Y seront aussi intégrés des programmes de doctorat et d'autres programmes de maîtrise en perspective. Les premières inscriptions au doctorat à l'UEH se sont réalisées au cours de l'année 2012- 2013.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2024

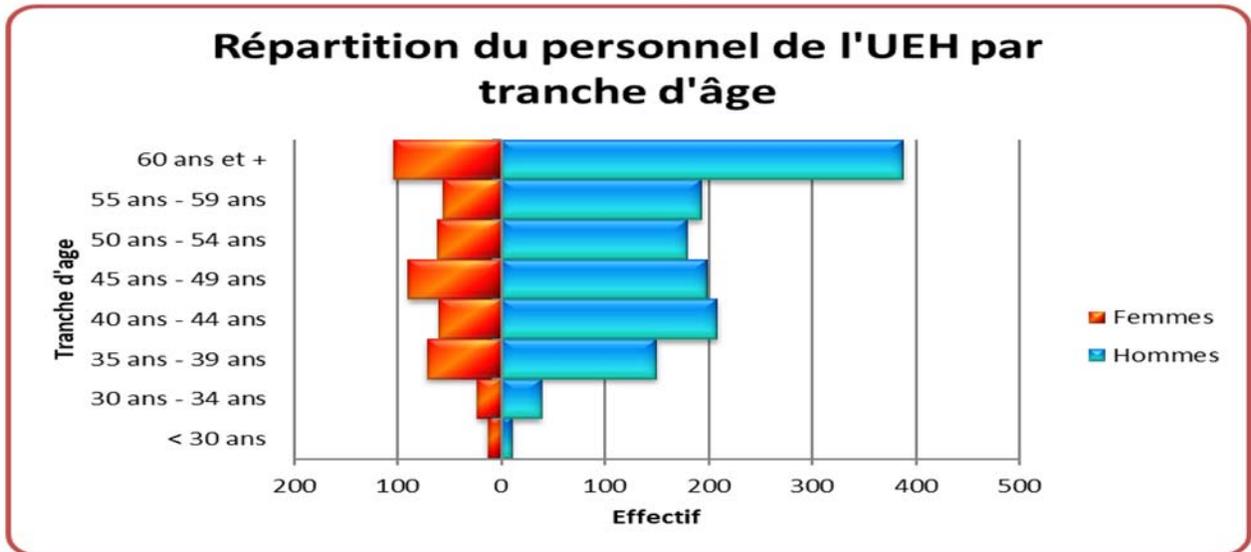
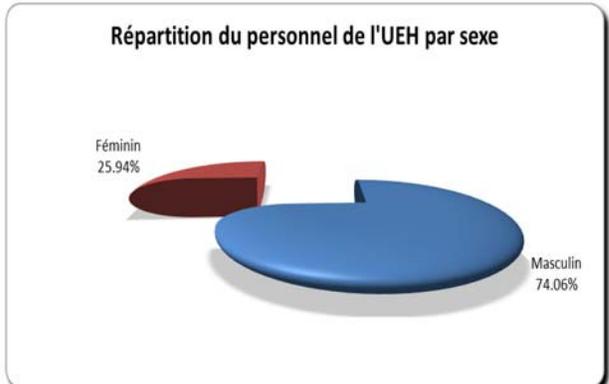
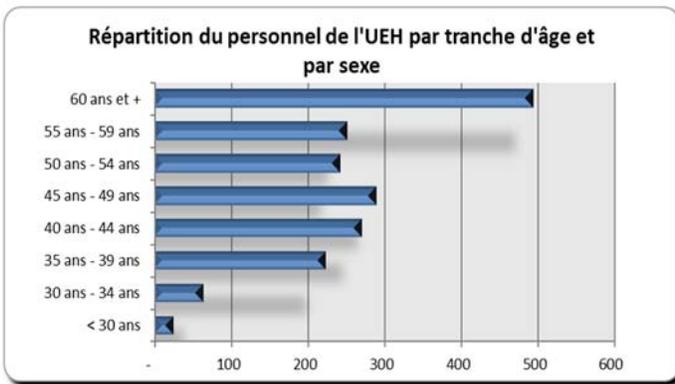
- Renforcer les capacités du corps enseignant en nombre et en expertise par le recrutement de professeurs à temps plein ;
- Développer la recherche au sein de l'UEH et assurer son excellence en renforçant les capacités des centres de recherche ;
- Améliorer l'environnement d'apprentissage des étudiants de l'UEH, notamment à travers l'ameublement des salles de cours, des bâtiments administratifs et des cafétérias des différentes facultés ;
- Renforcer le système d'enseignement de l'UEH à travers la mise en oeuvre de mécanismes permettant d'assurer la formation à distance.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1490	521	2011	51	88,048,613	43,783
Services internes	1490	521	2011	51	88,048,613	43,783



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

4311 UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4311-1-11- RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,887,864,870	125,000,000	2,012,864,870
TOTAL	1,887,864,870	125,000,000	2,012,864,870

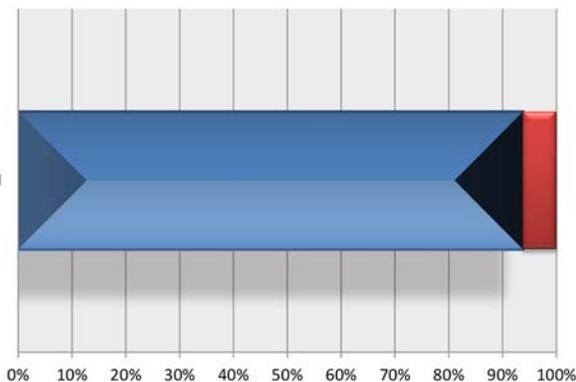
Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 de l'UEH par section

RECTORAT DE L'UNIVERSITE
D'ETAT D'HAITI
100.00%



Crédits budgétaires 2023-2024 de l'UEH par section et par nature

RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI



**AKADEMI KREYOL AYISYEN
ACADÉMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024**4411.- ACADEMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN****a) Estati, Misyon ak Travay Akademi an**

Akademi Kreyòl Ayisyen an se yon enstitisyon Leta. Li kreye jan Konstitisyon 1987 amande a mande 1 nan atik 213 ak 214-i. Li endepandan e li kouvri tout peyi a. Li gen karaktè administratif, kiltirèl ak syantifik.

Akademi Kreyòl Ayisyen an genyen misyon pou li :

- a) Fè tout sa ki nesèsè pou ankouraje pwodiksyon nan lang kreyòl ;
- b) Ankouraje eksperyans pèp la ap fè nan dekouvèt, nan kreyasyon, nan pwodiksyon lap fè an kreyòl, kit se pwodiksyon oral, kit se pwodiksyon ekri ;
- c) Fè tout sa ki nesèsè pou fè kreyòl la gen bonjan reyònman ak prestij nan je popilasyon ayisyen an ak nan je lòt popilasyon yo ;
- d) Travay epi siveye pou gen relasyon ki byen balanse nan jan enstitisyon yo ap sèvi ak lang yo nan- osyete a ;
- e) Travay pou enstitisyon!eta yo aplike Konstitisyon an nan piblikasyon tout dokiman ofisyèl yo nan lang kreyòl :
- f) Fè pwopozisyon sou fason moun kapab sèvi ak lang kreyòl la nan komunikasyon piblik nan peyi a ;
- g) Ankouraje travay sou devlopman zouti tankou gramè, diksyonè, leksik nan tout domèn ;
- h) Ankouraje travay sou pwogram fòmasyon teknik pou tout sektè ki bezwen fòmasyon avanse nan lang kreyòl ;
- i) Fè envantè tout moun k ap travay sou lang kreyòl ak espesyalis nan tout domèn kap pwodui nan lang kreyòl;
- j) Fè envantè pwodiksyon k ap fèt nan lang kreyòl ak pwodiksyon sou lang kreyòl anndan peyi a kou deyò;
- k) Ankouraje epi pwopoze bonjan travay rechèch sou lang kreyòl la;
- l) Travay pou enstitisyon rejonan yo sèvi ak lang kreyòl la pou entegrasyon popilasyon kreyolofòn yo.

b) Oganizasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an

Akademi Kreyòl Ayisyen an ap fonksyone ak kat (4) ògàn :

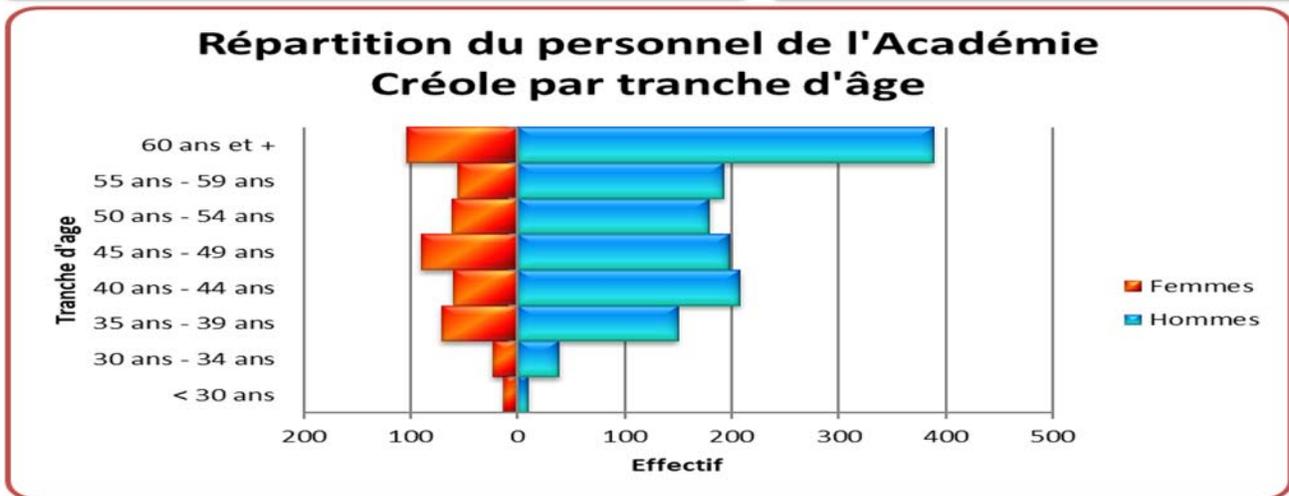
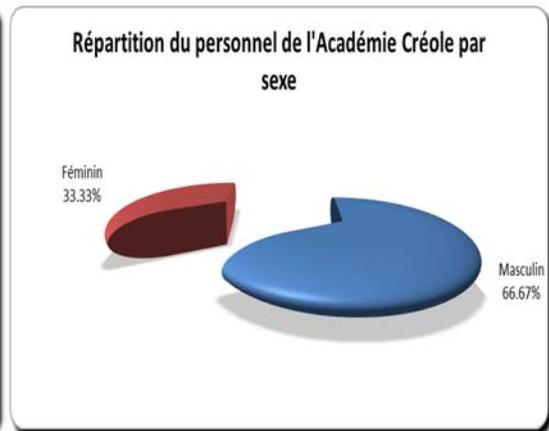
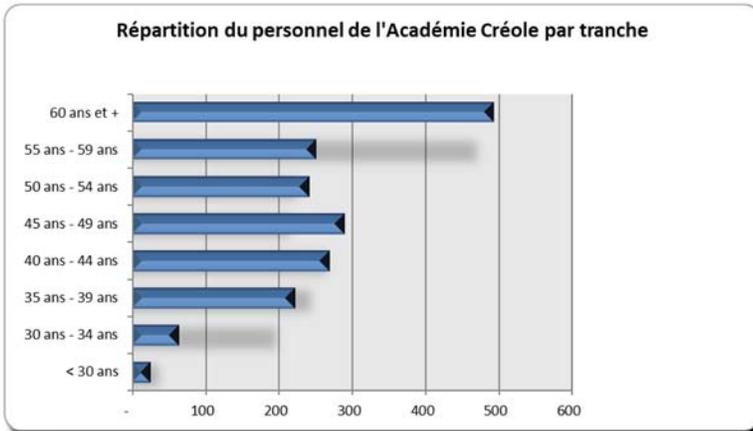
- a) Yon Konsèy Akademisyen ;
- b) Yon Konsèy Administrasyon;
- ch) Yon Konsèy Konsiltatif;
- d) Yon Sekretarya Egzekitif.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

d) Sitiyasyon ajan piblik pèmanan nan mwa dawout 2023

o Efektif ak Mas Salè

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	18	9	27	43	1,239,800	45,919



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

4411 ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4411-1-11- SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	85,057,092	20,217,000	105,274,092
TOTAL	85,057,092	20,217,000	105,274,092

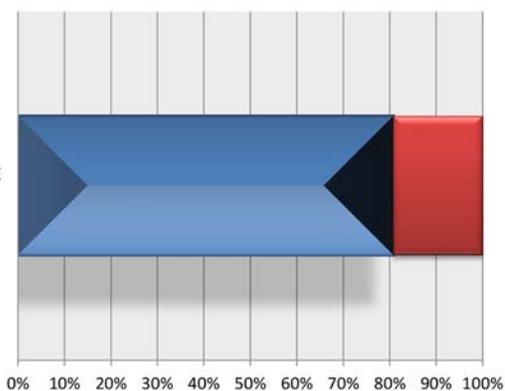
Pondération des crédits budgétaires 2023-2024 de l'ACH par section

SECRETARIAT TECHNIQUE
DE L'ACADEMIE DU CREOLE
HAITIEN
100.00%



Crédits budgétaires 2023-2024 de l'ACH par section et par nature

SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE
HAITIEN



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2023-2024

SOMMAIRE

	PAGES	
1	Textes de Loi	1 - 70
2	Présentation générale des ressources budgétaires	71 - 83
3	Présentation générale des crédits par institution	84 - 86
3.1.	Crédits budgétaires du Pouvoir Exécutif	87 - 90
3.1.1.	Pouvoir Exécutif / Secteur Économique	91 - 92
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe</i>	93 - 96
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de l'Economie et des Finances</i>	97 - 101
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural</i>	102 - 105
	• <i>Présentation et crédits du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications</i>	106 - 109
	• <i>Présentation et crédits du Ministère du Commerce et de l'Industrie</i>	110 - 113
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de l'Environnement</i>	114 - 117
	• <i>Présentation et crédits du Ministère du Tourisme</i>	118 - 121
3.1.2.	Pouvoir Exécutif / Secteur Politique	122 - 123
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique</i>	124 - 127
	• <i>Présentation et crédits du Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger</i>	128 - 131
	• <i>Présentation et crédits du Ministère des Affaires Etrangères</i>	132 - 135
	• <i>Présentation et crédits de la Présidence</i>	136 - 139
	• <i>Présentation et crédits de la Primature</i>	140 - 143
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales</i>	144 - 147
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Défense Nationale</i>	148 - 152
3.1.3.	Pouvoir Exécutif / Secteur Social	153 - 154
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle</i>	155 - 158
	• <i>Présentation et crédits du Ministère des Affaires Sociales et du Travail</i>	159 - 162
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Santé Publique et de la Population</i>	163 - 166
	• <i>Présentation et crédits du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme</i>	167 - 170
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique</i>	171 - 174
3.1.4.	Pouvoir Exécutif / Secteur Culturel	175 - 176
	• <i>Présentation et crédits du Ministère des Cultes</i>	177 - 180
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Culture</i>	181 - 184
	• <i>Présentation et crédits du Ministère de la Communication</i>	185 - 187
3.1.5.	Pouvoir Exécutif / autres Administrations	188 - 189
	• <i>Interventions Publiques</i>	190 - 192
	• <i>Dette Publique</i>	193 - 194
	• <i>Dotations Spéciales / Subvention au Secteur de l'Énergie</i>	195 - 196
3.2.	Crédits budgétaires du Pouvoir Législatif	197 - 198
	• <i>Présentation et crédits du Sénat de la République</i>	199 - 202
	• <i>Présentation et crédits de la Chambre des Députés</i>	203 - 206
3.3.	Crédits budgétaires du Pouvoir Judiciaire / Secteur Politique	207 - 208
	• <i>Présentation et crédits du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire</i>	209 - 212
3.4.	Crédits budgétaires des Institutions Indépendantes	213 - 214
	• <i>Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif</i>	215 - 218
	• <i>Conseil Electoral</i>	219 - 222
	• <i>Office de Protection du Citoyen</i>	233 - 226
	• <i>Université d'État d'Haïti</i>	227 - 230
	• <i>Akademi Kreyol Ayisyen / Académie du Créole Haïten</i>	231 - 234

AVIS RELATIF À L'ABONNEMENT ANNUEL 2023

NUMÉRO
ORDINAIRE

LES NUMÉROS SPÉCIAUX N'EN FONT PAS PARTIE



JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE

INSTITUTION : RESPONSABLE :

PARTICULIER (NOM - PRÉNOM) :

ADRESSE :

PHONE : EMAIL :

ANNÉE : N.B. PRIÈRE D'ÉCRIRE EN LETTRES MAJUSCULES

Coupon à retourner : Presses Nationales d'Haïti, siège du Journal officiel de la République
 231 - 233, rue du Centre, Port-au-Prince, HT6110 • 61, rue Goulard, Pétion-Ville, HT6141
 B.P. : 1746 • Tél.: (509) 4051-5242 / 4051-5244 / 4051-5249 / 2941-7909
 www.pressesnationalesdhaïti.ht • E-mail : dc.pressesnationalesdhaïti@gmail.com

ABONNEMENT ANNUEL
30,000 GDES+10% TCA
QTE <input type="checkbox"/> MONTANT TOTAL

NUMÉRO
SPÉCIAL

HORMIS LES NUMÉROS SPÉCIAUX DE PLUS DE SOIXANTE (60) PAGES



JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE

INSTITUTION : RESPONSABLE :

PARTICULIER (NOM - PRÉNOM) :

ADRESSE :

PHONE : EMAIL :

ANNÉE : N.B. PRIÈRE D'ÉCRIRE EN LETTRES MAJUSCULES

Coupon à retourner : Presses Nationales d'Haïti, siège du Journal officiel de la République
 231 - 233, rue du Centre, Port-au-Prince, HT6110 • 61, rue Goulard, Pétion-Ville, HT6141
 B.P. : 1746 • Tél.: (509) 4051-5242 / 4051-5244 / 4051-5249 / 2941-7909
 www.pressesnationalesdhaïti.ht • E-mail : dc.pressesnationalesdhaïti@gmail.com

ABONNEMENT ANNUEL
30,000 GDES+10% TCA
QTE <input type="checkbox"/> MONTANT TOTAL

Achevé d'imprimer par Presses Nationales d'Haïti - Port-au-Prince
 ISSN : 1683-2930 • Dépôt légal : 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti
 ©Tous droits réservés 2023